

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION



QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE - N° 12337 - 4 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

MARDI 25 SEPTEMBRE 1984

B. D.

Galerie du Porche, 7, rue du Porche, 75003 Paris. Tél. : 277-21-13.
Galerie Glénat, 16, rue la Fayette, 75009 Paris. Tél. : 246-99-81.
Le Coupole, 102, boulevard du Montparnasse, 75014 Paris. Tél. : 320-14-20.
Du 25 au 30 septembre : exposition d'œuvres et d'agrandissements de planches de Bilal, Christian, Dorette, Marc, Cabanes, Eberhart, Rodophe, Marc, Florent, Costant, Louisa, Philippe, Patrice, Vulliamin, Serover, Vienne, Rada, Dodo, Jean Teule, Jean Vautier, Louis, Serge Le Tendre, Marguerite, Jean Louis, Ted, Benoit, Tami, Anne, Goetzinger, Diennet, Golo, Franck, Kant, Hutchinson, Diennet, Golo, Franck, Boudjellal, Olivier Tahir, Titi, Boum, Laurent, Vienne, Marc, Jean-Denis, Paris, Michel, Bland-Dumont, Lamine, Marie, Bar, Foch, Foch, Toudat, Martin Veyron.

FANZINES

Librairie Palissades, 21, rue de la Sorbonne, 75006 Paris. Tél. : 335-27-47.
Du 25 septembre au 13 octobre : exposition et ventes de fanzines du monde entier.
Espace Kron, 10, rue de la Vierge, 75011 Paris.
Exposition de deux fanzines : "Nouveau Châtillon" et "Mille ans Page".

Le 25 septembre à 19 h 30 : "Les Fanzines", par la Cie Entrepreneurs et la Cie Fanzines, chorégraphie et mise en scène de la Cie Fanzines, par Mark Tournon et Jean-Luc.
Le 27 septembre à 19 h 30 : "Les Fanzines", par la Cie Entrepreneurs et la Cie Fanzines, chorégraphie et mise en scène de la Cie Fanzines, par Mark Tournon et Jean-Luc.
Le 29 septembre à 19 h 30 : "Les Fanzines", par la Cie Entrepreneurs et la Cie Fanzines, chorégraphie et mise en scène de la Cie Fanzines, par Mark Tournon et Jean-Luc.

PERFORMANCE

Galerie Jean et Jacques Donghi, 57, rue de la Roquette, 75011 Paris.
Entrée libre.
Le 25 septembre à 19 heures : "Espace Morcadin".
Le 26 septembre à 19 heures : "Naschi Fala".
Le 27 septembre à 19 heures : "Susan Venturini et Bio Medeiros".
Le 28 septembre à 19 heures : "Monique Hébert".
Le 29 septembre à 19 heures : "Nijinski et Siskin".

MOBILIER CONTEMPORAIN

Deux sur mesure - Espace-Temps, 3, rue de la Roquette, 75011 Paris.
Entrée libre.
Du 25 au 30 septembre de 10 h à 19 h : "Mobilier contemporain".

VIDÉO

Esplanade Panorama, 11, boulevard de Port-Royal, 75013 Paris. Tél. : 707-28-04. Prix des places : 50 F.
Le 25, 26, 27 et 28 septembre de 0 h à 6 h : "Mille ans Page".
Le 25, 26, 27 et 28 septembre de 10 h à 19 h : "Mobilier contemporain".
Le 25, 26, 27 et 28 septembre de 10 h à 19 h : "Mobilier contemporain".

Le symbole de Verdun

Les occasions de célébrer la réconciliation franco-allemande ont été suffisamment nombreuses, depuis le voyage historique de de Gaulle en République fédérale, en 1962, et la signature du traité de l'Élysée, en 1963, pour qu'il soit difficile de ressentir la cérémonie de Verdun comme un tournant dans l'histoire des relations, longtemps tumultueuses, entre les deux nations voisines. Le fondateur de la V^e République et Konrad Adenauer avaient en leur temps échangé le baiser de paix que l'un fit aussi le chef de la France libre et l'autre le premier chancelier de la nouvelle démocratie allemande avait suffi à donner tout son sens à ce geste.

Depuis, la coopération entre Paris et Bonn n'a pas connu que des temps forts ou des périodes exaltantes. De Gaulle lui-même n'avait-il pas vu, comme il l'avait confié une fois avec amertume, « se faner les roses » et chères au chancelier Adenauer ? Mais elle est devenue, et depuis de longues années déjà, le pilier central de la construction européenne. D'innombrables sommets, à raison de deux rencontres institutionnelles par an et de fréquentes entrevues « hors calendrier », comme celle que MM. Kohl et Mitterrand auront à la mi-octobre en France, sans attendre celle de Bad-Kreuznach à la fin du mois prochain, ont permis d'étendre cette coopération à de très nombreux domaines : économiques, techniques, culturels et militaires. Et la concertation proprement politique entre les deux capitales n'a cessé de gagner en importance et en efficacité.

D'où vient alors que la cérémonie de Verdun, dont l'annonce avait été accueillie par un certain scepticisme ironique, allant de l'« Encore une fois ! » à l'« A quel bon ? », ait pris, samedi 22 septembre, hors de toute actualité, un caractère aussi saisissant ? Sans doute l'émotion ressentie par les participants, par ceux qui y ont assisté directement ou même simplement par ceux qui ont vu quelques images à la télévision doit-elle à la solennité du lieu, où plus de sept cent mille soldats des deux pays sont tombés au cours de l'une des plus formidables batailles de tous les temps.

De même était-il habile, pour célébrer la réconciliation et rendre un hommage commun à toutes les victimes, de faire référence à la première guerre mondiale plutôt qu'à la deuxième : quoique plus meurtrière, le conflit de 1914-1918 n'a évidemment pas laissé les mêmes séquelles dans les mémoires et dans les cœurs que l'occupation de l'Hexagone par un Allemand devenu nazie. Il y a même longtemps que les anciens combattants français et allemands de la Grande Guerre ont noué des liens amicaux par l'intermédiaire de leurs associations et voulu voir dans l'armistice de 1918 une « paix des braves » avant la lettre.

Il n'en reste pas moins que la symbolique de la rencontre de Verdun laissera probablement une trace durable dans la conscience collective des deux peuples. L'image du président français et du chancelier allemand main dans la main devant un cercueil recouvert des deux drapeaux est de celles qui ne s'effacent pas. Elle devrait, en particulier, avoir frappé les jeunes, à qui elle aura rappelé les affrontements du passé pour mieux montrer, « à contrario », le chemin de l'avenir.

La réconciliation franco-allemande n'a pas seulement marqué la fin d'un long et cruel antagonisme qui n'écarterait d'ailleurs pas la fascination mutuelle. Elle a changé radicalement les conditions de la sécurité et de la prospérité de tout un continent. Comme jadis Péguy à la France, MM. Kohl et Mitterrand semblaient dire samedi à l'Europe, cette « commune patrie » : « Mère, voici vos fils qui se sont tous battus ».

(Lire nos informations page 12.)

« LE MONDE DE L'ÉCONOMIE »

Dans la série de nos suppléments sur les matières premières :

Le plomb et le zinc

LIRE PAGES 17 A 21

Les paris de Renault

Le succès de la nouvelle R5 dépend aussi d'une réduction sans conflit des effectifs

Au moment même où est lancée la nouvelle Renault 5, au volant de laquelle M. François Mitterrand est arrivé, lundi 24 septembre à l'Élysée, en compagnie de M. Bernard Hanon, PDG de la Régie, les dirigeants sont inquiets. La vitesse à laquelle a été réglé le conflit du Mans - qui pourrait être que le premier d'une longue série puisque des actions sont envisagées cette semaine dans plusieurs autres unités du groupe - est là pour le prouver. C'est que, avec ce nouveau modèle, ces dirigeants ont fait un pari industriel et commercial mais aussi social, et pour M. Bernard Hanon, sans doute personnel.

D'abord quelques chiffres. Renault ne détiendrait plus que 32 % du marché national (en moyenne sur les huit premiers mois de 1984), quand cette proportion était de 35,1 % en 1983 et 39,1 % en 1982. La Régie, naguère première marque européenne, a d'ailleurs dû laisser passer Fiat et quelques autres devant elle au cours du premier semestre de cette année. Quant aux résultats financiers, ils sont catastrophiques : en 1984, le département automobile sera déficitaire et les pertes du groupe pourraient dépasser 5 milliards de francs ; d'autre part le cumul des déficits des dernières années et le maintien d'un niveau élevé d'investissements ont mené l'endettement financier à quel-

que 45 milliards de francs (dont 28 milliards à moyen et long terme) à la fin de 1983, et la Régie a continué à s'endetter en 1984 à un rythme proche d'un milliard de francs par mois.

La « Supercin » - thème commercial pour une automobile qui s'appellera en fait, comme la précédente, R 5 - doit donc être impérativement le modèle de la reconquête. L'ambition est d'ailleurs avouée. « Notre objectif », dit-on chez Renault, est de couvrir environ 12 % du marché français et 5 % du marché européen dès 1985. Une gageure lorsque l'on sait que la R 5 (dont le succès a été exceptionnel) n'a dépassé ce niveau de 12 % du marché national qu'à trois reprises (16,4 % en 1980, 15,47 % en 1981, et 13,24 % en 1982) et cela huit ans après son lancement. En Europe, les 5 % n'ont été obtenus qu'en 1980 et 1981.

BRUNO DETHOMAS.

(Lire la suite page 46.)

TCHAD : N'Djamena refuse des observateurs du Bénin (lire page 4)

ONU : M. Reagan souhaite des négociations « constructives » avec l'URSS (lire page 3)

L'ÉLECTION DE M. GISCARD D'ESTAING

Endiguer la vague barriste

M. Valéry Giscard d'Estaing a été élu le 23 septembre député du Puy-de-Dôme. L'ancien président de la République a obtenu 63,24 % des suffrages dans la deuxième circonscription du Puy-de-Dôme. Ce succès lui permet d'effectuer dans de bonnes conditions son retour à l'Assemblée nationale, où il retrouvera MM. Chirac et Barre. Il lui donne un « coup de pouce » à un moment où il plane dans les sondages, tandis que M. Raymond Barre poursuit son ascension. Il peut l'aider à clarifier une démarche qui, depuis 1981, a pu paraître à maints égards incertaine.

En dépit d'un fort taux d'abstentions, M. Valéry Giscard d'Estaing peut être très satisfait du résultat qu'il a obtenu dimanche dans la deuxième circonscription du Puy-de-Dôme. Ce succès lui permet d'effectuer dans de bonnes conditions son retour à l'Assemblée nationale, où il retrouvera MM. Chirac et Barre. Il lui donne un « coup de pouce » à un moment où il plane dans les sondages, tandis que M. Raymond Barre poursuit son ascension. Il peut l'aider à clarifier une démarche qui, depuis 1981, a pu paraître à maints égards incertaine.

cinquante à six cents de plus de cent cinquante mille exemplaires, il n'a pas, néanmoins, permis à M. Giscard d'Estaing de se remettre en selle, comme il pouvait le souhaiter.

Son image, le rôle qu'il peut jouer dans l'avenir, restent flous aux yeux de l'opinion. Veut-il prendre la tête d'un parti, ou rester en dehors, au-dessus de la mêlée ? Quelle politique propose-t-il, qui serait différente de la politique menée pendant son septennat ? Quel est ce nouveau libéralisme, « en chaleur », qu'il prône ? Et en quoi est-il lui-même différent du président battu de 1981, qui s'était trop coupé de l'opinion ?

Le fait de retrouver son siège de député à l'Assemblée nationale peut aider l'ancien président de la République, ne serait-ce que parce que cette élection lui confère une nouvelle légitimité et qu'il trouve au Palais-Bourbon une tribune qui, selon M. Michel Poniatowski, est « incomparable et nécessaire au regard des années très difficiles que nous allons vivre ».

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

(Lire la suite page 10.)

AU JOUR LE JOUR

On le disait en mauvaise forme. Ses concurrents croyaient l'avoir lâché pour toujours, et puis, dimanche, il s'est offert un come-back éblouissant. Faux plats, bosses, virages : rien n'y fit. Il avait mis le grand braquet et a remporté l'épreuve en solitaire avec un brio qui ne pouvait laisser personne indifférent.

Tour

Dans la course contre la montre où il est engagé, le grand champion du tour - du premier tour - Valéry Hinault d'Estaing a montré qu'il faudrait compter encore avec lui pour le prochain grand prix de la nation, en 1986.

BRUNO FRAPPAT.



Ernst Kantorowicz

MOURIR POUR LA PATRIE

Présenté par Pierre Legendre

Pourquoi le pouvoir peut-il exiger la mort ? C'est à cette interrogation fameuse, posée ouverte dans l'humanité par le politique, que tente de répondre E. Kantorowicz.

Collection « Pratiques Théoriques » dirigée par Etienne Balibar et Dominique Lecourt. 144 pages - 68 F.

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Déception et colère au Pays basque

La décision d'extrader trois séparatistes risque de relancer les violences

De nos envoyés spéciaux

Biarritz. — Réalité sensible au nord comme au sud : le Pays basque a finalement mieux supporté que prévu l'onde de choc de l'annonce, dimanche 23 septembre, par le gouvernement français de l'extradition de trois des sept Basques espagnols réclamés par Madrid. La déception des *abertzale* (patriotes) s'est bien exprimée par la violence de la rue au cours d'une manifestation à Saint-Jean-de-Luz et d'une nuit d'échauffourées à Vittoria, Bilbao, Saint-Sébastien et Pampelune, mais les observateurs notent que l'ampleur des répliques à la décision française ne sera vraiment perceptible que dans les jours prochains. Cet effet retard est sans doute dû en partie au report de certaines heures ou de quelques jours de l'exécution des extraditions, le Conseil d'Etat ayant été saisi. Aussi tranchés soient-ils,

les commentaires de la presse basque, surtout au-delà de la Bidassoa, intègrent tous le recours déposé par les avocats des trois détenus de la prison de Fresnes. Le mot d'« extraditable » - et non d'« extradé » - oblige encore à la prudence pour certains et, pour d'autres, permet encore l'espoir.

Annoucé un dimanche après-midi, après des semaines d'incertitude sur la position française, l'extradition a pris de court tous ceux qui pouvaient la condamner ou refuser de la croire possible. Il faudra sans doute attendre les prochaines manifestations prévues pour lundi soir à Bayonne et dans les principales villes du Pays basque espagnol et, surtout, la journée de grève générale, le 28 septembre, annoncée par la coalition nationaliste Herri Batasuna, pour mesurer avec exactitude les conséquences possibles de la décision de Paris.

Ce ne sont que deux ou trois centaines de jeunes gens qui ont défilé dimanche en fin d'après-midi dans le centre de Saint-Jean-de-Luz, se heurtant à la police, après avoir brisé une vitrine et renversé quelques panneaux de signalisation. Le calme devait revenir après une heure de pourchasse dans les rues et neuf interpellations. Au cours de ce rassemblement, les forces de l'ordre ont dû protéger le domicile de M. Jean-Pierre Desrède, député des Pyrénées-Atlantiques et porte-parole du Parti socialiste.

Les griefs des militants nationalistes sont vifs à l'égard du Parti socialiste que certains *abertzale* accusent de les avoir trahis. Les propos apaisants tenus le 16 septembre par M. Lionel Jospin, qui laissent entendre que le Parti socialiste n'était pas favorable à une extradition (le Monde du 16 septembre), sont ressentis douloureusement sur la côte basque et les explications de MM. Desrède et Roland Dumas ce week-end ne lèvent pas l'ambiguïté.

PHILIPPE BOGGIO

et PHILIPPE ETCHÉVERRY.

(Lire la suite page 9.)

LA MORT DE PIERRE EMMANUEL

La gloire et le défi

Le poète Pierre Emmanuel est mort, samedi 22 septembre, à Paris, à soixante-huit ans, des suites d'une longue maladie.

Poète exigeant, Pierre Emmanuel n'était pas de ces créateurs qui se meuvent dans leur œuvre et se détournent du siècle. Ce Gascon enthousiaste rêvait de voir le poète envahir la vie, s'emparer des pouvoirs, subvertir la société. Il poursuivait le rêve dans les maquis de la Résistance que la victoire de la liberté s'accompagne d'une révolution culturelle. Il crut en entendre les échos dans les clameurs étudiantes de mai 68. « Si nous sommes incapables de leur parler, du moins devons-nous les écouter », disait-il dans un article intitulé « La révolte des orphelins », paru dans le Monde du 29 mai 1968.

Mais pour ce gaulliste de toujours, la rénovation sociale et spirituelle ne pouvait se faire dans le désordre de la rue. Il pensait plutôt à un pouvoir éclairé qui saurait, avec grandeur et générosité, donner les impulsions décisives, et entraîner les forces vives de la nation. D'où ce rôle de « réformateur officiel » que joua Pierre Emmanuel dans les vingt dernières années, accumulant les présidences et les missions officielles.

EN droit, le dossier est solide. Le gouvernement français a clairement fixé, il y a deux ans, ses règles d'extradition. On savait, donc, à quoi s'en tenir. Toutes les juridictions compétentes ont été saisies, et celles qui se sont prononcées jusqu'ici ont justifié la décision prise. Les garanties sérieuses demandées aux autorités espagnoles, et obtenues, sont de nature à lever les derniers scrupules.

Politiquement, le dossier est, presque, aussi bon. Au-delà de la solidarité socialiste entre les dirigeants des deux pays, il y a la reconnaissance d'un fait patent : l'Espagne s'est donnée un régime démocratique respectueux des libertés et des droits fondamentaux. La défiance, à son égard n'est plus de mise, et la volonté de protéger des ferment de la déstabilisation cette démocratie encore fragile est louable. Les socialistes français devaient bien cela aux démocrates espagnols.

On peut considérer qu'ils anticipent avec audace dans la logique de la construction européenne. Dans un ensemble de nations attachées à la même conception de la liberté et de la justice, la notion d'extradition perd son sens. Un jour, les Européens ayant maille à partir avec la justice seront renvoyés devant les juridictions géographiquement compétentes.

Un jour. Pour l'instant, il y a encore des nations et des frontières, et, à l'intérieur de ces frontières, des communautés avec, chacune, son passé, ses valeurs propres, sa cohérence et ses déchirements. La question basque est l'un de ses déchirements, mais, de l'Irlande à la Corse, il y en a d'autres en Europe. Jusqu'où les États doivent-ils s'entraider pour régler ce genre de problème ?

Là encore, le dossier de l'extradition des Basques espagnols s'appuie sur des arguments forts. De l'autre côté des Pyrénées, la revendication autonomiste a été sérieusement prise en compte, et les moyens employés par les extrémistes nuisent à leur cause en même temps qu'ils ébranlent les fondements d'une société démocratique.

A. L.

(Lire la suite page 9.)

FRÉDÉRIC GAUSSEN.

(Lire page 22)

l'article d'HUBERT JUIN.)

AFRIQUE

L'ACCORD FRANCO-LIBYEN SUR LE TCHAD ET SES PROLONGEMENTS

N'Djamena refuse que le Bénin participe au contrôle du retrait

N'Djamena. - Le fil des relations entre la France et le Tchad s'est rompu, puis s'est brusquement tendu dimanche soir 23 septembre, avec l'annonce par la radio tchadienne de la décision du gouvernement de N'Djamena de rejeter le choix des observateurs libyens pour superviser les opérations de retrait des troupes françaises et libyennes. Une partie diplomatique serrée s'engagea donc entre Paris, Tripoli et N'Djamena, avec comme échéance le mardi 25 septembre, qui marque le début de l'opération Vandoise. Or rien ne permet d'affirmer, ce lundi, que le retrait des troupes françaises et libyennes du Tchad est en cours. Les deux camps s'accrochent à leurs positions. Les Français ont refusé de laisser le Bénin participer au contrôle du retrait.

Après M. Mahamat Nouri (le Monde des 22 et 23 septembre), M. Adoum Seif, ministre de l'économie et du commerce, qui assurait l'interim du ministère de l'information, déclarait samedi : « Le Bénin nous a battus en 1980 ici à N'Djamena (1). C'est un pays qui est soutenu à bout de bras par la Libye. Les Béninois sont des ennemis au même titre que la Libye. » M. Seif suggérait que les Nations unies envoient une mission pour vérifier le désengagement des troupes. Il ajoutait à propos du communiqué franco-libyen : « Nous nous demandons si la France s'est pliée à ce point devant Kadhafi pour en arriver là ! »

M. Adoum Seif manifestait cependant une volonté de ne pas dramatiser la situation, affirmant : « Non, il n'y a pas de crise diplomatique entre la France et le Tchad, mais il y a un certain nombre de principes que le gouvernement respecte et entend qu'on respecte à son égard. »

Le « signal » reçu à Paris Mais le « signal » envoyé depuis plusieurs jours par les Tchadiens avait été reçu à Paris. Vendredi soir, M. Jean Auzelle, directeur des affaires africaines et malgaches au Quai d'Orsay, arrivait secrètement à N'Djamena, rencontrait le président Hissène Habré et lui remettait un message personnel de M. François Mitterrand.

Selon certaines sources, cet entretien se serait déroulé en deux temps. Un tête-à-tête entre l'envoyé spécial du président français et M. Hissène Habré se serait bien passé, puis, l'entretien ayant été élargi, la partie tchadienne aurait réitéré ses griefs. Quant au contenu du message, il semble, selon certaines sources tchadiennes, qu'il était notamment question du choix par Paris et Tripoli des observateurs libyens et sénégalais.

Selon ces mêmes sources, si la personnalité de M. Auzelle n'est pas en cause, N'Djamena a été de nouveau mortifiée par le rang de l'envoyé spécial de M. Mitterrand, reperti pour Paris, des sources tchadiennes. Compte tenu de la manière dont le Tchad avait accueilli l'accord franco-libyen, nous indiquait au cours du week-end un proche de M. Hissène Habré : « M. Cheysson n'aurait-il pas pu se déplacer ? On veut vraiment nous punir ! »

En tout état de cause, il apparaît clairement que le président Hissène Habré n'a pas jugé que le contenu du message de M. Mitterrand était suffisant pour apaiser tout contentieux entre les deux gouvernements. En annonçant, dimanche soir, la décision du Tchad de refuser les observateurs libyens, la radio de N'Djamena - ajoutait : « Il faut des observateurs neutres, capables de faire leur travail, de veiller effectivement sur le retrait des troupes libyennes et de la légion islamique du territoire tchadien. Le gouverne-

ment tchadien souhaite de préférence des observateurs des Nations unies, le Tchad rejette tout pays infodé à la Libye. La Libye aligne l'un de ses pays satellites. »

Cette détérioration apparente des relations entre Paris et N'Djamena ne doit cependant pas cacher deux faits essentiels. D'abord, le voyage de M. Auzelle à N'Djamena a eu le mérite de renouer le dialogue franco-tchadien. Ensuite, depuis l'annonce du communiqué franco-libyen, le président tchadien a pu constater que la force Manta et sur l'attitude française. En cas de crise politique ou diplomatique, le président tchadien a pu habitude de prendre longuement le temps de la réflexion. C'est ce qu'il a fait actuellement, et nul ne sait si qu'il décidera ultérieurement, notamment à propos de la date et des conditions dans lesquelles les Forces armées nationales tchadiennes (FANT) reprendront la reconquête du Nord (Faya-Largeau et Fala, notamment) une fois qu'il aura été évacué par les Libyens. Le principe de la reconquête, en revanche, ne fait aucun doute.

Avec l'opération Vandoise, la France joue une partie considérable en Afrique, notamment franco-

phone. Si des difficultés surgissent ou si - au pire - l'opération capote, c'est tout l'objet de l'opération Manta qui s'effondre. On aura vite fait, dans les capitales africaines et au-delà, de stigmatiser la précipitation avec laquelle Paris aurait choisi de faire si imprudemment confiance au colonel libyen, c'est-à-dire aurait saisi la première occasion pour se « désenbourber » du Tchad au mépris des conséquences pour ce pays.

C'est la demande de Tripoli que le délai de quarante-cinq jours pour achever l'évacuation des troupes françaises et libyennes a été officiellement arrêté, les troupes françaises pouvant techniquement opérer leur retrait du Tchad en un laps de temps inférieur. D'un point de vue politique, les quarante-cinq jours apparaissent maintenant bien courts. D'autant qu'une inconnue de taille demeure : l'objectif poursuivi, au bout du compte, par le président Hissène Habré. Veut-il seulement restaurer la « souveraineté tchadienne » en « ne pas faciliter » le bon déroulement de l'opération Vandoise ?

LAURENT ZECCHINI.

(1) La légion islamique recrutée par la Libye comprend des ressortissants de différents pays africains, notamment du Bénin. (NDLR).

Le dégageur poura commencer en l'absence d'observateurs

déclare M. Roland Dumas

Invité de l'émission « Le Grand Jury RTL - Le Monde », M. Roland Dumas, ministre des affaires européennes et porte-parole du gouvernement, a donné différentes précisions sur la chronologie des démarches diplomatiques qui ont conduit à l'accord franco-libyen sur le Tchad, et sur la mise en œuvre de cet accord. A propos du rôle de différents personnalités européennes qui étaient intervenues auprès du colonel Kadhafi, M. Dumas a notamment déclaré : « Il fallait avant de commencer la négociation diplomatique, que le diplomate classique butait sur des difficultés. Le colonel Kadhafi est un homme singulier. Il n'emprunte pas toujours les voies normales des ambassadeurs, des ministres des affaires étrangères, pour faire savoir son point de vue. Il nous est apparu qu'il était important de lui faire dire des choses par les chefs d'Etat ou anciens chefs d'Etat qui avaient sa confiance. C'est ainsi que, au mois de décembre 1983 ou janvier 1984, j'ai rencontré à Paris, d'accord avec M. Mitterrand, le chancelier Kreskiy. Il nous a offert ses services, et nous lui avons demandé de bien vouloir tenter de savoir ce qu'il voulait en venir le colonel Kadhafi. En avril-mai 1984, Bruno Kreisky est revenu à Paris, porteur d'un message du colonel Kadhafi adressé au président de la République. Ce message contenait déjà, de la part du chef de l'Etat libyen, la volonté assez clairement exprimée de se retirer du Tchad. »

Interrogé sur la « diplomatie secrète », qui avait été utilisée durant de longs mois vis-à-vis de la Libye, et sur l'importance de son propre rôle par rapport à celui de M. Cheysson, M. Dumas a répondu : « Il n'y a pas de diplomatie secrète, mais il y a un secret de la diplomatie. Le ministre des relations extérieures a été tenu régulièrement au courant, notamment dans les moments où l'on a échangé, par l'intermédiaire du chancelier Kreisky, les messages et les lettres dont je parlais. A partir d'un certain moment, la diplomatie officielle re-

prend ses droits quand les choses paraissent claires. »

A propos de la mise en œuvre de l'évacuation militaire du Tchad, le porte-parole du gouvernement a déclaré : « L'essentiel est que les troupes s'en aillent. La décision est prise. Les soldats libyens, après avoir été évacués de la bande d'Aozou, « reviennent à leur point de départ ». S'agissant du choix des observateurs, M. Dumas a contesté (le Monde daté 23-24 septembre) : M. Dumas a estimé qu'il fallait « tenir compte, pour ce choix, de la sensibilité tchadienne », mais que le retrait des troupes pourrait commencer sans ces observateurs. Ceux-ci « viendront constater que le retrait a eu lieu. C'est l'intérêt du Tchad aussi que les troupes libyennes s'en aillent. »

D'autre part, dans un entretien publié ce lundi par le New York Times, le roi Hassan II a déclaré qu'il avait servi d'« intermédiaire » entre Paris et Tripoli, précisant qu'au cours des rencontres intervenues ces trois semaines avec le président François Mitterrand, d'un côté, et le colonel Kadhafi, de l'autre, il avait personnellement obtenu et transmis des promesses des deux responsables de retirer leurs troupes respectives du Tchad.

A Paris, à la suite du déplacement à N'Djamena de M. Jean Auzelle, directeur des affaires africaines et malgaches au Quai d'Orsay, l'ambassade du Tchad a mis en cause une « certaine diplomatie parallèle » cherchant, selon elle, à faire pression sur N'Djamena pour que les autorités tchadiennes acceptent la mise en place du système de surveillance du retrait. Cette remarque serait une allusion à une démarche effectuée par l'ambassadeur français à N'Djamena, M. Claude Soustelle, qui aurait été chargé de faire savoir aux autorités tchadiennes que les relations entre les deux pays pâtiraient au cas où N'Djamena s'opposerait à l'organisation du système de surveillance du retrait militaire franco-libyen.

Cette précision semble exclure d'emblée de la consultation les rebelles du sud du Soudan, groupés au sein de l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS), sous la conduite de l'ancien colonel de l'armée régulière soudanaise John Ga-

Alger cherche à favoriser les contacts entre Tchadiens

De notre correspondant

Alger. - « Prudence et vigilance », afin d'éviter de tomber dans le piège tendu par « le colonialisme et l'impérialisme, pour nous diviser et nous détourner des véritables objectifs de notre combat révolutionnaire ». Tel est le mot d'ordre du dernier éditorial de Révolution africaine, relatif à l'accord franco-libyen sur le Tchad, dans lequel l'ethnologue du FLN voit matière à de « multiples interrogations ».

Ces questions, le quotidien El Moudjahid les pose avec nervosité dès l'annonce de l'accord, en déplorant que l'Organisation de l'unité africaine, « cadre naturel et irréprochable pour le règlement des problèmes africains, ait été laissée dans une ignorance totale de ces dernières péripéties diplomatiques ». Evoquant le « remarquable mutisme » de Paris et de Tripoli sur « le respect de l'intégrité territoriale tchadienne », le quotidien se demandait si « n'avait pas été conclu » un « marché secret par des personnalités étrangères aux intérêts du peuple tchadien ».

Paradoxalement, alors même que va s'effectuer le retrait des troupes étrangères - qu'elle a toujours préconisé comme début de solution au problème - l'Algérie paraît plus soupçonnée à l'égard de Paris qu'après l'envoi du contingent français, lorsque M. Pierre Mauroy, après des entretiens avec le président Chadli sur le Tchad, constatait que Français et Algériens utilisaient « les mêmes mots à partir des mêmes principes ».

Outre des causes de frictions déjà anciennes avec son ancien associé dans le Front du refus - rivalité de prestige dans la région, impossibilité de s'entendre sur une frontière définitive - l'Algérie n'avait aucune raison de faire un cadeau diplomatique à une Libye qui, depuis l'étonnante visite du colonel Kadhafi au Maroc en juillet 1983, prenait ses distances à l'égard du Polisario. Pendant plusieurs mois à Alger, on évoquait la probabilité d'un double jeu du colonel Kadhafi. Puis, face à la constatation que la défection libyenne laissait au Maroc les cordées franches pour l'édification d'un nouveau mur de défense au Sahara occidental, verrouillant la situation sur le plan militaire.

Pour des dirigeants qui manifestaient clairement leur mécontentement au sujet de la visite privée du président Mitterrand au roi Hassan II, l'annonce de l'arrangement

conclu ensuite entre Paris et Tripoli ne pouvait pas être une bonne nouvelle. Accusée par Tripoli de vouloir « coloniser le Sahara », l'Algérie ne peut écartier totalement la possibilité de voir déferler son contentieux frontalier avec la Libye. Déjà du Tchad, l'armée libyenne peut être amenée à exercer sa pression sur les confins sahariens.

Sur le plan diplomatique, l'Algérie n'a, d'autre part, aucun intérêt à ce que le colonel Kadhafi, dont elle peut légitimement rappeler les nombreuses volte-face, soit traité en interlocuteur valable aujourd'hui par Paris, demain peut-être par des Etats africains qu'il alarmait ses initiatives.

Ayant déjà contribué à faire faire un Ethiopien, le colonel Mengistu, à la présidence de l'OUA, convoquée par le colonel Kadhafi, l'Algérie pourrait arguer des aspects irresponsables et imprévisibles du personnage pour minimiser la portée de son ralliement aux thèses marocaines sur le Sahara au sein de l'Organisation pan-africaine. Cette démonstration sera plus difficile si certains croient que le colonel s'est assagi.

L'Algérie a vu rapidement le parti qu'elle pouvait tirer du mécontentement du gouvernement de N'Djamena, avec lequel elle n'entretenait jusqu'à présent de rapports bien chaleureux. M. Guara Lassou, ministre des affaires étrangères de M. Hissène Habré, reçu la semaine dernière par son homologue algérien à son retour de Paris, a eu droit à une longue interview dans El Moudjahid. Bien que cela n'ait pas été annoncé de manière officielle dans le passé, il y affirme : « Nous avons reconnu la RASD (République arabe sahraouie démocratique), et cette reconnaissance est valable » (1).

Officiellement, toutefois, la visite de M. Lassou est liée aux contacts d'Alger avec les différents antagonistes tchadiens, en vue d'une réconciliation dans le cadre de l'OUA, et le président Chadli a dépeché M. Abdelhak, ancien premier ministre, devenu ministre d'Etat après du président de la République, dans plusieurs capitales africaines.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

(1) L'agence libyenne Jana a accusé dimanche, l'Algérie d'avoir « changé de camp », en soutenant M. Habré. Elle affirme aussi que la reconnaissance de la RASD par le Tchad a été inspirée par Alger.

Soudan

Le président Nemeiry se dit prêt à revenir sur sa décision de diviser le Sud en trois régions

Khartoum (AFP, UPI). - Dans le but apparent de couper l'herbe sous le pied des rebelles sudistes, le président soudanais Gaafar Nemeiry a annoncé, samedi 22 septembre, qu'il pourrait renoncer à la division du sud du Soudan en trois régions et revenir à l'ancienne formule d'une région unique autonome. Prenant la parole à Khartoum devant de nombreuses personnalités islamiques à l'occasion du premier anniversaire de la proclamation de la Charta (loi islamique) au Soudan, le président Nemeiry a affirmé : « Les citoyens du sud du Soudan sont libres de retourner à la formule de la région unique, à l'expiration de la période transitoire finissant le 4 décembre prochain, s'il est prouvé que tel est le souhait de la majorité exprimé à travers les organes constitutionnels. »

Cette précision semble exclure d'emblée de la consultation les rebelles du sud du Soudan, groupés au sein de l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS), sous la conduite de l'ancien colonel de l'armée régulière soudanaise John Ga-

ran. L'APLS, constituée en mai 1983 par plusieurs officiers mutins, s'est donné pour objectif « le rétablissement des libertés démocratiques au Soudan » et « la chute du régime Nemeiry ».

(Le sud du pays avait été divisé, en 1983, en trois régions - Bahr-el-Ghazal, Equatoria et Haut-Nil - violent ainsi les accords d'Addis-Abeba qui avaient mis fin, en 1972, à la guerre civile. Cette décision avait déclenché une nouvelle rébellion armée, qui s'est amplifiée et radicalisée depuis la proclamation de la Charta. Dans son discours de samedi, le président Nemeiry a souligné, cependant, que son projet d'abolition du Soudan serait maintenu.)

Kenya

● M. NJONJO EST EXCLU DU PARTI UNIQUE. - Le conseil national de la KANU (Union nationale africaine du Kenya), qui s'est réuni, vendredi 14 septembre, sous la présidence du chef de l'Etat kenyan, M. Arap Moi, a décidé d'exclure dix personnalités, parmi lesquelles trois anciens ministres et quatre anciens ministres adjoints.

Zaire

● ENSEIGNANTS LICENCIÉS. - Un décret officiel publié mercredi 19 septembre annonce le licenciement d'environ sept mille enseignants du secondaire et de l'Université. De source bien informée, on indique à Kinshasa que cette décision fait suite à des recommandations du FMI (Fonds monétaire international), qui a accordé une ligne de crédit au Zaire en échange d'engagements budgétaires de sa part. Le ministère zairois de l'enseignement supérieur, universitaire et de la recherche scientifique employait environ seize mille agents, effectif jugé pléthorique par le FMI. (AP, Reuters.)

République sud-africaine

Nouvelle flambée de violence dans une mine

Deux morts et cent quatre blessés

Une nouvelle flambée de violence dans une mine sud-africaine a fait deux morts et cent quatre blessés parmi les travailleurs noirs, a annoncé, samedi 22 septembre, la direction de la mine, située à 50 kilomètres de Johannesburg. Les troubles ont éclaté quand des mineurs de l'équipe de nuit attendant de prendre leur travail ont commencé à lancer des pierres. La police est intervenue, tirant des balles de caoutchouc et procédant à plusieurs arrestations, selon la direction. Une heure plus tard, le travail avait repris. Plusieurs abris ont été incendiés. Les deux tués, atteints de coups de couteau, auraient été victimes de « combats entre les mineurs eux-mêmes », a affirmé la police.

D'autre part, cinq cents personnes ont été interpellées, dimanche, dans la cité noire de Sebokeng, pendant le déroulement des obsèques - interdites par la police - d'un jeune Noir mort au cours des récents troubles. La police a dispersé la foule à l'aide de balles en plastique et de gaz lacrymogènes. De nombreuses personnes ont été blessées, rapportent des témoins. Cent trente personnes ont également été interpellées à Bophelong, autre township noir pro-

che de Johannesburg, alors qu'elles assistaient à une réunion politique interdite.

Le Groupe de solidarité des prêtres du Vaal a annoncé, de son côté, avoir identifié soixante-six morts lors des émeutes qui ont éclaté voilà trois semaines dans les cités noires de la région de Johannesburg. Parmi les victimes figurent un nourrisson et de nombreux adolescents.

Enfin, selon un sondage effectué à la demande du département d'Etat américain, les trois quarts des Noirs d'Afrique du Sud sont opposés à un arrêt des investissements étrangers dans leur pays, craignant pour la sécurité de leurs emplois : 63 % des personnes interrogées, en revanche, se déclarent prêtes à prendre des risques pour mettre un terme à la politique d'apartheid. (AFP, Reuters.)

● Manifestation anti-apartheid à Paris. - Environ deux cents militants des Jeunesses communistes ont envahi, samedi 22 septembre, la cour de la chancellerie sud-africaine à Paris pour protester contre l'apartheid. Certains manifestants s'étaient noyés le visage. Au bout d'une heure, la manifestation s'est dissoute dans l'ordre après intervention de la police.

PHOTOCOPIE COULEUR

SUR PAPIER ORIGINALE / PAPIER PHOTO - RÉDUCTION / AGRANDISSEMENT

DABOIS 75, RUE BAYEN 75017 PARIS - TÉL. 572.41.46+

PIÈCES DÉTACHÉES - ALGÉRIE

Prix étudiés - Livraisons rapides

ELYSEES Soes

63, rue Saint-Anne, 75002 Paris Tél. : 270618 F ELY 211

CANNES

FESTIVAL NAVIGATION DE PLAISANCE

27 SEPT. 1 OCT.

LES NOUVEAUTÉS 85

300 BATEAUX, DU MINI AU 25 M

Kenya

Le président Nemeiry se dit prêt à revenir sur sa décision de diviser le Sud en trois régions

Khartoum (AFP, UPI). - Dans le but apparent de couper l'herbe sous le pied des rebelles sudistes, le président soudanais Gaafar Nemeiry a annoncé, samedi 22 septembre, qu'il pourrait renoncer à la division du sud du Soudan en trois régions et revenir à l'ancienne formule d'une région unique autonome. Prenant la parole à Khartoum devant de nombreuses personnalités islamiques à l'occasion du premier anniversaire de la proclamation de la Charta (loi islamique) au Soudan, le président Nemeiry a affirmé : « Les citoyens du sud du Soudan sont libres de retourner à la formule de la région unique, à l'expiration de la période transitoire finissant le 4 décembre prochain, s'il est prouvé que tel est le souhait de la majorité exprimé à travers les organes constitutionnels. »

Cette précision semble exclure d'emblée de la consultation les rebelles du sud du Soudan, groupés au sein de l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS), sous la conduite de l'ancien colonel de l'armée régulière soudanaise John Ga-

Kenya

● M. NJONJO EST EXCLU DU PARTI UNIQUE. - Le conseil national de la KANU (Union nationale africaine du Kenya), qui s'est réuni, vendredi 14 septembre, sous la présidence du chef de l'Etat kenyan, M. Arap Moi, a décidé d'exclure dix personnalités, parmi lesquelles trois anciens ministres et quatre anciens ministres adjoints.

Zaire

ENSEIGNANTS LICENCIÉS.

Un décret officiel publié mercredi 19 septembre annonce le licenciement d'environ sept mille enseignants du secondaire et de l'Université. De source bien informée, on indique à Kinshasa que cette décision fait suite à des recommandations du FMI (Fonds monétaire international), qui a accordé une ligne de crédit au Zaire en échange d'engagements budgétaires de sa part. Le ministère zairois de l'enseignement supérieur, universitaire et de la recherche scientifique employait environ seize mille agents, effectif jugé pléthorique par le FMI. (AP, Reuters.)

Les électeurs

l'énergie

De nos correspondants

Berne. - Près de 55 % des électeurs belges ont refusé, dimanche 24 septembre, de fermer les centrales nucléaires. La décision a été prise à l'issue d'un référendum organisé par le gouvernement fédéral.

Le rejet a été un peu plus marqué dans les régions de la Flandre et de la Région wallonne. La participation a été de 50 %.

Sur le plan diplomatique, l'Algérie n'a, d'autre part, aucun intérêt à ce que le colonel Kadhafi, dont elle peut légitimement rappeler les nombreuses volte-face, soit traité en interlocuteur valable aujourd'hui par Paris, demain peut-être par des Etats africains qu'il alarmait ses initiatives.

Ayant déjà contribué à faire faire un Ethiopien, le colonel Mengistu, à la présidence de l'OUA, convoquée par le colonel Kadhafi, l'Algérie pourrait arguer des aspects irresponsables et imprévisibles du personnage pour minimiser la portée de son ralliement aux thèses marocaines sur le Sahara au sein de l'Organisation pan-africaine. Cette démonstration sera plus difficile si certains croient que le colonel s'est assagi.

L'Algérie a vu rapidement le parti qu'elle pouvait tirer du mécontentement du gouvernement de N'Djamena, avec lequel elle n'entretenait jusqu'à présent de rapports bien chaleureux. M. Guara Lassou, ministre des affaires étrangères de M. Hissène Habré, reçu la semaine dernière par son homologue algérien à son retour de Paris, a eu droit à une longue interview dans El Moudjahid. Bien que cela n'ait pas été annoncé de manière officielle dans le passé, il y affirme : « Nous avons reconnu la RASD (République arabe sahraouie démocratique), et cette reconnaissance est valable » (1).

Officiellement, toutefois, la visite de M. Lassou est liée aux contacts d'Alger avec les différents antagonistes tchadiens, en vue d'une réconciliation dans le cadre de l'OUA, et le président Chadli a dépeché M. Abdelhak, ancien premier ministre, devenu ministre d'Etat après du président de la République, dans plusieurs capitales africaines.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

(1) L'agence libyenne Jana a accusé dimanche, l'Algérie d'avoir « changé de camp », en soutenant M. Habré. Elle affirme aussi que la reconnaissance de la RASD par le Tchad a été inspirée par Alger.

ASIE

Journalisme

Il fallait s'y attendre. Jacques Abouchar n'était pas entré en Afghanistan comme journaliste mais en mission d'espionnage. Telle est la version que l'agence Tass a publiée dimanche 23 septembre de la capture du journaliste d'Antenne 2, accusé de la capture d'armes, notamment de la fameuse pistolet-mitrailuse Al'Appu de cette organisation. Tass indique que Jacques Abouchar « a été trouvé en possession d'appareils d'espionnage destinés à recueillir des renseignements secrets en République démocratique d'Afghanistan ».

Pour faire bon poids, l'agence soviétique, citant l'agence afghane Bakhtar, ajoute que le journaliste français « a été trouvé en possession de la bande dessinée de Tass intitulée que Jacques Abouchar « a été trouvé en possession d'appareils d'espionnage destinés à recueillir des renseignements secrets en République démocratique d'Afghanistan ».

Comme les nombreux journalistes de télévision qui ont tenté de s'informer sur la situation intérieure en Afghanistan, Jacques Abouchar était naturellement porteur d'une caméra et d'un magnétophone, outils de travail dont on voit mal comment il aurait pu se passer. Il est vrai que la conception de l'information que l'on se fait à Moscou assaille vite.

l'anglais

L'anglais, vite, très vite !

Bloquez une semaine sur votre agenda. Pendant cette semaine, l'ILC va vous débiter en anglais : 6 heures par jour pour vous faire progresser à pas de géant. Tous les lundis à partir du 17 septembre.

Si vous avez le vertige, choisissez les stages collectifs de 4 h par jour (17 sept.

سكنا من الاصل

صلى الله عليه وسلم

EUROPE

PROLONGEMENTS

Recherche à favoriser les contacts entre Tchadiens

De notre correspondant

Le 21 septembre, dans la capitale tchadienne, N'Djaména, a eu lieu une conférence de presse à l'initiative de la Ligue nationale pour la démocratie (LND) et de la Ligue nationale pour la justice (LNU). Les deux organisations ont annoncé qu'elles se réuniraient à Paris, en octobre, pour discuter de la situation politique au Tchad.

La conférence de presse a été présidée par le président de la LND, le colonel Kéba Mbaye. Il a déclaré que les deux ligues cherchaient à favoriser les contacts entre les différents groupes politiques tchadiens.

Il a également souligné l'importance de la participation de tous les groupes politiques à la construction d'une nouvelle République tchadienne.

La conférence de presse a été suivie d'un déjeuner entre les membres des deux ligues.

Les deux ligues ont également annoncé qu'elles se réuniraient à Paris, en octobre, pour discuter de la situation politique au Tchad.

La conférence de presse a été présidée par le président de la LND, le colonel Kéba Mbaye. Il a déclaré que les deux ligues cherchaient à favoriser les contacts entre les différents groupes politiques tchadiens.

Il a également souligné l'importance de la participation de tous les groupes politiques à la construction d'une nouvelle République tchadienne.

La conférence de presse a été suivie d'un déjeuner entre les membres des deux ligues.

Les deux ligues ont également annoncé qu'elles se réuniraient à Paris, en octobre, pour discuter de la situation politique au Tchad.

La conférence de presse a été présidée par le président de la LND, le colonel Kéba Mbaye. Il a déclaré que les deux ligues cherchaient à favoriser les contacts entre les différents groupes politiques tchadiens.

Il a également souligné l'importance de la participation de tous les groupes politiques à la construction d'une nouvelle République tchadienne.

La conférence de presse a été suivie d'un déjeuner entre les membres des deux ligues.

Les deux ligues ont également annoncé qu'elles se réuniraient à Paris, en octobre, pour discuter de la situation politique au Tchad.

La conférence de presse a été présidée par le président de la LND, le colonel Kéba Mbaye. Il a déclaré que les deux ligues cherchaient à favoriser les contacts entre les différents groupes politiques tchadiens.

Suisse

Les électeurs ont refusé de bannir l'énergie nucléaire

De notre correspondant

Berne. - Près de 55 % du corps électoral suisse a refusé, dimanche 23 septembre, de fermer définitivement la porte à l'énergie nucléaire.

Le rejet a été un peu plus net que lors d'une précédente consultation sur le même thème en 1979 mais, entre-temps, la participation au scrutin est tombée de 50 % à 41 %.

Les socialistes, les autres formations de gauche et l'Action nationale d'extrême droite avaient fait cause commune avec les écologistes. En revanche, le gouvernement, les partis du centre et de droite ainsi que le patronat s'opposaient à ces révisions constitutionnelles.

Sur le plan diplomatique, l'Algérie n'a, d'autre part, aucun intérêt à ce que le colonel Kadhafi, dont elle peut légitimement rappeler les nombreuses volte-face, soit traité en France, comme elle l'est aujourd'hui.

Avant d'être parvenu à faire élire un Éthiopien, le colonel Mengistu, à la présidence de l'OUA, le colonel Kadhafi avait été traité en France, comme il l'est aujourd'hui.

L'Algérie a, cependant, le parti qui elle pouvait tirer du mécontentement du gouvernement de Mbaye, avec lequel elle n'a pas jusqu'à présent eu de rapports très chaleureux.

Officiellement, toutefois, le chef de M. Lassaoud, qui est au sein d'Algérie avec les différents ministres tchadiens, en vue d'une médiation dans le cadre de l'ONU.

Le président tchadien, Idriss Déby, a déclaré que les deux ligues cherchaient à favoriser les contacts entre les différents groupes politiques tchadiens.

Il a également souligné l'importance de la participation de tous les groupes politiques à la construction d'une nouvelle République tchadienne.

La conférence de presse a été suivie d'un déjeuner entre les membres des deux ligues.

Les deux ligues ont également annoncé qu'elles se réuniraient à Paris, en octobre, pour discuter de la situation politique au Tchad.

La conférence de presse a été présidée par le président de la LND, le colonel Kéba Mbaye. Il a déclaré que les deux ligues cherchaient à favoriser les contacts entre les différents groupes politiques tchadiens.

Il a également souligné l'importance de la participation de tous les groupes politiques à la construction d'une nouvelle République tchadienne.

La conférence de presse a été suivie d'un déjeuner entre les membres des deux ligues.

La seconde initiative préconisait toute une série de mesures destinées à économiser de l'énergie, de l'isolation des immeubles à l'amélioration du rendement des installations, des machines et des véhicules.

Le rejet a été un peu plus net que lors d'une précédente consultation sur le même thème en 1979 mais, entre-temps, la participation au scrutin est tombée de 50 % à 41 %.

Les socialistes, les autres formations de gauche et l'Action nationale d'extrême droite avaient fait cause commune avec les écologistes. En revanche, le gouvernement, les partis du centre et de droite ainsi que le patronat s'opposaient à ces révisions constitutionnelles.

Sur le plan diplomatique, l'Algérie n'a, d'autre part, aucun intérêt à ce que le colonel Kadhafi, dont elle peut légitimement rappeler les nombreuses volte-face, soit traité en France, comme elle l'est aujourd'hui.

Avant d'être parvenu à faire élire un Éthiopien, le colonel Mengistu, à la présidence de l'OUA, le colonel Kadhafi avait été traité en France, comme il l'est aujourd'hui.

L'Algérie a, cependant, le parti qui elle pouvait tirer du mécontentement du gouvernement de Mbaye, avec lequel elle n'a pas jusqu'à présent eu de rapports très chaleureux.

Officiellement, toutefois, le chef de M. Lassaoud, qui est au sein d'Algérie avec les différents ministres tchadiens, en vue d'une médiation dans le cadre de l'ONU.

Le président tchadien, Idriss Déby, a déclaré que les deux ligues cherchaient à favoriser les contacts entre les différents groupes politiques tchadiens.

Il a également souligné l'importance de la participation de tous les groupes politiques à la construction d'une nouvelle République tchadienne.

La conférence de presse a été suivie d'un déjeuner entre les membres des deux ligues.

Les deux ligues ont également annoncé qu'elles se réuniraient à Paris, en octobre, pour discuter de la situation politique au Tchad.

La conférence de presse a été présidée par le président de la LND, le colonel Kéba Mbaye. Il a déclaré que les deux ligues cherchaient à favoriser les contacts entre les différents groupes politiques tchadiens.

Il a également souligné l'importance de la participation de tous les groupes politiques à la construction d'une nouvelle République tchadienne.

La conférence de presse a été suivie d'un déjeuner entre les membres des deux ligues.

URSS

Les soixante-troize ans de M. Tchemenko

De nouvelles médailles, mais un pouvoir réduit

De notre correspondant

Moscou. - M. Constantin Tchemenko, qui a soixante-troize ans ce lundi 24 septembre, a reçu à cette occasion son quatrième ordre de Lénine et sa troisième médaille d'or « faucon et marteau ».

Le Pravda de ce lundi publie en première page le décret du Soviet suprême indiquant que cette distinction a été attribuée à M. Tchemenko « pour ses grands mérites au service du Parti et de l'Etat, ses efforts pour promouvoir le développement de l'économie et de la vie culturelle, et renforcer la capacité de défense de l'URSS, ainsi que pour sa grande contribution personnelle à la consolidation de la paix et de la sécurité des peuples ».

Le culte de la personnalité n'est pourtant plus ce qu'il était. En fait, la personne même de M. Tchemenko est étrangement absente de cette célébration.

Staline, dont les anniversaires donnaient lieu à une débauche de louanges, il était d'usage, sous Brejnev, d'exalter en pareilles circonstances, et de manière détaillée, dans de longs articles, les « qualités » du chef et ses réalisations les plus marquantes.

Rien de tout cela n'a lieu pour M. Tchemenko, et le seul décret du Soviet suprême paraît un peu court sans l'accompagnement d'une glose autorisée.

Le phénomène est d'autant plus significatif que depuis quelques semaines les références à M. Tchemenko se font rares dans la presse. Certes, son nom apparaît régulièrement au bas des textes officiels, mais il n'est presque jamais présenté comme l'inspirateur de la politique économique.

En politique étrangère, même les citations, pourtant rituelles, manquent parfois dans les articles de fond, et d'autres anomalies sont perceptibles.

La mauvaise santé du secrétaire général constitue une première explication de cet état de fait peu conforme à la logique du système et à ce qu'on sait des goûts personnels de l'intéressé. Des techniciens occi-

dentaux ont relevé pas moins de neuf coupures dans la prestation télévisée de M. Tchemenko le 21 septembre, à l'occasion du quarantième anniversaire de l'armistice entre l'URSS et la Finlande.

Cette séquence de trois minutes diffusée en différé a fait l'objet d'un « montage » destiné sans doute à donner une meilleure impression du chef de l'Etat soviétique, qui souffre d'emphysème pulmonaire et éprouve des difficultés manifestes de respiration et d'élocution.

Les Soviétiques ont l'habitude depuis plusieurs années d'être dirigés par un homme à la santé précaire et ne s'en préoccupent pas outre mesure. Mais l'absence de références au rôle de « guide » ou d'« inspirateur » du secrétaire général dans les grands domaines de la vie politique, économique et sociale est autrement plus surprenante.

C'est que la faiblesse du leadership n'est pas due seulement à la maladie du secrétaire général. Ce dernier n'a pas réussi jusqu'ici à imposer une autorité sans partage sur le bureau politique. Il est non seulement peu présent physiquement, mais peu actif politiquement, et paraît de plus en plus relégué dans une fonction de pure représentation.

Un tel rôle convient certes au président du présidium du Soviet suprême (chef de l'Etat), mais constitue une aberration pour un secrétaire général du Parti. Les récents flottements observés dans la diplomatie soviétique, notamment sur l'attitude à adopter à l'égard de l'administration Reagan à propos de la militarisation de l'espace, ou sur les relations avec la Chine, ont peut-être dû à cette absence de direction au sommet qui laisse le champ libre à des factions ou à des personnalités antagonistes.

DOMINIQUE DHOMBRES.

Pologne

Des militants de Solidarité examinent les moyens de sortir de l'impasse actuelle

De notre correspondant

Les réflexions engagées par les militants de Solidarité sur les perspectives de leur mouvement se poursuivent en Pologne, alors que les autorités se refusent à envisager un quelconque retour au pluralisme syndical.

Un groupe de militants de Cracovie, constitués en Comité de résistance sociale (KOS) local, a fait connaître son analyse de la situation dans un document élaboré à la fin du mois d'août et publié à Varsovie par le dernier numéro de l'hebdomadaire clandestin *Tygodnik Mazowiecki*. Ils estiment que, pour sortir de l'impasse politique actuelle, l'action clandestine, bien que toujours nécessaire, n'est pas suffisante.

« Les aspirations de la société » doivent aussi pouvoir s'exprimer « dans le cadre d'organisations légales » - et donc apolitiques.

Le texte du KOS insiste sur la nécessité d'une solidarité entre peuples d'Europe de l'Est : « Il faut surmonter les antagonismes existants, qui permettent à l'Union soviétique d'exercer son pouvoir sur cette partie de l'Europe ».

D'autre part, les négociations entre représentants du gouvernement et de l'Eglise pour la mise au point

des statuts de la fondation destinée à gérer le fonds d'aide à l'agriculture privée ont progressé, au cours d'une réunion d'experts qui a pris fin la semaine dernière à Varsovie. Certains points - techniques mais fort importants - restent cependant en suspens, en particulier le mode d'imposition de la fondation.

La commission d'experts doit se réunir à nouveau le 6 octobre prochain. On s'attend à Varsovie à une rencontre, à une date encore indéterminée, entre le général Jaruzelski et le cardinal Glemp, primate de Pologne.

Par ailleurs, selon les dernières indications données par le ministre de la justice, 1916 personnes, condamnées ou poursuivies pour des raisons politiques, ont bénéficié de l'amnistie proclamée le 21 juillet dernier.

Parmi les 652 détenus politiques officiellement recensés à cette date, 630 ont recouvré la liberté ; 20 restent emprisonnés en raison de délits de droit commun qui leur sont également attribués, tandis que deux militants clandestins arrêtés peu avant l'amnistie, MM. Bogdan Lis et Piotr Mierzejewski, restent sous la menace d'une accusation de haute trahison.

Enfin, M. Kazimierz Switon, un militant de la première heure de la lutte pour la liberté syndicale en Pologne, a mis un terme, vendredi 21 septembre, à la grève de la faim qu'il menait depuis trois semaines à Katowice pour exiger le rétablissement du pluralisme syndical.

M. Switon a mis fin à son jeûne de trois semaines à la suite d'une démarche du secrétaire de la conférence épiscopale polonaise, qui l'a invité à renoncer à une protestation qui prenait la forme d'un « suicide ». - (UPI, AFP.)

ASIE

Afghanistan

Journalisme et espionnage

Il fallait s'y attendre... Jacques Abouchar n'était pas entré en Afghanistan comme journaliste, mais en mission d'espionnage. Telle est la version que l'agence Tass a présentée dimanche 23 septembre de la capture du journaliste d'Antenne 2 au début de la semaine dernière, non loin de la frontière pakistanaise. A l'appui de cette interprétation, Tass indique que Jacques Abouchar a été trouvé en possession d'appareils d'espionnage destinés à recueillir des renseignements secrets en République démocratique d'Afghanistan.

Pour faire bon poids, l'agence soviétique, citant l'agence afghane Bakhtar, ajoute que le journaliste français « dirigeait les activités de la bande criminelle » (de malfaiteurs avec lesquels il est tombé dans une embuscade) qui a été « neutralisée ».

Comme les nombreux journalistes de télévision qui ont tenté de s'informer sur la situation intérieure en Afghanistan, Jacques Abouchar était naturellement porteur d'une caméra et d'un magnétophone, outils de travail dont on voit mal comment il aurait pu se passer. Il est vrai que la conception de l'information que l'on se fait à Moscou assimile vo-

lontiers à de l'espionnage toute activité déployée par des journalistes pour ne pas se contenter de la propagande soviétique et tenter de se renseigner de première main sur la réalité des choses.

Les accusations de l'agence Tass vont cependant, cette fois, un peu trop loin. Elles sont à peu près aussi convaincantes que les « aveux » et les « repentis » arrachés au mois de mars 1983 au docteur Philippe Auguyard. On sait l'honneur qu'en retirèrent Moscou et ses alliés de Kaboul.

A. J.

[Radio-Kaboul a annoncé, pour sa part, samedi, que Jacques Abouchar avait été « capturé après une lutte contre les rebelles » et les forces de sécurité afghanes dans la région de Kandahar.] Elle l'a accusé d'avoir « agi avec des contre-révolutionnaires contre le gouvernement » de M. Karmal, sans toutefois employer le terme d'« espion ». La radio a ajouté que le journaliste français était actuellement détenu par les forces de sécurité afghanes mais n'a pas précisé s'il avait été formellement inculpé, ni s'il devait ou non être jugé par un tribunal révolutionnaire.

CAPEL fait de l'homme fort un homme bien habillé

CAPEL prêt à porter hommes grands hommes forts
• 74, boulevard de Sébastopol Paris 3
• 25, boulevard Malesherbes Paris 8
• Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15

CLERC

Joaillier et Horloger
(fermé le lundi)

bijoux, diamants, perles, montres

-40%

Fête son Centenaire jusqu'au 29 septembre

4, place de l'Opéra 75002 Paris - 742.94.00

FITGYM

- Gymnastique tous niveaux
- Musculation
- Danse moderne
- Danse rythmique enfants
- Yoga, stretching
- Boxe française
- Sauna
- Solarium, UVA

40, avenue de la Mavéria (angle rue des Fossés) ANNECY-LE-VIEUX Tél. : (50) 23-43-86.

POLONAIS

et livres français sur la Pologne et l'Europe de l'Est

Catalogues sur demande

LIBELLA

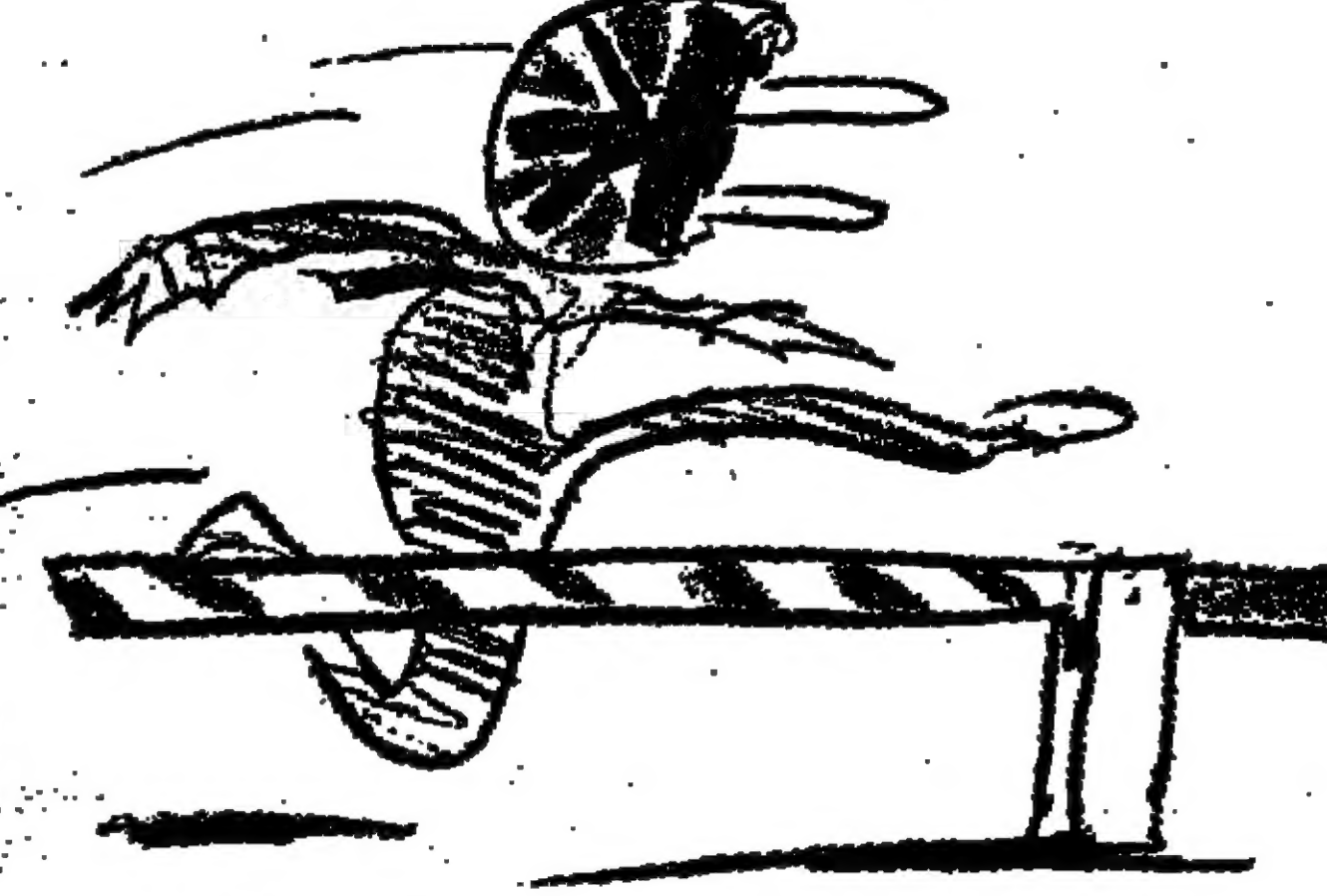
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4
Tél. : 326-51-09

pour les hommes grands

CAPEL est un grand homme

CAPEL prêt à porter hommes grands hommes forts
• 74, boulevard de Sébastopol Paris 3
• 25, boulevard Malesherbes Paris 8
• Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15

L'anglais au sprint



L'anglais, vite, très vite ? Bloquez une semaine sur votre agenda. Pendant cette semaine, ILC va vous débloquent en anglais : 6 heures par jour pour vous faire progresser à pas de géant. Tous les lundis à partir du 17 septembre.

Si vous avez le vertige, choisissez les stages collectifs, de 4 h par jour (17 sept.

1^{er} et 15 oct.) ou les cours trimestriels, de 3 ou 4 h par semaine (22 sept.).

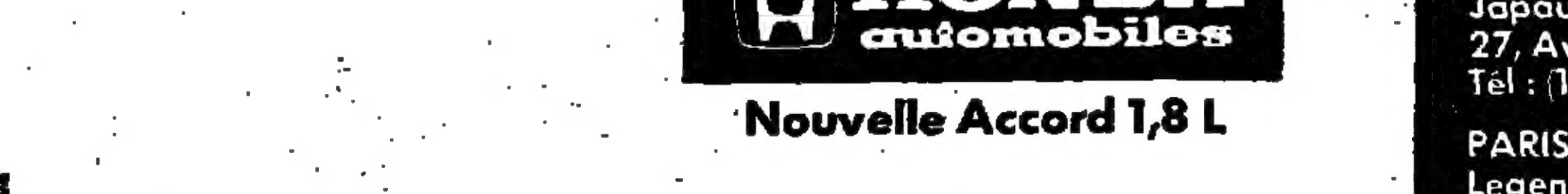
L'English Connection

ILC

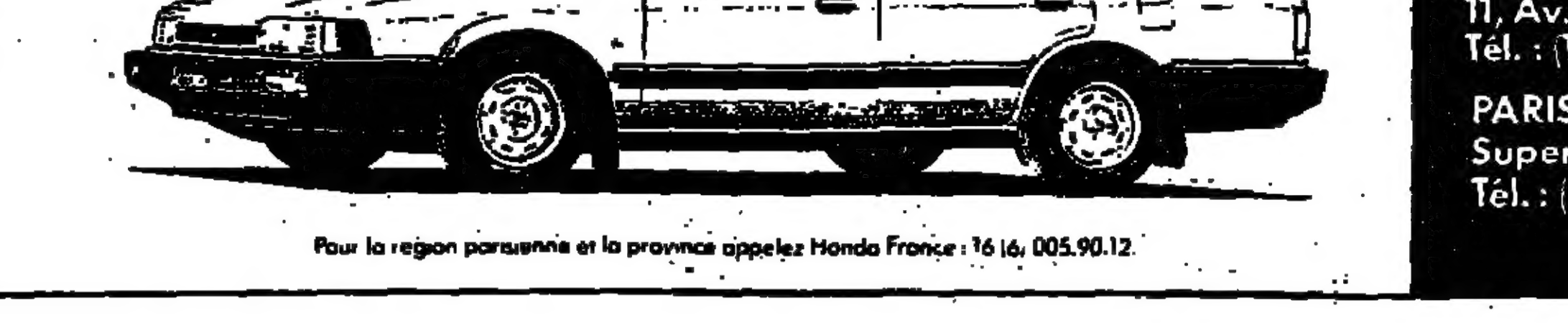
INTERNATIONAL LANGUAGE CENTRE
20, passage Dauphine, 75006 Paris
Tél. 325.41.37

ENEZ ESSAYER UNE VOITURE RARE.

Les nouvelles Honda 85 sont arrivées chez vos concessionnaires. Venez les essayer. Vous commenterez avec des passionnés d'automobiles les dernières innovations technologiques Honda. Une des voitures à découvrir : la nouvelle Accord EX 1,8 L 12 soupapes.



Nouvelle Accord 1,8 L



- PARIS 5^e
Garage Sainte Geneviève
6, Place du Panthéon
Tél. : (1) 354.29.96
- PARIS 11^e
Garage de l'Alhambra
5, Av. de la République
Tél. : (1) 805.78.07
- PARIS 15^e
Cambronne Automobiles
2, rue Cambronne
Tél. : (1) 783.70.25
- PARIS 16^e
Japauto
27, Av. de la Grande Armée
Tél. : (1) 500.14.51
- PARIS 17^e
Legendre Auto Sport
97, rue Legendre
Tél. : (1) 627.86.30
- PARIS 17^e
G.P.A.
11, Av. de la Porte d'Asnières
Tél. : (1) 622.44.66
- PARIS 19^e
Super Car's
Tél. : (1) 840.69.87.

Pour la région parisienne et la province appelez Honda France : 16 16, 005.90.12

AGFA

PHOTOCOPIE
LE CONTRAT

SERVICE

U

UBIQUITÉ

R

RESPECT

CODE-UNICS

AGFA-GEVAERT

EUROPE

DEUX CONGRÈS SOCIAUX-DÉMOCRATES EN SCANDINAVIE

Suède : pour une timide décentralisation...

Stockholm. — Si l'ambition de M. Olof Palme était de montrer que le Parti social-démocrate suédois (SAP) est puissant et uni à un an des élections législatives, le vingt-neuvième congrès national, qui s'est achevé le vendredi 21 septembre, aura été une réussite totale. Les trois cent cinquante délégués ont suivi à la lettre à peu près toutes les recommandations du comité directeur. Celui-ci n'a dû s'incliner que sur quelques questions d'importance mineure : l'aide au tiers monde, ramenée à 0,98 % du produit national brut l'année dernière, en raison des difficultés économiques, devra, dès 1985, retrouver son niveau de 1 % ; tous les films vidéo devront être examinés par la commission de censure cinématographique avant leur mise en circulation dans le commerce.

En revanche, plusieurs sujets d'actualité n'ont pas été discutés. La récente faillite du *Stockholms-Tidningen*, quotidien social-démocrate liquidé par ses propriétaires — le Parti et le syndicat LO — pratiquement sans préavis et dans des conditions « socialement inacceptables et indignes du mouvement ouvrier », selon les employés, n'a été évoquée que subrepticement. Le système de double appartenance automatique au parti, bien que très critiqué dans les sections locales, n'a pas été remis en cause. L'impression d'ensemble est que les congressistes ne voulaient pas gé-

ner l'action de leurs dirigeants, presque tous des membres du gouvernement. Les dissensions internes ont été provisoirement oubliées. En matière de politique économique, par exemple, le discours du ministre des finances, M. Feldt, partisan de la réduction du déficit budgétaire, a été longuement applaudi, bien que la plupart des sociaux-démocrates, notamment les syndicalistes, n'apprécient guère la rigueur. Le chef de la centrale ouvrière LO, M. Malm, a assuré que ces divergences de vues étaient exagérées par l'opposition, et que le syndicat ferait le maximum pour maintenir la bonne entente avec le parti. Mais cette trêve sera sans doute de courte durée.

« Petite menuiserie »

Sur le plan idéologique, la social-démocratie suédoise demeure prudente et fidèle aux recettes traditionnelles. Il n'est pas question de réduire le temps de travail pour résorber le chômage. Seul le retour à la croissance permettra de garantir à l'avenir le bien-être et l'emploi.

Le vice-premier ministre, M. Ingvar Carlsson, a présenté un rapport intitulé « L'avenir entre nos mains », dans lequel il énumère les trois étapes franchies par la gauche : démocratie politique, démocratie sociale et démocratie éco-

nomique dans les années 70, par le biais des lois sur la participation des employés aux décisions de l'entreprise. « La charge est en place, nous pouvons maintenant nous occuper de la petite menuiserie », a-t-il déclaré. Ces menus travaux consistent, en quelque sorte, à humaniser une démocratie excessivement réglementée. Les sociaux-démocrates sont sur la défensive. Ils sont obligés de tenir compte de la campagne menée depuis deux ans avec succès par les conservateurs sur le thème des libertés individuelles, menacées par la bureaucratie et par une gigantesque machine à papier. Ils ont toujours le mieux placé pour régler les problèmes sociaux.

Selon M. Carlsson, la « petite menuiserie » doit rapprocher les électeurs des élus. Les sociaux-démocrates semblent, d'une part, vouloir donner plus de responsabilité à l'individu et, d'autre part, marquer que le secteur public n'a pas pour seul objectif la sécurité de l'emploi pour ses agents, mais bien le service du public. Cette position est loin de faire l'unanimité et, pour de nombreux cadres du parti, décentralisation est synonyme de désordre. Les délégués ont d'ailleurs voté une résolution demandant l'extension du secteur public, dont les dépenses totales représentent déjà en Suède plus des deux tiers du produit national brut.

ALAIN DEBOVE

Danemark : élection d'un modéré à la vice-présidence

Copenhague. — Le Parti social-démocrate danois vient de tenir, à Copenhague, son premier congrès depuis qu'il est passé dans l'opposition en novembre 1982. Bien que restant la plus importante formation au Parlement, il a enregistré, depuis 1981, un recul constant jusqu'à obtenir, aux élections européennes de juin dernier, moins de suffrages que les conservateurs.

Les huit cents délégués allaient-ils saisir l'occasion pour faire un examen de conscience ? Il n'en a rien été. Le congrès n'a marqué aucun renouveau pour un parti qui ne parvient pas à surmonter ses divisions.

A aucun moment, le rôle de son président, M. Anker Joergensen, n'a été remis en cause. L'ancien premier ministre continue à jouir d'une incontestable popularité qu'il doit à sa bonhomie et à ses origines ouvrières ; il a été réélu à la présidence sans qu'aucun concu-

rent lui ait été opposé. Mais de nombreux militants s'interrogent sur la succession d'un homme âgé de soixante-deux ans. La désignation d'un des deux vice-présidents a donné un avant-goût des luttes qui se préparent. Elle a mis aux prises M^{me} Birthe Weis, président du conseil de surveillance de la radiotélévision danoise, appuyée par le comité central du parti et par les grands syndicats, et M^{me} Helle

Degn, présidente du Conseil pour l'égalité entre les sexes, soutenue par l'aile gauche du parti, essentiellement composée du noyau féministe le plus dur. M^{me} Weis devait très largement l'emporter au grand soulagement de M. Joergensen.

Le congrès a adopté une série de résolutions contre le stationnement d'armes nucléaires au Danemark et contre tout projet de construction de centrales nucléaires.

C. O.

LE PRÉSIDENT AUTRICHIEN EN VISITE À PARIS DU 9 AU 11 OCTOBRE

Le président de la République d'Autriche et M^{me} Rudolph Kirchschläger effectueront une visite d'Etat en France, du 9 au 11 octobre, a annoncé, lundi 24 septembre, un communiqué de l'Elysée. Le président Mitterrand s'était rendu en visite officielle en Autriche au mois de juin 1982.

Halte au Vol

1 serrure à 5 points
PICARD
+ d'autres marques

Matériel
GARANTI 5 ANS

+
1 blindage acier
15/10°

+
4 goujons d'acier
anti-dégondage

+
3 cornières
anti-pince

à l'extérieur sur le
pourtour de la porte

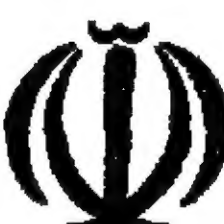
OFFRE EXCEPTIONNELLE

3.500 F TTC
Pose et dépi. comp.
PARIS-BANLIEUE

Sté S.P.P.
92130 Issy-les-Moulineaux
554.58.08
554.41.95

FACILITES DE PAIEMENT

(Publicité)



Au nom de Dieu

QUATRE ANS DE GUERRE IMPOSÉE

Le peuple iranien subit depuis quatre ans une guerre qui lui a été imposée lorsqu'une partie de son pays a été envahie par l'armée irakienne.

Le peuple irakien, à son tour, subit depuis quatre ans une guerre qui lui a été imposée par la décision de ses dirigeants.

Cette décision a été constamment renouvelée dans les faits durant ces quatre ans de guerre, par les actions et les opérations décidées par les mêmes dirigeants : rappelés-en quelques-unes :

- Les bombardements répétés des régions habitées ;
- L'emploi d'armes chimiques ;
- La perturbation du commerce international par les bombardements des pétroliers dans le golfe ;
- Les déclarations bellicieuses de ses dirigeants ;
- Et, en dernier lieu, des détournements d'avions civils qui se terminent en Irak et le refus de restituer ces avions civils, contrairement aux règlements internationaux.

Une propagande utilisant des moyens importants est mise en place par ceux qui ont décidé cette guerre. Cette propagande arrive souvent à s'infiltrer dans les médias occidentaux. Depuis quelque temps, cette propagande utilise un deuxième langage qui consiste à parler de la paix, et ce soit directement, soit par comités interposés.

Rappelons à ce propos l'encart publicitaire paru dans le *Monde* daté du 7 septembre 1984, où la date du commencement de la guerre est située au 4 septembre 1980, alors que cette guerre a commencé le 22 septembre 1980, date de l'invasion de l'Irak par l'armée irakienne ; tous les organes de presse sont unanimes à ce sujet.

On remarque des signatures de personnalités françaises au bas dudit encart publicitaire ; nous constatons que leur nombre diminue d'année en année.

L'absurde obstination de ceux qui pensent que décaler de quelques jours une date changerait quoi que ce soit à la réalité des faits est une nouvelle preuve de leur inconscience.

QUANT A LA SOI-DISANT VOLONTÉ DE PAIX DE L'IRAK ET DE CEUX QUI LE SOUTIENNENT,

elle est absolument incohérente avec les actions et les opérations citées plus haut, lesquelles couvrent concrètement pour la continuation de la guerre.

La République islamique d'Irak a formulé de longue date et par la voix de l'imam Khomeiny ses conditions pour une paix juste : des conditions qui restent inchangées et qui n'ont jamais été prises en compte par l'Irak et ceux qui le soutiennent.

La décision concernant le sort de cette guerre appartient alors au peuple musulman iranien. C'est au peuple musulman iranien que revient le droit de juger ceux qui ont décidé de lui faire subir une guerre meurtrière.

Ambassade de la République islamique d'Irak à Paris.

La décision définitive des trois séparations... sera prise après le Conseil d'Etat. En principe, signé dimanche 23 septembre, mais Robert Badinter, ministre de la Justice, a déclaré qu'il n'y avait rien de définitif. Mais M. Robert Badinter, qui, comme on l'a vu, a critiqué la manière de procéder de la commission de l'Allemagne fédérale en raison de Paris ne servirait pas toutes les voies de recours pas suspensives.

Le délai, indiqué en principe de trois à quatre jours, se prononce parait-il en principe une fois, en 1984, semaine. La décision, dit-il, M. Philippe Wargnier ne sera pas très difficile à prendre, et il serait surprenant qu'il n'en soit pas ainsi.

Les trois séparations, contre eux, encore une fois, la décision du Conseil d'Etat, et d'extradition, dit M. Pedro Astudillo-Olivera.

Un

Immense question... Comme en toute... de type national, il y a... classifications selon le... gauche. Les clés... entre Madrid et Paris... est en elle-même... complexe.

Au sud des Pyrénées... une unité moins une que... cent ses bords. Ainsi la... quelle politique de l'Union... par de la communauté... base porte-elle sur la... des pouvoirs entre Vitoria, la capitale, et les « députations » (généralités) des trois « territoires historiques », qui la composent : Guipuzcoa, la Biscaye et l'Alava. Nature, quant à elle, les... s'orientent au sud... se fusionne avec la... autonome, même s'il est... principal Basque, digne de... se servent à la conservation... comme une réalité... une.

Faut-il préciser que l'émancipation d'une union entre l'Espagne... les trois provinces d'« Euzkadi » (de pays basque français), Labourd, la Basse-Navarre et Soule demeure une affirmation... à une réthorique au sud des Pyrénées et ne provoque que... d'épaves au nord.

Autre élément contribuant à l'instabilité... problème : sa prise en compte... se situent, en France, à... dans, est très délicate. L'Espagne... et très sensible, ne serait-ce qu'en raison des fréquentes réunions... son rôle fait dans les Landes, y... surtout la région. Maitron y a... sous Pierre Mauroy, un observateur... de première force, en la personne... M. Bernard Garcia, lui-même d'origine espagnole. Le Quai d'Orsay... marseillaise, évidemment, d'origine... professionnelle. L'ambassadeur... M. Pierre Guideron, et son... mate de carrière. Ses points de... préparation des décisions est... d'être négligeable. M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, ancien avocat de milieux basques, est fréquemment chargé... missions délicates. Le ministre de Justice, M. Badinter, qui défend... aussi des « Euzkadi », sait de... bien à la loupe. M. Pierre Le... comme ministre de l'Intérieur, a... responsabilité du maintien... l'ordre. Le PS, enfin, par le biais... ses préoccupations relatives à... droits de l'homme, est... partie prenante. Au sein de l'Union nationale socialiste, son appui... heurte nécessairement, depuis... deux ans, à celle, désormais... sur la raison d'Etat, du PSOR.

C'est dire que, in fine, toute... d'importance sur ce... revient à l'Elysée.

De quel poids pèsent, dans... rement français, les enlèvements... et attentats perpétrés par le GAL... qui courent la vie à nos côtés... d'octobre 1983 à juillet 1984... Et, d'abord, qu'était, qu'est... Groupe antiterroriste de libération... Madrid ne jugea opportun... d'entendre avec l'indignation... le thème prédominant selon lequel... certains services spéciaux espagnols... ont planifié la chose, fourni les... séquestrations et les moyens... à avoir recours pour l'exécution... prement dite, à des troupes françaises... l'impunité. D'autre part, dans... par jour dans un premier temps... groupe dans un pays normal... tout comme la France laisse... tout. Tout aussi surprenant est... de l'absence de réaction des... et de l'opinion face à des actions... en coupe-gorge. L'idée... l'action du GAL, jusqu'à un cer... point, arrangeait tout le monde.

554.41.95

صكنا من الامل

POLITIQUE

DE TROIS SÉPARATISTES BASQUES

M. Roland Dumas : nous avons obtenu des garanties

Interrogé, dimanche 23 septembre, au cours de l'émission « Le grand jury RTL-Le Monde » sur l'affaire des Basques, M. Roland Dumas, ministre des affaires européennes et porte-parole du gouvernement, a fait les déclarations suivantes :

« Les raisons des extraditions. Il s'agit de faits extrêmement graves, ce qui explique le sort différent réservé aux ressortissants basques expulsés vers un autre pays, en l'occurrence le Togo, par rapport au sort de ceux qui sont remis entre les mains de la justice espagnole. Gravité des faits : trois d'entre eux ont du sang sur les mains, un seul est accusé d'avoir participé à l'assassinat de cinq policiers. Imaginons un instant quelle serait la situation du ressortissant français si l'auteur de l'attentat contre le brigadier Schaeffer, qui a trouvé la mort il y a quelques jours, s'était réfugié dans un pays voisin, Italie ou Espagne, et qu'on nous refuse l'extradition pour le juger au nom d'une question de principes. »

« Les garanties accordées par Madrid. L'extradition est un acte

grave de la part d'un gouvernement quel qu'il soit. Il est donc important de préciser que le gouvernement français s'est entouré de toutes les précautions pour prendre [sa] décision (...). Vous avez raison de dire que l'Etat espagnol est redevenu un Etat de droit, un Etat démocratique. Vous avez sans doute également raison, si l'on juge par la qualité des organisations qui se sont penchées sur ce problème, de dire qu'il existe encore des pratiques blâmables. C'est précisément pour nous couvrir de tout ce risque que nous avons négocié très durement depuis deux jours avec le gouvernement espagnol sur les garanties que nous exigeons pour cette extradition. Quelles sont-elles ?

« En premier lieu, les extradés ne seront pas remis entre les mains de la police : en aucun cas il n'y aura de garde à vue ; ils seront directement déferés aux juges chargés des dossiers qui les concernent.

« En second lieu, indépendamment de l'avocat qui leur sera désigné - puisque c'est la pratique en vertu de la loi antiterroriste espa-

gnole - ils auront libre choix d'un défenseur dans le barreau espagnol ; ils pourront même se faire assister d'avocats étrangers.

« En dernier lieu, les autorités espagnoles ont admis que des observateurs étrangers assisteraient à leur procès. Bien évidemment, cela se passe sous la garantie de l'Etat français car il y a, au-delà du droit, une sorte d'obligation morale de la part de l'Etat qui extradé à s'assurer des bonnes conditions de l'exécution de l'extradition. »

autre jour ministre, qu'on pense différemment, mais simplement parce qu'on s'est battu pour un certain nombre d'idées et, notamment, pour celle que le droit devait être restauré. Nous sommes quelques-uns à nous être expliqués là-dessus.

« A une certaine époque, nous avions dénoncé des extraditions faites en fraude de la loi parfois expéditives, sans qu'on ait épuisé toutes les voies de recours (...). Aujourd'hui, on a voulu que toutes les voies de recours soient utilisées. Même si elle n'est pas un caractère insusceptible, on attend de connaître la décision des magistrats. »

« Pourquoi le Togo ? Pourquoi avoir expulsé des Basques vers un pays africain et non vers l'Amérique latine, comme il en était question ? - Il n'y a pas de raison d'envoyer des expulsés de France dans un même pays et dans une même région. Je considère au contraire que, dans la mesure où l'on veut être efficace et gêner le terrorisme international, il vaut mieux les disperser. »

(1) NDLR. - Il s'agit de M. Robert Badinter, garde des sceaux.

Neuf mois de lune de miel franco-espagnole

Le vrai virage du gouvernement français à propos des Basques ne remonte pas au dimanche 23 septembre 1984, mais à un dîner à l'Elysée le 20 décembre 1983. A M. François Mitterrand, dont il est l'hôte, M. Felipe Gonzalez, chef du gouvernement espagnol, demande de l'aider à lutter contre le cancer basque. Il évoque les quatre cents victimes des séparatistes depuis quinze ans, et les menaces que l'ETA fait peser sur la jeune démocratie espagnole.

Le président de la République, qu'on dit déjà sensible à ces arguments, assure M. Gonzalez du soutien de la France. C'est en tout cas ce que ce dernier affirme à son retour à Madrid aux dires de deux grands journaux, MM. Juan-Luis Cebrian (El País, indépendant) et Luis-Maria Anson (ABC, monarchiste).

La machine policière française se met alors en branle, et une vingtaine de Basques espagnols repartis en France, où jusqu'à présent ils vivaient sans être inquiétés, sont arrêtés et expulsés vers des pays d'Amérique latine, Panama en particulier. Fin juillet, c'est au tour de M. Eugenio Etxeveste, dit Antxon, l'une des figures de proue de l'ETA militaire, de tomber aux mains de la police française. D'abord assigné à résidence, comme d'autres séparatistes quelques semaines avant lui, il est expulsé à son tour en République dominicaine.

Enfin, l'approbation est à mettre sur le compte de M. Jean Lecanuet (UDF) et de M. Jean-Marie Le Pen. Le président du Front national a déclaré : « Le gouvernement ne fait qu'appliquer la loi internationale, mais il a mis toutefois un certain temps à le faire, comme s'il était dangereux d'extrader des séparatistes ». Les Français supportent de plus en plus mal que le territoire français puisse servir de base à des actions subversives orientées contre un pays ami. Cette dernière mesure est bien dans la ligne du nouveau style gouvernemental inauguré par M. Fabius. »

Déchirements

(Suite de la première page.)

De ce côté des Pyrénées, il y a eu trop de laxisme, et le gouvernement espagnol est fondé à exiger plus de rigueur.

Il n'empêche : qu'un Etat livre à la justice d'un autre pays - fût-ce avec les meilleures garanties - des personnes poursuivies pour des actes de criminalité politique - fussent-ils moralement condamnables - est un acte grave qui reste choquant.

La France ne cesse pas pour autant d'être une terre d'asile, mais elle se ferme un peu plus. Pourtant, il faut y avoir un vrai besoin - qu'elle reste un refuge pour tous ceux qui sont engagés dans le combat des idées, même les plus folles, même si c'est de la plus mauvaise manière. Elle peut le faire à ses conditions, avec ses refus et ses rejets, mais sans intervenir, en extradant, dans un procès qui n'est pas le sien.

Ce n'est pas mépriser l'Espagne ou tout autre pays, et encore moins justifier les excès de l'indépendantisme basque, que de rappeler ces enseignements tirés de notre propre histoire nationale : les régimes démocratiques ne sont pas à l'abri de l'erreur et de l'aveuglement contre ceux qui leur paraissent menacer l'unité nationale ou l'intégrité territoriale, et ce n'est jamais par les voies judiciaires et judiciaires que se règlent les problèmes politiques de fond. Et ce n'est pas davantage parce qu'ils violent tout le monde se liguer contre eux que les extrémistes entendent raison. Au contraire.

Une Europe libre ne sera pas celle où les Etats se mettront d'accord pour régler les problèmes de minorités et d'extrémismes, mais celle où les individus et les groupes, avec leurs inévitables excès, ne seront pas voués à l'alignement.

A. L.

LES RÉACTIONS

Embarras, hostilité, approbation

Embarras, hostilité ou approbation : caractérisent les premières réactions à la décision de la République française d'extrader trois séparatistes basques espagnols.

L'embarras provient du PS et de la Ligue des droits de l'homme. M. Jean-Pierre Destrade, député des Pyrénées-Atlantiques et porte-parole du PS, a ainsi déclaré : « L'extradition est une mesure difficile à accepter pour le parti socialiste. Celle des séparatistes basques espagnols présente beaucoup d'inconvénients. Il convenait toutefois, pour le gouvernement, de prendre une décision en conformité avec la doctrine fixée par le conseil des ministres du 10 novembre 1982 [séparant l'extradition pour acte politique de celle pour délit de droit commun], qui ne remet nullement en cause le respect du droit d'asile ».

M. Destrade, qui a affirmé, lundi 24 septembre, que le gouvernement ne pouvait pas « démissionner » des séparatistes, a déclaré que ces trois personnes n'ont « aucune motivation politique » (à la différence des quatre expulsés). « Nous avons toutes les raisons, a-t-il ajouté, de penser qu'on n'est pas de bons directeurs de l'ETA. » Pour M. Destrade, « des gens qui se réclament de l'ETA, maintenant, ont peu de liens avec l'organisation qui a lutté contre le franquisme », mais se servent de la République pour dissimuler des activités criminelles : trafic d'armes, de drogues, etc.

Dans ces conditions, M. Destrade, qui aurait souhaité, à titre personnel, qu'il n'y ait pas d'extraditions, estime que celles-ci étaient, tôt ou tard, inévitables, sauf à accepter « une dévaluation de notre responsabilité politique ».

L'opinion publique, a-t-il estimé, ne pouvait pas comprendre qu'on n'en arrivât pas à ce type de mesures, dont le porte-parole du PS juge qu'elles peuvent « permettre d'accélérer le climat ». Pays basque français, même s'il n'a « nullement l'impression » que ces extraditions vont faire cesser les activités du GAL et relèver que les risques d'attentat de l'ETA en France sont désormais « une crainte importante ».

De son côté, M. Yves Jouffé, président de la Ligue des droits de l'homme, rappelle l'opposition de son organisation au principe de l'extradition, mais il juge « très positiver » les garanties obtenues par le gouvernement français dans l'application de sa décision. Une entrevue a été demandée au garde des sceaux.

L'hostilité émane de milieux de droite comme de gauche, pour des raisons différentes. Dans la Lettre de la Nation, organe du RPR, M. Pierre Charpy écrit notamment, ce lundi 24 septembre : « Du moment que [le président de la République] accepte l'extradition pour trois des inculpés, rien ne justifie qu'il la refuse pour les quatre autres. Si la justice espagnole est celle d'un pays démocratique, elle

est pour tous (...). Logiquement, moralement, juridiquement, c'est la décision du président de la République qui est incontestable. »

Quant à la CIMAIDE, service économique d'entraide, elle exprime sa « stupéur » et sa « consternation », et elle indique que les séparatistes basques en cause « sont des demandeurs d'asile, dont le dossier est entre les mains de la commission de recours, qui n'a jamais statué sur leur cas ».

Un « virage historique »

En France, les mandats d'arrêt lancés par l'Espagne arrivent en rafales. Aujourd'hui, une vingtaine de séparatistes sont toujours recherchés. Huit, qui n'ont pas eu le temps de se cacher ou de se mettre hors de portée, sont traduits devant la chambre d'accusation de Pau, qui donne un avis favorable à l'extradition de sept d'entre eux. Ce jour-là, la coopération franco-espagnole franchit une nouvelle étape.

Depuis le dîner de l'Elysée, cette coopération ne s'est jamais

relâchée. En juin, M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, qui rend visite à son collègue espagnol, M. José Barrionuevo, déclare qu'à ses yeux « un terroriste n'est pas un réfugié politique ». Echange de bonnes manières, Madrid salue le « virage historique » de la France.

Le successeur de M. Defferre, M. Pierre Joxe, ne peut faire moins. Le 6 août, à Madrid, il réaffirme la « continuité » de la coopération entre les deux pays. La lune de miel paraît sans nuages et, de passage à Paris le 12 septembre, le ministre de la justice espagnol, M. Fernando Ledesma, en tire argument pour confier qu'il n'envisage « aucune autre hypothèse que l'extradition ».

Entre-temps, la situation des séparatistes est devenue passablement inconfortable. Neuf réfugiés espagnols ont été assassinés ou enlevés en quelques mois par le GAL (Groupe antiterroriste de libération).

Les agissements du GAL, les arrestations de réfugiés, les expulsions et les menaces d'extradition, accroissent la tension au Pays basque. Au sud de la Bidassoa, les attentats contre des véhicules et des entreprises françaises se multiplient. Au nord, les manifestations se succèdent et quelques attentats ont lieu.

Début septembre, les sept séparatistes menacés d'extradition sont transférés à l'hôpital des prisons de Fresnes, à cause d'une grève de la faim qu'ils avaient observé depuis le 9 août. Cette grève incite M. Pierre Arpeillange, procureur général de la Cour de cassation, à avancer au 21 septembre l'examen du pourvoi qu'ils ont formé contre les arrêts d'extradition de la cour de Pau. Vendredi, la chambre criminelle a rejeté ces pourvois. Entre la décision d'extrader trois de ces séparatistes et le dîner de l'Elysée, il se sera écoulé neuf mois.

B. L. G.

Déception et colère au Pays basque

(Suite de la première page.)

Pour certains, la position socialiste relève désormais du simple alignement sur le gouvernement, et les nationalistes ont compris qu'il leur serait désormais inutile de se tourner vers le PS si Madrid réclamait plus fermement l'extradition de la vingtaine au moins de militants d'ETA installés en France et pour lesquels une demande a déjà été formulée.

Au Pays basque français, les autres réactions des milieux politiques témoignent plus nettement de la surprise ressentie à l'annonce de la décision gouvernementale. De la CDT au RPR, en passant par le Parti

communiste, les élus basques mettent l'accent sur les risques pris localement par Paris pour satisfaire Madrid. Le Pays basque français redoutait, en effet, que le climat de tension, sensible depuis six mois sur la côte, ne s'alourdisse encore et ne précipite à nouveau la vie basque dans la spirale de la violence.

La colère s'est exprimée plus nettement dans les villes du Pays basque espagnol. Des manifestations ont été organisées dans la soirée de dimanche à Saint-Sébastien, Pampelune, Hernani, Bilbao, Vitoria, qui ont tourné rapidement à la bataille de rues. Des sympathisants nationalistes ont bloqué pendant quelques heures les accès au centre de Saint-Sébastien, profitant de la concentration des forces de l'ordre autour du palais Maria-Christina, qui hébergeait la soirée de clôture du Festival international du cinéma. Au cours des défilés, des autobus incendiés, des drapeaux, des banderoles ont été brandies, des jeunes gens s'en prenant, tard dans la nuit, aux voitures immatriculées en France et à plusieurs permanences du Parti socialiste espagnol. Les forces de sécurité ont été placées en état d'alerte dans tout le Pays basque espagnol, avec pour première mission de protéger les bâtiments administratifs et commerciaux français. Au sud comme au nord, les réactions à la décision de Paris risquent donc d'aller crescendo, et certains milieux nationalistes envisagent même, au-delà de la Bidassoa, une agitation permanente sans attendre l'avis du Conseil d'Etat.

PHILIPPE BOGGIO et PHILIPPE ETCHEVERRY.

La discussion budgétaire

M. Destrade (PS) L'hypothèse du prélèvement de 3 milliards devrait être levée.

M. Jean-Pierre Destrade, porte-parole du PS, a évoqué, lundi 24 septembre, le prélèvement de 3 milliards de francs sur les ressources des collectivités locales, prévu par le projet de budget pour 1985. M. Destrade a souligné la « disproportion évidente entre la somme destinée à être prélevée et les inconvénients politiques » qui en résulteraient vis-à-vis de maires sollicités par ailleurs pour participer au financement des travaux d'intérêt collectif proposés aux jeunes chômeurs. Pour le porte-parole du PS, « il serait plus sain que, dans la discussion budgétaire, l'hypothèse de ce prélèvement de 3 milliards de francs soit levée ».

En fait, la France entretient des rapports économiques avec les régions capées 1983, des ports qui se sont réduits par des arrestations et l'expulsion d'ETA. Les membres de l'ETA, venus des pays d'Amérique latine, par exemple, ont été pris par le gouvernement français. Le Pays basque français ne s'agit pas de la conséquence de la lutte contre le terrorisme, mais de la conséquence de la lutte contre le terrorisme. Le gouvernement français, est ainsi responsable de la mort d'un jeune basque (mort 1983). Le GAL, pour sa part, accumule les règlements de comptes sanglants.

LAURENT GRELSAER.

FORMATION MICRO-INFORMATIQUE

- BASIC niveau 1 et 2 et graphisme (durée 5 jours, 8 sessions par an)
- D-BASE II/III (durée 3 et 5 jours, 10 sessions par an)
- MULTITEX (durée 3 jours, 10 sessions par an)
- TEXTOR (durée 3 jours, 10 sessions par an)
- LOTUS 1-2-3 et FRAMEWORK (durée 3 jours, 3 sessions par an)

FORMATION INFORMATIQUE

- PL/1 (durée : 10 jours, 10 sessions par an)
- CICS, DB/1, IMS (durée : 3, 4 et 5 jours, 6 sessions par an)
- IPL (durée : 4 jours, 6 sessions par an)

STAGES INTER OU INTRA-ENTREPRISE

Calendrier des stages et inscriptions auprès de Frédéric MARTIN (01 325 63 90)

18, rue du Cloître, Noisy-Dame 75004 Paris

SIGMA services informatiques

CE BRUIT QUI TUE...

L'actualité est remplie de drames engendrés par le bruit, cause importante d'agressivité. Grâce aux progrès de l'acoustique, le filtre E.A.R. qui protège sans gêner, a été mis au point aux U.S.A. Travail ou sommeil, sa polyvalence est remarquable ; et parce qu'il atténue les nuisances sonores, il permet les conversations en milieu bruyant. Protection efficace du conduit auditif pour la audition.

EN PHARMACIE ou 273-30-34

HEC

Liste du Président

Les étudiants dont les noms suivent ont été sélectionnés parmi les 309 diplômés H.E.C. de la promotion 1984, pour l'excellence des résultats académiques qu'ils ont obtenus pendant l'ensemble de leur scolarité :

Robert AZERAD
Christophe CUVILLIER
Jean-Marie LE FOUEST
Vincent MORDRELL
Pascal QUIRY

Nous leur adressons nos très vives félicitations.

Jouy-en-Josas, le 30 juin 1984

Le Directeur
Le Président de la Commission administrative.

HEC - 1, RUE DE LA LIBÉRATION - 77600 JOUY-EN-JOSES - FRANCE

POLITIQUE

M. GISCARD D'ESTAING RETROUVE SON SIÈGE AU PREMIER TOUR

63,23 % des suffrages exprimés

Dès l'annonce des résultats M. Valéry Giscard d'Estaing a remercié les électeurs et les électrices qui lui ont fait la confiance de l'être député du Puy-de-Dôme. « Je ferai mon métier de député », a-t-il déclaré avant d'ajouter : « J'étais candidat de l'union. C'est la victoire du peuple de la raison. Le peuple de la raison est en marche. Je souhaite qu'il prenne bientôt en main les destinées de la France. Merci aux Auvergnats et aux Auvergnates qui ont fait battre dans leurs montagnes le cœur de la France. »

Elu dès le premier tour avec 63,23 % des suffrages exprimés, M. Giscard d'Estaing retrouve une circonscription qu'il connaît bien. Il y a été élu pour la première fois en 1956, puis constamment réélu en 1958, en 1962, 1967, 1968 et 1973. En 1974, il avait abandonné son siège à son suppléant, M. Morellon qui s'était lui-même retiré en 1981, au profit de M. Wolff. C'est la deuxième fois depuis 1981 que l'ancien président de la République

se présente devant les électeurs. Candidat aux élections cantonales de mars 1982 dans le nouveau canton de Chamalières, il l'avait emporté dès le premier tour avec 72 % des suffrages exprimés.

M. Giscard d'Estaing réalise un bon score, le meilleur depuis le début de sa carrière de député. Il fait mieux que M. Morellon en 1978 et que M. Wolff en 1981. Il fait mieux qu'en 1973 et surtout qu'aux élections législatives de 1968 où il avait recueilli 61,38 % des suffrages exprimés.

Ce score mérite toutefois d'être relativisé compte tenu du fort taux d'abstentions (45 % des électeurs inscrits ont boudé le scrutin du 23 septembre), les suffrages obtenus par M. Giscard d'Estaing ne représentent que le tiers des inscrits (33,99 %) alors que ceux qui s'étaient portés sur son nom, en 1973 par exemple, en représentaient 40,23 %.

L'ancien président de la République a bénéficié d'un recul de la gauche. La candidate socialiste ne pouvait espérer faire aussi bien que

M. Godard en juin 1981. Mais elle ne retrouve pas le score du candidat PS en 1978, ni même celui de M. Jospin aux élections européennes dans cette circonscription (21,07 %). Désignée tardivement, Mme André a souffert, selon toute vraisemblance, d'une démobilité de l'électorat de gauche, tout comme le candidat communiste, M. Nicolas qui perd plus d'un point par rapport au scrutin de 1981 et plus de sept points par rapport à celui de 1978. Toutefois le PC ne régresse pas par rapport aux élections européennes puisque la liste conduite par M. Georges Marchais avait obtenu 6,07 % des suffrages exprimés dans cette circonscription.

Le Front national est aussi un grand perdant dans cette consultation. S'il progresse sensiblement par rapport aux précédentes élections législatives, son candidat, M. Waterlot, ne retrouve pas les 9,22 % des suffrages exprimés recueillis par M. Le Pen en juin dernier. Un progrès qui n'est pas pour le Front national à la mesure de son espoir.

NADINE AVELANGE.

Endiguer la vague barriste

(Suite de la première page.)

Pour autant, les difficultés ne sont pas aplanies. Sans doute, l'ancien président de la République espère-t-il, au contact régulier des parlementaires, endiguer la vague continue de barrières qui porte l'UDF depuis plusieurs mois. Sans doute compte-t-il aussi sur le maintien de relations « amicales » avec M. Jacques Chirac pour témoigner que son retour ne crispe pas les relations entre les deux formations de l'opposition.

Mais, au fur et mesure que s'approcheront les échéances de 1986 et de 1988, cette lune de miel entre deux hommes qui se sont affrontés en 1981 peut paraître très artificielle ou rappeler trop de souvenirs à une opposition qui n'a pas oublié la « fatalité » de la querelle des chefs. Il ne serait pas plus habile de déplacer le terrain de cette querelle du côté de M. Barre en essayant de faire apparaître ce dernier comme le trouble-fête.

Autre difficulté pour M. Giscard d'Estaing : le devenir de l'UDF, qui, officiellement, ne souhaite pas se choisir dès aujourd'hui un présidentiable. Comment vont s'établir les rapports au sein de cette confédération entre barristes, giscardiens et « non-alignés », et quel va être le ferment de l'union au sein même de la confédération ? Il y a quelques mois, le bruit a couru que les clubs Perspectives et Réalités pourraient à cet égard jouer un rôle. Or M. Giscard d'Estaing a repris en main de manière très active ces clubs.

Le « peuple de la raison »

Au-delà de 1986, la question même d'une éventuelle cohabitation entre une opposition devenue majoritaire et le président de la République pèsera sur les comportements. MM. Chirac et Giscard d'Estaing sont pour, M. Barre est contre et s'en expliquera à nouveau longue-

ment dans le prochain numéro de sa lettre mensuelle *Faits et Arguments*.

Dès l'annonce des résultats dimanche, M. Valéry Giscard d'Estaing a souligné que sa victoire était la « victoire de l'union » et celle du « peuple de la raison », dont il souhaite qu'il prenne « bientôt en main les destinées de la France ».

Si M. Giscard d'Estaing envisage d'être l'artisan de cette reprise en main plus générale, il lui faudra, dans les mois qui viennent, se dégager de toutes les ambiguïtés qui jusqu'à présent ont pesé sur sa démarche.

Sa stratégie de reconquête peut passer par le Palais-Bourbon ; elle n'en reste pas moins : encore à construire, en tenant compte de nombreuses inconnues au nombre desquelles figurent aussi le mode de scrutin qui sera retenu pour 1986 et l'équilibre des forces qui pourra s'établir au sein de l'opposition.

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

LES RÉSULTATS DE LA DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION DU PUY-DE-DÔME

	22 SEPTEMBRE 1984	14 JUIN 1981 (1 ^{er} tour)	12 MARS 1978 (1 ^{er} tour)	4 MARS 1973 (1 ^{er} tour)
INSCRITS	75 002	75 911	74 742	69 161
VOTANTS	41 214	55 472	63 689	56 217
ABSTENTIONS	45,04 %	26,92 %	14,78 %	18,71 %
SUFFRAGES EXPRIMÉS	40 322	54 931	62 588	55 235
	VOIX	VOIX	VOIX	VOIX
UDF-PR (1)	M. G. d'Estaing 35 598	M. Wolff 38 512	M. Giscard d'Estaing 31 429	M. G. d'Estaing 27 826
PS	M. André 8 162	M. Godard 19 088	M. Morellon 13 486	M. Thibault 19 212
FN	M. Waterlot 2 543	M. Waterlot 468	M. Waterlot 1 665	M. Thibault 1 022
PC	M. Nicolas 2 480	M. Nicolas 4 183	M. Nicolas 8 376	M. Seronin 8 213
Réformation-Centre-Républicain	M. Devaux 1 114	M. Richard 1 226	M. Vallée 3 137	M. Le Mole 5 176
Ecol. (2)			M. Richard 29	M. Elzard 2 372
PSU			M. Vallée 5 81	M. Seguy 1 436
MRC			M. Richard 29	
LD			M. Laperie 2 126	
POE			M. Seguy 1 262	
UDF (3)			M. Flix 948	
Défense des Droits	M. Chénier 237	M. Contat 591		
Parti Méditerranéen	M. Allard 175	M. Dufour 551		
Divers	M. Marchand 111		M. Mame 228	

(1) M. Giscard d'Estaing se présentait avec l'étiquette RI aux élections législatives de mars 1973.
(2) M. Devaux se présentait avec l'étiquette Vert-Ecologie, en 1978 ; M. Richard était candidat du collectif Ecologie-78.
(3) Union des Français de bon sens.

Election cantonale dans le Nord : le PS bien placé

NORD : canton de Trélon (premier tour).
Inscr., 19 885 ; vot., 11 679 ; suffr. expr., 11 193. MM. Dehoux, PS, 4 327 ; Loriau, RPR, 4 314 ; Dupont, PC, 2 552. Il y a ballottage.

(Il s'agit de pourvoir au remplacement de Claude Jourdain, conseiller général socialiste, décédé en juin dernier, qui avait été élu au second tour des élections cantonales de mars 1982 avec 9 017 voix contre 5 414 à M. Cavillier, RPR, pour 14 431 suffrages exprimés et 15 104 votants. Il y avait 19 993 électeurs inscrits. Les résultats du premier tour avaient été les suivants : Inscr., 19 993 ; vot., 14 362 ; suffr. expr., 13 694. MM. Jourdain, 5 239 ; Cavillier, RPR, 4 704 ; Dupont, PC, 3 751.)

Les électeurs du canton de Trélon se sont plus abstenus le 23 septembre que lors du renouvellement de mars 1982 (41,26 % au lieu de 28,16 %). Le candidat du PC, M. André Dupont, s'est retiré au profit de M. Loriau, RPR, qui a obtenu son score du premier tour de mars 1982. Il perd plus de quatre points.

L'opposition, en revanche, améliore ses positions. Son candidat, M. Jacques Loriau, qui conduisait la liste d'opposition aux municipales de mars 1983 à Fournies, recueille 38,54 % des suffrages exprimés, tandis que M. Cavillier en avait obtenu 34,35 % au premier tour de mars 1982.

Cette progression ne devrait pas inquiéter le candidat socialiste, M. Marcel Dehoux, député de la circonscription. Il réalise sensiblement le même score que Claude Jourdain, et devrait logiquement l'emporter au second tour. Le PS devrait ainsi conserver ce canton qu'il avait ravi au PC en mars 1982.

Dans la même circonscription, M. Valéry Giscard d'Estaing a obtenu 163,24 % au lieu de 100 %.

• Nouvelle-Calédonie : les indépendantistes veulent un statut provisoire. — • La Nouvelle-Calédonie s'appellera Kanaki, le gouvernement provisoire sera élu par référendum le 24 septembre, et installé le 1^{er} décembre. — • M. Valéry Giscard d'Estaing a été élu à la présidence du conseil de coordination du FLN. (Front de libération nationaliste tunisien.)

Volvo 740, la nouvelle envergure

Nouvelle voiture, mais tradition intacte :



Dirèctement issue de la prestigieuse 760, la Volvo 740 ne cache pas la noblesse de ses origines. Pénétrer dans l'univers privilégié des routières confirmées, c'est prendre le problème automobile par la grande porte. Le choix d'une 740 représente plus que l'achat d'une simple voiture, il donne l'accès à toute l'expérience d'un constructeur, à son passé prestigieux, comme à son avenir tout empreint d'une solide et permanente évolution technologique. Nouvelle approche du haut de gamme, la 740 n'est pas un mythe, mais un certain aboutissement d'une réalité automobile quotidienne et réaliste. Plus que jamais, vivre Volvo, c'est le pari de la qualité (!).

Un achat qui devient vite un investissement.

Si le prix de vente d'une voiture est une donnée « abstraite », le coût réel de tout véhicule demande une sérieuse analyse. Non contente d'être proposée à un prix très concurrentiel, la 740 sait financièrement offrir encore plus, car avant tout c'est surtout une Volvo ! Sa fiabilité et sa renommée en font une « bonne affaire » sur le marché de la revente. La rigueur de sa conception, et les normes sévères qui l'entou-

rent, réduisent au minimum les frais d'entretien qu'elle « impose » (selon sa version, le prix de cette grande routière performante et spacieuse, peut être inférieur (!) à 100 000 francs !)

Répondre aux besoins de chacun, la force d'une gamme :

C'est au constructeur de s'adapter, et non à l'acheteur de faire des concessions. Avec la Volvo 740, l'offre est généreuse, bien en rapport avec le traditionnel esprit de service de la marque suédoise. 8 versions avec 5 types de motorisations : 2 litres injection, économique et souple, 2,3 litres injection, nerveux et silencieux, 2 litres Turbo avec intercooler (163 ch DIN), rageur et puissant, 2,4 litres Diesel et 6 cylindres Turbo Diesel, sobres et performants. Il est bon de noter que pour tous ces moteurs, on a favorisé la souplesse et l'aptitude aux dépassements, qui sont les réels garants de la sécurité et du plaisir de conduire. Volvo 740, une gamme complète qui a les moyens d'être à la mesure de vos envies. La raison, c'est bien... mais il y a aujourd'hui beaucoup de passion dans chaque acheteur de Volvo.

Le bien-être automobile, confort et agrément de conduite :

Lorsqu'on ouvre la porte d'une Volvo 740, un

charme indicible commence à opérer : finition parfaite, choix des différents matériaux, luxe discret, esthétique rassurante de l'ensemble. L'étonnement laisse vite place au bien-être : les sièges sont enveloppants, un rien charmeurs, l'instrumentation est lisible, la visibilité parfaite... On est chez soi. Puis on roule ! Douceur des commandes, réactions immédiates, sensation de sécurité, tout cela dans le silence et l'efficacité ! Routes et autoroutes sont avalées avec une aisance remarquable. Au fait, le freinage ? La tenue de route ? Là aussi, il n'y a rien à en dire, tout est parfait. Avec ses qualités routières et sa facilité de conduite, la Volvo 740 se permet encore d'être parfaitement en accord avec la philosophie même de son constructeur : sécurité, fiabilité, longévité. La tradition n'est pas éteinte, elle vient juste d'enfanter d'une nouvelle génération d'automobiles. Les voitures tristes sont mortes, 250 concessionnaires et agents Volvo peuvent l'affirmer dès aujourd'hui. Volvo 740, un nouvel art de vivre ? Sans doute... Modèle présenté : Volvo 740 GL - 99.800 francs. Millésime 1985 - Prix clés en main au 1^{er} juillet 1984 - Consommations à vitesse stabilisée : 6,8 litres à 90 km/h, 9,1 litres à 120 km/h et 12,3 litres en parcours urbain (normes CEE). Volvo France, 49, avenue d'Iéna 75116 Paris.

Téléphone : (1) 723.72.62. **VOLVO**

صكزا من الاصل

صكنا من الامل

POLITIQUE

DE L'ÉLECTION LÉGISLATIVE PARTIELLE DU PUY-DE-DOME

« Giscard à l'Elysée ! »

De notre correspondant

Clermont-Ferrand. — Il est 20 h 45 dans les locaux enfilés de la permanence de M. Valéry Giscard d'Estaing. Depuis plus d'une heure, deux cents supporters de l'ancien président de la République se délectent à l'annonce des scores enregistrés dans les différents bureaux. Le succès est acquis avec une confortable avance. Ils accueillent le nouvel élu aux cris de : « Giscard à l'Elysée ! ».

Ce dernier arrive de sa résidence de Chanonat, avec à ses côtés M. Claude Wolf, qu'il va donc remplacer au Palais-Bourbon. Le temps de prendre connaissance des messages de félicitations de M. Jacques Chirac et François Léotard, et il s'installe face à la presse pour une très courte déclaration. Puis, pressé de questions, il finit par répondre, lorsqu'on lui demande s'il va se lancer à la conquête du pouvoir régional : « Je défendrais, en toutes circonstances, les intérêts de l'Auvergne ».

Le nouveau député refuse ensuite de se laisser enfermer, dit-il, « dans la politique politicienne ». Il retourne auprès de ses amis, plongés dans l'euphorie du meilleur score jamais enregistré dans la circonscription. M. Valéry Giscard d'Estaing dépasse son record de 1968 (63,24 % au lieu de 61,36 %).

Dans la même avenue de Clermont-Ferrand, à 500 mètres

de l'endroit où un cortège de voitures commença à se former pour célébrer cette victoire, M. Jean-Claude Waterlot partage, aux côtés d'une vingtaine de militants, la déception de n'avoir pas provoqué le ballottage. Le recul du Front national par rapport aux européennes est une réalité, mais M. Waterlot préfère se référer aux résultats de 1981 : « Cela représente une progression de 5,60 % ».

En tout cas, l'effet La Pen n'a pas pesé sur l'élection. Il était craint de tous côtés. Ce coup d'arrêt représente le seul sujet qui permette aux militants du PS et du PC de surmonter leur morosité. M. Jean Nicolas, représentant du PCF, n'est pas satisfait de son score, bien qu'il trouve « intéressant » sa légère progression par rapport aux européennes. La forte abstention des électeurs de gauche sème, selon lui, comme « un nouvel avertissement au gouvernement ». Il paraît moins flagrant aux yeux de M. Michelle André, la candidate socialiste, qui a passé la soirée dans le calme des locaux de sa fédération : « Le résultat était couru d'avance, et puis, le socialisme, ça ne se vend pas très bien par les temps actuels », laisse-t-elle tomber, sans être surprise par les 20 % que représente son capital de voix.

LIBERT TARRAGO.

LES RÉACTIONS

Quand, après sa défaite de 1981, M. Valéry Giscard d'Estaing avait sollicité une première fois les suffrages des électeurs, dans le nouveau canton de Chamalières, ce « retour à la base » avait été unanimement salué par les principaux responsables de l'opposition, qui avaient notamment loué « cette volonté de l'ancien président de la République de retrouver les racines naturelles de son engagement politique ».

M. Bernard Pons, secrétaire général du RPR, avait, cependant, adopté un ton plus ironique que celui employé aujourd'hui par M. Chirac : « C'est bien, courageux et sympathique, de ne pas jouer au grand seigneur et d'aller à la base », avait-il dit.

De son côté, M. Didier Bariani, alors président du Parti radical, avait prévenu : « Il ne suffit pas à M. Giscard d'Estaing d'être le leader de la minorité du Puy-de-Dôme (1) pour retrouver un droit de réclamation sur l'ancienne majorité présidentielle. Il a la charge de la preuve. Celle de démontrer qu'il est encore le meilleur ». Une réflexion dont on peut penser qu'elle sera reprise par ceux des députés de l'UDF - réunis cette semaine à Cannes pour leurs journées parlementaires - dont le cœur ou la raison penchent du côté de M. Barre.

Ce dernier a envoyé une lettre de

Une lettre de M. Barre un télégramme de M. Chirac

« félicitations chaleureuses » à M. Valéry Giscard d'Estaing, qui devait la recevoir ce lundi en fin de matinée. M. Jacques Chirac a estimé préférable de lui adresser un télégramme, et ce avant même que ne soient connus des résultats définitifs du scrutin. Le maire de Paris a fait part à l'ancien président de la République de ses « chaleureuses félicitations », pour sa « brillante réélection », qui « témoigne de la confiance de ses concitoyens et confirme la force et la détermination de l'opposition unie ».

Pour M. Jean Locauet, président de l'UDF, « ce succès est davantage un nouveau désaveu de la majorité socialiste et communiste de 1981, [et] il marque une étape politique de très grande importance sur la voie du redressement national ». « L'éclatant succès de M. Giscard d'Estaing replace le débat politique dans sa pleine dimension », assure M. François Léotard, secrétaire général du PR, qui ajoute : « Dans une période de doute, une démarche de vérité et de respect a été massivement approuvée par le suffrage populaire. Désormais, le socialisme est menacé par son véritable adversaire : l'alliance de la compétence et de la générosité ».

Président du Mouvement des jeunes giscardiens, M. Patrick Gérard voit dans le succès de M. Giscard d'Estaing - qui vient, dit-il, « de réunir près de deux Fran-

çais sur trois », - la « preuve » qu'il n'est pas rejeté par le suffrage universel, « contrairement à ce que certains pronostiquaient ».

« Ce très beau résultat est le témoignage de lucidité et de reconnaissance des électeurs », a estimé M. Pierre Méhaignerie, président du CDS, tandis que les Clubs perspectives et réalités estiment que le retour au Parlement de leur président-fondateur « marque un renforcement de l'opposition libérale, seule capable d'organiser l'alternance et de juguler les tentations extrémistes ».

Signant l'éditorial du Figaro daté du 24 septembre, M. Robert Hersant constate que, « jusqu'à ces derniers temps, l'opposition s'est unanimement et dévotement voulue libérale, et elle a fini par croire qu'elle l'était devenue ». Il souligne

« la célérité que mettent beaucoup à se décrier, [témoignant] trop qu'ils ne se sentent plus de vrais motifs de crispation ». M. Robert Hersant s'en étonne : « Rien n'a changé que des mots pour tromper (...) ». Rien, sinon que, selon la coutume, le pouvoir en perdition tend d'une main un piteux aux plus fragiles et, de l'autre, une épée aux plus affamés. Il attend de l'opposition qu'elle affirme « sa détermination de gouverner autrement dès 1986 », qu'elle dise « sans timidité jusqu'où elle ira », et qu'elle tienne désormais le langage de l'après-socialisme ».

(1) Dans le Puy-de-Dôme, quatre des cinq sièges de députés sont détenus par des socialistes.

M. MAUROY : plus de cadeaux !

M. Pierre Mauroy a fait don, vendredi 21 septembre, à la mairie de Lille, de tous les cadeaux qu'il avait reçus, à titre personnel, pendant l'exercice de ses fonctions de premier ministre, lors de ses voyages officiels dans vingt-neuf pays étrangers.

Cette collection est constituée de quelque soixante pièces de grande valeur, dont la plus belle est un fusil de chasse à cartouches et à balles, à la crosse en platine sculptée, offert par le vice-premier ministre de la République démocratique allemande.

La Malaisie avait aussi particulièrement gâté l'ancien premier ministre, puisqu'elle lui avait offert pas moins de sept cadeaux (lures, gong, plat, etc.), dont un magnifique service à thé en argent.

Parmi les plus belles pièces de cette collection, qui compte six vases, trois tapisseries, deux toiles de maître et quelques portraits de chefs d'Etat ou de gouvernements, figurent aussi quatre magnifiques défenses d'éléphant offertes par M. Hissène Habré, président de la République du Tchad.

Au nombre des cadeaux insolites : un bébé requin naturel, pêché dans les eaux cubaines, et un coffret de disques de Félix Leclerc, offert par M. Trudeau, ancien premier ministre du Canada.

Dans la série des personnes illustres, le pape a offert à M. Mauroy des reproductions d'œuvres de Raphaël, tandis que M. Tchernomir, le numéro un soviétique, lui a fait don d'une simple carafe... vide. - (AFP.)

AU PREMIER TOUR que barriste

M. Giscard d'Estaing, qui, après pas de 100 jours de présidence, s'est établi le plus confédéré des confédérés et, en sa qualité de président, a été le seul à ne pas être élu à la présidence de la République.

PERSONNAGES

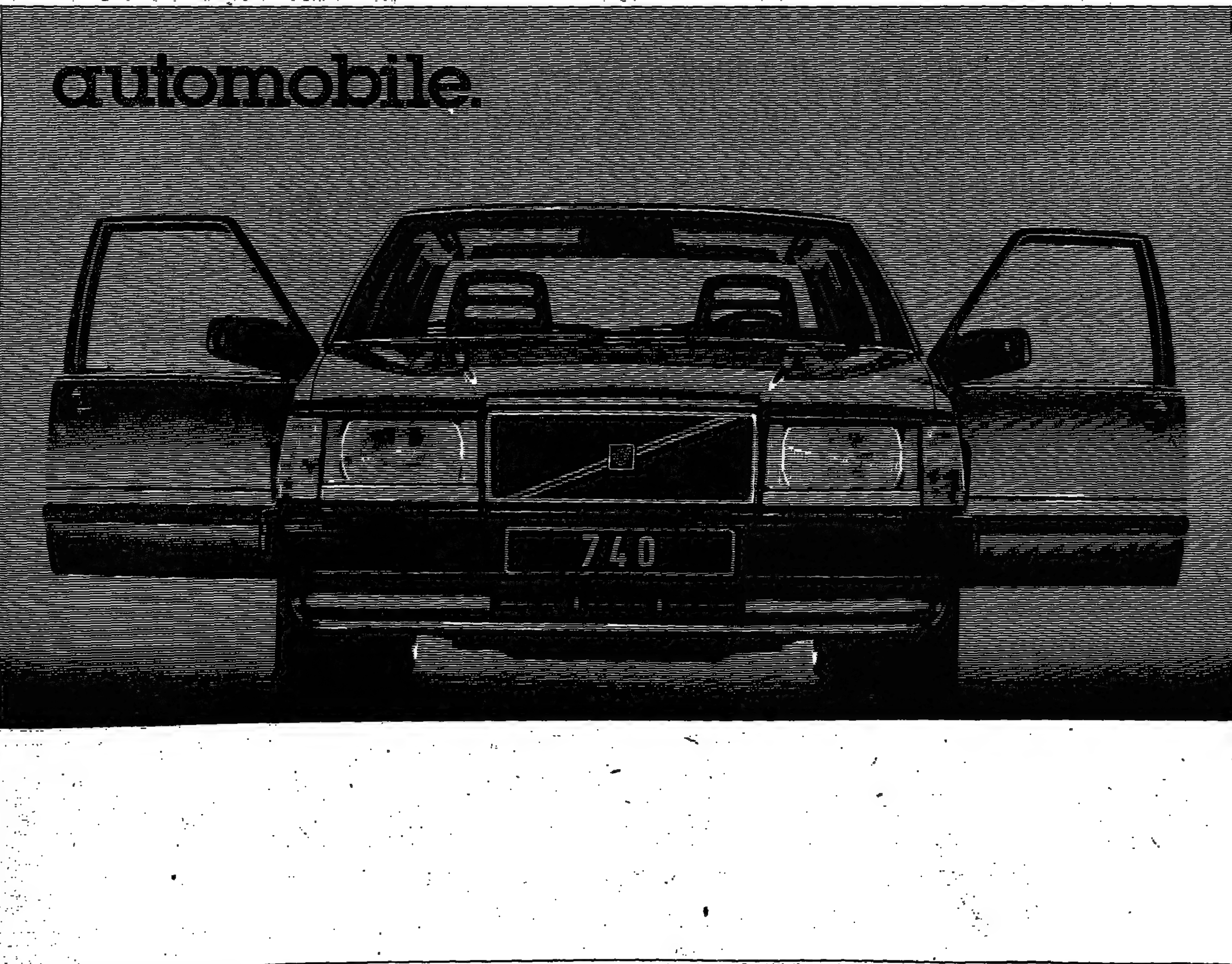
La question : collaboration avec la République. M. Giscard d'Estaing est connu pour sa langue de bois.

antonale dans le Nord : le PS bien placé

Le PS est bien placé dans le Nord. M. Giscard d'Estaing a obtenu 63,24 % au lieu de 61,36 %.

ergure

commence à opérer : finition les différents matériaux, luxe se rassurant de l'ensemble. se vite place au bien-être : les loppants, un rien charmer. est lisible, la visibilité parfaite. Puis on roule ! Douceur réactions immédiates, sensa-tions, et autoroutes sont avalées et remarquable. Au fait, le de route ? La aussi, il n'y a est parfait. Avec ses qualités icilité de conduite, la Volvo score d'être parfaitement en philosophie même de son cons-truction, fiabilité, longévité. La tradi-tion, elle vient juste d'enfanter inération d'automobiles. Les ont mortes, 250 concession- Volvo peuvent l'affirmer : des 740, un nouveau art de vivre ? de présente Volvo 740 GL - illème 1985 - Prix clés en 1984 - Consommations à 18 litres à 90 km/h, 9,1 litres à 130 km/h en parcour urbain Volvo France, 49, avenue 172.62 VOLVO



صكنا من الامل

Le Monde

société

Les Entretiens de Bichat

Une grand-messe de la médecine

La grande célébration annuelle de la médecine que sont les Entretiens de Bichat s'ouvre à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, à Paris, lundi 24 septembre.

Des milliers de praticiens ont quitté leur cabinet, emportant avec eux des dossiers de malades difficiles, pour apprendre, jusqu'au 29 septembre, des derniers cris fustes ou néfastes de la thérapeutique, telle qu'elle est conçue dans ces temples de la technologie d'avant-garde que sont les hôpitaux.

Signe des temps, les incidences économiques des

exploits présentés sont de plus en plus souvent évoqués par ceux-là mêmes qui, hier encore, se faisaient un devoir moral de les dédaigner.

L'efficacité de certains examens biologiques ou de certaines mesures thérapeutiques se voit contestée au nom d'études statistiques, encore trop rares malheureusement.

Le coût social de ces comportements, inutilement nuisibles, se trouve dénoncé, au même titre d'ailleurs, et dans d'autres circonstances que l'absence de traitement précoce de certaines pathologies (hypertension, infections génitales, maladies sexuellement transmissibles), abstention qui conduit inévitablement à une catastrophe difficilement et coûteusement réparable.

Les aspects techniques des multiples spécialités médicales sont devenus si complexes qu'il apparaît impossible qu'un praticien isolé puisse les appréhender tous. L'initiative prise par certains centres hospitalo-universitaires d'ouvrir une permanence de renseignements téléphoniques réservés aux médecins était, à ce titre, très attendue.

Le temps des généralistes est, plus que jamais, compté. S'il leur faut tout connaître des médicaments nouveaux, ou des moyens techniques les plus révolutionnaires de diagnostic ou de traitement, il leur faut être aussi les maîtres de l'insertion sociale, scolaire ou professionnelle, l'ultime recours, dans un mal de vivre auquel la crise et l'évolution démographique ont

donné le visage du chômage, de l'échec, de la solitude, de la dépression et de la vieillesse.

Le rôle du prétre s'amenuise, et si bien des médecins savent que l'écoute et la parole sont souvent plus efficaces que les médicaments, combien ont été formés à la psychologie du réconfort ?

Le fait que l'agressivité des adolescents, la tristesse de l'enfant, l'insécurité, la violence sociale, les troubles psychologiques de la ménopause, figurent au même titre que la néphrologie transcaténaire au programme des Entretiens de Bichat, témoigne à la fois de l'infinité diversifiée de la fonction médicale et de la part de mystère qui lui est inhérente et que ne pourront jamais cerner ni les statistiques ni la biologie.

D'ESCOFFIER-LAMBIOTTE.

La douleur : des traitements efficaces... et ignorés

Les participants au Congrès mondial sur la douleur, qui s'est tenu à Seattle, aux Etats-Unis, en septembre, ont tous souligné la discordance entre la richesse et la diversité des moyens disponibles contre la douleur et la pauvreté de leur utilisation par le corps médical. M. Jan Stjernswärd, chef de l'unité sur le cancer de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), a fait état d'une étude internationale selon laquelle 90 % des patients souffrant de douleurs cancéreuses n'en sont pas soulagés, 50 % d'entre eux souffrent cependant de douleurs totalement maîtrisables et non traitées et 30 % endurent des douleurs intolérables. Un tiers seulement de ces derniers patients bénéficient dans les pays industrialisés des remèdes, pourtant disponibles, qui pourraient les soulager, et ils ne sont que 3 à 6 % dans les pays en développement.

Les docteurs T. Binoche et J.M. Desmonts, du département d'anesthésie et de réanimation chirurgicale de l'hôpital Bichat, ont apporté aux auditeurs des Entretiens des précisions sur les nouvelles techniques permettant de réaliser une excellente analgésie (ou absence de souffrance) après une opération.

1) Il s'agit d'abord des pompes à morphiniques, qui permettent au malade, grâce à un micro ordinateur, de procéder lui-même et automatiquement à l'injection intraveineuse de calmants, lorsqu'il en ressent le besoin, en pressant simplement sur le bouton de l'appareil (1). Ce dernier a été programmé par le médecin pour que la dose unitaire ne puisse pas être dépassée, ni l'intervalle de sécurité entre deux injections raccourci.

Paradoxalement, les doses ainsi auto-administrées sont beaucoup moins importantes que lorsque c'est le personnel soignant qui conduit l'analgésie. Il existe, en effet, une stricte adéquation de l'administration analgésique au besoin qu'en éprouve le patient. Des médicaments extrêmement puissants, habituellement réservés aux anesthésies générales, peuvent être utilisés de cette façon. Il en est ainsi du fentanyl et de l'alfentanil, cent fois plus puissants que la morphine. Les résultats d'une telle pratique analgésique sont si remarquables que l'on peut se demander pourquoi elle

n'est pas généralisée. Elle présente pour l'instant trois inconvénients, tenant au coût élevé de la pompe (34 500 francs), à la nécessité d'explications données au malade avant l'opération afin qu'il puisse l'utiliser et au fait qu'une surveillance clinique étroite doit être exercée pour éviter les accidents respiratoires.

L'action de ces analogues de la morphine est immédiate (deux minutes), et ils procurent une disparition totale de la douleur.

2) Ils peuvent être utilisés également en injections dites péridurales, à proximité de la moelle épinière et des récepteurs qu'elle contient pour les morphiniques.

Qu'il s'agisse de ces analogues ou de la morphine elle-même, les résultats obtenus sont excellents puisque l'analgésie dure de six à dix-huit heures, parfois plus de vingt-quatre heures. Mais les patients doivent être surveillés de près, notamment en raison d'inconvénients tels que les maux de tête, les vomissements ou les vertiges.

3) L'électrostimulation, ou courant électrique appliqué par des électrodes cutanées, est également efficace. Les électrodes peuvent être placées au voisinage de la zone douloureuse, de part et d'autre des troncs nerveux. Pour des douleurs périphériques et localisées, celles qu'entraînent par exemple la chirurgie du cœur ou celle du rein, cette technique procure une analgésie satisfaisante et ne présente aucun risque et aucun effet secondaire.

Quels que soient les moyens utilisés, l'information du futur opéré est essentielle, souligne le docteur T. Binoche, afin d'apaiser l'anxiété qui amplifie considérablement les douleurs aiguës.

La souffrance des déprimés

La douleur qu'expriment les malades atteints d'un cancer avancé ou de ceux qui viennent d'être opérés a une localisation précise et des motifs organiques clairs. Tel n'est pas le cas des douleurs chroniques dont se plaignent certains sujets et qui, estiment les

docteurs J. Adès et C. Rodière (Hôpital Louis-Mourier, Colombes), doivent être mises fréquemment, sinon constamment, en relation avec les états dépressifs, évidents ou « masqués ».

Les « dépressions douloureuses » atteignent plus fréquemment les femmes et les sujets relativement âgés, qui présentent plus que les autres déprimés, de l'anxiété, accompagnée de tension musculaire, une agitation et une irritabilité qui se manifeste par des sentiments hostiles et agressifs. Si la douleur prolongée, chronique, est le « symptôme essentiel » offert par le patient, elle s'associe à une attitude marquée de l'élan vital, un pessimisme et

des troubles de l'appétit, du sommeil et du désir sexuel.

Les centres de traitement de la douleur ont souvent à faire à ces malades dont la cause organique de la douleur ne peut être que rarement trouvée.

En somme et dans ces cas, « la douleur est en elle-même la maladie et non un symptôme, comme dans les douleurs aiguës ».

Si aucun signe franc de dépression n'est discernable chez ces patients, il semble qu'ils présentent néanmoins une « personnalité dépressive » marquée par des tendances à l'autopunition, à la culpabilité, une prédisposition aux blessures et aux accidents, et des tendances hypochondriaques.

Tout récemment, des études génétiques ont mis en évidence dans la parenté directe des sujets atteints de douleurs chroniques une incidence élevée de maladies dépressives.

Pour certains, les douleurs chroniques seraient « une variété spécifique de troubles de l'humeur », accompagnée d'une incapacité à reconnaître et à verbaliser les émotions, et d'une tendance au déni de toutes difficultés interpersonnelles et à l'idéalisation des relations familiales ou professionnelles.

En somme, s'il serait excessif d'assimiler à la pathologie dépressive toutes les douleurs chroniques, il apparaît justifié de tenter l'action de médicaments antidépresseurs, même en l'absence de

dépression patente, dans tous les cas de douleurs prolongées. Si les douleurs ont une origine organique (rhumatismale par exemple), leur chronicité peut engendrer à la longue, en toute hypothèse, un syndrome dit de dépression réactionnelle pour lequel un traitement spécifique devrait être bénéfique.

Les anxiolytiques et les antidépresseurs doivent d'ailleurs, au même titre que les antalgiques, anti-inflammatoires et salicylés, la cortisone et les morphiniques, être largement utilisés dans le traitement moderne des douleurs intenses et prolongées, celle des cancéreux en particulier.

D'EL.

(1) ODAC ou « On demand analgésie computer » fabriqué comme le fentanyl par les laboratoires Janssen Pharmaceutica.

De bons revenus versés tous les trois mois sans dépenser votre capital...

... que vous pouvez, en outre, récupérer à tout moment

4 chèques par an

Une véritable « rente » qui bénéficie d'une fiscalité avantageuse

Prenons un exemple chiffré sur la base des taux actuels du marché obligataire, que nous supposons inchangés pendant 12 mois : si vous placez 50 000 F en CORTAL 1000, votre revenu annuel pourrait être, dans ces conditions, de l'ordre de 8250 F.

Et ce revenu élevé s'accompagne de deux avantages :

- Un chèque tous les trois mois ;
- une fiscalité intéressante : si vous ne possédez pas par ailleurs d'obligation, vous ne paierez que 312 F d'impôts.

Pour connaître le détail de ces calculs, et pour en savoir plus, retournez le coupon ci-contre.

Vous avez raison d'être prudent et de ne pas vouloir entamer votre capital. Mais pourquoi le laisser dormir alors que vous pourriez en tirer des revenus confortables et réguliers : un chèque tous les trois mois ? C'est ce que vous procure CORTAL 1000 si vous placez 5000 F (ou plus) : des revenus élevés, analogues à ceux des obligations, et des avantages originaux :

1. Vous n'avez pas de risques à prendre ni de choix aventureux à faire : CORTAL 1000 est géré par des spécialistes du Groupe de la Compagnie Bancaire, ils s'occupent de votre placement pour lui assurer, en toutes circonstances, un rendement voisin de celui des obligations.
2. Vos revenus vous sont versés tous les trois mois.
3. Vous pouvez à tout moment par un simple coup de téléphone récupérer votre argent sans risque de mauvaises surprises. La gestion de CORTAL 1000 permet d'atténuer les variations de capital que provoquent habituellement les mouvements de taux d'intérêt. CORTAL 1000 bénéficie des mêmes avantages fiscaux que les obligations : pas d'impôt sur les 5000 premiers francs de revenus et possibilité au-delà de se libérer de l'impôt au taux de 25 %.

Enfin, vous bénéficiez du service CORTAL, dont les qualités, de l'avis même de nos clients, sont :

- **Commodité** : tout peut se faire par courrier ou par téléphone, pas besoin de se déplacer ;
 - **Facilité** : avec CORTAL 1000, la souscription minimale est d'environ 5000 F, et ensuite vous pourrez même resouscrire par tranches de 1000 F ;
 - **Clarté** : chaque trimestre, avec votre chèque, vous recevrez le bulletin d'information CORTAL qui vous renseignera sur l'évolution de tous les placements CORTAL, y compris, bien sûr, CORTAL 1000.
- Comment vous faire une opinion avant de vous décider ? C'est fort simple.
- Demandez la documentation CORTAL 1000 en composant, que vous soyez à Paris ou en province, le 16.05.10.15.20 (votre appel est gratuit : la communication est à notre charge), ou en nous retournant le coupon-réponse. Par retour, vous recevrez toutes les informations sur CORTAL 1000 et vous jugerez vous-même.

CORTAL 1000

CORTAL 1000 est un fonds commun de placement (loi du 13 juillet 1979) dont le gérant est Gerfonds et le dépositaire la Compagnie Bancaire, tous deux domiciliés au 5, avenue Kléber, 75116 PARIS, téléphone gratuit : 16.05.10.15.20.

ADRESSEZ-MOI le dossier gratuit qui contient tous les renseignements sur CORTAL 1000 : sécurité, rentabilité, fiscalité avantageuse et disponibilité

sans aucun engagement

Nom _____ Prénom _____
Adresse _____
Code postal _____ Ville _____
Tél. (dom.) _____ (bureau) _____

Remoyez dès aujourd'hui ce bulletin sans l'entourer de :
CORTAL, Libre réponse 9231 75
75789 Paris Cedex 16, ou appelez, que vous soyez à Paris ou en province, le 16.05.10.15.20 (votre appel est gratuit : la communication est à notre charge).

CORTAL 1000 est un placement
CORTAL

Célibataires aimeriez-vous changer votre vie ?

Sachez qu'il existe maintenant un moyen sérieux de rencontrer, en toute liberté, des personnes répondant réellement à votre attente et à votre personnalité définie par une véritable étude psychologique.

A l'efficacité, ce moyen ajoute un charme neuf : le plaisir classique de la rencontre avivée par l'attente curieuse de contacts imprévus hors des cadres traditionnels.

Ion International

BON GRATUIT

Vous pouvez envoyer sans engagement, sous pli neutre et cacheté, le bon d'information en couleurs "Pour un couple nouveau".

- M. Mme Mlle _____ Age _____
Profession _____
Adresse _____
ION FRANCE (M 88) 94, rue Saint Lazare, 75008 PARIS - Tél. 286.78.85
ION MIDI-PYRÉNÉES (M 88) 31, allée Demolles 31400 TOULOUSE - Tél. 52.55.35
ION RHÔNE-ALPES (M 88) 35, avenue Rocard 69003 LYON - Tél. 854.25.44
ION BELGIQUE (M 88) 10, rue de la Liberté 1050 BRUXELLES - Tél. 571.74.20
ION SUISSE (M 88) 10, r. Paillet, C.P. 263 1211 GENEVE 11, Tél. (022) 21.73.01

LA PRESSE D'EUROPE 1

Popperen (PS) : Je suis social-démocrate

M. Popperen a néanmoins ajouté : « Il y a aussi à l'heure d'une telle domination sans partage du système de l'économie capitaliste libérale, une double nouveauté : notre programme n'est pas celui de Bad-Godesberg ».

M. Popperen a encore commenté l'évolution de la situation politique, notamment à la lumière du retour de M. Valéry Giscard d'Estaing à l'Assemblée nationale, soulignant : « Il est clair qu'au mois de juin nous étions, nous majorités, un peu pressés de nous joindre, et que nous n'aurions pas dû nous joindre, car nous aurions dû attendre le retour de M. Valéry Giscard d'Estaing à l'Assemblée nationale ».

Enfin, M. Popperen a remercié les participants au Congrès mondial de la douleur, qui se tenait à Seattle, aux Etats-Unis, en septembre, pour avoir souligné la discordance entre la richesse et la diversité des moyens disponibles contre la douleur et la pauvreté de leur utilisation par le corps médical.

Enfin, M. Popperen a remercié les participants au Congrès mondial de la douleur, qui se tenait à Seattle, aux Etats-Unis, en septembre, pour avoir souligné la discordance entre la richesse et la diversité des moyens disponibles contre la douleur et la pauvreté de leur utilisation par le corps médical.

RENAUD : un pied de nez au gouvernement et un d'honneur à la droite

Le chanteur Renaud, qui a été élu député de la 1^{re} circonscription de la Seine-Saint-Denis, a déclaré à la Compagnie Bancaire, lors de sa conférence de presse, que son attitude était un pied de nez au gouvernement et un d'honneur à la droite.

Renaud a déclaré : « Je me suis engagé à défendre les intérêts des citoyens, et je vais le faire avec la même énergie que lors de mes concerts ».

Renaud a également déclaré : « Je suis fier d'être député, et je vais travailler pour améliorer la situation des citoyens ».

Renaud a conclu sa conférence de presse en déclarant : « Je suis social-démocrate, et je vais le rester ».

SOCIÉTÉ

AU CONGRÈS INTERNATIONAL SUR L'EUTHANASIE

« Mort douce » et pouvoir médical

Nice. - Il n'est pas facile de débattre sereinement de la vie et de la mort. On l'avait constaté à propos de l'avortement. On le vérifie maintenant avec l'euthanasie, qui était le thème implicite du congrès international des associations pour le droit de mourir, réuni à Nice du 20 au 23 septembre.

Faut-il maintenir en vie, contre leur gré, des malades incurables ou des vieillards très handicapés, victimes de grandes souffrances ? Les six cents participants du congrès de Nice, parmi lesquels beaucoup de personnes du troisième âge, n'ont eu d'accord ni sur la réponse ni même sur la manière de poser la question. Tous n'appartiennent pas aux associations pour le droit de mourir.

D'ailleurs, d'un pays à l'autre, d'une association à l'autre et même à l'intérieur d'un même groupe, les sensibilités diffèrent. Certains insistent sur l'aide psychologique et médicale au mourant ; d'autres plaident pour l'euthanasie active ou le suicide assisté. C'est donc dans une grande tension que se sont parfois affrontés des médecins, des théologiens, des militants et des adversaires de la « mort douce ».

Le congrès était dédié aux absents : ces handicapés profonds, cloués chez eux, dont des lettres poignantes ont été lues à la tribune. « Je suis âgée de quatre-vingt-six ans, écrit une Lilloise. Je suis paralysée dans un fauteuil roulant depuis vingt-cinq ans. Je ne peux accomplir seule aucun geste. J'ai une sonde à demeure et de plus en plus de problèmes d'intestin. J'ai toujours beaucoup de vie mais je n'ai plus le courage de la supporter. Mon entourage se refuse à m'aider et à suppléer cette vie abominable, et il m'est évidemment impossible d'aller acheter moi-même un produit pharmaceutique libérateur... »

Une candidate au suicide

Samedi après-midi, une voix fluette, rendue audible par un micro, s'est élevée du fond de la salle. Reconvoquée dans sa chaise roulante, une femme lançait calmement : « J'ai quatre-vingt ans. Depuis un grave accident de la route, je suis paralysée des deux jambes. J'ai un bras inutilisable, l'autre est très faible. Je me dégrade de plus en plus. J'ai décidé de mettre fin à mes jours et je le ferai ».

Fallait-il se taire ? Une partie de l'assistance a applaudi frénétiquement. On a entendu des bravos. Le professeur Christian Barnard, pionnier des greffes du cœur, qui venait de se prononcer pour l'euthanasie active, n'a pas voulu répondre sur ces cas. « Je ne vous connais pas, madame, je ne vous ai jamais examinée. » Mais on a appris qu'il avait abrégé, jadis, les souffrances de sa propre mère par une euthanasie « passive » dont il affirme aujourd'hui qu'elle ne diffère guère de l'euthanasie « active ».

Les débats de Nice étaient ambigus parce qu'on parlait de plusieurs choses à la fois : des malades incurables en phase terminale ; des personnes âgées qui peuvent encore vivre de longues années, mais ne

De notre envoyé spécial

supportent plus l'existence ; et, enfin, de tous ceux, encore bien portants, qui réclament, par avance, le droit de mourir le jour où ils ne seraient plus en état de vivre « dignement ».

C'est le cas des dix mille membres de l'Association française pour le droit de mourir dans la dignité (ADMD) (1), qui compte 65 % de femmes et 51 % de personnes ayant atteint l'âge de la retraite. Leur « testament biologique », rédigé en deux exemplaires et périodiquement mis à jour, prescrit : « À partir du moment où je ne serai pas en mesure de m'exprimer et où le traitement ne garantirait pas le rétablissement normal de mes facultés mentales ou physiques, je refuse d'être maintenu en vie par des médicaments, techniques ou moyens artificiels : je désire que des médicaments ne soient administrés pour apaiser mes souffrances, même s'ils doivent hâter le moment de ma mort ; je demande que l'on ait recours à l'euthanasie (mort douce) ».

Un testament similaire existe aux États-Unis depuis 1968. La principale association américaine, Concern for dying, affirme en avoir diffusé plus de six millions. « Nous comptons quatre-vingt mille cotisations », précise M. Rock Levinson, directrice de cette association, dont le budget annuel est de 800 000 dollars. Près de la moitié des États américains ont déjà adopté des lois obligant, en principe, les médecins à tenir compte de la volonté de leur patient. « Celui-ci », souligne M. Rock Levinson, ne peut être associé aux décisions médicales que s'il est informé de sa maladie. C'est une chose acquise aux États-Unis, alors qu'en France les médecins refusent souvent de dire la vérité et restent paternalistes ».

La directrice de Concern for dying n'est pas dupe des lois votées dans son pays : « Un médecin peut toujours trouver le moyen de ne pas reconnaître votre testament. Mais cette législation a libéré beaucoup de médecins : ils peuvent maintenant adopter ou refuser certains traitements ou même mettre fin à la vie de leurs patients qui le demandent expressément, sans la crainte d'être poursuivis en justice ».

Qui doit décider ?

C'est cette crainte qui fait dire au professeur Barnard : chaque malade, en entrant à l'hôpital, devrait signer un document laissant une liberté d'initiative à son médecin. Car, dans l'esprit du chirurgien sud-africain, c'est le corps médical et lui seul qui peut décider en connaissance de cause de l'opportunité de la vie d'un malade en phase terminale. Des militants de la « mort douce » ne sont nullement d'accord : « Je pense être la mieux placée pour dire dans quelles conditions ma vie serait acceptable », a répliqué une militante de New-York, M^{me} Catherine Pages. Cette bataille de pouvoir est, en effet, au cœur du problème.

Le corps médical européen et les pouvoirs publics accepteraient-ils de

reconnaître un jour le « testament biologique » ? En attendant, les militants de la « mort douce » se choisissent des médecins compréhensifs qui, le moment venu, devraient compte de leur volonté. Certains praticiens appartiennent d'ailleurs au mouvement, comme le professeur Kenis, cancérologue, qui préside l'ADMD belge. D'autres affirment ouvertement pratiquer l'euthanasie active : c'est le cas du docteur Peter Admiraal, médecin-anesthésiste à Delft (Pays-Bas), qui a expliqué avec un luxe de détails, à Nice, les moyens employés dans son service pour donner la mort à certains patients ou - ce qui a étonné le professeur Barnard - pour les aider à la faire eux-mêmes.

Combien y a-t-il de vieillards malades qui exigent de mourir ? « Je n'en ai jamais rencontré », a affirmé le professeur Robert Zitoun, chef du service d'hématologie de l'Hôtel-Dieu à Paris. « Vous avez de la chance », a répliqué le cancérologue Léon Schwarzenberg, qui est venu raconter à la tribune plusieurs cas dramatiques. Le professeur Zitoun est persuadé cependant que « l'euthanasie est le plus souvent un problème de bien portants [la famille] que de mourants » et que beaucoup de choses pourraient changer si les médecins étaient mieux formés et si la France se donnait des structures modernes, comme les fameux hospices anglais où, paraît-il, les malades en phase terminale ne souffrent guère.

« On prépare bien sa retraite : pourquoi ne préparerait-on pas sa mort ? », a remarqué le pasteur Jean-Marc Charenzol, rédacteur en chef de la revue *Évangile et Liberté* dans une intervention très applaudie. « L'euthanasie est une contradiction dans les termes : il n'y a pas de bonne mort. Même Jésus de Nazareth a subi de la douleur sur la croix. Il y a des souffrances insupportables pour celui qui les endure et insupportables pour ceux qui les voient. La souffrance et la mort sont deux ennemies entre lesquelles il faut choisir. Personnellement, si je n'étais plus que cri et douleur, je demanderais au médecin d'abréger ma vie et j'accepterais de répondre devant Dieu de ce suicide par personne interposée. Mais je serais bien fou de transformer cela en règle pour les autres ».

Le refus d'une réglementation de l'euthanasie est quasi unanime. « Il n'y a que des cas uniques », souligne le professeur Schwarzenberg. Deux personnes atteintes d'une même affection peuvent réagir très différemment devant la souffrance. « Même l'ADMD française ne réclame pas une législation spécifique. Elle se bat, en revanche, pour faire reconnaître le « testament biologique » et « lever une ambiguïté dans le code de déontologie médicale », qui interdit au médecin de provoquer délibérément la mort de son malade (article 20), mais lui demande (article 7) de respecter la volonté de celui-ci.

ROBERT SOLÉ.

(1) ADMD, 103, rue La Fayette, 75010 Paris. Tél. 285-12-22.

LE CARNET DU Monde

Naissances

— **Françoise BOUCAUT**, son épouse, Claude-Annie Duplat, et leur fille Alice, sont heureux d'annoncer la naissance de

Catherine

11, rue des Récollets, 75010 Paris.

— **Lac et Mariette GUERRIER**, née Fuster, Héloïse, ont le bonheur d'annoncer la naissance de

Alix,

née le 17 septembre 1984, à Châtigny-Malsbry.

— **Lyon.**

— **M. Jean-Louis LALANNE** et **M^{me} Sandra Castellan-Pille**, sont heureux d'annoncer la naissance de

Héloïse,

le 8 septembre 1984, à l'Orangerie du Castellard, 23, rue de Champagne.

— **Michel WEULESSE** et **M^{me} Isabelle Leblond, Sakeria, Renard, Bastien, Cyril, Lorraine**, sont heureux d'annoncer la naissance de

Maud,

le 24 juillet 1984, 28, avenue Hoche, Paris.

Mariages

— **Catherine LAZARD**, Richard GORDON, sont heureux de faire part de leur mariage, qui a eu lieu le 14 septembre 1984, dans l'intimité, à la mairie de Deauville.

Décès

— **M. Yves Camper**, ses enfants et petits-enfants, M^{me} André Camper, Les familles Guyot, Dress, Crougnot et Pignat, Camper et Maurer, ont la douleur de faire part du décès, le 21 septembre 1984, de

M^{me} Yves CAMPER, née Myrtille Vézina,

Cérémonie religieuse lundi 24 septembre, à 14 h 15, en l'église du Sacré-Cœur, à Saint-Etienne. Inhumation dans l'ancien cimetière de Saint-Germain-en-Laye, le mardi 25 septembre, à 11 h 15, 46 bis, allée Beyson, 42000 Saint-Etienne.

— **M. et M^{me} Jean-Pierre Landau**, leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Bella LANDAU.

— **Parmy (49), Saint-Dié.**

Les proches de

M^{me} PISANI-FERRY, née Fresse, Abel Ferry, historienne,

ont la douleur de faire part de son décès, survenu le 19 septembre 1984. Ses obsèques ont eu lieu le samedi 22 septembre, à Parmy, 7, rue de la Chaise, 75007 Paris.

(Fille d'Abel Ferry, qui fut député et ministre de la République, partie-région de Jules Ferry, M^{me} Fresse-Ferry, née le 22 juin 1918 à Parmy (Maine-et-Loire), a écrit plusieurs ouvrages historiques sur la politique française à la fin du siècle dernier, notamment *Jules Ferry et le partage du monde* et *Le Général Boulanger*. Elle avait épousé en 1950 M. Edgard Pissani, dont elle avait divorcé.)

— Le conseil d'administration, la direction et le personnel de l'Institut Pasteur ont le profond regret de faire part du décès de

docteur **Pierre NICOLLE**, professeur honoraire à l'Institut Pasteur,

survenu le 20 septembre 1984. Les obsèques auront lieu le mardi 25 septembre, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy, 10, rue de l'Annonciation, 75016 Paris.

— **M^{me} Pierre Soulié**, M. et M^{me} Alain Soulié et leurs enfants, M. et M^{me} Joseph-Luc Blondel et leur fils,

M^{me} Annick Soulié-Barreyre et ses enfants, M. et M^{me} François Soulié et leurs enfants, M. et M^{me} Didier Piffard et leurs enfants,

M^{me} Pascale Soulié, M^{me} Elisabeth Soulié, M. et M^{me} Jean Soulié, leurs enfants et petite-fille, M. et M^{me} Jacques Gagnaire et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

Pierre SOULIÉ,

appelé à Dieu, le 21 septembre 1984, à Paris, dans sa soixante-dix-septième année, muni des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse sera célébrée à Paris (7^e), en l'église Saint-François-Xavier, le mercredi 26 septembre, à 14 heures.

Ni fleurs ni couronnes. 33, avenue de Saxe, 75007 Paris.

— **M^{me} Philippe Zutter**, M. et M^{me} André Zutter et leurs enfants Laurence et Philippe, M. et M^{me} Pierre-Philippe Zutter, ont la profonde douleur de faire part du décès de

M. Philippe ZUTTER,

leur très cher époux, père, beau-père et grand-père, survenu le mercredi 19 septembre, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

« Le Clos », 3022 Bexaux (Suisse), 9, rue José-Maria-de-Heredia, 75007 Paris.

Robetterie sanitaire à fermeture automatique temporisée

économie d'eau

documentaire sur demande

DIPRESTO 7, rue Ronsin - B.P. 551

92542 Montrouge Cedex Tél. : 655.07.20

Distributeur exclusif : D. 752

Listes de Mariage AUX TROIS QUARTIERS

Remerciements

— **Nice, Saint-Malo, Lorient.**

M^{me} Gaggioli née Campen, son épouse, M. et M^{me} Henri Gaggioli, son frère et sa belle-sœur, M^{me} Annick Gaggioli et Jéline, M. et M^{me} Eric Gaggioli et leurs enfants, M. et M^{me} Mantoux et leurs enfants, Les familles Nieblai, Les parents et alliés, très touchés des marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

M. Bruno GAGGIOLI, professeur, chevalier de l'Ordre national du Mérite, chevalier des Palmes académiques,

et dans l'impossibilité d'y répondre individuellement, prient toutes les personnes qui, par leur présence, leurs messages, leurs prières et leurs services de fleurs, se sont associées à leur peine, de trouver ici l'expression de leurs plus sincères remerciements.

Anniversaires

— **Félix C. COBO**

s'est dit le 21 novembre 1982 « No hay como memorarlo sin tristezas ».

Il nous quittera le 24 septembre 1983.

Wilfrado Kalambrí de Cobo, sa femme,

Ses fils, Alvaro Legido et Francisco Silián, Xavier Cobo et Jeannine de Cardenas,

Ses frères, Jorge Alberto, Carlos Eduardo et Margarita Horvath,

Sa belle-sœur, Madre Maria Teresa de la Passion,

Ses nièces, Silvia Collins,

Ses amis et compagnons de lutte d'Argentine, Uruguay, Espagne et de France, se souviennent.

— **M^{me} Bobkowsky, dit « Bob », a fait célébrer le premier anniversaire du décès de**

M. Henri CYWINSKI, ancien PDG de l'Agence des voyages Europa,

dans la plus stricte intimité le 18 septembre 1984.

— Une pensée amicale en ce jour pour

André SCHEIMANN, X promo 1933,

décédé en 1973.

Avis de messes

— Une messe sera célébrée, le mercredi 26 septembre, à 18 heures, en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy, rue de l'Annonciation (Paris-16^e), à l'initiative de

M. Jean BUDIN, avocat à la Cour de Paris, décédé le 22 juillet 1984.

JACQUES GAUTIER

Boucles d'oreilles cristal sur argent 36, rue Jacob, Paris-6^e - 280-94-33

EN BREF

Arrestation de deux membres de l'ex-FLNC

Alors qu'ils s'approprièrent à commettre un attentat contre le véhicule d'un enseignant du collège de Porto-Vecchio (Corse), Dominique Baldacci, vingt-quatre ans, barman, et Thierry Aletti, dix-neuf ans, sans profession, ont été arrêtés dans la nuit du 21 au 22 septembre. Ils ont été interpellés par hasard, à l'occasion de barrages habituellement dressés pour des opérations de contrôle.

Ces deux hommes reconnaissent appartenir à l'ex-FLNC. Inculpés de tentative de destruction de biens immobiliers par substance explosive, ils ont été écroués à la prison d'Ajaccio le 23 septembre.

D'autre part, M. Robert Broussard, commissaire de la République délégué à la police en Corse, a apporté le « démenti le plus catégorique » aux accusations portées par la famille de Christian Mela, poseur de bombes incarcéré depuis le 9 septembre. La famille, dans des tracts distribués en ville, avait accusé notamment accusé plusieurs policiers d'avoir « malmené » le jeune et qualifié l'inculpation et l'incarcération de « provocation politico-policière ».

Enfin, M. Robert Broussard a déposé plainte au nom du ministre de l'intérieur, le 22 septembre, pour diffamation et injures à l'encontre de fonctionnaires de police. Les policiers mis en cause dans l'affaire ont également porté plainte.

Un attentat à Paris contre les Témoins de Jéhovah

Un attentat à l'explosif visant une réunion des Témoins de Jéhovah a échoué, samedi 22 septembre à Paris. Une bombe, dissimulée dans une valise, a été déposée dans les locaux du Syndicat général du commerce et de l'industrie, au troisième étage d'un immeuble de la place André-Malraux (premier arrondissement), où les Témoins de Jéhovah tenaient, comme chaque samedi, une réunion. Une soixantaine de personnes étaient rassemblées dans la salle, lorsque l'un des membres du groupe eut la présence d'esprit de saisir la valise, qui dégageait une forte odeur de brûlé, et de la jeter dans la fontaine de la place André-Malraux. L'explosion, amortie par l'eau, n'en a pas moins été puissante : les vitres alentour ont été soufflées par le choc, et cinq personnes ont été blessées légèrement.

La fontaine de Vaucluse garde son secret

(De notre correspondant.)

Avignon. — Le *Sorgonaute II*, petit engin télécommandé et inhabité, construit par l'Athlétique-Club-Renault de Cléon (Seine-Maritime), n'a pas réussi à percer le secret de la fontaine de Vaucluse : il a disparu, emporté, semble-t-il, par un éboulement, à la profondeur de 235 mètres. Le même club avait fait une première tentative, en septembre 1983, avec un autre engin, le *Sorgonaute 83*, dont le câble ne permettait de descendre qu'à la profondeur de 245 mètres. Le *Sorgonaute II* avait un câble de 800 mètres, et il était équipé de trois moteurs, de deux caméras et de projecteurs de 3 300 watts. En 1967, déjà, l'Office français de recherches sous-marines avait essayé d'explorer la fontaine de Vaucluse avec le *Télénaute*, engin télécommandé et inhabité de l'Institut français du pétrole.

Réunion d'un Comité national de l'enseignement catholique

Un comité national extraordinaire de l'enseignement catholique s'est réuni le samedi 22 septembre. Les débats ont porté sur les propositions du gouvernement concernant l'enseignement privé. Seul le projet de loi de finances est actuellement connu, tandis que le projet sur la décentralisation doit être examiné par le conseil des ministres du 26 septembre.

Les responsables de l'enseignement catholique ne disposent pour l'instant d'aucun texte à ce propos.

● **La décentralisation dans l'éducation nationale.** — Les nouveaux conseils de l'éducation nationale prévus par les lois de décentralisation dans chaque académie et dans chaque département seront mis en place à la rentrée 1985. C'est ce qu'a annoncé M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'éducation nationale, aux présidents de conseils généraux réunis en congrès à Strasbourg la semaine dernière. Ces conseils comprendront des représentants des communes, des départements et des régions, ainsi que des personnels et des usagers des établissements scolaires. Pour ce qui concerne le transfert des compétences en matière d'investissement (construction des établissements), M. Chevènement estime qu'il faudra attendre le 1^{er} janvier 1986, tandis que les crédits de fonctionnement pourront être transférés dès le 1^{er} janvier 1985.

SCIENCES PO. Préparations

Documentation sur demande

- Stage intensif d'été
- Stage annuel
- Stage parallèle

IPEC Enseignement sup. privé 46, bd St-Michel, Paris 6^e Tél. : 633.81.23/23.03.71/354.45.87

DROIT Sciences Eco.

Documentation sur demande

- Stage session septembre
- Stage de pré-rentree
- Soutien annuel

IPEC Enseignement sup. privé 46, bd St-Michel, Paris 6^e Tél. : 633.81.23/23.03.71/354.45.87

Christian Dior soufliers

ANDY 595 F

CHRISTIAN DIOR SOULIERS 30, avenue Montaigne, Paris 8^e Galène du Clonage, avenue des Champs-Élysées, Paris 8^e

CHARLES JOURDAN 12, rue du Faubourg St-Honoré, Paris 8^e 3, boulevard de la Madeleine, Paris 1^{er}

سكرا من الاصل

Remerciements

M. N. de Saint-Martin, Lun
M. Gaggioli des Camps,
son épouse,
M. et Mme Henri Gaggioli,
son frère et sa sœur,
M. et Mme Gaggioli et Julien,
M. et Mme Gaggioli et Julien,
M. et Mme Gaggioli et Julien,
et leurs enfants.
Les familles N. de Saint-Martin,
Les parents et amis
des familles des familles de Gaggioli
qui leur ont été témoignés des de leur
de

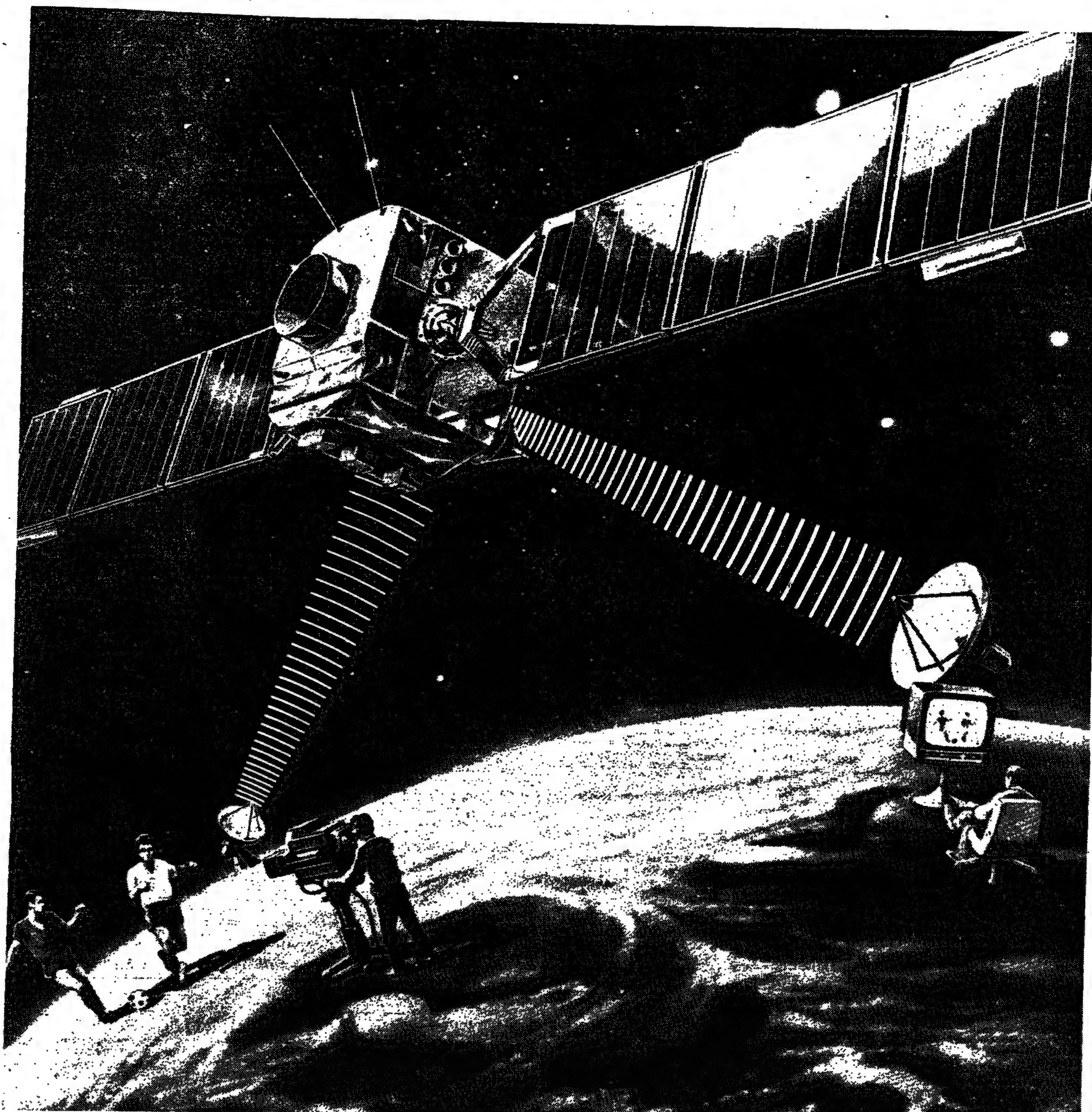
M. Bruno GAGGIOLI
chevalier de l'ordre national du Mérite,
chevalier de l'ordre national du Mérite,
en dans l'impossibilité de répondre
personnellement à toutes les personnes
qui leur ont été témoignés des de leur
de

Anniversaire

Félix C. COBO
est né le 20 novembre 1902
à Madrid. Il a été nommé
le 24 septembre 1981.
M. de Saint-Martin de Cobo,
sa femme,
M. et Mme Gaggioli et Julien,
M. et Mme Gaggioli et Julien,
M. et Mme Gaggioli et Julien,
et leurs enfants.
Les familles N. de Saint-Martin,
Les parents et amis
des familles des familles de Gaggioli
qui leur ont été témoignés des de leur
de

M. Henri C. WINSSEL
est né le 20 novembre 1902
à Madrid. Il a été nommé
le 24 septembre 1981.
M. de Saint-Martin de Cobo,
sa femme,
M. et Mme Gaggioli et Julien,
M. et Mme Gaggioli et Julien,
M. et Mme Gaggioli et Julien,
et leurs enfants.
Les familles N. de Saint-Martin,
Les parents et amis
des familles des familles de Gaggioli
qui leur ont été témoignés des de leur
de

JACQUES GAUTIER
est né le 20 novembre 1902
à Madrid. Il a été nommé
le 24 septembre 1981.
M. de Saint-Martin de Cobo,
sa femme,
M. et Mme Gaggioli et Julien,
M. et Mme Gaggioli et Julien,
M. et Mme Gaggioli et Julien,
et leurs enfants.
Les familles N. de Saint-Martin,
Les parents et amis
des familles des familles de Gaggioli
qui leur ont été témoignés des de leur
de



Pour l'amour du football, la micro-électronique Bosch a quitté la terre.

Mi-84: le nouveau satellite européen ECS transmet des programmes émis de toute l'Europe, ainsi que des grands événements sportifs comme la Coupe d'Europe des Clubs Champions. ANT et Teldix, deux sociétés en participation du groupe Bosch, ont mis au point toute l'électronique de transmission et de guidage dans l'ECS.

Coupe d'Europe à Madrid: tir terrible des 20 mètres, plongeon réflexe du gardien. "Buuuut!" hurle un supporter lillois, dressé devant sa télé.

Pour offrir les mêmes joies à des millions de ses semblables, la micro-électronique Bosch n'hésite pas à faire un détour de près de 76.000 km.

Dans le satellite ECS, à 36.000 km au-dessus de l'Equateur, elle reçoit le signal TV, par exemple de Madrid, et le renvoie en France.

En même temps, elle actionne les volants qui maintiennent le satellite dans la position et l'inclinaison exactes par rapport à la terre.

Mais l'électronique Bosch ne travaille pas seulement dans l'espace. Elle est au cœur de l'événement dans les caméras TV, dans les téléviseurs et les magnétoscopes, dans les cars émetteurs, les stations de réception au sol et les studios TV de 120 pays.

A contraintes particulières, solutions particulières: la micro-électronique Bosch.

Vous trouverez la micro-électronique Bosch dans tous les domaines qui exigent hautes performances, haute fiabilité et haute résistance: l'automobile, l'aviation, les satellites et les studios TV.

Vous pouvez toujours compter sur la micro-électronique Bosch.

Le Groupe Bosch en France.

En 1899, 13 ans après la création de la société mère en Allemagne, Robert Bosch a ouvert une agence commerciale à Paris, et en 1905, le 1^{er} atelier de fabrication de produits Bosch en France.

Aujourd'hui, parmi les 116 pays où le groupe Bosch exerce ses activités devenues largement diversifiées, la France occupe toujours une place prépondérante, tant en termes d'échanges commerciaux que d'investissements.

3.800 personnes
4 usines (Rodez-Vénissieux-Caen-Massy)
3,7 milliards de chiffre d'affaires
0,8 milliard réalisé en exportation directe et
0,3 milliard d'achats de Robert Bosch GmbH en France.

Principales activités

- Automobile: équipements électriques, électroniques, essence et diesel
- Electroménager
- Autoradios, TV couleur, magnétoscopes Blaupunkt
- Electronique médicale
- Machines d'emballage
- Outillage électrique et pneumatique
- Photo, cinéma, vidéo Bauer
- Produits et technologie pour l'industrie
- Télécommunication, radiotéléphone.

Pour toutes informations: Robert Bosch (France) S.A.
32, Avenue Michéle
92400 Saint Ouen
Tél. 1.951.92.83



BOSCH

صوت من الامم

Le Monde ECONOMIE

MATIERES
PREMIERES

PLOMB & ZINC

Le « faux argent » du Pérou

Des métaux jumeaux

NÉS des mêmes veines, ayant tous deux des emplois domestiques, dans les habitations ou les automobiles, disparaissant pour parfois renaitre en deuxième fusion, le plomb et le zinc sont des métaux jumeaux. Tuyaux de plomb et compteurs de zinc, le métal gris-bleu et le métal blanc-bleu font partie d'un univers familier dont le plombier-zingueur était l'artisan principal.

Ces métaux associés - Pb et Zn, selon leur symbole chimique - partagent quelquefois leurs gisements avec d'autres, comme le cuivre ou l'argent. A une production dispersée géographiquement - mais où le poids des pays industrialisés est important, vu l'ancienneté de la présence métallique - correspond une concentration de la consommation dans l'espace (Europe, États-Unis et Japon) et dans l'usage (la moitié du plomb est destinée aux accumulateurs ; près de la moitié du zinc à la galvanisation).

Manipulés par des entreprises intégrées et puissantes, le plomb et le zinc subissent aussi l'assaut de la modernité, avec la concurrence de l'aluminium et des plastiques. Si le plomb manque de caractères dans l'imprimerie face à l'apparition des techniques nouvelles (photocomposition, offset), le zinc est corrodé par la crise.

Ces jumeaux sont surtout sensibles aux sautes de conjoncture. Ils ont subi la hausse du coût de l'énergie et la dégradation de leur environnement économique, alors même qu'ils étaient, surtout le plomb - comme en atteste le débat sur l'essence, - accusés de pollution. Le saturnisme - en alchimie Saturne désigne le plomb - étend son ombre.

Leur défense n'est d'ailleurs assurée par aucune organisation internationale - à l'exception d'un groupe d'étude formé d'une trentaine de pays, - dans la mesure peu-être où aucune nation du tiers-monde ne dépend fortement de leur production. Cependant, le Japon est devenu, grâce à sa capacité de raffinage, un acteur important du jeu des métaux.

Ce jeu est ancien, puisque l'égypte pharaonique utilisait le plomb en poterie, qu'en Chine autrefois on s'en servait comme monnaie, et dans l'Inde ancienne comme fard. Les jardins suspendus de Babylone étaient tapissés de feuilles de plomb afin de retenir l'humidité, et les Romains en firent force canalisations d'eau. L'histoire est moins ancienne pour le zinc, qui, durant l'Antiquité, fut surtout utilisé sous forme d'alliage.

Le métal blanc est en effet malléable et très résistant à la rouille. Il sert principalement à la galvanisation de l'acier, mais aussi à la couverture des toits à faible pente ou encore, avec le cuivre, à la fabrication du laiton. En peinture, il fait fonction de pigment.

Le métal gris, lui aussi, se laisse bien travailler et possède des vertus anticorrosives. Il est surtout utilisé - sous forme d'oxydes - dans les batteries de démarrage ou de traction. Ses sels servent en peinture pour le minium (de la minium au réservoir) ou la céuse. Le problème de sa transformation en or reste posé.

MICHEL BOYER.

« UN mendiant assis sur un banc d'or », c'est ainsi que l'explorateur italien Antonio Raimondi a défini le Pérou. Ses gisements aurifères sont sans doute les plus riches de l'Amérique du Sud. Les conquérants espagnols ont été les premiers à en prendre conscience, puisque l'Inca Atahualpa essaya de racheter sa liberté en bourrant de métal précieux trois vastes salles de son palais. Et François I^{er}, au lendemain de sa défaite de Pavie, lut, dans la Gazette française de Lyon, un article intitulé « Nouvelles certaines du Pérou » qui énumérait les richesses fabuleuses que les conquérants rapportaient du Nouveau Monde.

Les Incas dédaignèrent les métaux non précieux dont regorge le sous-sol du pays, notamment le zinc, ce « faux argent », comme l'appelaient les Grecs, qui recouvraient les fontaines de Pompéi, et le plomb, utilisé pourtant deux mille ans avant Jésus-Christ par les Chalcéens qui soudèrent ainsi les mosaïques des jardins suspendus de Babylone, et par les Chinois, qui en firent des pièces de monnaie. Pourtant, les Péruviens n'ignoraient pas leur présence dans le sous-sol.

Au dix-septième siècle, un berger, Huari Capcha, qui gardait ses troupeaux dans la pampa de Llaurochaca, s'étant protégé du froid en allumant un grand brasier au pied de la montagne Santiestevan, découvrit, le lendemain, sous les cendres, une sorte de lave métallique, une coulée de plomb argentifère et de zinc.

Aujourd'hui, toute cette région andine, au cœur du pays, surnommée par les voyageurs « le toit du monde », produit la quasi-totalité du plomb et du zinc péruvien. En fait, l'exploitation de ces minerais n'a vraiment commencé qu'au début de ce siècle, lorsque des capitalistes des États-Unis rachetèrent une série de petites mines du département de Pasco, situées à 3 318 kilomètres de Lima et à 4 308 mètres d'altitude. Ils constituèrent une immense empire, la Cerro de Pasco Corporation, la première grande entreprise minière. Et la Cerro de Pasco, comme l'International Petroleum Company, l'I.P.C., marque de son sceau la politique péruvienne, renversant les gouvernements ou fomentant des coups d'État, au gré de ses intérêts.

L'histoire du plomb et du zinc au Pérou, c'est plus ou moins l'histoire

de la Cerro de Pasco, « la Compagnie », comme l'appellent les miniers jusqu'au 31 décembre 1973, date à laquelle ils reçurent en cadeau de jour de l'An le décret de nationalisation du terrible monstre minier. Entre-temps, la Cerro avait construit le plus grand complexe métallurgique du continent, à La Oroya, ainsi que tout un réseau de routes et de lignes de chemin de fer. Mais elle avait aussi contribué à peupler plusieurs cimetières... En 1906, trois cents mineurs furent

ensevelis dans les galeries à cause d'un éboulement - la mine sera baptisée « Tojo mata gente » (galeries tue-gens). Vingt-trois autres sont tués en 1928. Mais toutes les morts ne furent pas accidentelles. Au départ, la Compagnie eut des difficultés pour recruter la main-d'œuvre : les paysans travaillaient un ou deux mois dans la mine, puis ils retournaient cultiver leur lopin de terre. Pour les séduire, la Cerro fit miroiter certains avantages : logement gratuit - en fait un minable gourbi - avec bois, lumière et soins

et en installant une nouvelle unité d'agglomération des poussières de plomb. De plus, une usine de traitement des eaux de mine fonctionna pendant trois ans à Cerro de Pasco, afin de diminuer la pollution du fleuve Mantaro (elle a coûté 16 millions de dollars), une autre sera prochainement inaugurée pour protéger les eaux du Andaychaga.

Il est vrai que la Cerro de Pasco empoisonne l'air, l'eau, la terre, dès le début du siècle. Les fumées, chargées d'arsenic, d'oxyde de plomb et de particules de plomb et de zinc, brûlaient le goy, les yeux, et provoquaient de terribles maux de tête. 700 000 hectares de terres furent contaminées, comme le furent aussi les eaux du lac Huacacocha et des fleuves Rimac, Mantaro et San Juan.

C'est seulement en 1942 que « la Compagnie » installa un système Cottrell pour récupérer les poussières jetées par la cheminée de la Oroya (système qui charge en déchets les poussières, les rendant plus lourdes et pesant ainsi leur récupération). Cet équipement a permis de diminuer des deux tiers l'influence nocive des fumées et d'obtenir un nouveau sous-produit, le biomath.

Centromin a fait un nouvel effort ces dernières années pour préserver le milieu ambiant, en augmentant la capacité du Cottrell

Changement de couleur...

et en installant une nouvelle unité d'agglomération des poussières de plomb. De plus, une usine de traitement des eaux de mine fonctionna pendant trois ans à Cerro de Pasco, afin de diminuer la pollution du fleuve Mantaro (elle a coûté 16 millions de dollars), une autre sera prochainement inaugurée pour protéger les eaux du Andaychaga.

Au-dessus du « toit »

La construction de la raffinerie de zinc de Cajamarquilla a démarré les écologistes à cause de sa proximité d'une capitale de six millions d'habitants. La cheminée de ciment de 690 mètres, qui escalade la montagne, évacue les fumées à plus de 1 000 mètres, c'est-à-dire, théoriquement, au-dessus du « toit » de Lima.

En outre, grâce à un système de double catalyse et de double absorption, l'usine d'acide sulfurique récupère la quasi-totalité de SO₂, ce qui fait que le contenu d'anhydride des gaz résiduaires est inférieur au pourcentage jugé non toxique. « Cajamarquilla continue à produire des briques qui l'entourent, assure son gérant. De plus, le processus produit chaque jour 75 tonnes d'oxygène, l'équivalent de ce que fournirait une plantation de près de 3 000 hectares d'arbres ».

Pour leur part les liquides résiduels sont traités moyennant l'addition de chaux qui amalgame

les impuretés, ce qui permet d'utiliser l'eau pour irriguer les champs des alentours, les cinq mille eucalyptus de la raffinerie et ses jardins où fleurissent géraniums et coquelicots de poète.

Les efforts de Cajamarquilla pour préserver le milieu ambiant lui ont d'ailleurs valu un prix des Nations unies en 1983. Toutefois ces efforts ont été vains, puisque les inondations de janvier ont noyé les fosses où sont ammassés les déchets. Le Rimac, le fleuve qui alimente Lima, a été contaminé. Mais Cajamarquilla n'est pas la seule en cause : vingt-six mines jettent leurs résidus dans ce fleuve. Le gouvernement a pris des mesures préventives - 15 % des entreprises minières ont dû payer une amende l'année dernière pour contamination, - mais personne ne les respecte.

« Lima, avec son toit de nuages, est une véritable chambre à gaz, assure l'écologiste Felipe Benavides. Tous les fleuves sont chargés d'arsenic, mais les vaches s'y abreuvent, alors boient leur lait encore plus efficace que de prendre une pilule. Et que dire des produits ménagers... Des statistiques sur la contamination ? Il n'y a pas ! Mais elle se voit, avec les yeux ! Les eaux de l'Apurimac sont poisseuses et cristallines ; lorsque l'Apurimac se jette dans le Mantaro, elles deviennent grises. Il n'y a plus un poisson ou une grenouille ».

N. B.

Le savoir-faire de la Belgique

Le plomb et le zinc, il est vrai, jouent un rôle de premier plan dans la puissante industrie belge des métaux non ferreux, qui est, pour l'essentiel, entre les mains de l'Union minière, elle-même filiale à 100 % de la Société générale, le premier groupe industriel et financier du pays. Savoir-faire et technologie de pointe, forte position extérieure, concentration capitaliste, sont les atouts de deux secteurs qui, grâce à la reprise outre-Atlantique, sont en train de sortir lentement de la crise.

Tant pour le zinc que pour le plomb, 1983 a été une relativement bonne année. La production ainsi que les exportations ont progressé par rapport à 1982. Les résultats de 1984 devraient demeurer satisfaisants. Les entreprises, après plusieurs années de pertes, font à nouveau des bénéfices, mais la situation reste précaire. Dans un secteur bien défini, celui de la production de plomb de « deuxième fusion » - à partir des déchets - elle est carrément mauvaise, au point que les deux entreprises belges spécialisées pourraient être menacées.

C'est un chimiste légiciste, Jean-Jacques Dory, qui, le premier, en 1810, a inventé et fait breveter par Napoléon I^{er} un procédé de fabrication industrielle du zinc. Depuis, la Belgique a su rester dans le peloton de tête des producteurs. Elle occupe la septième place mondiale, la seconde en Europe, derrière l'Allemagne. En 1983, 263 000 tonnes de zinc brut sont sorties de ses raffineries, soit 15 % de plus que l'année précédente, mais un niveau encore inférieur au record atteint en 1974 (près de 300 000 tonnes). Il faut y ajouter 30 000 tonnes de produits semi-finis.

La Belgique exporte plus de la moitié de sa production, surtout vers ses partenaires de la Communauté européenne. Deux entreprises prestigieuses, l'une et l'autre contrôlées par l'Union minière, dominent le marché : Métallurgie Hoboken Overpelt (MHO) et la Société des mines et fonderies de zinc de la Vieille Montagne (VM). La Vieille Montagne est la plus importante des producteurs mondiaux de zinc, elle possède plusieurs établissements en France - le plus important est à Viviez, dans l'Aveyron, - en RFA, ainsi qu'une mine en Suède.

Alchimie

Les rôles sont donc bien répartis. La puissance minière de la maison mère, l'Union minière, c'est-à-dire la Société générale, permet - avantage considérable - de maintenir un haut niveau d'investissement, y compris en période de vaches maigres. Ainsi, les nouveaux investissements décidés par la Vieille Montagne pour moderniser ses équipements de grillage atteindront 1,5 milliard de francs belges au cours de la période 1985-1986.

Le même modernisme caractérise le site d'Overpelt où la MHO produit le zinc. Les ingénieurs belges savent mieux que quiconque extraire des concentrés tout ce qu'ils peuvent offrir. A Overpelt, à Hoboken (l'une des autres usines importantes de la MHO), comme à Balen, la principale unité de la Vieille Montagne, s'opère dans la discrétion une étrange alchimie. Outre le zinc et le plomb ou le cuivre, le raffinage du minerai, mais aussi des résidus, permet d'extraire, lorsqu'on est habile, les métaux les plus divers, y compris les plus précieux. La VM à elle seule a produit 30 tonnes d'argent en 1982 !

S'appuyant sur ce savoir-faire exemplaire, la MHO achète à bas prix des minerais « complexes » dont personne ne veut, qui contiennent de la matière sans valeur, mais aussi, mélangés, de l'étain, du plomb, du cuivre, du zinc et de l'argent. Dans les usines, ses techniciens mettent sa pointe, perfectionnent sans cesse les procédés qui permettent de séparer le bon grain de l'ivraie.

Ces façons de faire les talents belges ont améliorés les marges, mais aussi allégé les contraintes de l'approvisionnement, qui provient de sources diverses : la CEE, grâce à la mine de Tara, en Irlande, peut subvenir à la moitié de ses besoins. Mais des pays fournisseurs, comme le Canada, ou l'Australie, grands producteurs, ont insisté, à l'occasion, à transformer eux-mêmes leurs minerais. Des tensions ont déjà eu lieu, qui ne manqueraient pas de se reproduire.

S'agissant du zinc, l'utilisation des déchets métalliques n'offre que des possibilités limitées. La récupération n'intervient que pour 15 % dans la production. Les industriels belges - toujours ce goût pour le super-tricolage - s'efforcent d'améliorer le pourcentage. Il existe ainsi depuis peu à Overpelt une installation qui produit du zinc à partir de shredders (terme de métier pour désigner les vieilles voitures broyées). L'acier est retiré par aimantation, puis ce qui reste est raffiné.

Tensions sporadiques à l'approvisionnement, faiblesse de la demande, installation, souvent avec le concours de l'ingénierie belge, de nouvelles unités de raffinage dans le tiers-monde, la métallurgie du zinc s'est caractérisée pendant une dizaine d'années par une surcapacité de production. Depuis 1978, en Belgique, le zinc perdait de l'argent. La Société générale, qui a pourtant les reins solides, s'est trouvée dans l'obligation de former l'usine de Frayon, près de Liège, provoquant plus de 2 500 licenciements. En 1983 également, les principaux pro-

ducteurs européens présentaient un plan de restructuration impliquant la fermeture de quatre unités : deux en France, une en RFA, une autre au Royaume-Uni.

La reprise du marché, la même année, a eu raison de ce plan. L'augmentation de la demande est liée directement au redémarrage de l'activité américaine, et singulièrement à la résurrection de l'industrie automobile, qui est devenue, avec la galvanisation - c'est-à-dire la protection des tôles contre la rouille - le premier utilisateur de zinc (40 %). Il s'agit d'un débouché en expansion : on galvanisait une face de la tôle ; on opère maintenant souvent des deux côtés.

Au total, les prévisions concernant la demande sont plutôt bonnes,

mais les professionnels s'abstiennent de présumer : « Le problème de la surcapacité au niveau mondial subsiste. Une attente prudente est à recommander à l'égard de ces signes de reprise », lit-on dans le rapport publié par la Fédération des entreprises de métaux non ferreux à l'issue de l'exercice 1983. Ces entreprises, pour consolider leur position, s'emploient à trouver de nouvelles applications. Ainsi en est-il par exemple de la poudre de zinc produite à Overpelt, qui entre dans la fabrication des piles alcalines de longue durée.

PHILIPPE LEMAITRE

(Lire la suite page 18.)

Par l'auteur de
"MECANIQUE DES MONNAIES"

La monnaie dans ses artifices

Jacques RIBOUD

280 pages
90 Francs

Pour découvrir la monnaie derrière ses artifices :
• ce qu'elle est,
• ce qu'elle fait mal ou ne fait pas,
• ce qu'elle pourrait faire pour servir l'économie au lieu de l'assujettir.

Collection de la R.P.P.
REVUE POLITIQUE ET PARLEMENTAIRE
17, avenue Goussaud - 75017 Paris - Tél. : 267.05.43

puf
DIFFUSION

FOOTBALL ET TELEVISION

FR 3 Grenoble s'oppose à M. Sadoul

(De notre correspondant.)

Grenoble - La station FR 3 de Grenoble a diffusé dimanche 23 septembre dernier le programme de football M. Jean Sadoul, le quinquagénaire de la rencontre de deuxième division Grenoble-Thionville diffusée samedi soir.

« Notre objectif est de faire respecter nos droits, nous ne sommes pas prêts à signer avec TF1, approuvés par la Haute Autorité, mais aussi et surtout l'aspect financier et social de nos clubs », souligne M. Sadoul dans un télégramme adressé à la station FR 3 de Grenoble, à laquelle il rétorque son refus de voir diffuser ses matchs.

Les responsables régionaux de FR 3 et la chaîne de la chaîne ont estimé que le total de 150 000 francs par match, payés par la station de Grenoble, est trop élevé. Ils ont donc refusé de signer avec la station de Grenoble.

Le club de Grenoble a donc refusé de signer avec la station de Grenoble. Le club de Grenoble a donc refusé de signer avec la station de Grenoble.

Le club de Grenoble a donc refusé de signer avec la station de Grenoble. Le club de Grenoble a donc refusé de signer avec la station de Grenoble.

Le club de Grenoble a donc refusé de signer avec la station de Grenoble. Le club de Grenoble a donc refusé de signer avec la station de Grenoble.

Le club de Grenoble a donc refusé de signer avec la station de Grenoble. Le club de Grenoble a donc refusé de signer avec la station de Grenoble.

Le club de Grenoble a donc refusé de signer avec la station de Grenoble. Le club de Grenoble a donc refusé de signer avec la station de Grenoble.

Le club de Grenoble a donc refusé de signer avec la station de Grenoble. Le club de Grenoble a donc refusé de signer avec la station de Grenoble.

Le club de Grenoble a donc refusé de signer avec la station de Grenoble. Le club de Grenoble a donc refusé de signer avec la station de Grenoble.

Le club de Grenoble a donc refusé de signer avec la station de Grenoble. Le club de Grenoble a donc refusé de signer avec la station de Grenoble.

Le club de Grenoble a donc refusé de signer avec la station de Grenoble. Le club de Grenoble a donc refusé de signer avec la station de Grenoble.

Le club de Grenoble a donc refusé de signer avec la station de Grenoble. Le club de Grenoble a donc refusé de signer avec la station de Grenoble.

Le club de Grenoble a donc refusé de signer avec la station de Grenoble. Le club de Grenoble a donc refusé de signer avec la station de Grenoble.

Le club de Grenoble a donc refusé de signer avec la station de Grenoble. Le club de Grenoble a donc refusé de signer avec la station de Grenoble.

Le club de Grenoble a donc refusé de signer avec la station de Grenoble. Le club de Grenoble a donc refusé de signer avec la station de Grenoble.

Le club de Grenoble a donc refusé de signer avec la station de Grenoble. Le club de Grenoble a donc refusé de signer avec la station de Grenoble.

Le club de Grenoble a donc refusé de signer avec la station de Grenoble. Le club de Grenoble a donc refusé de signer avec la station de Grenoble.

Le club de Grenoble a donc refusé de signer avec la station de Grenoble. Le club de Grenoble a donc refusé de signer avec la station de Grenoble.

Le club de Grenoble a donc refusé de signer avec la station de Grenoble. Le club de Grenoble a donc refusé de signer avec la station de Grenoble.

Le club de Grenoble a donc refusé de signer avec la station de Grenoble. Le club de Grenoble a donc refusé de signer avec la station de Grenoble.

Le club de Grenoble a donc refusé de signer avec la station de Grenoble. Le club de Grenoble a donc refusé de signer avec la station de Grenoble.

Le club de Grenoble a donc refusé de signer avec la station de Grenoble. Le club de Grenoble a donc refusé de signer avec la station de Grenoble.

Le club de Grenoble a donc refusé de signer avec la station de Grenoble. Le club de Grenoble a donc refusé de signer avec la station de Grenoble.

Le club de Grenoble a donc refusé de signer avec la station de Grenoble. Le club de Grenoble a donc refusé de signer avec la station de Grenoble.

LIBERTS

la Musique

MEH Chateau de Vincennes. Parking gratuit.

PLOMB & ZINC

Sous le regard des Muki

COMME tout le monde le sait, dans la Cordillère des Andes, depuis des siècles, le monde est divisé en trois clans : ceux qui vivent ici-bas, comme vous et moi, ceux qui vivent là-haut, Dieu, les anges, les saints et les âmes des morts, et ceux qui vivent en bas, les Muki, les diables maîtres.

Les Muki ont une voix rauque, une longue barbe et deux petites cornes. Ils habitent les entrailles de la terre, surveillant jalousement les veines métalliques qui, comme les femmes, sont capricieuses, jalouses et infidèles. La nuit, ils transpercent de leurs cornes les filons d'argent et, au petit matin, ils guident les mineurs au bon cœur vers ces veines déjà ouvertes. Et c'est parce que les veines sont jalouses que les Muki n'acceptent pas que les femmes dans les galeries de la mine.

« Une femme dans la mine ? Pas question. Les Indiens sont superstitieux. Ils croient encore aux Muki. Ils refusent de descendre dans les puits ». Le directeur des relations publiques de Comromin, entreprise publique, est catégorique : pas de femme dans le ventre de la Cerro de Pasco - ce monstre octogonaire, né américain et nationalisé péruvien depuis dix ans - ni dans aucune mine de l'État.

Par contre, les portes sont grandes ouvertes à Milpo, une entreprise privée qui exploite le plomb argentifère et le zinc, dans le département de Pasco, au centre du pays, à plus de 4 200 mètres d'altitude. Un milpo c'est, en langue quechua, « une rivière qui disparaît », comme avale la terre ; et dans les Andes, l'eau se plait à ces parties de cache-cache.

A dos d'âne

Il y a quarante ans, Milpo n'était qu'un lieu-dit dans la pampa gelée de Pasco. Quelques bergers y vivaient paisiblement dans des huttes de chaume pendant que leurs moutons livraient bataille aux maigres touffes d'herbe sèche.

Aujourd'hui, ce désert de rocaïles est hérisé de collines grises et peuplé de centaines de toits multicolores et d'imposantes structures de fer et de béton. Milpo est devenu un bourg dynamique, avec dix mille habitants et... deux lamas blancs à la présence étrange dans cette fourmilière bien peu pastorale. « Milpo grandit », comme le proclame une pancarte de bienvenue.

Tout a commencé en 1949 lorsque quatre Indiens, coiffés du traditionnel chapeau-chocho de feutre brun et armés d'un pic, d'une pelle et d'une brochette, se sont attaqués à ce riche gisement de 1 kilomètre de long sur 500 mètres de large et de

profondeur. Actuellement, huit cent quatre-vingts mineurs, casqués et bottés, manipulent des perforateurs à deux bras, des pelles mécaniques, ou surveillent sur des écrans le fonctionnement des broyeurs ou de la laverie, qui utilisent la technologie canadienne.

Les débuts ont été durs. Augusto Baerli, fils de l'un des fondateurs, se souvient encore des heures passées à dos d'âne pour grimper jusqu'au gisement. Tracer un sentier qui défiait toutes les lois de la pesanteur fut d'ailleurs le premier défi physique et financier. Les voisins d'Atacocha, une mine en contrebas, déjà florissante, souriaient ironiquement : « Milpo, ça ne marchera pas ». Le premier intendu de la mine, l'ingénieur Rémy, n'y croyait pas non plus : « L'œuvre à réaliser était titanique, les réserves trop faibles, 20 000 tonnes seulement ».

« Vingt mille tonnes de minerai, rétorquaient les propriétaires. Une profession de foi qui portera ses fruits, puisque Milpo a abattu plus de 600 000 tonnes de minerai l'année dernière, contenant 26 500 tonnes de concentré de plomb argentifère et 54 000 tonnes de concentré de zinc. Les ventes ont rapporté 25 millions de dollars ».

Du coup, Milpo ne signifie plus rivière souterraine (celle-ci a été noyée sous des tonnes de résidus), mais ce sont les initiales d'une des plus dynamiques entreprises polymétalliques du pays Mineros Y Lecheros Peruanos Optimistas (quelque chose comme mineurs, chanceux, Péruviens et optimistes). Pourtant le développement a longtemps été poussé : le plomb argentifère et le zinc ne sont pas disponibles en filon, même pas en veine, mais plutôt disséminés comme des raisins de Corinthe dans un pudding géant. D'où des difficultés d'exploration et d'exploitation.

En outre, au départ, la concession était minuscule. La mine signa avec le géant voisin et américain, la Cerro de Pasco Corporation, un contrat d'exploitation ; mais celui-ci devait être renouvelé tous les six mois, d'où l'impossibilité de se lancer dans de grandes investissements. Milpo parvint d'abord à arracher un nouveau contrat pour dix ans, puis en 1973, ce fut enfin l'opportunité : la Cerro entra en litige avec les militaires au pouvoir, et elle brada ses droits de propriété.

A l'époque des vice-rois, les Indiens pénétraient dans les mines en se glissant dans d'étroites cheminées de 40, ou, au mieux, de 60 centimètres. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. A Milpo le puits de 750 mètres est desservi par quatre ascenseurs qui font la navette entre les

principaux niveaux. Les niveaux supérieurs sont exploités à 80 % et la mine a étendu ses tentacules à 450 mètres sous le niveau zéro.

Certains chantiers d'abattage sont à une demi-heure du puits de mine, et il faut parfois grimper sur plusieurs mètres dans d'étroits boyaux, grimper sur des échelles bancales ou patenager dans l'eau noire pour les atteindre. Une sorte de parcours du combattant que les mineurs effectuent comme s'ils se promenaient sur un boulevard.

Déception pour le profane : sur la voûte, ce qui scintille n'est pas de l'argent, mais seulement de la galène, c'est-à-dire du sulfure de plomb à l'état naturel, qui ne vaut pas son pesant d'or. Le minerai argentifère a plutôt gris mine.

Le mode d'exploitation est simple : abattage et remblayage hydraulique. Une perforatrice à deux bras transperce la roche sur plusieurs mètres. Des explosifs chimiques sont introduits dans ces trous, ce qui permet l'effondrement d'immenses pans de plafond, qui pèsent jusqu'à 150 tonnes. Le minerai est ensuite emporté par des pelles mécaniques vers les puits d'évacuation, et il est hissé par un treuil à double-tambour jusqu'au niveau zéro, où se trouve une broyeuse souterraine. Un tapis roulant de 0,5 kilomètre transporte ensuite le minerai grossièrement concassé jusqu'au carreau de la mine.

Après le broyage effectué en cinq étapes, le minerai est conduit à la laverie, qui est actuellement paralysée à cause d'un rationnement de l'énergie car les générateurs de Sentier lumineux ont fait sauter une des centrales qui alimentent en partie Milpo. Chaque jour, près de 2 000 tonnes de concentré sortent de la laverie, contenant 3 % de plomb, 6 % de zinc et 4 onces d'argent. Milpo, l'entreprise de l'État, se charge de les commercialiser.

En ce qui concerne les résidus, les deux tiers sont utilisés pour le remblayage des chantiers d'abattage. Le reste est dirigé vers les dépôts. Saturés de résidus, Milpo vient de construire un gigantesque barrage entre deux montagnes afin d'emmagasiner 2 millions de mètres-cubes de résidus, correspondant à l'exploitation de la mine pendant les dix prochaines années.

Accidents

Milpo a grandi, mais la mécanisation ne présente pas que des avantages. « Avant, la tâche était dure, tout à la force des poignets. Maintenant, après huit heures de travail, on n'a plus le corps moulu, mais on sort comme ivre des tunnels, la tête tourne, et cela à cause de la poussière et de la fumée que font les machines. Les masques ne protègent pas de la fumée. » Aussi n'y a-t-il que deux tours de travail, et non pas trois comme dans la laverie.

Le tiers des mineurs souffrent de problèmes respiratoires. Par contre, les cas de silicose, le terrible mal des mines, et de tuberculose, sont très rares. Avec la mécanisation, les accidents sont aussi plus fréquents. « Avant, avec les petites machines, on avançait moins vite, mais on travaillait moins de risques. Avec les perforatrices à deux bras, on abat trois fois plus de minerai, mais lorsque la roche est molle, c'est l'effondrement. L'année dernière, quatre mineurs ont été blessés. Le pourcentage d'accidents par rapport au nombre d'heures-hommes travaillées est de 14,6 % ».

Les risques courus sont-ils compensés par des salaires ? Les rémunérations mensuelles tournent autour de 350 000 soles - l'équivalent de 100 dollars - deux fois plus que le salaire minimum pour le département, que d'ailleurs la plupart de la population locale est bien loin de gagner. Etre mineur dans les Andes, c'est finalement une position enviable, d'autant plus que les avantages sociaux sont nombreux : Milpo dispose d'un bon hôpital (consultations, soins et remèdes sont gratuits), d'une école, de terrains de jeux et de sports, et même d'un cinéma de quatre cents places.

Toutefois, malgré un gros effort d'investissement ces dernières années, une famille sur cinq - qui compte bien à dix enfants - est encore dans un sinistre réduit de 4 mètres sur 3 mètres, sans eau ni tout-à-l'égout. Une fontaine dessert une vingtaine de familles, mais en été elle est la plus souvent à sec, parce que la mine éponge presque toute l'eau cristalline du Huamiquiquio. C'est le plus souvent à cause de l'eau qu'éclatent les disputes entre les voisins, constatant les deux assistants sociaux.

Néanmoins, si l'on compare la vie des travailleurs de Milpo avec celle des mines voisines, celle-ci est relativement rose. Pendant les dix der-

nières années, l'entreprise a investi 54 millions de dollars, dont le tiers a été destiné à l'amélioration de l'habitat et des services. « Il y a encore beaucoup à faire, reconnaissent les frères Baerli, mais nous allons de l'avant ». Les divers problèmes sont d'ailleurs étudiés par les patrons et les travailleurs au cours des réunions mensuelles de la direction.

En effet, depuis 1973, la communauté minière, c'est-à-dire l'ensemble des travailleurs, participe à la propriété et à la gestion de l'entreprise. Actuellement, trois des douze membres de la direction sont des mineurs. A ce titre, ils reçoivent environ 10 000 dollars chacun, qu'ils redistribuent entre tous les travailleurs. 10 % des bénéfices sont également répartis, qui ont atteint 12 millions de dollars l'année dernière.

C'est sans doute pour ces raisons que les mineurs évitent de recourir à la grève. En 1983, le pourcentage de jours perdus de ce fait n'a été que de 7,2 %. Ce taux est bien inférieur à celui des grandes entreprises minières, beaucoup plus politisées.

M. B.

Le « faux argent » du Pérou

(Suite de la page 17.)

La plupart des mines moyennes ont de bonnes marges de bénéfice, ce qui n'est pas le cas pour les petites mines, pour la plupart au bord de la faillite. Ces entreprises souffrent d'une crise de liquidité, parce qu'elles ont contracté d'importantes dettes en dollars lorsque le prix des métaux était en hausse. Elles doivent s'en acquitter, alors que le prix du plomb et du zinc est au plus bas. Commence le cercle vicieux : les mines doivent solliciter un prêt pour en rembourser un autre.

Il est habituel de voir dans la capitale des mineurs tendant leur casque pour demander un sol. Ils sont venus à pied, depuis la Cordillère, en « marche de sacrifice », avec leur femme, leurs enfants, pour exiger leur dû. Ils bivouaquent à l'air libre, sur un terrain vague, pendant des semaines, des mois. Ils manifestent dans les rues, font la grève de la faim jusqu'à ce que le gouvernement apporte une solution à leurs problèmes. Solution qui n'est le plus souvent qu'un fragile accommodement.

Le régime du général Velasco a transformé radicalement la législation minière, libérale à outrance depuis la promulgation du code des mines de 1950 - code qui a permis l'essor de ce secteur. La loi de 1971,

A la cuiller...

DES Français ont eux aussi, en 1912, dans les plateaux gelés du département de Pasco, l'exploitation de Huaron était alors relativement aisée : le gisement présentait des veines de 10 mètres de large, riches en plomb, en zinc, en argent et en cuivre. Soixante ans plus tard, les vieux gisements se sont épuisés.

Les méthodes traditionnelles - abattage du toit et remblayage - ne conviennent pas aux veines récemment découvertes, beaucoup plus sinuées et étroites. Plus de la moitié ont moins de 1,20 mètre. Ces filons représentent pourtant des réserves de plus de 1 million de tonnes et contiennent 3,14 % de plomb, 4,82 % de zinc et 8,60 onces d'argent par tonne de minerai.

L'utilisation des pelleteuses mécaniques, les scoops BIST-1A, qui chargent, transportent et déchargent le minerai, s'est révélée extrêmement coûteuse, car leur manutention exige de percer des galeries de près de 2 mètres de large. Huaron a confié à la société France-Leader

la construction d'une pelleteuse miniaturisée capable d'opérer dans des veines de moins de 1,20 mètre. Le prototype a été essayé avec succès dans la mine de Largentière en 1980.

Cette mince cuiller à moteur hydraulique, appelée Microscoop CT 500HE, mesure seulement 80 centimètres de large, pour 3,50 mètres de long et 1,10 mètre de haut. Elle s'introduit en suivant la veine, un peu comme un volier dans une bouteille. Elle est capable de transporter, sur 50 mètres, 8 tonnes de minerai à l'heure, effectuant le travail que devraient faire vingt-six mineurs.

Grâce au Microscoop, la productivité de Huaron a augmenté de 80 %. Pour chaque tonne de minerai, le pourcentage de plomb est passé de 0,94 % à 1,73 %, celui de zinc de 2,7 % à 4,51 % et le contenu d'argent de 3,26 à 5,63 onces. D'autres mines péruviennes ayant les mêmes caractéristiques que Huaron utilisent actuellement cette pelleteuse miniaturisée.

M. B.

Monopole

Cette innovation a effrayé dans un premier temps, le capital étranger, et découragé l'investissement privé, mais elle a été modifiée selon des critères plus réalistes, ainsi que l'a été également la disposition réservant à l'État le monopole de la commercialisation du minerai. Comme le reconnaît M. Alberto Benavides, la figure numéro un du secteur minier : « Nous n'avons pas à nous plaindre ».

Actuellement, le Pérou produit annuellement 553 000 tonnes fines de concentré de zinc, soit 8,5 % de la production mondiale, et occupe le quatrième rang derrière le Canada, l'URSS et l'Australie. Il produit aussi 205 000 tonnes de plomb, soit 5,9 % de la production mondiale, et se classe cinquième derrière l'URSS, l'Australie, les États-Unis et le Canada. Malgré la chute des cours, la production de ce métal a

augmenté grâce à sa relation directe avec l'argent, qui, en revanche, a enregistré une hausse significative. Le Pérou est aussi le troisième producteur d'argent, avec 55,5 millions d'onces fines.

Avec 610 millions de dollars de vente de concentrés et de métaux, le plomb et le zinc rapportent à Lima 20 % de ses devises. En outre, pour chaque dollar de plomb ou de zinc, le pays gagne un autre dollar en sous-produit, qu'il s'agisse d'or, d'argent, de cuivre, de cadmium, de bismuth, etc. Néanmoins, leur rôle est très faible en ce qui concerne la croissance et l'emploi.

En effet, si le Pérou arrive en tête des pays producteurs et des exportateurs de concentrés de plomb et de zinc, il disparaît du classement mondial dans le domaine métallurgique. Moins d'un tiers de la production est raffinée sur place. Et pourtant, le complexe de La Oroya est l'un des plus sophistiqués d'Amérique du Sud. Il est situé à 185 kilomètres de la capitale et à 3 755 mètres d'altitude. Le premier alliage de plomb et de bismuth a été obtenu en 1929, le premier lingot de zinc en 1940, et les premiers anodes en 1965.

La Oroya a une capacité installée pour produire annuellement 240 000 tonnes fines de métal, 60 000 tonnes d'acide sulfurique, 1 million de livres de bismuth - dont le Pérou est le premier producteur du monde - ainsi que plusieurs sous-produits. En 1983, ce complexe a raffiné 150 millions de livres de plomb, 142 millions de livres de zinc en lingots et 3,5 millions de livres de sulfate de zinc.

Une deuxième raffinerie est entrée en fonctionnement en 1981, à Cajamarquilla, à 22 kilomètres de Lima. Elle peut traiter 200 000 tonnes de concentrés de zinc par an, pour obtenir 100 000 tonnes métal, et aussi 170 000 tonnes d'acide sulfurique. Mais Cajamarquilla est un éléphant blanc ! Bien que son coût de production soit extrêmement modéré, l'entreprise est largement déficitaire car elle doit rembourser actuellement 32 millions de dollars par an (elle a coûté 360 millions), alors que ses ventes ne sont que de 12 millions.

L'État réalise donc toutes les activités touchant au raffinage du plomb et du zinc dans les complexes métallurgiques de La Oroya et de Cajamarquilla. La commercialisation de ces minerais et métaux a été réalisée à partir de 1974, grâce à l'entreprise publique Minpeco. Le régime libéral du président Fernando Belaunde a mis fin à ce monopole en 1981, suscitant une plus grande activité des grandes firmes commerciales.

Minpeco n'a pas disparu pour autant. Elle a progressé, au contraire, pas de géant, ces dernières années, en efficacité, et de nombreuses mines moyennes, comme Milpo, par exemple, lui confient encore la totalité de leur production. L'année dernière, Minpeco a commercialisé 82 % du zinc, mais seulement 38 % de plomb.

L'État vend peu de plomb car son important contenu en argent se prête aux spéculations boursières. Les États-Unis sont le meilleur client du Pérou en ce qui concerne le plomb. Par contre, le Japon et les pays du Marché commun achètent surtout le zinc.

NICOLE BONNET.

« ANALYSES DE SECTEURS »

le groupe DAFSA KOMPASS vient de publier une étude sur

LES SOCIÉTÉS DE SERVICE ET DE CONSEIL EN INFORMATIQUE

Le développement de l'activité des SSSI a été remarquable au cours des dernières années. La croissance moyenne annuelle du chiffre d'affaires a été de 24 %, soit environ 12 % en volume.

L'extension des réseaux de communication et de la micro-informatique a permis l'élargissement de leur cible commerciale et entraîné une modification de la gamme des services rendus et donc de la structure des ventes :

- Développement des activités de prospection et d'ingénierie au sein des prestations intellectuelles. En effet, en 1983, 60 % du chiffre d'affaires des SSSI contre 50 % en 1979 ;
- Développement, au sein des prestations machines, de l'informatique répartie.

Les grands groupes ont adapté leur stratégie à ces mutations du marché. L'étude de leur évolution sur les cinq dernières années a permis de dégager les grands axes stratégiques :

- Les sociétés opérant dans le domaine des traitements informatiques ont eu tendance à se diversifier vers les prestations intellectuelles du marché et plus porteur.
- Celles qui étaient plutôt tournées vers ces prestations intellectuelles ont, en général, développé des activités d'ingénierie et de prospection, tout en se diversifiant sur le plan géographique pour rentabiliser les nouveaux produits. En effet, la tendance en matière de prestations intellectuelles est à l'internationalisation ;
- En termes de modes de production (conception et fabrication de produits à caractère répétitif) et de produits (projets) ;
- En termes d'orientation commerciale (conception et fabrication assistée par ordinateur).

Devant l'ampleur des mutations en cours, la composition de l'actionnariat des SSSI change. Le principal phénomène constaté est un certain désengagement des grandes banques, en particulier au profit des groupes de la construction électrique et électronique. Les nationalisations intervenues en 1982 ont accru l'Étatisation du secteur du logiciel.

Trente-deux sociétés réparties en deux catégories - SSSI offrant à titre principal des prestations machines et SSSI offrant à titre principal des prestations intellectuelles (au sein de ces dernières, on a distingué le conseil de l'ingénierie informatique) - ont été analysées.

En matière de prestations intellectuelles, on retiendra l'importance des frais de personnel (qui représentent plus de 50 % du produit), sauf pour les sociétés d'ingénierie, la faiblesse du coefficient de capital et, malgré un préfinancement fréquent de l'activité, le niveau élevé des besoins de financement d'exploitation.

En ce qui concerne les sociétés de prestations machine, on notera surtout l'importance des locations de matériel informatique dans la consommation intermédiaire (20 %) et la croissance du taux de valeur ajoutée, signe d'une diversification vers les prestations intellectuelles.

On remarque, en conclusion, que seules quelques sociétés dégagent des capacités d'autofinancement permettant de suivre la croissance du marché et d'assurer les mutations structurelles encore nécessaires à une internationalisation de leurs ventes ainsi qu'au développement de nouveaux produits.

Le prix de cette étude est de 6 000 F HT, 6 420 F TTC.

Cette étude est disponible à DAFSA

7, rue Bergère, 75009 PARIS. Tél. 233-21-23.



Trois m

UNE tradition se passe... si les circonstances... plus aussi favorables... comme pour la plupart des... ne conservent une industrie... est commandée par les... de Francfort et de... la Metallgesellschaft AG... Pénus AG. Dans ces... mais, malgré des contrastes... nement de plus en plus... l'industrie allemande... position dominante est... couvre à peu près ses... métal raffiné.

Comme les autres pays... la RFA hérite d'une... expérience qui lui a permis... le couple du marché... continuer à disposer d'un... travail à la pointe du progrès... Elle a en outre... l'avantage de tirer les... éligible de ses... matières premières de... national.

Pressag continu... deux mines de plomb et... la région montagneuse... Metallgesellschaft une... en Sauerland. A... les trois mines ont... 18 million de tonnes de... de plus qu'en 1982. Elles... 20 % de la consommation... concentrés de plomb et de... statistiquement à 6 % et... des besoins des fondries... matières premières.

Malgré des prix pas... ces dernières années, la... tion pour également un... important puisque 38 %... 150 000 tonnes de plomb... d'usage de plomb produits... RFA proviennent de 1983 de... La principale source, comme... tous les pays qui possèdent... importante industrie automobile... zette est répartie à 90 % ap... Gros utilisateurs de plomb... les besoins de batteries... à eux seuls, 48 % de... l'industrie chimique et... de peinture (20,5 %)... les fabricants de produits... 71).

Pr
dialog
prévoi
stimul
exam

مسألة من الأهل



A la cuiller...

Il est d'usage, en 1912, dans les mines de plomb et de zinc, l'exploitation était alors entièrement manuelle. Les mines de plomb et de zinc ont été exploitées pendant des siècles. Les mines de plomb et de zinc ont été exploitées pendant des siècles. Les mines de plomb et de zinc ont été exploitées pendant des siècles.



ALLEMAGNE FÉDÉRALE

Trois mines et l'environnement

UNE tradition se gère, même si les circonstances ne sont plus aussi favorables que par le passé. Pour le plomb et le zinc comme pour la plupart des métaux non ferreux, l'Allemagne fédérale a su conserver une industrie dynamique, commandée par les deux vieilles mines de Francfort et de Hanovre, la Metallgesellschaft AG et la Preussag AG. Dans ces deux secteurs, malgré des contraintes d'environnement de plus en plus fortes, l'industrie allemande maintient une position dominante en Europe et couvre à peu près ses besoins en métal raffiné.

Comme les autres pays européens, la RFA hérite d'une longue expérience qui lui a permis, malgré les à-coups du marché mondial, de continuer à disposer d'un outil de travail à la pointe du progrès technologique. Elle a en outre sur ses voisins l'avantage de tirer une part non négligeable de ses besoins en matières premières du territoire national.

Marges bénéficiaires

D'une manière générale, la conjoncture actuelle porte plutôt les industries au sourire. Après un passage difficile en 1982, les activités ont bien repris dans le secteur du zinc, notamment en raison de ses qualités anticorrosives, et on assiste cette année également à un redressement de la demande de plomb. Dans un marché mondial en mouvement, la consommation intérieure de zinc a augmenté en RFA de 10 % pour la seule année 1983 et l'on s'attend pour cette année à une augmentation de la consommation de plomb pour la première fois depuis longtemps.

Malgré des prix peu encourageants ces dernières années, la récupération joue également un rôle important puisque 38 % des 353 000 tonnes de plomb et d'alliages de plomb produites en RFA provenaient en 1983 du recyclage. La principale source, comme dans tous les pays qui possèdent une importante industrie automobile, est constituée par les batteries dont le métal est récupéré à 90 % après usage. Gros utilisateurs de plomb, les fabricants de batteries consomment, à eux seuls, 48 % de la demande intérieure allemande, loin devant l'industrie chimique et les fabricants de peinture (26,5 %) ou les fabricants de produits semi-finis (13,6 %).

Des recherches sont également en cours pour trouver de nouveaux procédés de fabrication, notamment dans le domaine du plomb. Preussag et Metallgesellschaft exploitent en commun à Duisbourg une installation-pilote pour tester le procédé QSL. Ils ont reçu pour cette installation une subvention du ministère allemand de la recherche, de même que Preussag avait pu compter pour son usine de Harz sur une prise en charge par le ministère de l'Intérieur et le Land de Basse-Saxe de 42 % du coût des investissements.

L'actuel gouvernement n'est toutefois pas favorable à une politique de subvention à long terme. Comme pour les autres métaux, le maintien d'une capacité de raffinage rentable en RFA, à l'horizon de la décennie, se pose d'ores et déjà. Les industriels se refusent toutefois au découragement : « Pour renforcer leur position dans le paysage industriel, les producteurs doivent trouver de nouveaux chemins », estime l'économiste de la Metallgesellschaft, M. Walter Sies, en donnant en exemple l'effort des producteurs japonais pour renforcer leurs contacts avec les industries de haute technologie.

HENRI DE BRESSON.

ITALIE

Une double stratégie

COMME ses partenaires européens, l'Italie a une stratégie différenciée pour le plomb et le zinc, le premier se récupérant plus facilement que le second. Pour le plomb, la surproduction mondiale et la stagnation du marché qui en a résulté se sont également fait sentir. Toutefois la crise de 1979 a affecté avec un certain retard la consommation nationale qui a augmenté jusqu'en 1980 (où elle atteignait 275 000 tonnes) pour retomber à un niveau inférieur à celui de 1976 (243 000 tonnes).

En moyenne, l'Italie importe de 140 000 à 160 000 tonnes de plomb et elle en produit à l'état de minerai environ 20 000 tonnes. Bien que sa capacité de production de plomb raffiné soit depuis 1979 de 230 000 tonnes, elle n'en a produit effectivement, en 1983, que 127 000 tonnes (soit 5 000 tonnes de moins qu'en 1982). En 1984, la production de plomb devrait passer à 155 000 tonnes.

Pratiquement la moitié du plomb consommé annuellement par l'Italie est recyclé. Il est extrait notamment des batteries usagées et des tubes. Depuis 1984, cette opération est effectuée essentiellement par la SAMETON, société créée sur une base paritaire (50/50) par la SAMIM (groupe minier et métallurgique contrôlé par l'ENI) et la Tonolli (puissant groupe de Milan spécialisé dans les métaux qui possède des filiales dans le monde entier). Les sept autres producteurs de plomb secondaire ne traitent que la moitié du tonnage qui passe par la SAMETON.

Cette société mixte est l'un des instruments de la politique italienne de restructuration et de rationalisation de la production des métaux non ferreux. En ce qui concerne le plomb, ce métal a longtemps été produit par deux sociétés pionnières de l'industrialisation en Italie, Montepino et Montevicchio. Dans les années 70, c'est la SAMIM qui a pris en charge le raffinage du plomb : lorsqu'elle a décidé de se lancer également dans la production de plomb secondaire - à partir du recyclage du plomb déjà utilisé, - elle s'est trouvée en concurrence directe avec la société Tonolli. Afin d'éviter une compétition qu'un marché étroit ne permettait guère, les

deux groupes sont parvenus à un accord qui a permis la création de la SAMETON.

La SAMIM a conservé la production du plomb primaire. A partir de 1985 devraient entrer en fonction les nouvelles installations de production d'une capacité de 80 000 tonnes - traitant le plomb en provenance de Porto-Vesme, c'est-à-dire du minerai national, et celui des importations. La restructuration de l'appareil de production de la SAMIM avait commencé en 1981 avec la fermeture des vieilles installations de raffinage de San-Gavino construite en 1936.

La société Tonolli, entreprise d'origine familiale vieille de près d'un siècle, dont le chiffre d'affaires s'élève à près de 1 000 milliards de lires, détient 3 % du marché mondial du plomb (5 % dans le cadre de la SAMETON). Le groupe Tonolli a été le premier à comprendre, au début des années 70, au moment de la flambée des prix, qu'il était temps de diversifier ses activités, en particulier à l'étranger.

Alors qu'en matière de cuivre, l'Italie a commencé plus tard que ses partenaires à élaborer une stratégie des approvisionnements, sa politique pour ce qui est du plomb paraît parfaitement au point, ayant pour objectif un développement des capacités de recyclage.

Restructuration

Pour le zinc, la récupération est beaucoup moins facile, ce métal étant utilisé essentiellement dans des opérations destinées à protéger l'acier. Le marché du zinc a connu lui aussi, à la fin des années 70, une certaine stagnation en raison d'un fléchissement de la demande des pays industrialisés.

Toutefois, en Italie, la reprise a été supérieure à celle des autres pays européens. La SAMIM prévoit pour 1986 une demande qui devrait égaler celle de 1980. En 1983 la consommation de zinc s'est élevée à 208 000 tonnes et en 1984 elle devrait atteindre 214 000 tonnes. Mais la production minière de l'Italie en zinc a diminué, chutant de 66 000 tonnes en 1982 à 43 000 tonnes en 1983.

PHILIPPE PONS.

it» du Pérou

Le Pérou a créé la zone « harmonisée » de capital et de travail, c'est-à-dire une zone où les investisseurs étrangers peuvent investir sans restriction dans la zone.

Le Pérou a créé la zone « harmonisée » de capital et de travail, c'est-à-dire une zone où les investisseurs étrangers peuvent investir sans restriction dans la zone.

Le Pérou a créé la zone « harmonisée » de capital et de travail, c'est-à-dire une zone où les investisseurs étrangers peuvent investir sans restriction dans la zone.

Le Pérou a créé la zone « harmonisée » de capital et de travail, c'est-à-dire une zone où les investisseurs étrangers peuvent investir sans restriction dans la zone.

Le Pérou a créé la zone « harmonisée » de capital et de travail, c'est-à-dire une zone où les investisseurs étrangers peuvent investir sans restriction dans la zone.

Le Pérou a créé la zone « harmonisée » de capital et de travail, c'est-à-dire une zone où les investisseurs étrangers peuvent investir sans restriction dans la zone.

Le Pérou a créé la zone « harmonisée » de capital et de travail, c'est-à-dire une zone où les investisseurs étrangers peuvent investir sans restriction dans la zone.

Le Pérou a créé la zone « harmonisée » de capital et de travail, c'est-à-dire une zone où les investisseurs étrangers peuvent investir sans restriction dans la zone.

Le Pérou a créé la zone « harmonisée » de capital et de travail, c'est-à-dire une zone où les investisseurs étrangers peuvent investir sans restriction dans la zone.

Le Pérou a créé la zone « harmonisée » de capital et de travail, c'est-à-dire une zone où les investisseurs étrangers peuvent investir sans restriction dans la zone.

Prêter:

pour nous cela veut dire dialoguer, rencontrer, comprendre, imaginer, prévoir, suivre, réfléchir, encourager, participer, stimuler, innover, oser, développer, conseiller, examiner, expertiser, anticiper, agir.

Pour un chef d'entreprise, cela signifie plus que de l'argent, n'est-ce pas ?

Crédit National
45, rue Saint-Dominique, 75000 Paris - Lyon - Lille - Marseille - Nantes - Nancy - Bordeaux - Strasbourg - Rouen - Dijon - Toulouse - Orléans - Besançon.



NICOLE BONNET.

DU 1^{er} AU 5 FÉVRIER 85 GRAND PALAIS - PARIS

EXPOLANGUES 85

3^e salon des langues et de la communication internationale

UN EXCEPTIONNEL RENDEZ-VOUS D'AFFAIRES

Reservez dès maintenant votre place à EXPOLANGUES 85. Un salon qui, par la qualité de ses visiteurs, la richesse des événements publics et professionnels qui s'y déroulent, attire chaque année de plus en plus de décideurs et devient pour vous un exceptionnel tremplin commercial.

MATÉRIELS AUDIOVISUELS - RECHERCHE - ENSEIGNEMENT/FORMATION ET INFORMATION - TRADUCTION/INTERPRÉTATION - ÉDITION - SÉJOURS ET STAGES LINGUISTIQUES - LIBRAIRIES SPÉCIALISÉES - RELATIONS INTERNATIONALES

Pour tous renseignements contactez : COMITÉ DES EXPOSITIONS DE PARIS, 1 rue Copernic - 75002 PARIS CEDEX 12 - Tél. (1) 505 14 37 - Téléc. 620990

CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET MÉTIERS

PLANIFICATION STRATÉGIQUE ET PROSPECTION INDUSTRIELLE

- Méthodes de planification stratégique et de prospective ;
- Prospective internationale, technologique, industrielle, économique et sociale ;
- Diagnostic de l'entreprise. Options stratégiques ;

Cours du soir de 18 h 15 à 20 h 30
1^{er} cours : vendredi 12 octobre 1984
au CNAM, salle 39-3-45
2, rue Conté - 75003 Paris

Renseignements auprès de Michel Godet, professeur associé
Tél. : 271-24-14 P. 630
Inscriptions : CNAM, 292, rue Saint-Martin - 75141 Paris cedex 03

MAÎTRISE DE L'ÉNERGIE

Mardi 25 septembre dans "Le Monde" daté 26

AU SOMMAIRE DU NUMÉRO 15

- États-Unis : un milliard de dollars à gagner
- L'invité du mois : Claire Plateau administratrice de l'Insee
- Hôpitaux : SOS énergie

Le 71^e Salon de l'automobile : à la recherche de l'auto sobre

Sous le haut patronage de Monsieur le Président de la République

6^e Journées Internationales IDATE

24-25-26 octobre 1984 Montpellier

Le prix des nouveaux médias

Quelles ressources pour quelles affaires ?

Les thèmes :

- les valeurs attachées à la communication médiatisée
- du statut juridique des biens informationnels à leur valorisation
- solidarités et dépendances créées par les nouveaux médias
- quels produits à quel prix ?

Plus de cent intervenants, experts et personnalités du monde entier, débattent des différentes facettes de l'économie des nouveaux médias : mutation technologique, coût et tarification, services publics et déréglementation (satellites, câble, vidéotexte, vidéodisque...)

Une session spéciale sera consacrée aux nouveaux médias pour le monde en développement.

Programme détaillé et bulletin d'inscription sur demande à : IDATE - Journées Internationales - Bureaux du Polygone - 34000 Montpellier tél. Spécial Journées (67) 64.16.91 - Standard (67) 65.48.48

Votre consolidation sur mini ou micro ordinateur

Aérospatiale, Bis, Casino, Ciments Français, Compagnie du Midi, Eurocom, Framatome, GTM Entrepouse, Lainière de Roubaix, Legrand, Lyonnaise des Eaux, Pêcheiney, Renault Crédit International, 3 Suisses... font déjà confiance au Progiciel CONCEPT* immédiatement exploitable par des non informaticiens.

Appelez-nous, nous pouvons sûrement vous aider !

Olivier SPIRE
CONCEPT SA
604.49.88

Pour en savoir plus

M. Mlle Société Tel. (désire être contacté) à une présentation

CONCEPT S.A. 8 bis, rue Lemoine - 92100 BOULOGNE

PLOMB & ZINC

France : les prospections de Penarroya

NÉE en 1881 dans le village de Penarroya, en Andalousie, pour exploiter les mines de charbon et de plomb locales, la société qui porte ce nom a progressivement étendu le champ de ses activités - les métaux non ferreux - tout autour du bassin méditerranéen, avant d'établir, au cours de l'entre-deux-guerres, une « tête de pont » en Amérique du Sud.

Aujourd'hui, la Société minière et métallurgique de Penarroya, qui a son siège social dans la tour Maine-Montparnasse, à Paris, est fortement implantée en France, en Espagne, en Italie, en République fédérale d'Allemagne, au Brésil et au Pérou, où elle dispose, depuis 1980, d'une filiale locale.

Solidement ancrée sur ses deux « produits d'appel », le plomb et le zinc, Penarroya, qui, comme tous les producteurs, est tributaire de la durée de vie limitée des gisements et de la situation conjoncturelle des industries qui utilisent ses produits, a entrepris au fil des ans une double adaptation : géographique, en poursuivant hors de France, souvent en association avec le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) ou d'autres organismes ; un important travail de prospection industrielle à travers la valorisation d'autres minerais qui se trouvent souvent mêlés au plomb et au zinc dans les gisements.

La société a également suivi très attentivement les applications nouvelles susceptibles de développer en France, mais aussi à l'étranger, une consommation de plomb et de zinc qui pâtit d'un très faible taux de progression.

Au Portugal

Depuis la fermeture des installations de Largentière, dans le sud de l'Ardèche, la production minière de Penarroya, en France, n'est plus assurée que par les mines de Malines, dans le Gard (plomb et zinc), et de Noilhe-Saint-Salvy, dans le Tarn (zinc et germanium). A l'étranger, la société prête beaucoup d'attention au « gisement très important » mis à jour à Neves-Corvo, au Portugal, où l'on a trouvé, pêle-mêle, du plomb, du zinc, du cuivre et... d'autres minerais complexes.

Dans le cadre d'un projet nommé Somincor, une société d'exploitation locale a été constituée avec pour actionnaires le gouvernement portugais (51 %), Penarroya et le BRGM (24,5 % chacun). L'étude de faisabilité a été achevée à la mi-mai 1983 et, au vu du montage financier retenu - l'investissement prévu représente au total quelque 2,5 milliards de francs - une décision doit être prise avant la fin de 1984 pour déboucher éventuellement sur la phase de production, à l'horizon 1986.

De même, à côté de cette découverte - sur le Vieux Continent -, selon l'expression d'un dirigeant, Penarroya a participé activement à la mise en valeur du gisement de plomb, de zinc et de cuivre exploité à Thalanga, en Australie, par la Wambo Mining Corp. Pty Ltd, une société dont le groupe français ne détient plus que 10 %, « tout en gardant la possibilité de valoriser ultérieurement cette participation ».

Ainsi, Penarroya, qui n'était plus présent dans le secteur du cuivre depuis son retrait du Chili, en 1972 (il participait à l'exploitation de la mine de Disputada), effective, avec ces gisements portugais et australiens, un retour discret - sur le marché du métal rouge.

A côté de cette prospection au-delà de l'Hexagone, le groupe s'efforce de « valoriser tout ce qui, as-

socié au plomb et au zinc, permet d'améliorer les produits de base », explique un responsable du groupe. Ainsi, a été ouverte au Bourneix, dans la Haute-Vienne, une mine d'or et d'argent, d'une durée de vie estimée à une dizaine d'années et qui produit quelque 500 kg de minerai par an. Cette extraction est encore modeste par rapport au gisement de Salsigne, considéré comme l'un des plus importants en Europe pour ces deux métaux précieux.

Toutefois, l'activité industrielle propre aux deux métaux oblige à établir des perspectives à court et à moyen terme. Pour ce qui est du plomb et de son principal usage, la batterie automobile (qui représente environ 50 % de la consommation du

monde occidental et les deux tiers de celle des États-Unis), les dirigeants de Penarroya ne semblent pas trop préoccupés. Les trois quarts de cette consommation vont aux batteries de remplacement et un quart aux batteries de premier équipement, souligne M. Pierre Germain, directeur général, estimant que la batterie plomb-acide « est de loin la plus économique au regard de la consommation énergétique ».

Mais, ajoute-t-il, si les autres utilisations du plomb (céramique, cristal, planches, tuyaux, munitions) peuvent être considérées comme relativement stables, c'est dans le domaine de l'approvisionnement et des prix qu'un changement dramatique est en train de se mettre en

Rétablissement

NUMERO un mondial pour le plomb et le zinc, Penarroya figure parmi les trois premiers producteurs en France pour ce dernier métal, aux côtés de l'Asurienne des mines et de la Vieille Montagne (les deux sociétés belges possèdent toutefois la majeure partie de leurs exploitations dans l'Hexagone). En 1983, cette filiale à 59,45 % d'Imetal (le groupe est détenu en partie par la Compagnie financière de Suez depuis la reprise - en janvier 1983 - de l'essentiel des participations industrielles de l'ancienne Banque Rothschild) a enregistré une nette baisse de sa production de plomb en France : 2 047 tonnes de métal contenu dans les concentrés contre 8 557 tonnes en 1982.

Cette chute s'explique essentiellement par l'arrêt de la mine de Largentière (Ardèche), arrivée au terme de sa durée de vie et qui a été fermée après neuf mois d'occupation par une partie du personnel local. Toutefois, la production de plomb est restée stable dans les autres pays où se trouvent des mines de la société Penarroya (Espagne, Italie, Brésil, Pérou), et la production totale de concentré de plomb a atteint 58 475 tonnes l'année dernière contre 61 420 tonnes lors du précédent exercice.

Dans le même temps, la production de métal brut (France et étranger) représentait de 273 362 à 257 782 tonnes en 1983, tandis que les demi-produits ne variaient guère d'un exercice à l'autre : 22 740 tonnes (contre 22 395 en 1982) pour les ouvrages de plomb, mais 64 375 tonnes (contre 79 710) pour les oxydes de plomb.

Pour le zinc, la production de Penarroya en métal contenu dans les concentrés a progressé en 1983 pour se hisser à 87 716 tonnes (contre 75 386 tonnes), dont 34 184 tonnes (contre 37 022 tonnes) en France, tandis que la production de métal brut représentait légèrement : 194 471 tonnes contre 197 002 tonnes en 1982. Quant aux demi-produits, leur production (Italie seulement) est tombée en chute libre à 271 tonnes (contre 3 273 tonnes en 1982). Pour les zincs ouvrés, les oxydes et poussières de zinc (Italie également) elle a représenté 8 739 tonnes contre 8 935 tonnes durant l'exercice précédent.

En termes financiers, le groupe Penarroya, qui, outre le plomb et le zinc, est également présent dans d'autres secteurs d'activité (cuivre, argent, or, germanium, antimoine, indium, ainsi que dans la céramique, les granites, le marbre et les abrasifs), a réalisé en 1983 un chiffre d'affaires consolidé de 4,42 milliards de francs contre 3,95 milliards en 1982. Mais, dans le même temps, l'exercice s'est achevé sur une perte consolidée de 160 millions de francs, qui venait s'ajouter à celle - également consolidée - de 482 millions de l'exercice précédent.

Rigueur

« Une année très difficile qui succédait elle-même à une année 1982 lourdement déficitaire », résume le président de Penarroya, M. Bernard de Villémagne, mettant aussi l'accent sur le « programme de rigueur » destiné à remédier à la situation et qui était axé « sur la concentration des moyens de production, ce qui impliquait la réduction des investissements, la fermeture de certaines installations en France et à l'étranger et la diminution des effectifs (huit mille personnes à travers le monde) dans le cadre des diverses procédures développées en France ».

Très prudent dans ses perspectives pour l'année en cours, M. de Villémagne évoque cependant la reprise intervenue au début de 1984 aux États-Unis et dans certains pays d'Europe pour pronostiquer « un résultat proche de l'équilibre » pour Penarroya au premier semestre et un résultat consolidé « positif » pour le groupe.

La rigueur est-elle définitivement tirée d'affaire ? Dans l'immédiat, Penarroya se contentera de « consolider au deuxième semestre le rétablissement amorcé ». Cela apparaît déjà comme un progrès appréciable par rapport à l'année grise » que fut 1983 pour les entreprises françaises de ce secteur d'activité, si l'on en croit le rapport annuel de la Fédération des chambres syndicales des minerais et des métaux non ferreux. Faisant état d'un marché national stationnaire, si non en retrait, cette dernière constatait toutefois que la majorité des firmes françaises de cette branche avaient pu améliorer leurs résultats par rapport à 1982, qui avait été « une année particulièrement sombre ».

S.M.

MATIÈRES PREMIÈRES

place : la production de plomb minier tend à devenir plus compétitive que la production de plomb recyclé. Le minerai est aujourd'hui dans une meilleure position que les déchets, alors que précédemment les rôles étaient inversés.

Il faut signaler, à ce sujet, le rôle joué par la récupération et son débouché - le plomb de seconde fusion - à laquelle participent de nombreux « collecteurs » (ferailleurs), et qui a permis, par exemple, d'atteindre une production de 60 000 tonnes de plomb de récupération en 1983.

Au chapitre du zinc, M. Germain est plus catégorique : à l'image de l'aluminium, le zinc a effectué « une spectaculaire rentrée » sur le marché, affirmant-il, due à une croissance de 7,4 % de la consommation du monde occidental en 1983, alors que les exportations vers la Chine (200 000 tonnes, le double de l'année précédente) étaient d'un précieux secours. Pour le futur, la consommation devrait croître de 1,6 % par an en moyenne (voire 4 % en 1984), un rythme réparti « de façon très uniforme tant aux États-Unis qu'au Japon ».

Cette évolution n'empêche pas les industriels de se préoccuper, dès à présent, de toutes les nouvelles utilisations susceptibles de conforter la demande. Il s'agit, par exemple, de la double galvanisation anticorrosion à base de zinc - que commence à appliquer l'industrie automobile (pour les carcasses de voitures) ou le bâtiment (toitures). Pour le plomb, il s'agit des essais d'incorporation à l'asphalte pour renforcer sa résistance ou, dans un autre domaine, de la protection des sujets exposés aux radiations (radiologie, centrales nucléaires). Autant de débouchés possibles, mais qui restent encore très marginaux, en termes de production, en attendant un éventuel développement de leurs applications industrielles.

SERGE MARTI.

nous échangeons vos FACTURES contre de L'ARGENT FRAIS !

L'argent "frais" est aussi indispensable à la croissance des entreprises que le second souffle au coureur de fond. Une entreprise moyenne, surtout s'il s'agit d'une entreprise de main d'œuvre doit en effet, régler comptant les salaires, les charges sociales, etc... Ces paiements qu'aux États-Unis par exemple, le facteur, que les Français appellent affectueux, est considéré comme l'une des composantes essentielles du financement des entreprises.

Voire argent dans les 48 heures

La Banque Sofirec occupe une place privilégiée sur le marché français de l'affacturage. Sofirec échange les factures émises par ses adhérents contre de l'argent "frais" disponible dans un délai de 48 heures. Sofirec leur remet soit un chèque, soit un billet à ordre escomptable auprès de leur banquier.

Le volume du financement accordé tient compte des besoins réels des entreprises et n'est pas limitatif. Sofirec laisse son client libre du choix des créances à financer.

Gestion "à la carte" de votre facturation

Sofirec accepte de gérer à la carte le portefeuille des entreprises qui lui font confiance. Ses adhérents peuvent donc confier à Sofirec les seuls clients correspondant à leurs besoins.

Sofirec assure pour eux les relances, le recouvrement et l'imputation des règlements.

Assurance de vos créances

Sofirec garantit le paiement des créances qui lui sont confiées et assure tous les risques d'impayés liés à une mauvaise situation financière des débiteurs.

Le Club Sofirec

Le Club Sofirec est ouvert à tous nos clients. En plus de certaines informations économiques et commerciales, le Club Sofirec offre à ses adhérents une assistance juridique et comptable : Sofirec leur offre en particulier un diagnostic annuel, réalisé gratuitement par un audit spécialisé. Le Club propose aussi à ses membres, dont il est le lien essentiel, des contacts et des rencontres amicales susceptibles de favoriser le développement de leurs entreprises.

Pour recevoir, sans engagement, le Dossier Spécial "Affacturage Sofirec", écrivez à :

SOFIREC
PARIS 9^e, 16, rue d'Aqueduc 75017 Paris
MARSEILLE 24, rue F. Dorey 13231 CROIX D.
Tél. (01) 54.92.76

COTES sur le marché...
L'industrialisation des métaux ferreux, le cuivre, le zinc, le plomb et le zinc sont...
Matières premières...
Des...

Plomb : la chute

Le choc pétrolier de 1973 a entraîné une chute des prix du plomb. Les prix de revient ont augmenté et les prix de vente ont baissé. Les exportations de plomb ont diminué. Les stocks ont augmenté. Les prix ont baissé.

Après l'accès de la France au cours de l'année 1979, les prix du plomb ont baissé. Les exportations de plomb ont diminué. Les stocks ont augmenté. Les prix ont baissé.

Le plomb se trouve dans les mines de plomb et de zinc. Les mines de plomb et de zinc sont exploitées en France, en Espagne, en Italie, en République fédérale d'Allemagne, au Brésil et au Pérou.

Zinc : une remontée

Beaucoup plus...
Le zinc est un métal précieux. Il est utilisé dans l'industrie, dans l'agriculture, dans la médecine, dans l'art, dans la science, dans la technologie, dans la culture, dans la religion, dans la philosophie, dans la politique, dans l'économie, dans la société, dans la famille, dans la vie, dans la mort, dans l'éternité.

En 1983, les prix du zinc ont baissé. Les exportations de zinc ont diminué. Les stocks ont augmenté. Les prix ont baissé.

Bibliographie

- LE PLOMB, Marc L... 120 pages (1984), PUF, 1974
- LE MARCHÉ MONDIAL DU PLOMB, Banque Sofirec, 1982, 40 pages (14, rue d'Aqueduc, 75017 Paris).
- LE ZINC, Jacques Duchesne, 1983, 128 pages (1983), PUF, 1974
- LE MARCHÉ MONDIAL DU ZINC, Banque Sofirec, 1981, 38 pages (1981), PUF, 1974
- GÉOGRAPHIE DES MATIÈRES PREMIÈRES MINÉRALES, Jean-Olivier L..., 1981, 238 pages (1981), PUF, 1974
- GÉOPOLITIQUE DES RESSOURCES MINÉRALES, Pierre-Noël Grand, Economica, 1983, 250 pages, 250 francs.

Cette enquête a été réalisée au Pérou par Nicole Bonnet, en Allemagne fédérale par Henri de Bresson, en Belgique par Philippe Lemaître, en France par Serge Marti et en Italie par Philippe Pons. Documentation : Chantal Dumoyer.

سكرا من الاموال

MATIERES PREMIERES Penarroja

« Les tiers de la production de plomb mondial tend à devenir plus compliquée que la production de plomb recuite. Le minerai est aujourd'hui dans une meilleure position que les déchets, alors que précédemment les deux étaient inversés ».

Il faut signaler, à ce sujet, le rôle joué par la récupération et son développement - à la fois de seconde main (recyclage) et de première main (mines) - qui a permis, par exemple, d'atteindre une production de 80 000 tonnes de plomb de récupération en 1983.

Au chapitre du zinc, M. Gervais Jean est plus catégorique à l'égard de l'aluminium, qui a vu sa production augmenter de 10 % en 1983, alors que les exportations ont diminué de 100 000 tonnes, le double de l'année précédente. Pour le zinc, la consommation devrait croître de 1,6 % par an en moyenne jusqu'en 1993. Un peu moins, car le zinc est très utilisé dans les industries chimiques et les plastiques.

Cette évolution n'empêche pas les industriels de se préoccuper de la production de zinc, car la demande mondiale est en constante augmentation. La double croissance (production et consommation) est une bonne nouvelle pour les producteurs de zinc, mais elle est aussi une source de préoccupation pour les consommateurs de zinc, car elle entraîne une augmentation des prix.

Le plomb se trouve ainsi ramené à son plus bas niveau historique - en moyenne constante - depuis 1973, font remarquer les professionnels, particulièrement préoccupés par la dégradation effectuée en quatre ans sur le marché international. D'une année sur l'autre, la consommation progresse très faiblement (2 à 3 %, voire 1 % seulement en 1983), et l'absence de débouchés nouveaux importants pour le plomb explique que les cours se maintiennent actuellement « dans une zone très basse ».

Le plomb se trouve ainsi ramené à son plus bas niveau historique - en moyenne constante - depuis 1973, font remarquer les professionnels, particulièrement préoccupés par la dégradation effectuée en quatre ans sur le marché international. D'une année sur l'autre, la consommation progresse très faiblement (2 à 3 %, voire 1 % seulement en 1983), et l'absence de débouchés nouveaux importants pour le plomb explique que les cours se maintiennent actuellement « dans une zone très basse ».

SERGE MARTI

NOUS échangeons vos FACTURES contre de L'ARGENT FRAIS !

Le papier monnaie est le plus sûr des moyens de paiement. Mais il est aussi le plus facile à falsifier. C'est pourquoi nous vous proposons de nous envoyer vos factures et de nous en faire un bon papier monnaie. Nous vous le rendrons sous 48 heures, et vous aurez ainsi un argent frais et sûr.

Notre argent dans les 48 heures. Le papier monnaie est le plus sûr des moyens de paiement. Mais il est aussi le plus facile à falsifier. C'est pourquoi nous vous proposons de nous envoyer vos factures et de nous en faire un bon papier monnaie. Nous vous le rendrons sous 48 heures, et vous aurez ainsi un argent frais et sûr.

Gestion « à la carte » de votre facturation. SoFirec vous propose une gestion de votre facturation « à la carte ». Vous choisissez les services que vous souhaitez et vous payez ce que vous voulez. C'est simple et efficace.

Assurance de vos créances. SoFirec vous propose une assurance de vos créances. Vous nous envoyez vos factures et nous vous garantissons le paiement. C'est sûr et solide.

Le Club SoFirec. Le Club SoFirec est un club de professionnels de la facturation. Nous nous réunissons régulièrement pour échanger nos expériences et nos idées. C'est une excellente occasion de se faire connaître et de développer son activité.

SoFirec. SoFirec est une société spécialisée dans la gestion de la facturation. Nous vous proposons des services innovants et efficaces. Contactez-nous dès maintenant.

MATIERES PREMIERES Des cours en dents de scie

COTÉS sur le marché à terme londonien des métaux non ferreux, le célèbre London Metal Exchange (LME) - aux côtés du cuivre, de l'étain, de l'argent, de l'aluminium et du nickel - le plomb et le zinc sont négociés au comptant et pour un terme de trois mois au cours de deux séances quotidiennes (l'une le matin et l'autre l'après-midi, seule celle du matin donnant lieu à publication de cours officiels). Traqués sous la forme de contrats de 25 tonnes, ces deux métaux ont donné lieu, en dix ans, à des courbes de prix sensiblement différentes.

Le choc pétrolier de 1973 et le quadruplement des prix du brut qui en est résulté ont lourdement pesé sur les prix de revient au niveau de l'extraction et du traitement des minerais de plomb. Les cours du métal s'en sont ressentis dans un premier temps, avant de se redresser lentement, à l'instar des autres métaux non ferreux, jusqu'en mars 1977.

Après l'accès de faiblesse constaté au cours de l'année 1978, le cours du plomb pratiqué au LME - ce prix sert de base surtout pour l'établissement d'une moyenne mensuelle destinée à la fixation des prix européens des producteurs - s'est embellé jusqu'à atteindre le niveau record de 650 livres sterling en juin 1979, en raison de la forte demande de l'industrie automobile, qui utilise le plomb pour ses batteries (50 % de la consommation). Mais la chute a été aussi brutale que la course au sommet, et, en 1981, le métal retombait à 300 livres pour fluctuer depuis, de part et d'autre de cette moyenne - mais faiblement tout de même - puisqu'il se traitait à 307 livres à la mi-septembre dans la City.

Le plomb se trouve ainsi ramené à son plus bas niveau historique - en moyenne constante - depuis 1973, font remarquer les professionnels, particulièrement préoccupés par la dégradation effectuée en quatre ans sur le marché international. D'une année sur l'autre, la consommation progresse très faiblement (2 à 3 %, voire 1 % seulement en 1983), et l'absence de débouchés nouveaux importants pour le plomb explique que les cours se maintiennent actuellement « dans une zone très basse ».

Le plomb se trouve ainsi ramené à son plus bas niveau historique - en moyenne constante - depuis 1973, font remarquer les professionnels, particulièrement préoccupés par la dégradation effectuée en quatre ans sur le marché international. D'une année sur l'autre, la consommation progresse très faiblement (2 à 3 %, voire 1 % seulement en 1983), et l'absence de débouchés nouveaux importants pour le plomb explique que les cours se maintiennent actuellement « dans une zone très basse ».

SERGE MARTI

Plomb : la chute Zinc : une remontée

Beaucoup plus « lissée » que celle du plomb, la courbe des cours du zinc est surtout marquée par le plus haut niveau de 875 livres sterling atteint en mai 1974, année record de la production automobile mondiale, grosse consommatrice de tôles galvanisées. Il y a eu ensuite une longue période de baisse au moins aussi brutale que sur le plomb, suivie d'une pause de plusieurs années pendant lesquelles les cours ont fluctué entre 300 et 450 livres.

En 1983, les prix du zinc ont opéré un redressement de 42 %, passant de 420 livres début janvier à 598 livres à la fin de l'année, soit une moyenne annuelle de 506 livres contre 425 livres en 1982. A l'inverse du plomb, on assiste sur le zinc à une légère remontée des cours, notamment sur le prix producteur européen, passé de 850 à 1 090 dollars en quelques mois, soit un niveau sa-

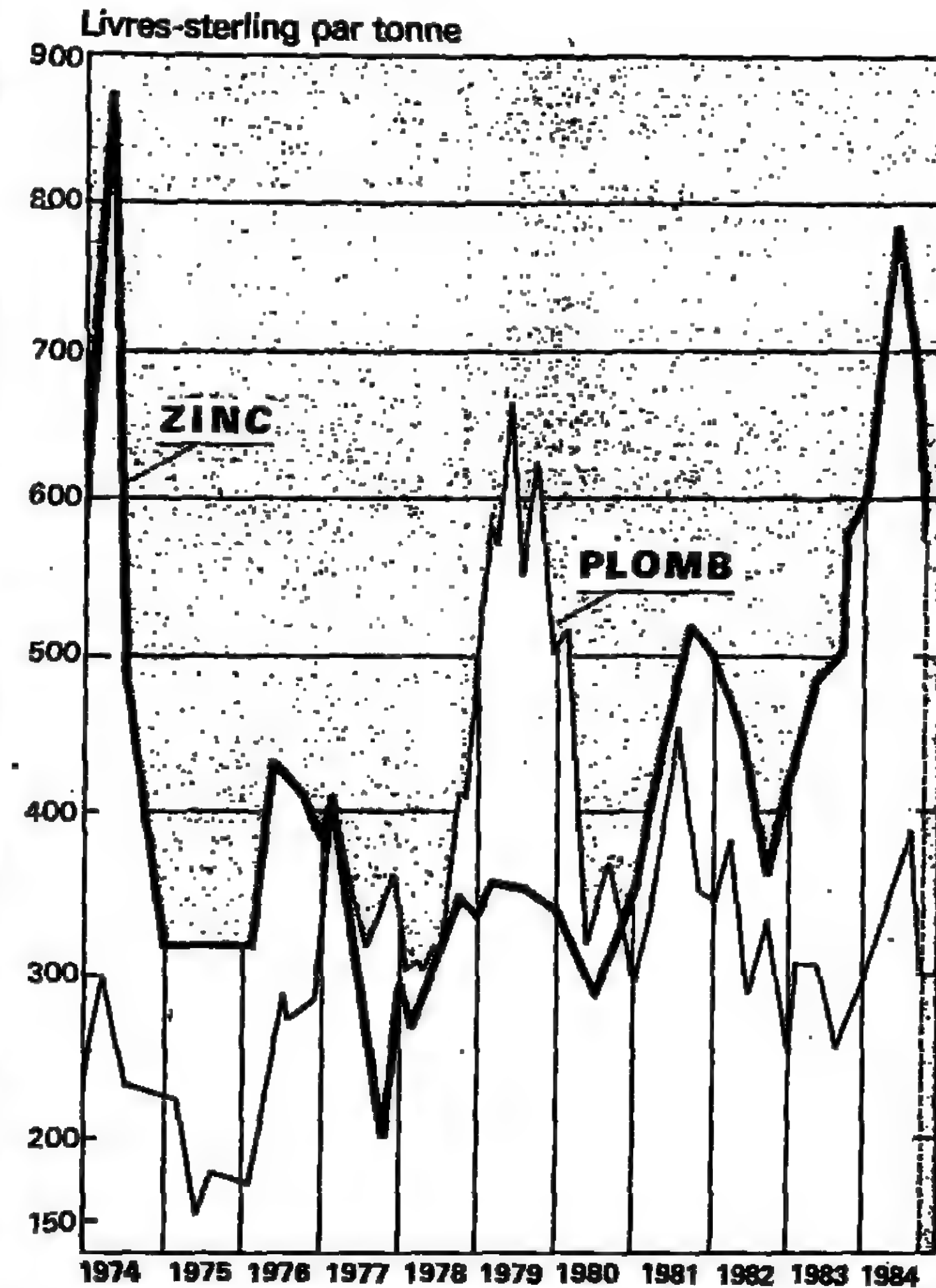
lérieur à celui pratiqué - en livres sterling - sur le LME.

Par ailleurs, la réduction des stocks durant le premier semestre 1984 a contribué à conforter les cours, tandis que certaines compagnies annonçaient une réduction de leur production. C'est notamment le cas de Penarroja, qui a décidé de réduire de 10 %, « sur les prochains mois », la production de son usine de Douai (80 000 tonnes en 1983). L'Asturienne des mines étant également convenue de réduire de 1 000 tonnes par an sa production en France.

S. M.

Le poids des pays industrialisés

Le poids des pays industrialisés



Le poids des pays industrialisés

PLOMB

PRODUCTION DE MINÉRAI	PRODUCTION DE RAFFINÉ	CONSOMMATION DE RAFFINÉ			
URSS	580	URSS	964	URSS	1 135
Australie	477	URSS	808	URSS	885
Canada	256	Allemagne fédérale	353	Japon	360
Pérou	205	Grande-Bretagne	322	Allemagne fédérale	318
Mexique	182	Japon	312	Grande-Bretagne	293
Chine	160	Canada	242	Inde	229
Yugoslavie	114	Australie	223	Chine	196
Inde	97	France	198	France	195
Belgique	95	Chine	195	Yugoslavie	133
		Mexique	177	Belgique	117
(Moyenne 3591)	(Moyenne 5288)	(Moyenne 5285)			

ZINC

PRODUCTION DE MINÉRAI	PRODUCTION DE RAFFINÉ	CONSOMMATION DE RAFFINÉ			
Canada	1 870	URSS	1 060	URSS	1 050
URSS	1 025	Japon	701	URSS	934
Australie	695	Canada	617	Japon	771
Pérou	553	Allemagne fédérale	356	Allemagne fédérale	446
URSS	293	URSS	385	Chine	380
Mexique	275	Australie	303	France	271
Japon	256	Belgique-Luxembourg	263	Inde	268
URSS	203	France	230	Grande-Bretagne	241
URSS	189	Espagne	190	Belgique-Luxembourg	186
URSS	186	Pays-Bas	188	Canada	144
(Moyenne 6498)	(Moyenne 6383)	(Moyenne 6364)			

SOURCE : annuaire Minéraux pour l'année 1983 (en milliers de tonnes de métal)

SOURCE : annuaire Minemet pour l'année 1983 (en milliers de tonnes de métal)



Saturnisme...

QUE l'exposition au plomb soit toxique pour l'ensemble humain ne fait aucun doute. Le phénomène est connu depuis l'Antiquité. Aujourd'hui, plus que d'une intoxication aiguë au plomb ou saturnisme, il s'agit de la définition d'un seuil médicalement acceptable chez des sujets de plus en plus imprégnés.

L'être humain assimile le plomb principalement au niveau des poumons et du tube digestif. Le métal entre alors dans la circulation sanguine, puis se répartit dans différents endroits du corps. Dans le sang, il est lié aux globules rouges ; ailleurs, on le retrouve le plus souvent dans les os ou dans les dents, qui retiennent 90 % du métal contenu dans l'organisme. Il est naturellement éliminé par les urines et peut franchir la barrière que constitue chez la femme enceinte le placenta.

Une exposition prolongée à ce métal lourd peut être toxique à différents niveaux : sanguin (anémie), nerveux (altérations du comportement, déficit intellectuel) et rénal. Certaines études ont aussi fait état de troubles de la fertilité chez des sujets exposés et d'un possible pouvoir cancérogène du plomb. Les tableaux cliniques du saturnisme sont nombreux et variés : les

principales manifestations sont digestives (coliques de plomb), hématologiques (anémie) ou nerveuses (encéphalopathies et polyneuropathies).

Le traitement de l'intoxication consiste à « nettoyer » l'organisme par la méthode chimique. Mis à part les intoxications aiguës, la principale question porte sur les limites pouvant être considérées comme « acceptables ». L'imprégnation est en effet de plus en plus importante tant dans les zones industrialisées que dans les régions rurales (1). Une étude américaine de 1978, fondée sur l'analyse des dents de lait perdus par des enfants apparemment normaux, a établi une inquiétante corrélation entre l'importance des troubles du comportement et le taux de plomb des dents.

« Il existe dans le monde des régions où la concentration sanguine au plomb de la population est élevée », estime un rapport de l'Organisation mondiale de la santé, qui les limites de sécurité recommandées sont dépassées chez une certaine proportion des sujets. Ces constatations sont a priori suffisamment graves pour justifier une confirmation scientifique et des décisions urgentes des autorités de la santé publique.

JEAN-YVES NAU.

... et antistress

F AUT-IL accorder une attention particulière au rôle du zinc en matière de santé ? La question paraîtrait étrange, si ne se développait outre-Atlantique une curieuse préoccupation vis-à-vis de ce métal et de son rôle antistress sous forme notamment de gélules rouges et noires (Le Monde du 5 septembre).

Une récente étude publiée dans le Journal of American Medical Association (JAMA) du 10 août apporte toutefois une première conclusion. Des chercheurs américains viennent, en effet, d'établir... l'absence de

corrélation entre la consommation de zinc et le taux de graisses présentes dans le sang (cholestérol et triglycérides).

Cette constatation a été effectuée après une étude en double aveugle menée chez quarante-quatre personnes, sportives et sédentaires. Elle vient contredire certaines affirmations tendant à établir un lien entre la consommation de zinc et l'abaissement du taux sanguin de certains lipides et, partant, le risque de maladies cardiovasculaires.

(1) Le Monde Aujourd'hui, du 27-28 mai, a consacré un dossier à l'essence du plomb.

TEF 84

un guide économique et social de présentation claire aux utilisations multiples de prix modique

TABLEAUX DE L'ECONOMIE FRANÇAISE

Des données essentielles qui résument la vie économique, démographique et sociale de la France.

Volume broché format 16 x 24 cm 184 pages - 32 F

INFORMATION, VENTE pour Paris : à l'observatoire économique de Paris, Tour gamma A, 195, rue de Bercy 75582 Paris Cedex 12. Pour la province : dans les observatoires économiques régionaux de l'INSEE et chez les libraires spécialisés.

INSEE Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques

Au Grand Palais à Paris du 20 Septembre au 7 Octobre 1984

La XII^e Biennale internationale des Antiquaires

avec la Haute Joaillerie de France

Ouvert tous les jours de 11 h à 23 h et le dimanche de 10 h à 20 h métro Champs-Élysées-Clémenceau

Un rhétoricien hanté

Une poésie métaphysique

LIBERT HUN

La fluidité de Simon Rattle

chambre. Le changement de dimension crée parfois un sentiment de maladresse, alors qu'il y a qu'une inadaptation de l'écriture à l'orchestre. Par ailleurs, l'instrumentation, très remarquable mais tout de même plus analytique, moins poétique et romantique que celle de Brahms, dénonce parfois une certaine ostentation.

JACQUES LONCHAMPT.

(1) Citons parmi les plus frappants la *Dixième Symphonie*, de Mahler (version D. Cooke, S 5206), la *Messe glagolitique*, Janacek (069-07597), les *Sépts chœurs capitulux*, de Brecht/Weill (59-07698), le *War Requiem*, de Britten (107-7573), la *Cinquième symphonie* et la *Chevauchée nocturne*, de Sibelius (069-07586),

Le fauvisme des Provençaux

JEAN-MARIE DUNOYER.
★ Saint-Tropez, musée de l'Annonciade. Jusqu'au 1^{er} octobre.

Les mélodies intérieures

هكذا من الاصل

SPECTACLES

LA FEMME D'A COTE (R.) : Claf 15
Première, 19 (239-42-75).

RENÉTE-SUR-COUR (A., v.a.) : Redif
Quartier latin, 5 (326-84-65).

LA VILLE DE RYAN (A., v.a.) : UGC
Marbief, 8 (576-94-95) ; Espace Galté,
14 (327-95-94).

FRANKENSTEIN JUNIOR (A., v.a.) :
Studio Bertrand, 7 (783-44-56) ; Rialto,
19 (607-87-61).

TRITZ - THE CAT (A., v.a.) : Champ-
Ecole, 5 (354-20-12).

GELDA (A., v.a.) : Olympia Luxembourg,
6 (633-97-77).

HALLELUYAH (A., v.a.) : Penthée, 9
(354-15-04).

L'HERITIER (A., v.a.) : Redif Quartier
latin, 5 (326-84-65) ; Mac-Molain, 17
(380-24-31).

HIROSHIMA MON AMOUR (R.) :
Moulin, 1 (260-43-99).

**LE HOMME AU COMPLET BLANC
(A., v.a.)** : Action Ecole, 5 (325-
72-07).

**L'HOMME QUI EN SAVAIT TROP
(A., v.a.)** : Saint-Michel, 5 (326-79-17).

**IL ÉTAIT UNE FOIS DANS L'OUEST
(A., v.a.)** : Capri, 2 (308-11-69).

JESUS DE NAZARETH (R.) : Grand
Parade, 15 (554-46-85).

LAWRENCE PARABIE (A., v.a.) :
Rue Saint-Jacques, 16 (288-44-44).

**LA LEGENDE DU GRAND JUDO
(Jap., v.a.)** : République Cinéma, 11
(805-51-33).

LIQUID SKY (A., v.a.) : Cinéma,
6 (633-10-42).

LA MAIN AU COLLET (A., v.a.) : Gai-
ment Halls, 1 (297-49-70) ; Saint-
Michel, 5 (326-79-17) ; Bienvenue-
Montparnasse, 15 (344-25-02) ;
Gaiement-Ambassade, 9 (359-19-08).

MAIS QUI A TUÉ HARRY ? (A., v.a.) :
Logos, 5 (34-42-34).

MEAN STREETS (A., v.a.) : Studio
Bertrand, 7 (783-44-56) ; Boite à Film,
17 (622-44-21).

METROPOLIS (AL.) : Forum, 1 (297-
53-74) ; Saint-Germain Hachette, 5
(635-63-50) ; Trévise, 6 (232-57-97) ;
Elysée Lézards, 9 (359-36-14).

**MEURTRE D'UN BOOKMAKER
CHINOIS (en-LE BAL DES VAU-
RIENS) (A., v.a.)** : 14-Juillet Parcine,
6 (326-36-00).

LA MOUCHE NOIRE (A., v.a.) : Rialto,
19 (607-87-61).

L'OMBRE D'UN DOUTE (A., v.a.) :
Action Christian, 6 (329-11-30) ; Action
La Fayette, 9 (329-75-38).

PANIQUE A NEEDLE PARK (A., v.a.) :
Espace Galté, 14 (327-95-94).

**LE PIGEON D'HOLD-UP A LA MIRA-
NAISE (R., v.a.)** : Logos 1, 5 (354-
42-34).

**ELUS FORT QUE LE DIABLE (A.,
v.a.)** : Action Christian, 6 (329-11-30).

**LA POURSUITE IMPOSSIBLE (A.,
v.a.)** : Champ, 5 (354-51-60).

RASHOMON (Jap., v.a.) : Saint-
Lambert, 19 (532-91-68).

LE RETOUR DU JEDI (A., v.a.) :
Essential, 13 (307-28-04).

RUE CASEY NEKES (R.) : Saint-
Ambroise, 11 (700-89-10) ; Grand
Parade, 15 (554-46-85) ; Rialto, 19
(607-87-61).

LE SALON DE MUSIQUE (Ind., v.a.) :
Bompard, 6 (325-12-13).

LA SOIF DU MAL (A., v.a.) : Olympia
Saint-Germain, 6 (222-87-23).

SUEURS FROIDES (A., v.a.) : Logos 2,
5 (354-42-34).

TAXI PRIVÉ (A., v.a.) : Boite à
Film, 17 (622-44-21).

THE ROSE (A., v.a.) : Châlet Victoria,
1 (508-94-14).

THE SERVANT (A., v.a.) : Champ, 5
(354-51-60).

LA TRACE (R.) : Lescarier, 6 (544-
57-34).

TRISTANA (R., R., Esp.) : Olympia
Entreprise, 14 (545-35-38).

TUEURS A GAGES (A., v.a.) : Action
Christine, 6 (329-11-30).

**TYORA LA CLUSE ET LE FEU (A.,
v.a.)** : Club de l'Étoile, 17 (380-42-05).

UNE ÉTOILE EST NÉE (A., v.a.) : vers.
Int., 1 (508-94-14).

VICTOR VICTORIA (A., v.a.) : Épée de
bas, 5 (357-57-47).

**LA VIE CRIMINELLE D'ARCHIBALD
DE LA CRUZ (Mex., v.a.)** : Saint-
Sébastien, 5 (354-50-91).

WEST SIDE STORY (A., v.a.) : Balzac,
8 (561-10-40).

ZARISKI POINT (A., v.a.) : Studio
Médica, 5 (633-25-97).

DEPART 26 SEPTEMBRE

UNE GRANDE HISTOIRE D'AMOUR...
UN SOUFFLE D'AVEVENTURE
MIOU-MIOU / SOUCHON



MIOU-MIOU - ALAIN SOUCHON - LE VOL DU SPHINX - un film de LAURENT FERRIER
Scénario et dialogues : ALAIN SOUCHON - LAURENT FERRIER
Réalisation : LAURENT FERRIER
FRANÇOIS PERCI - STEPHANE BOUTY - ROBERT REDUCI

MERCREDI
sélectionné par la FONDATION APPLE

GABRIELLE LAZURE CHRISTOPHE MALAVALY PIERRE LOUP RAOUL
CLAUDE BRASSEUR MARLENE JOBERT ANNE GIRARDOT - PHILIPPE NOIRET



ANALYSE
ARIEL ZEITOUN
Réalisation : DANIEL SAINT-AMANT - ARIEL ZEITOUN
Scénario : DANIEL SAINT-AMANT - ARIEL ZEITOUN
JEAN BENGUITO MICHEL VASTON JEAN CLAUDE DAUPHIN PHILIPPE LUDOVICH

COMMUNICATION

Première
« chaîne institutionnelle »

SACILOR LANCE UNE TÉLÉVISION EN LORRAINE

Quatre jours seulement après la décision de Sacilor d'être chargé des techniques de la communication, la télévision institutionnelle, ce nouvel espace audiovisuel ouvert aux entreprises et aux administrations, enregistre sa première candidature. Et non des moindres, puisque le groupe Sacilor envisage six heures d'émissions quotidiennes destinées à tous les publics, sur les antennes de FR 3-Lorraine. Le groupe industriel appelle les entreprises concernées par la réindustrialisation de cette région à constituer une société de programmation — une véritable chaîne locale — qui louera le réseau, définira les programmes et lancera des appels d'offres aux sociétés de production. Sacilor a obtenu l'accord de principe du gouvernement et de FR 3 ; il a déjà contacté une dizaine d'entreprises intéressées.

Publicité, agence de Sacilor pour sa communication institutionnelle, a monté le projet, mais la structure reste ouverte aux autres sociétés publicitaires. L'investissement pour faire pour une première année d'expérience est évalué à environ une trentaine de millions de francs.

L'annonce est spectaculaire mais elle soulève bien des questions. Quel sera le contenu de cette télévision commanditée par des entreprises ? Pourquoi un tel investissement dans une région dont le problème prioritaire est celui de l'emploi ? Pour les responsables de Sacilor il ne s'agit ni de publicité ni de cinéma. La télévision des entreprises doit servir directement leurs objectifs : le redéploiement industriel, la reconversion des salariés, la création de PME et PMI. La Lorraine bénéficie déjà de mesures d'exception pour réussir cette mutation, mais il conviendrait d'insuffler tout l'effort de la sidérurgie a été vécu comme un traumatisme social. On ne passe pas facilement d'un univers monocentré, façonné au dix-neuvième siècle par un empire industriel, aux structures éclatées de l'activité économique de pointe.

Télé trottoir

Encore faut-il que cette télévision soit regardée. Jusqu'à présent les entreprises n'ont guère l'habitude de la communication audiovisuelle vers un large public. Chez Publicis, on a déjà mobilisé les créateurs publicitaires sur cette nouvelle tâche. Le groupe a créé, il y a deux mois, Constellation, un groupement d'intérêt économique de différentes agences, destiné à satisfaire aux nouveaux domaines de la communication publicitaire. « Si l'on est capable de déployer de la créativité pour vendre en trente secondes le produit d'une entreprise, observe M. Léo Schoer, responsable de Constellation, on peut aussi le faire au service de cette entreprise pour faire de la télévision. Il s'agit de parler aux Lorrains de ce qui les concerne directement : la vie et l'avenir de leur région. Il faut imaginer des émissions vivantes, mobilisatrices, jouant de l'interactivité sociale. C'est un peu le vieux rêve de M. Blaise-Blanchet lorsqu'il parle de radio trottoir » (Le Cri de la Liberté, 64. Lattès).

L'initiative de Sacilor n'a pas de précédent en France ni même aux États-Unis où au Japon où s'est pourtant développée une véritable « culture d'entreprise ». Si cette expérience de télévision aboutit, elle traduira des changements profonds dans la légitimité des entreprises au sein de la société française. Qui aurait pu imaginer, il y a quelques années, des entreprises s'essayant à une « révolution culturelle » dans une région où c'étaient les salariés, avec les radios libres — Lorraine-Cœur d'acier et SOS emploi, — qui exploiraient alors les nouveaux espaces de la communication.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

« Un prix Diderot Universalis. — A l'occasion de sa nouvelle édition, Encyclopedia Universalis, voulant célébrer le bicentenaire de la mort de Diderot, père de la grande Encyclopédie, a décidé de créer un prix destiné à consacrer une action ou une œuvre exemplaire en matière de diffusion de la culture. Dès 1985, ce prix doté de 50 000 francs permettra de distinguer l'auteur d'un livre, d'un film, ou d'une œuvre télévisée, voire l'ensemble d'une œuvre.

Lundi 24 septembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 L'avenir du futur.
Emission de J.-P. Hatin.

20 h 40 76666 : Je Cauchemar aux yeux clairs.
De H. Hart, avec T. Mason, M. P. E. Bredon.

Un groupe de chercheurs nous d'une autre planète se posent sur terre. Objectif : recueillir des formes humaines et s'adapter aux habitants. Heureusement, un astrophysicien assiste à l'atterrissage de leur vaisseau et même l'empêche.

LE GUIDE DU FUTUR

de Pierre GUÉNIN (Le Cherche-Midi, éditeur)
Ce qui va changer la vie :
Éducation par ordinateur. Jeune à 80 ans.
Chirurgie du sexe. Parapsychologie.
Cités spatiales. Fin des politiciens, etc.
Commandez le livre à votre librairie, 66 F.

22 h 5 Déjà : Les orphelins de l'univers.
Avec M.M. Elbert Ruyter, astrophysicien, Jean Heidmann, Antoine Leberrier, astronomes, et un candidat, Bernard-Henri Lévy.

23 h 20 Journal.

23 h 40 Cigognant.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 Esquenez-moi au théâtre : le Bonheur à Remorquants.
De J.-C. Briville, mise en scène A. Vostanis, avec C. Collin, J.-L. Miron, M. Cherté, L. Grenil.

Après s'être délectés libre à tous les « libérés » californiens, une jeune femme, de retour dans sa maison natale, s'ennuie la cinquième. Elle rencontre un homme qui succombe à ses charmes et découvre son vrai visage.

22 h 10 Magazine : Plein du théâtre.
De P. Laville, avec Nicole Corval.

Les récentes créations des théâtres privés à Paris : le Théâtre du Soleil-Royal ; le Théâtre de la Colline ; le Théâtre de la Ville.

23 h 10 Journal.

23 h 30 Bonsoir les clips.

TOISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 Cinéma : le Point de non-retour.
Film américain de J. Boorman (1967), avec L. Marvin, A. Dickinson, R. Wyn, C. O'Connor, L. Boehm.

Un inventaire cherché à se venger d'un monde qui lui a volé sa femme, et son bébé. Il se venge en organisant la première d'un spectacle d'un cinéaste anglais formé à la télévision. Les... tentes esthétiques, sophistication pour une plongée au sein de la violence, de la mort. Les... le fait des cinéastes.

22 h 10 Journal.

22 h 35 Théâtre.
Magasin de la mer, de G. Pernoud.

23 h 20 Une bonne nouvelle par jour.
De Brice Lalonde.

Enregistrement (sans entreprise) de ses salariés à leur propre entreprise.

23 h 25 Prétendu à la nuit.
Concert à la S.A.C.E.M. : Quatuor à cordes, de Nigg, par le Quatuor Emeco.

FR 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

17 h 5 L'histoire de France en BD.

17 h 10 Jazz : Festival d'Antibes 1979 : Ray Charles.

17 h 40 Jeu : Chénouen puzzle.

17 h 55 13 minutes avec... Marianne Epin.

18 h 5 Dessin animé : Inspecteur Gadget.

18 h 30 Magazine des sports.

18 h 55 Dessin animé : Boile.

19 h 5 Série : Une colonne à la ciné.

19 h 15 Informations.

19 h 50 Atout PIC.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 L'œuvre de la vie et la mort.
21 h 50 Musique.

22 h 30 Nuits magiques : Paul Celan « Nul ne témoigne pour le vivant ».

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Le temps de jazz : actualités.

21 h 10 Concert : Ficticia Musica nocturna, de Dallapiccola ; Suite lyrique (extraits), de Berg ; Concerto pour piano et orchestre, de Milhaud ; le Survivant de Vassiliev, de Schönberg ; Symphonie n° 4, de Ropartz, par l'Orchestre radio-symphonique de Strasbourg, dir. C. Brück.

23 h 15 Les salons de France-Musique : Moments d'Alceste ; œuvres de Berlioz, Mahler, Ravel, Poulenc.

Mardi 25 septembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

11 h 20 TF1 Vision plus.

11 h 50 La une chez vous.

12 h 10 Feuilleton : Mère le berger.

12 h 30 Variétés : La bouillotte à la mer.
Journal.

13 h 45 A pleine vie.

13 h 50 Série : Les hommes qu'il y aura des hommes (Télé de Karam). 14 h 45 Réponse : Le bébé est une personne (diff. le 19 sept.) ; 15 h 45 Ces chers disparus : Jean Gabin ; 16 h Les chocs du mardi (les antiquaires au Grand Palais) ; 17 h 30 Histoire naturelle (pêche à pied).

18 h 10 Le village dans les nuages.

18 h 30 Magic-hall.

De Gérard Majas.

19 h 15 Émissions régionales.

19 h 40 Cocorocoboy.

20 h 10 Journal.

20 h 30 D'accord pas d'accord (INC).

21 h 35 Série : L'équipe Cousteau en Amazonie. Troisième épisode de l'expédition amazonienne de l'équipe Cousteau, consacré plus particulièrement aux formes de vie sur la terre et en eau douce ; l'impact de la civilisation sur les animaux, des recherches dans le port péruvien de Pucallpa sur un réseau de contrebandiers spécialisés dans les peaux d'animaux. L'un des épisodes les mieux réussis.

21 h 30 Sages.

Magazine scientifique de Michel Treguer.

Les grands organes de la presse scientifique en France : portrait de J. Paulinot ; portrait de O. Baudouin.

22 h 30 Musique : Récital Agnès Balza.

22 h 45 Cinéma de l'époque : L'homme de la semaine, de Rossini ; Le Gouvernement de M. de la Roche de Séville, de Rossini, par A. Balza et l'Orchestre du Théâtre national, dir. Jesus Lopez Cobos.

23 h 10 Journal.

23 h 25 Cigognant.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h 30 ANTOPE.

12 h 10 Journal et météo.

12 h 5 Jeu : L'Académie des peuf.

12 h 45 Journal.

13 h 30 Feuilleton : Les amours des années 50.

13 h 45 Aujourd'hui la vie.

14 h 30 Série : L'homme à l'orthographe.

14 h 40 Réponse : La chaîne aux trésors.

A Las Vegas (diffusé le 23 septembre).

16 h 45 Le journal d'un siècle.

Emission de Louis Bélot.

16 h 50 1884. Un nouveau magazine. Films, photos, documents d'archives, reconstitutions, reportages, commentaires, revue de presse. L'histoire des cent dernières années réactualisée au fil des semaines. Point de départ : 1884, avec ses grands événements politiques, culturels, scientifiques et sociaux. Les événements de ce jour télévisé. Daniel Guichard, Pierre-Jean Remy, André Perrin, Jean-Claude Drouot y participent. Le passé en direct. A ne pas manquer.

17 h 45 Récit d'A 2.

Les dévotions d'Épinal : Yok Yok ; Lulu et Lili ; Les Quat'z'arts ; Sido et Rini ; Terre des bêtes ; C'est chouette.

18 h 30 C'est la vie.

Les rétroclips.

18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.

19 h 15 Émissions régionales.

19 h 40 Le théâtre de Bouvard.

20 h 10 Journal.

20 h 30 D'accord pas d'accord (INC).

21 h 40 Cinéma : Les Aventures du capitaine Wyatt.

Film américain de R. Walsh (1951), avec G. Cooper, M. Aldon, R. Webb, R. T. A. Hammett, R. Barrat.

1940, en Floride. Un officier américain et ses hommes vont faire sauter un fort où sont entreposées des armes destinées aux Séminoles. Au retour, ils sont trahis par les Indiens. Walsh a repris la trame de son film de guerre, Aventures en Birmanie (1945), pour une expédition et une poursuite passionnantes, tournées dans les Everglades.

22 h 25 Mardi cinéma.

Avec Miou-Miou, Marlene Jobert et Alain Souchon.

23 h 30 Journal.

23 h 50 Bonsoir les clips.

TOISIÈME CHAÎNE : FR 3

17 h 15 Télévision régionale.

Programmes autonomes des douze régions.

19 h 55 Dessin animé : Inspecteur Gadget.

20 h 5 Les jeux.

20 h 30 D'accord pas d'accord (INC).

21 h 35 Cinéma : Nestor Burma, détective de choc.

Film français de J.-L. Misch (1981), avec M. Serrault, J. Birkin, G. Marchand, A. Bashung, P. Arditi.

Un détective privé, chargé de surveiller un chanteur de rock, se rend dans le milieu du « show-biz » parisien et des punk. Travail délicate d'un roman de Léo Malet appartenant à la série policière des « Nouveaux mystères de Paris ». Récit personnel de Michel Serrault, qui se rappelle, en rien, Nestor Burma.

22 h 10 Journal.

22 h 35 Espace francophone.

Arts plastiques latins. Une coproduction FR 3-Télévision nationale d'Alti-Institut pour la coopération audiovisuelle francophone. Un reportage sur la peinture, la sculpture, la chorégraphie et l'artisanat en Israël.

23 h 5 Une bonne nouvelle par jour.
De Brice Lalonde.

Babyd (un hôtel pour enfants).

23 h 10 Prétendu à la nuit.
Quatuor à cordes opus 44, de Schumann, par G. Tachino, piano, P. Brice, violon, C. Giordani, violon, B. Pasquier, alto, et P. Bouff, violoncelle.

FR 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

17 h 5 L'histoire de France en BD.

17 h 10 Ciné 16 : Le voyage de Sélim.

18 h 45 Contes des pré et des bois.

18 h 55 Dessin animé : Boile.

19 h 5 Série : Une colonne à la ciné.

19 h 15 Informations.

19 h 50 Atout PIC.

FRANCE-CULTURE

7 h 15 Mathématiques : Promenade à l'Harmas de Fabre.

7 h 30 Revue de presse.

8 h 15 Les chemins de la connaissance : Des odeurs aux parfums ; à 8 h 33, La conquête du pôle Nord ; à 8 h 50, La cité des songes.

9 h 5 La semaine des autres : les livres des autres.

10 h 30 Le texte et la marge : « Le Journal de la mer » (R. Marceyron) ; « Le Dile d'Églon » ou la mauvaise destinée » (C. Pastour).

10 h 50 Musique : black and blue.

12 h 5 Nuits magiques : l'œuvre du bac.

12 h 45 Passions.

13 h 30 Présence des arts : le musée Olivier Brice.

14 h 40 Un livre, des voix : « Le Sphinx », de Guy Crouzet.

14 h 50 Musique : cycle d'orgue (Avignon 84) : Les Années.

16 h 5 Les yeux de la tête : portrait de cire d'A. Breton ; à 16 h 35, Mardisophonie ; à 16 h 45, Moteur ; à 17 h 05, L'autre rive ; à 17 h 40, Terre des merveilles.

18 h 10 Le cri du lionard.

18 h 30 Premières répliques : « Portrait en pied », de Robert Nabholz.

19 h 25 Jazz à l'antenne.

19 h 30 Sciences.

20 h 5 Les enjeux internationaux.

20 h 30 Dialogues : Vouloir apprendre ou devoir apprendre ?

21 h 45 Lectures : « Feintures », de Jean Berthelot.

21 h 50 Musique : Tournées des jeunes musiciens de France.

22 h 30 Nuits magiques : les oreilles d'Amman ou les juifs du pape.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 15 Musique Médié : œuvres de Ruyter, Boitaville.

7 h 10 Actualité du disque.

9 h 5 Le monde des musiciens : Le quatuor à cordes, loi écrite et tradition orale ; œuvres de Haydn, Bach, Monteverdi, Brahms, Beethoven, Mendelssohn.

12 h 5 Concert : des grands interprètes aux jeunes talents ; œuvres de Mozart, Chopin, Liszt, Meisner, Debussy, par Roger Muraro, Yvonne Loriod, piano.

13 h 32 Répertoire contemporains : János Kornács, Edith Lejer, Marius Constant.

14 h 30 Sonate pour piano n° 3 de Beethoven, par C. Arzu.

15 h 15 Drame orléanais : l'œuvre de Brahms, R. Strauss.

17 h 15 France-Musique à Strasbourg : l'imprévu.

18 h 10 Concert.

20 h 15 Premières lignes : œuvres de Wagner, Brahms, par Loto Lohmann, soprano.

21 h 30 Le temps de jazz : portrait d'un jazzman.

21 h 40 Concert : Tourbillons, de Taira ; Concerto pour violoncelle et orchestre en forme de « pas de trois », de Zimmermann, par l'Orchestre philharmonique de Strasbourg, les Percussions de Strasbourg et le chœur d'Ancora, dir. T. Guechbauer, et P. Strach, violoncelle.

23 h 15 Les salons de France-Musique : Jazz-Club (en direct de l'Ange d'Or à Strasbourg).

TRIBUNES ET DÉBATS

LUNDI 24 SEPTEMBRE

— M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'éducation nationale, est l'invité de l'émission « Face au public », sur France-Inter, à 19 h 15.

مكتبة الأمل



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Systèmes flexibles d'usinage : un expert

Pour développer son marché au niveau européen, ce groupe industriel spécialisé dans la construction de machines-outils a décidé d'offrir à ses clients en plus des machines catalogues classiques ce qui se fait de plus en plus en matière de systèmes flexibles d'usinage.

Un service système flexible d'usinage a été créé pour mettre en place tous les éléments techniques nécessaires à cette stratégie de marché. C'est au responsable de ce service, encadrant des équipes d'ingénieurs et d'experts de haut niveau, qu'incombera la mission de concevoir et réaliser ces systèmes en respectant les nécessaires impératifs de coûts, délais et qualité.

Seul un ingénieur très bien formé et expérimenté dans le domaine des automatismes, l'informatique industrielle ou système temps réel, notamment sur microprocesseurs pourra tenir ce poste difficile mais très passionnant. De solides connaissances linguistiques - allemand, anglais - lui seront aussi utiles. Les candidatures seront examinées en toute confidentialité par les consultants du Cabinet CLEAS, sous référence 8456 LM.

CLEAS

6, place de la République Dominicaine 75017 PARIS

MEMBRE DE SYNTec

Jeune ingénieur d'études, Aubagne.

Nous recherchons pour notre département acoustique et détection sous-marine, un jeune ingénieur grande école (Centrale, Compiegne, ISEN...). Il interviendra plus particulièrement dans le domaine des transducteurs. Une connaissance des méthodes de calcul par éléments finis est nécessaire. L'anglais est indispensable et l'allemand sera apprécié.

Il sera basé à Aubagne (13) et quelques déplacements de courte durée liés à l'activité seront à prévoir.

Adresser C.V. + photo et présentations sous réf. 62.061 à Monsieur LOUIT - SINTRA, branche transducteurs - avenue de la Fleuride - Z.I. des Paludes - 13400 AUBAGNE.



SINTRA

DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

INVESTISSEUR INSTITUTIONNEL, filiale d'un groupe français important, nous poursuivons notre politique de développement et créons à notre siège dans l'EST de la FRANCE le poste de

secrétaire général

Vous prenez en charge les questions juridiques et fiscales, le contentieux, les assurances, la gestion du personnel (400 p.), participez à la négociation et à la rédaction des protocoles d'accord. De façon plus large, vous assistez la direction générale dans l'animation des différentes sociétés du groupe et êtes associé à la réflexion stratégique.

Notre consultant, Mme M.C. TESSIER, vous remercie de lui écrire (réf. 4565 LM).



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTec

un directeur de comptabilité et de contrôle de gestion

Les compétences requises pour ce poste important sont les suivantes :

• Formation grande école commerciale (HEC - ESSEC - ESCP, etc...) + spécialisation en comptabilité et finance (diplôme DECS).

• Expérience de plusieurs années en poste de responsabilité dans les domaines précités avec si possible 1 à 2 ans de pratique d'audit dans une société industrielle.

• Bonne connaissance de la fiscalité d'entreprise.

• Bonne connaissance du traitement informatique et réel intérêt pour celui-ci.

L'intéressé aura pour mission de diriger l'ensemble des services de comptabilité et de gestion analytique et budgétaire de la société.

Dans l'exercice de sa mission, alliant l'esprit de progrès à celui de rigueur, il devra être capable de se remettre constamment en question de façon à promouvoir une gestion dynamique, adaptée et efficace.

Adresser lettre manuscrite, C.V. photo et présentations sous réf. 50846 à PROJETS 12 rue des Pyramides 75001 Paris qui transmettra en toute discrétion.

Association Centres sociaux et culturels LORIENT - recrute

DIRECTEUR

(OEEA + expérience) pour Coordination - Gestion de l'Association (9 équipements 30 permanents + vacataires) Grille attachée ci-jointe. Renseignements et candidatures à ACSC, Mairie, 58100 LORIENT sv. le 10-10-84.

URGENT
DIRECTEUR CAFE-CLUB
Expérience de gestion et d'animation. Candidat, maître d'ELANCOURT S.P. 38 Cedex 78315.

SOCIÉTÉ DE CONSEIL EN AFFICHAGE
recherche son
DIRECTEUR DU DÉVELOPPEMENT

ayant la volonté et la capacité de convaincre les Agences et les Annonceurs de l'intérêt de collaborer avec une Société spécialisée, dont les 10 ans d'expérience reposent sur un concept qualitatif. Rémunération (solde fixe + incitation) sera fonction de l'âge et de l'expérience du candidat. Disponibilité immédiate souhaitée. Envoyer C.V., manuscrit + photo sous pli personnel à : JACQUELINE LOREAU, COM-CON, 8, RUE DE BERRI, 75008 PARIS.

ANNONCES CLASSÉES
TÉLÉPHONES
555-91-82

Directeur du développement

Nous sommes un groupe parisien spécialisé dans la distribution de biens d'équipement de la maison et de la personne. Notre expansion, ces 10 dernières années, a été rapide et spectaculaire. Nous recherchons l'homme qui va programmer et rationaliser notre développement pendant les années à venir. Vous avez : • Une formation supérieure de commerce (ESSEC, Sup de Co, etc...). • une ou plusieurs réussites d'organisation d'un réseau de ventes et/ou de développement remarquable d'une clientèle, • beaucoup d'imagination ainsi qu'une présence appréciée sur le terrain. Nous offrons : • Un soutien logistique de qualité pour appuyer vos plans d'action, • des moyens à la hauteur de vos ambitions, et • un état-major important de vous rencontrer pour mieux vous connaître.

Alors... adressez lettre manuscrite et CV sous réf. 4214/M à notre Conseil Nicole WIERTS

impact développement

Monnaie Commercial Building, 38 rue de Lisbonne 75008 PARIS

DES COMMERCIAUX, DES CHEFS.

Nous commercialisons dans toute la France des accessoires automobiles auprès des Stations Services et des Garages (CA 170 MF).

UN CHEF DE REGION

Nous recrutons pour : mettre en oeuvre la politique commerciale ; animer, dynamiser les équipes de vente ; rentabiliser l'outil commercial un CHEF de REGION (Rennes ou Bordeaux) (réf. 4714) et un INSPECTEUR COMMERCIAL (Lyon) (réf. 4715).

UN INSPECTEUR COMMERCIAL

Nous demandons une formation commerciale sérieuse et 5 ans au moins d'expérience réussie dans un poste d'encadrement et d'animation dans la distribution.

La rémunération fixe proposée est attractive, elle est complétée de primes sur objectifs.

Adresser CV, photo et présentations sous référence correspondante à l'agence DESSEIN, 69 rue de Provence, 75009 PARIS. (Les interviews auront lieu sur place).

Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel du Midi, à Montpellier

ingénieur informaticien de haut vol devenez notre responsable technique en animant exploitation, système et réseaux informatiques.

Notre caisse régionale, la 4^e en France, désire garder son avance dans toutes ses activités et renforce pour cela sa direction organisation et informatique.

Avec les 40 collaborateurs du service technique, vous améliorerez les performances et la disponibilité de nos machines : 2 3083/MVS XA, réseau SNA de 400 postes de travail, 40 GAB, 100 TPV... Vous automatiserez encore notre exploitation pour intégrer les nouveaux outils de notre développement : INFOCENTRE, VIDEOTEX.

Ingénieur, par exemple, vous êtes à la tête d'un service informatique plus petit (43XX) ou N° 2 sur un site équivalent au nôtre. La technique vous plaît autant que la gestion, au moins pour quelques années. Nous pourrions ensuite accroître vos responsabilités.

Notre consultant, D. MARTINON, vous remercie de lui écrire (réf. 998 LM).



ALEXANDRE TIC S.A.
7, RUE SERVIENT - 69003 LYON
PARIS - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTec

emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

LA COUR DE JUSTICE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES à LUXEMBOURG

organise un concours général sur titres et épreuves pour constituer une liste de réserve de recrutement d'

administrateurs

(réf. concours général no. CJ 36/84)

Les traitements et les avantages sociaux sont comparables à ceux des fonctionnaires internationaux.

Les meilleurs candidats acquerront une expérience unique et pourront atteindre rapidement un niveau de responsabilité élevé.

Conditions requises :

- être ressortissant d'un des États membres des Communautés européennes ;
- avoir : • une formation juridique complète sanctionnée par un diplôme universitaire ou de niveau universitaire ainsi qu'une très bonne connaissance du droit communautaire ; • une expérience professionnelle dans le domaine de la recherche juridique en droit communautaire et en droit national ;
- une connaissance approfondie d'une langue officielle des Communautés européennes, une très bonne connaissance d'une autre langue officielle et une bonne connaissance d'une troisième langue officielle ; • moins de 35 ans à la date limite pour le dépôt des candidatures.

De plus amples renseignements, ainsi que l'acte de candidature obligatoire, peuvent être obtenus sur simple demande écrite (réf. Journal officiel des Communautés européennes n° C 254 du 21 septembre 1984), au Bureau de Presse et d'Information de la Commission des C.E., 61, Rue des Belles-Feuilles, F-75762 PARIS Cedex 16.

La date limite pour le dépôt des candidatures est le 31 octobre 1984.

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE DE MANAGEMENT D'ORGANISATION ET D'INFORMATIQUE

(Groupe «Caisse des Dépôts - Développement») - recherche pour :
• Affectations résidentielles outre-mer
• Résidence en France avec missions à l'étranger

JEUNES INGENIEURS INFORMATIENS

diplômés grandes écoles - option informatique - ou écoles d'ingénieurs informaticiens

INGENIEURS CONFIRMES EN CONSEIL DE GESTION ET INFORMATIQUE

INGENIEURS EN ORGANISATION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE

expérience Banque, Finances Publiques

Adresser curriculum vitae, prétentions et date de disponibilité sous réf. 8077 à :



SINORG RECRUTEMENT

7 RUE ROYALE 75008 PARIS

REPRODUCTION INTERDITE



Nécessaire de matériaux spécialisés en pierre et marbre MARSEILLE

Jeunes Sup

ou équivalent

Futurs Directeurs de Région devront en deux phases :

1° Pendant une période de 3 mois prépareront à leur futur poste de la clientèle professionnelle, commerciale, et recevront une formation.

2° Ils maîtriseront ainsi les techniques de la Direction des ventes, en qualité de :

• Publicité et distribution de la presse, leur rôle principal ;

• Animation de Vendeurs ;

• Introduction de nouveaux produits ;

• des besoins du marché ;

Adresser lettre manuscrite, C.V. photo, sous le réf. PUBLICITE 75009

101 rue Beaumais 75009



Econom

recherche pour :

• les domaines suivants :
• Planification des Transports ;
• Plans de transport, et de l'aéronautique ;
• Planification du Développement ;
• Analyse des statistiques, du secteur et de l'évaluation de projets.

Adresser Curriculum

Union Carbide

UNION CARBIDE ENGINEERING AND (AFRIQUE)

Filiale de UNION CARBIDE recherche pour :

UN INGENIEUR

SI VOUS AVEZ :

• la connaissance de l'anglais ;

• une formation supérieure ;

• une expérience de l'industrie pétrochimique ;

NOUS VOUS PROPOSONS :

• une responsabilité de gestion ;

• des procédures d'analyse ;

• des connaissances en chimie ;

• une rémunération élevée ;

• une formation continue ;

et en Europe.

Si vous avez l'ambition internationale et d'acquiescer à un CV, adressez votre lettre à :

Union Carbide

M. J. UNK

4, rue de la

SEUL

0431

Impe

d'ag

AFRIQUE

RES

ADM

ET

Exp

Adresser

REGIE-P

7, rue de



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Une Carrière en Province

Au cœur de l'action dynamique d'un Groupe puissant CAP GEMINI SOGETI, leader Européen des Sociétés de prestations intellectuelles en informatique et première SSI française, CAP SOGETI SYSTEMES, avec 18 implantations régionales, plus de 35% de développement par an, recherche

INGÉNIEURS COMMERCIAUX

pour ses Agences de LILLE, ROUEN, ORLÉANS, Diplômés d'une école d'ingénieur ou de commerce, vous avez acquis une solide expérience professionnelle dans une SSI ou chez un constructeur. Vous allez prendre en charge le développement d'une importante clientèle... et conquérir de nouveaux marchés, axés sur l'ensemble de nos activités (conseil, assistance technique, interventions spécialisées...).

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet à

CAP SOGETI SYSTEMES

14, rue Lerche, 75736 PARIS CEDEX 15 - Tél. 539.22.25 - J.-C. BUSELLI, Directeur Général, examinera personnellement votre dossier.

un organisateur, à Grenoble, pour notre banque régionale.

Le développement de notre outil de production, l'informatique, passe aussi par une meilleure organisation de nos services bancaires et de gestion tenant compte des possibilités de cet outil. Voulez-vous participer à nos réflexions et piloter la mise au point du cahier des charges ?

Sup de Co par exemple, vous avez acquis une première expérience dans le département organisation/informatique d'une banque ou d'un cabinet. Chez nous, vous êtes plus qu'un conseiller, vos solutions seront réalisées si elles sont réalistes et si vous savez nous en convaincre. Bien qu'exigeants, nous sommes prêts à vous croire.

Notre consultant, D. MARTINON, vous remercie de lui écrire (réf. 953 LM).



ALEXANDRE TIC SA
7, RUE SERVIENT - 69003 LYON
PARIS - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC

SALOMON ANNECY



Vous connaissez déjà nos produits, notre marché, notre croissance ; peut-être moins notre volonté de développement... C'est pour préparer cet avenir que nous recherchons un

RESPONSABLE ETUDES MARKETING

En liaison directe avec la Direction Générale et avec une implication totale dans l'équipe Marketing, vous participerez à la définition des études, vous en assurerez la coordination et la réalisation et vous aiderez à leur utilisation. Professionnel confirmé (5 ans d'expérience minimum) vous dirigerez une équipe de 5 personnes et votre responsabilité s'étendra à l'ensemble du Groupe : Société Mère en France et Filiales de distribution en Europe, U.S.A., Japon, Scandinavie... La pratique de l'Anglais et l'Allemand est donc indispensable.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération actuelle) à notre Conseil Monsieur L. JUSTET - 18, rue des Grottes - 84000 AVIGNON, qui garantira la confidentialité de votre démarche.

Saupiquet

CHEF DE PRODUCTION NANTES

Notre Etablissement va devenir une des unités les plus performantes en conserves de plats cuisinés (cassoulet, choucroute, couscous...). Dependamment du Directeur d'Usine, le CHEF DE PRODUCTION sera chargé de l'élaboration des programmes de fabrication et de leur mise en œuvre. Celle-ci devra s'effectuer dans le cadre d'objectifs et dans le respect des normes visant la QUALITE, les DELAIS et les COUTS. Intégré à l'équipe de Direction, il participera à la définition des investissements de son secteur et animera environ 200 personnes dont il coordonnera les activités avec le sous permanent d'innover dans les domaines de la conception et des conditions de travail.

Le candidat recherché sera âgé d'au moins 32 ans, de formation supérieure (INGÉNIEUR ENSIA ou équivalent) et devra justifier d'une première expérience réussie en fabrication dans le secteur de l'AGRO-ALIMENTAIRE. (Réf. 1291)



Jean-Claude Maurice S.A.

397 ter, rue de Valenciennes - 75015 PARIS

Réussir une carrière dans une entreprise en pleine modernisation

Nous sommes le leader national de la Conserve (Marques principales SAUPIQUET, CASSEGRAIN...). Nous recherchons TROIS INGÉNIEURS motivés par la Direction de Services opérationnels au sein d'Etablissements en pleine évolution

CHEFS D'ENTRETIEN NANTES ET QUIMPER

Ces postes sont à pourvoir dans deux de nos Usines. La première à NANTES va devenir une des unités les plus performantes en conserves de plats cuisinés (cassoulet, choucroute, couscous...). La seconde à QUIMPER sera d'ici 18 mois une unité leader en conserves de THON et de MAQUEREAU. Dependamment du Directeur de l'Usine, le CHEF D'ENTRETIEN devra maintenir en état de bon fonctionnement l'outil de fabrication, en garantir et en faire évoluer les performances. animateur et coordinateur d'une équipe de 30 à 35 professionnels, il appuiera son action sur une réelle concertation avec l'ensemble de son personnel. Il organisera les actions d'intervention, il définira une stratégie d'entretien préventif dans le respect d'un budget qu'il aura préalablement élaboré et proposé. Responsable de la Sécurité de l'Etablissement, il en assurera le contrôle et la promotion. De plus, intégré à l'Equipe de Direction, il devra fortement s'impliquer dans les développements et mutations des outils de production. Les candidats recherchés sont âgés au minimum de 28 ans, de formation INGÉNIEUR (ENSM ou équivalent) et doivent justifier d'une première expérience acquise en Entretien ou en Fabrication. (Réf. 1298 poste à NANTES) (Réf. 1290 poste à QUIMPER)

Une réponse rapide et un examen confidentiel de votre dossier vous sont garantis par notre Conseil. Merci de lui adresser C.V., photo et prêt, sous réf. choisie à :

Pour mettre en œuvre ses projets, une BANQUE REGIONALE, région Ouest et à la fois proche de PARIS, a besoin de H / F :

Directeurs d'agence

dans une commune urbaine fortement concurrencée

- Formation supérieure et technique
- Expérience, de préférence comme chef d'Agence dans une banque de dépôts
- Sens du contact et de l'animation exigés
- Capables d'assurer une bonne représentation locale de son Entreprise
- La réussite dans ce poste de RESPONSABLE implique dynamisme et volonté de mobilité interne.

Banquiers d'entreprises moyennes

- Formation supérieure ayant l'expérience commerciale et bancaire de l'entreprise moyenne
- Capables de développer une fonction de conseil financier
- Pour l'un d'entre eux, apte à développer une activité financière et de conseil en Export/Import.

Chef de projet informatique

- Chargé de concevoir des applications informatiques en liaison avec les utilisateurs
- Sachant animer une équipe (4/5 personnes)
- Convientrait à généraliste de fort potentiel ou d'expérience, diplômé de l'enseignement supérieur.

Ecrire avec curriculum vitae, photo et prétentions sous référence 1122 à : P.M.P. - 39, rue de l'Arcade 75008 PARIS - qui transmettra. (bien préciser le poste pour lequel vous postulez.)

ingénieurs, concepteurs de circuits intégrés spéciaux

Ingénieur électronicien, vous avez conçu depuis quelques années des circuits prédiffusés ou cell arrays. Vous parlez la langue anglaise. Notre Division Aérospatiale consacre d'importants moyens au développement de son activité microélectronique C.I.S.

Nous vous proposons de l'intégrer. Selon vos goûts et votre expérience, deux axes peuvent vous être proposés :

- Développement de circuits intégrés et des méthodes de test associées ;
- Etude et mise en place des moyens de conception, des logiciels associés et formation des utilisateurs, maîtrise à partir d'outils CAO des règles d'implantation et de la technologie des semi-conducteurs.

Ces postes, dépendant du chef de projet C.I.S., sont en liaison permanente avec les services internes (industrialisation, utilisateurs...) et avec les fournisseurs.

Postes à pourvoir à Valence



Envoyer votre dossier de candidature au responsable du recrutement sous réf. C.I.S./LM à Crouzet S.A., 26, rue Jules Védriers 26027 Valence Cedex.

PHILIPS

recherche pour son unité de FLERS (ORNE)

ingénieurs électroniques

TELECOM, SUPELEC, SUDRIA et ESIEE...

ayant quelques années d'expérience ou débutants

Ils participeront au développement et à la mise en place de l'activité de téléphonie et télécommunications grand public.

Les candidats devront pouvoir, très rapidement, être à même de mener un projet et de conduire une équipe.

Adresser CV et photo accompagnés d'une lettre manuscrite à USINE PHILIPS BP 12 - 61102 FLERS Cedex.



Le Groupe Maison Familiale

1er Promoteur Immobilier

4,6 Milliards de C.A. en 83

68ème Entreprise Française

(classement Expansion)

recherche pour son siège social de CAMBRAI (110 minutes de Paris)

jeunes cadres financiers

Diplômés d'études supérieures de gestion (HEC, ESSEC, EDHEC, ESC...) et justifiant d'une expérience d'au moins 2 ou 3 ans dans l'une des spécialités suivantes :

- Contrôle de gestion
- Trésorerie
- Assurances
- Banque

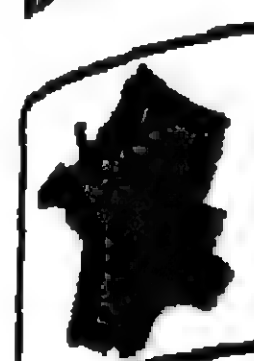
Dotés d'un fort potentiel d'initiatives, les candidats retenus sont appelés à étoffer notre Direction Générale, notre Direction Financière, notre secteur Assurances et notre équipe de contrôleurs de gestion.

Téléphoner à Madame Godin au 16(27)83.99.00

ou lui adresser candidature manuscrite avec C.V., photo et prétentions s/réf. 8063 au GROUPE MAISON FAMILIALE Division Relations Humaines - 1461, avenue du Cateau 59342 Cambrai Cedex.

Groupe Maison Familiale

PRODUCTION INTERIEURE



Grenoble

admini

SANITUBE, spécialiste

à un C.A. de 55 M

Rhône-Alpes

Outre la Comptabilité

fonction administrative

la trésorerie, le Contrôle

de formation Economique

candidat remis en

permis d'acquiescer

Poste évolutif dans

Merci d'adresser

9086 à Madsen

LA

INGEN

ET DE



Cette PME de

travaille dans le

armes. Recherche

Responsable

Recherche au

Directeur de la

Recherche avec

les services

opérationnels

l'entreprise, le

développement

et la

gestion

de l'entreprise

Recherche

de 32 ans,

diplômé

en

Recherche

et

Recherche

et

Recherche

et

Recherche

et

Recherche

et

Recherche

et

Recherche

et

Recherche

et

Recherche

et

Recherche

et

Recherche

et

Recherche

et

Recherche

et

Recherche

et

Recherche

et

Recherche

et

Recherche

et

Recherche

et

Recherche

et

Recherche

et

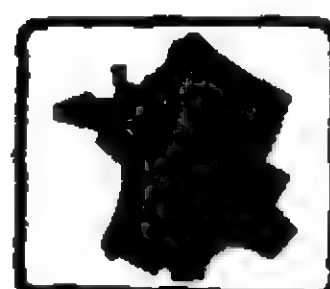
Recherche

et

Recherche

et

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Grenoble

LAMBERT FRERES ET CIE
recherche pour sa filiale Sanitube

**responsable
administratif et financier**

SANITUBE, spécialisée dans le Négoce de matériaux pour le Bâtiment, a un C.A. de 65 M.F., réparti sur 6 agences situées dans la région Rhône-Alpes.

Outre la Comptabilité Générale, le titulaire prendra en charge la fonction administrative (y compris la paie), l'information de gestion, la trésorerie, le Crédit Clients et le Contrôle de Gestion.

De formation Ecole de Commerce option Finances-comptabilité, le candidat retenu devra justifier d'une expérience de 5 à 10 ans lui ayant permis d'acquérir une véritable compétence dans les domaines précités.

Poste évolutif dans le cadre du Groupe.

Merci d'adresser lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions sous réf. 8086 à Madame LERIDE

LAMBERT FRERES ET CIE
5, RUE VERNET 75008 PARIS

Région Champagne

**INGENIEUR RECHERCHE
ET DEVELOPPEMENT**

250 000 F



Cette PME de 200 personnes, filiale du Groupe ROUGER, est spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de caisses et emballages amovibles. Redéfinissant ses structures, elle crée aujourd'hui le poste de Responsable Recherche et Développement.

Rattaché au Directeur de la société, et membre du Comité de Direction, il aura en charge, en liaison avec les services opérationnels (Commercial et Fabrication), la conception, l'adaptation, le développement et la mise au point de nouveaux produits, sur lesquels reposera l'avenir de l'entreprise. Il représentera par ailleurs la société dans les manifestations professionnelles, tant en France qu'à l'étranger (anglais souhaité).

Ce poste, basé dans l'Aube, doit motiver un Ingénieur Généraliste (AM ou équivalent), âgé au minimum de 32 ans, pouvant justifier d'une expérience professionnelle de cinq années au moins, acquise en bureau d'études et en production, de préférence en secteur industriel, et motivé par la recherche et la mise en œuvre de solutions nouvelles. La réussite à ce poste implique également un tempérament commercial et entrepreneurial, un esprit créatif, pratique et pragmatique, lié à une grande faculté d'adaptation. Une première approche du conditionnement et des automatisations constituerait un atout supplémentaire.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous référence réf. M17/1176 A.

EGOR OUEST-ATLANTIQUE

15 rue Charles Monselet 44000 Nantes.

Tél (40) 89.28.78.

PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE

MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUISSELDORF LONDON MADRID TOKYO MONTREAL

egor



**CAISSE REGIONALE DE CREDIT
AGRICOLE MUTUEL DU LIBOURNAIS**
recherche pour son service organisation

**CADRE
EN ORGANISATION**

Débutant H / F

100 000 / 120 000 F.

Mission :

• Evaluer et optimiser les procédures existantes • Etudier et mettre en place de nouvelles procédures en liaison étroite avec les utilisateurs et l'informatique • Participer à des projets d'organisation liés à l'évolution des techniques : informatique, bureautique, monétique et télématique.

Profil :

— jeune diplômé scientifique ou gestion, connaissant l'informatique, la logique et clarté d'esprit, sens critique, adaptabilité, esprit de synthèse, capacités d'écoute et de négociation, optimisme communicatif, spontanéité.

Poste à pourvoir à 30 km de Bordeaux, cadre de vie très agréable. Perspectives d'évolution de carrière stimulantes.

Adresser votre C.V. + photo + lettre manuscrite exposant vos motivations à :



BJS Consultants
84, cours de Verdun - 33000 BORDEAUX
(réponse rapide assurée).

**Formation et Conseil en
bureautique et micro-informatique**
Société en plein développement recherche pour
Lyon

Adjointe de Direction
avec une triple mission :

- formation sur matériel bureautique et micro-informatique,
 - conseil en entreprise sur des projets d'implantation bureautique,
 - étude de projets de lancement de services nouveaux et relations avec les clients.
- En collaboration directe avec le directeur de la société, ce poste d'avenir, à responsabilité, conviendrait à jeune femme, 28 ans minimum, niveau ESCA ou ingénieur ayant :
- connaissance pratique des micro-ordinateurs,
 - qualités de contact humain et goût pour la formation,
 - expérience de l'organisation administrative des entreprises,
 - autorité naturelle et dynamisme.

Ecrire avec C.V. manuscrite + photo et prétentions sous réf. 26820/M.
Havas Contact 11, rue Pdt-Carnot 69002 Lyon

Centre d'Etude Logiciels

situé à TOULOUSE recherche

INGENIEUR LOGICIEL

- Développement de systèmes de commutation temporelle numériques, architecture à base de micro-processeurs (familles 6800 et 280).

- Etudes de logiciels (analyse, définition, réalisation).

- Intégration, tests, suivi de qualification.

Une expérience de plusieurs années de la programmation système en temps réel est fortement souhaitée.

Ecrire sous réf. 1202 à :

CONTESSÉ PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui trans.

NICE, ÉCOLE DE FRANÇAIS

pr éditeurs étrangers recherche

PROFESSEUR

exp., pratique VNF et DVD, esp., parlent bien l'anglais, plein temps, poste permanent.

Entre sous le n° T 089.287 M

RÉGIE-PRESSÉ

7, rue de Montigny, Paris-7.

Laboratoire universitaire situé

en Alsace rech. pour la rentrée

1984/85, chimiste et

physico-chimiste pour la pré-

paration de thèses de doctorat

ingénieur et de 3^e cycle.

Bourse d'un montant élevé.

En: n° 8418 le Monde Publi-

service ANNONCES CLASSES,

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Haut-Rhin

La trentaine : le bon moment pour donner un coup d'accélérateur à votre carrière.

Ingénieur grande école

vous avez fait la preuve de vos capacités d'animateur et d'organisateur à la tête d'une unité de fabrication mécanique très automatisée. Dans un des plus grands groupes industriels français, une unité autonome, à taille humaine (450 personnes), conçoit et construit de gros appareils électroménagers. Votre réussite au poste de

Responsable de production

à la tête des services fabrication, méthodes, entretien et ordonnancement (350 personnes) y conditionnera votre évolution vers un poste de tout premier plan prochainement disponible. Vos capacités de commandement, d'organisation et de décision vous permettent de relever le "challenge", adressez votre dossier de candidature (lettre man. C.V. détaillé et photo) sous réf. 72026/M à J.P. LE MASSON, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204 rond point du Pont de Sèvres 92516 BOULOGNE CEDEX.

**Sélé
CEGOS**

Membre du Syntec

Jeune ingénieur grande école

Centrale, A & M ou équivalent

Une entreprise industrielle française de dimension internationale vous propose :

- Un départ professionnel valorisant dans un secteur clé : les investissements productifs.
- Un avenir opérationnel à dominante technique ou de production, en France ou à l'étranger.

L'INGENIEUR PRODUCTIF que nous recherchons sera chargé, en liaison avec les différents services de l'entreprise, de concevoir, d'animer et de gérer des projets technico-économiques liés à un important programme d'investissements : automatisations, ateliers flexibles, etc... Son rôle pourra s'étendre à l'appui technique aux filiales étrangères. Anglais impératif, allemand souhaité. Lieu de travail : Ville universitaire à 120 km au Nord de Paris. Adresser lettre manuscrite et CV détaillé, sous référence 72027/M à J.P. LE MASSON, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204 Rond Point du Pont de Sèvres 92516 BOULOGNE Cédex.

**Sélé
CEGOS**

Membre du Syntec

MERLIN GERIN

Spécialiste mondial des matériels électriques et électroniques de commande et de protection, est l'un des plus importants constructeurs européens pour l'appareillage haute et basse tension et pour les ensembles électriques - clés en mains - 15.000 personnes - 43 filiales et participations et France et dans le monde - 6 milliards de chiffre d'affaires en 1983 dont 50% à l'exportation.

recherche pour sa DIVISION BASSE TENSION

responsable études et marketing achats

Mission :

Sous la responsabilité du Délégué Achats de la Division, vous aurez à :

- réaliser des études d'approvisionnement pour la Division
- prospecter et étudier des marchés technologiques nouveaux, des marchés fournisseurs évolutifs, des zones géographiques cibles
- mettre en place les méthodes et outils de gestion nécessaires.

Profil :

- une formation supérieure commerciale et gestion de préférence
- le goût des contacts et une bonne capacité à analyser et synthétiser
- la pratique courante de l'anglais et souhaitée de l'allemand
- si possible quelques années d'expérience.

Le poste nécessite de fréquents déplacements de courtes durées en France et à l'étranger.

Réf. CFR 240

qualiticien confirmé

Mission :

Au sein de l'Etat-Major, dans le cadre du plan «qualité totale» qui vise à décentraliser dans chaque service la gestion de la qualité, vous aurez à :

- assurer la formation des responsables aux techniques de la qualité
- aider les différents services, départements et filiales à concevoir et à mettre en œuvre le propre plan «qualité totale»
- développer les outils d'une gestion moderne de la qualité.

Profil :

- un diplôme d'ingénieur mécanicien de préférence
- quelques années d'expérience industrielle dans le secteur mécanique ou électrique, avec une solide spécialisation en qualité
- une capacité de synthétiser et une aptitude pédagogique.

Le poste nécessite de nombreux déplacements de courtes durées principalement en France. Après 2 ans d'activité environ dans ce poste, une évolution vers d'autres fonctions sera proposée.

Les 2 postes sont à pourvoir à Grenoble.

Ces postes s'adressent à des Ingénieurs et Cadres à potentiel, désireux d'évoluer dans un groupe performant.

Réf. CFR 241

Merci d'adresser votre dossier de candidature avec prétentions en précisant la référence au Service Recrutement des Ingénieurs et Cadres 38050 GRENOBLE CEDEX.

Contrôle Bailey

GRUPE CGE ALSTHOM

recherche

• Département commercial

INGENIEURS TECHNIQUE-COMMERCE

PROCEDES INDUSTRIELS

Spécialisés en process-control (fabricants ou sociétés d'ingénierie) bien introduits dans le clientèle utilisateurs et/ou sociétés d'ingénierie dans les domaines suivants : chimie - pétrochimie - agro-alimentaire. Langue anglaise demandée.

• Département recherche et développement

INGENIEURS ELECTRONICIENS

Expérience soumise de 2 à 3 ans en micro-informatique industrielle pour études de matériels et logiciels d'automatisme à base de MICROLOGIA 68000. Connaissance du langage PASCAL appréciée.

• Département mise en service

INGENIEURS ELECTRONICIENS DEBUTANTS

Pour mise en service et maintenance en France et à l'étranger de systèmes de process control. Langue anglaise demandée.

Adresser C.V. et prétentions en précisant la référence du poste choisi au service du personnel, 5, avenue Newton 92142 CLAMART Cedex.

(réf. 12 C 52)

(réf. 2 RD 85)

(réf. 1 M254)

REPRODUCTION INTERDITE

emplois régionaux

REGIONALE, région Ouest et à la fois

se dans une banque de dépôts

scale de son Entreprise

appliqué dynamisme et volonté de mobilité

prises moyennes

seriale et bancaire de l'entreprise moyenne

financier

diversité financière et de conseil en Export

omatique

quant en liaison avec les utilisateurs

d'expérience, diplôme de l'enseignement

s sous référence 1102 à P.M.P. - 89, rue de

acier le poste pour lequel vous postulez.

100

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



Importante société de commerce international (Sportswear) en développement rapide, recherche

Chef du service informatique IBM 36

Jeune Ingénieur ou Universitaire HF

Rattaché au Secrétaire Général, il travaillera en liaison étroite avec les utilisateurs, il maintiendra les applications existantes et devra faire évoluer une très importante application qui gère l'ensemble des commandes clients et des commandes fournisseurs. Il développera de nouvelles applications, notamment dans le domaine des statistiques et participera à la mise en place d'un progiciel de comptabilité. Il encadrera une petite équipe formée d'un analyste-programmeur et d'une opératrice d'exploitation. Il aura également un rôle de formation des utilisateurs. Ce poste convient à un candidat de formation supérieure, ingénieur, Mitage ou équivalent, ayant une expérience de 3 à 4 ans de responsabilité de projets de même nature dans une SSII ou dans une société commerciale et une très bonne pratique du matériel IBM 36 (1024 K - 20 terminaux). Lieu de travail : PARIS. Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée, sous référence 73731/M à Mme CLERE, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204 rond-point du Pont de Sèvres, 92516 BOULOGNE.

Sélé
CEGOS

GRANDE BANQUE FRANÇAISE
RECHERCHE

pour son service fiscal
à Paris

COLLABORATEUR HF

Le Candidat souhaité possède une expérience confirmée, 5 ans minimum, de la gestion fiscale acquise dans l'Administration (niveau Cadre B) dans une Société ou au sein d'un cabinet juridique et fiscal. Il se verra confier le traitement des déclarations et des paiements. Il aura par ailleurs un rôle de conseil et de contrôle auprès des Directions Régionales et des Agences.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. et prétentions sous réf. 321 FI - No 78181 M à BLEU Publicité 17, rue du Docteur Lebel - 94307 VINCENNES CEDEX - qui transmettra.

POUR LA ZONE MOYEN ORIENT UN RESPONSABLE COMMERCIAL

Diplômé(e) d'une Grande Ecole de Commerce, votre expérience bancaire d'environ 5 ans vous permet aujourd'hui de bien connaître les mécanismes des opérations d'exportation, dans l'idéal sur le Moyen-Orient.

Evidemment vous parlez couramment l'anglais... et peut-être même l'arabe.

Nous vous proposons de rejoindre notre Département International et de participer au développement de notre courant d'affaires pour la zone Moyen-Orient. Vous serez chargé de la promotion de nos opérations internationales.

Pour ce poste d'envergure, qui comporte de fréquents déplacements sur le terrain, vous devrez faire preuve d'un réel dynamisme commercial.

Nous vous remercions de nous adresser votre dossier de candidature (lettre + CV + photo) en indiquant la référence BV 80.

Service Recrutement Carrières Formation,
44 rue de Courcelles - 75008 Paris.

BANQUE INDOSUEZ
Un monde d'opportunités

Concevoir et gérer notre système d'information: un rôle stratégique

Notre société dans le secteur pharmaceutique est le filial d'un important groupe anglais (70 000 personnes, 20 milliards de CA). En France, nous réalisons un chiffre d'affaires de 200 millions de F et employons 300 personnes.

Notre Directeur Administratif et Financier cherche aujourd'hui un collaborateur pour lui confier la responsabilité du contrôle interne et des systèmes d'information.

A 28 ans minimum, votre formation vous a donné de bonnes bases comptables et financières : DECS, Ecole de Commerce, Gestion. Vous avez acquis une expérience professionnelle de deux ou trois ans dans une fonction.

La mission que nous vous confierons vous mettra en contact avec l'ensemble des services de la société. Vous exercerez à la fois un rôle de réflexion et de stratégie, en définissant les procédures internes, en concevant nos systèmes d'information et de communication, et un rôle opérationnel en assurant le contrôle interne, la mise en place et le suivi de ces systèmes et procédures.

Votre fonction vous permettra ainsi de travailler avec l'ensemble des équipes de la Direction Financière et de bien connaître le fonctionnement de notre entreprise.

COFROR, notre conseil en recrutement, étudiera votre dossier de candidature en toute confidentialité et vous renseignera de l'adresser à Catherine ROIZOT sous réf. 220/304 (un indiquant votre rémunération actuelle).

COFROR
Tour Flac-Coden 16 - 92084 Paris La Défense

Mission d'envergure pour ingénieur très confirmé

Notre groupe de Génie Civil et Travaux publics est l'un des leaders de la profession. Aujourd'hui mandatés par un groupement international d'entreprises pour assurer la coordination d'un important chantier en Afrique Australe, nous recherchons le responsable des opérations.

Technique, administrative et financière, votre mission de coordination s'étendra de la supervision de l'avancement des travaux, au suivi des factures et au versement régulier des acomptes. Rien ne vous échappera pour que l'harmonie règne au sein du groupement : ceci fait également de vous l'interlocuteur privilégié du client... et des sous-traitants.

Vous avez environ 40 ans, et votre expérience technique sur chantiers à l'étranger s'enrichit d'une grande maîtrise des négociations de contrats à l'export. Vous parlez couramment anglais et portugais, mais surtout, vous possédez de réelles qualités humaines qui vous permettront tant de dynamiser vos équipes (une centaine d'expatriés) que d'être un fin diplomate.

Pour ce poste de haut niveau, basé à Paris, mais qui comporte de fréquents déplacements, nous vous remercions de faire part de vos motivations sous référence 1722M à

SOURCE

16 rue Jean-Jacques Rousseau,
75001 Paris (qui transmettra).

LAMBERT FRERES ET CIE

recherche pour sa filiale Négociation Distribution

jeune responsable Trésorerie

LAMBERT DISTRIBUTION, spécialisée dans le Négociation de matériaux pour le Bâtiment, dont le chiffre d'affaires global est de 600 M.F., traite environ 15.000 factures/mois, en 23 Agences situées dans la Région Parisienne.

Le titulaire devra :
- établir et stabiliser les prévisions annuelles, trimestrielles et mensuelles et assurer le suivi au jour le jour
- optimiser le choix des facilités financières et des coûts
- poursuivre l'information du système de gestion de la Trésorerie.

Le candidat devra justifier :
- d'une formation Ecole de Commerce - Option Gestion Financière
- d'une expérience de 2 à 5 ans dans une fonction similaire dans le domaine bancaire ou privé
- d'une pratique de l'informatique.

Ce poste, situé à NANTERRE (92) est un point de passage qui pourra évoluer soit vers un secteur administratif, soit vers la direction d'une agence commerciale à l'intérieur de la Société et/ou du Groupe.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 8087 à Madame LEREDE

LAMBERT FRERES ET CIE
5 RUE VERNET 75008 PARIS

Préparer l'avenir



PFIZER, un des leaders mondiaux dans le domaine pharmaceutique. Nous disposons en France de moyens de recherche et de production importants, qualifiés au niveau international. Notre développement s'appuie sur une organisation rigoureuse dans laquelle s'inscrit notre système d'information.

Nous recherchons un

RESPONSABLE ETUDES ET ORGANISATION

Rattaché au Directeur Administratif et Financier, correspondant informatique de la division, il sera chargé de la mise en place et du suivi informatique des applications de la Division. Il effectuera également les études d'organisation et des analyses financières.

De formation supérieure, BEC, SUP DE CO, BSEEC avec spécialisation financière, il dispose d'une première expérience acquise de préférence en cabinet d'organisation ou d'audit. Un bon niveau d'anglais est requis.

Aux qualités de méthode et de rigueur que requiert ce poste, doivent s'ajouter des qualités relationnelles importantes.

Le poste est basé à Orsay.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la référence 409 249 M (à mentionner sur l'enveloppe).



BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 PARIS.

contrôleur de gestion Gallimard

Adjoint du directeur financier, ce contrôleur a la responsabilité complète du contrôle de gestion de Gallimard et ses filiales. Il a pour missions :

- Élaborer le budget de la maison mère, en contrôler la réalisation et analyser les écarts.
- Rassembler les budgets de différentes filiales, et centraliser les réalisations.
- Étudier, à la demande de la Direction Générale, certains domaines particuliers d'exploitation.
- Assurer la consolidation des bilans et des comptes d'exploitation.
- Participer à l'amélioration des procédures administratives et comptables indispensables à la gestion du Groupe.

Ce poste convient à un homme ou une femme, 30 ans minimum, diplômé d'une grande école commerciale, ayant acquis une première expérience d'audit ou de contrôle de gestion. Cette double qualité serait appréciée.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature, sous réf. 374 M à Jeanne FAIVRE d'ARCIER, JACQUES TIXIER S.A. 7, rue de Logelbach 75017 PARIS.

JACQUES TIXIER S.A.
MEMBRE DE SYNTIC



Société du groupe EXXON
recherche

**Ingénieurs débutants
grandes écoles
(X, Centrale, Mines...)**

Désireux de commencer une carrière dans l'informatique de gestion au sein d'une équipe jeune et dynamique.

Ingénieurs Infocentre

Nous vous confierons la sélection, la mise en place et le support des outils informatiques pour non-informaticiens, notamment dans le domaine de la micro-informatique et de la bureautique.

Ingénieurs chefs de projet

après une période de formation, nous vous confierons la responsabilité d'un projet informatique de gestion.

Après quelques années d'expérience, acquises à l'informatique, nous vous offrons de larges possibilités d'évolution de carrière, dans de nombreuses fonctions au sein de notre société.

Merci d'adresser lettre et CV au service effectif recrutement ESSO SAF, Cédex 02, 92093 Paris-La Défense.

OFFRES

TEK DIVISION

INGENIEUR

Adresser CV, photo, lettre de motivation à :

Direction du Personnel

La formation, c'est la responsabilité.

L'informatique et vous.

La formation, c'est la responsabilité.

L'informatique et vous.

La formation, c'est la responsabilité.

L'informatique et vous.

La formation, c'est la responsabilité.

L'informatique et vous.

La formation, c'est la responsabilité.

L'informatique et vous.

La formation, c'est la responsabilité.

L'informatique et vous.

La formation, c'est la responsabilité.

L'informatique et vous.

La formation, c'est la responsabilité.

L'informatique et vous.

La formation, c'est la responsabilité.

L'informatique et vous.

La formation, c'est la responsabilité.

L'informatique et vous.

La formation, c'est la responsabilité.

L'informatique et vous.

La formation, c'est la responsabilité.

L'informatique et vous.

La formation, c'est la responsabilité.

L'informatique et vous.

La formation, c'est la responsabilité.

L'informatique et vous.

La formation, c'est la responsabilité.

L'informatique et vous.

La formation, c'est la responsabilité.

L'informatique et vous.

La formation, c'est la responsabilité.

L'informatique et vous.

La formation, c'est la responsabilité.

L'informatique et vous.

La formation, c'est la responsabilité.

L'informatique et vous.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

PARIS
AFFAIRES JURIDIQUES

Juriste confirmé en droit des affaires HF

Au sein d'une équipe de juristes d'affaires, il aura un rôle d'étude et de conseil auprès des différentes Directions et Filiales du groupe dans les domaines les plus variés, notamment dans le domaine international.
Le poste nécessite des connaissances approfondies en Droit interne et international des affaires et une maîtrise de l'anglais.
Le candidat devra avoir une expérience d'environ 5 ans acquise dans le cadre du Service Juridique d'une banque d'affaires, d'une importante société industrielle et commerciale ou d'un cabinet juridique.
Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. et prétentions sous référence 321 JP à

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
Service Recrutement - 7, rue Caumartin - 75009 PARIS

CAMPENON BERNARD
(16 000 personnes - C.A. 6,2 milliards)
recherche un cadre

AUDIT-CONTROLE DE GESTION

pour prendre en charge l'Audit périodique des succursales ou sous filiales étrangères (LS) et la centralisation régulière des informations comptables et de gestion (reporting).
Il assistera ces établissements dans leur organisation et dans la mise en place de procédures nouvelles ainsi que dans le suivi des réglementations locales en matière comptable et fiscale.
Le poste conviendrait à un homme de formation supérieure comptable (D.E.C.S.) ou Ecole Supérieure de Commerce option finance / comptabilité, complétée par une expérience d'auditeur de quelques années, acquise soit dans un groupe fortement international, soit dans un cabinet d'Audit international. La pratique courante de l'anglais est nécessaire, celle de l'allemand ou de l'espagnol est souhaitée. Des connaissances ou l'expérience de l'informatique de gestion seraient appréciées.
Le poste est basé à PARIS et implique des déplacements (50 % du temps) dans le monde entier.
Envoyer C.V., photo et rémunération actuelle sous la réf. 1021 M
CAMPENON BERNARD - Monsieur RENOTTE
92 / 98, bd Victor Hugo 92115 CLICHY.

Soyez bien!

Tout simplement comme les femmes et les hommes passionnés par l'informatique et qui intègrent Digital, le deuxième groupe informatique mondial.

Ils sont bien parce qu'ils trouvent chez Digital une communication facile, le goût du dialogue, le sens de l'efficacité et une prise en compte de leurs aspirations...

Ils sont bien parce qu'ils travaillent dans un environnement professionnel ouvert, sur des gammes de produits performants (plus de 11 % du C.A. est consacré à la Recherche et au Développement) et parce qu'ils prennent part à des projets d'entreprise particulièrement dynamiques.

Ingénieurs Commerciaux Expérimentés.

Soyez bien : vous possédez une formation commerciale ou technique supérieure, 3 à 5 ans d'expérience commerciale en informatique, la volonté de participer à notre développement sur toute la France et la capacité de prendre rapidement des responsabilités.

Dans le cadre de grands groupes ou de secteurs économiques, vous dialoguez avec "ceux qui décident", vous participerez à leurs plans informatiques et vous leur proposerez une véritable solution.

Soyez bien : faites votre choix entre Paris Nord, Paris Sud, Strasbourg, Lyon et Marseille et prenez tout simplement contact avec le Département des Ressources Humaines et Développement sous réf. M112
2, rue Gaston Crémieux B.P. 136 - 91004 Evry Cedex

N° 2 mondial de l'informatique

digital

Chef de l'administration commerciale

bilingue allemand

Société allemande spécialisée dans la fabrication d'électrovannes s'adressant à une clientèle professionnelle (industrie, ingénierie, revendeurs) recherche pour sa filiale de vente française (Paris), le futur chef de l'administration commerciale.

Il prendra en charge l'ensemble de la gestion, notamment les stocks et l'approvisionnement, le traitement des commandes, l'organisation générale et, successivement, la gestion budgétaire et la comptabilité. Il participera activement aux décisions commerciales et remplacera le directeur commercial pendant son absence.

C'est un homme ambitieux avec une bonne formation et une solide expérience dans une fonction similaire. Il est bien organisé et orienté vers l'efficacité. Il exercera sa fonction dans un dialogue de confiance avec la maison-mère. La connaissance de la langue allemande est nécessaire.

Merci d'adresser C.V., lettre manuscrite + photo, sous réf. 2448 à

Conseillers de Direction
franco-allemands
Klaus W. Harterich
44, rue La Boétie
75008 PARIS
Téléphone : 563.49.24
intercom 1

DE RÉELLES OPPORTUNITÉS POUR DES INGÉNIEURS COMMERCIAUX DE FORMATION SUPÉRIEURE COMMERCIALE OU DE GESTION

Vous souhaitez intégrer un Groupe important (1800 personnes, 563 millions de francs en 1983 avec un taux de progression de 24 %) dont l'image de marque positive et le sérieux sont reconnus sur le marché français.

Vous désirez collaborer dans une structure qui offre une formation complémentaire sur ses techniques et ses méthodes et qui renforce vos compétences par une actualisation de vos connaissances et un développement de vos aptitudes.

Vous êtes attirés par :

- des produits informatiques (micro-ordinateurs + progiciels) performants et réputés auprès des cabinets comptables et des entreprises,
- des contacts avec une clientèle de haut niveau,
- une carrière à larges perspectives d'évolution qui permet d'accéder, par promotion interne, à des responsabilités étendues,
- une rémunération calculée en fonction de votre acquis et qui est garantie intégralement pendant la période de formation de 3 mois.

Alors, si ces perspectives vous intéressent, veuillez adresser lettre manuscrite, + CV + photo en précisant notamment les villes ou les régions qui vous conviennent à la DIRECTION DES AGENCES DE FRANCE DU GROUPE SLIGOS, 27, bd de Courcelles, 75008 PARIS en mentionnant la référence GB 09/84. Réponse et discrétion assurées.

Les postes sont à pourvoir au sein de nos agences de PARIS et de Province pour maintenir et développer la clientèle.

Quelques implantations de SLIGOS : AGEN - ANGERS - ANNECY - ARRAS - BESANCON - BORDEAUX - BREST - CAEN - CLERMONT-FERRAND - DIJON - GRENOBLE - LILLE - LYON - MARSEILLE - MONTPELLIER - NANTES - NICE - PARIS - RENNES - ROUEN - SAINT-ETIENNE - TOULOUSE - TOURS - VALENCE.

GROUPE SLIGOS

BANQUE LOUIS-DREYFUS
AFFILIÉE AU GROUPE LOUIS DREYFUS ET À LA BANQUE BRUXELLES LAMBERT

recherche GESTIONNAIRE DE PORTEFEUILLE

Le poste :

- gérer des portefeuilles de valeurs mobilières sous mandat en assurant les tâches administratives immédiatement liées à cette gestion,
- étudier et monter les crédits personnels, surtout immobiliers, de sa clientèle.

Le candidat :

- environ 3 ans d'expérience,
- connaissance affirmée de l'activité Titres et des crédits aux particuliers, du droit et de la fiscalité liés à la gestion patrimoniale,
- excellente présentation et goût des contacts,
- lecture de l'Anglais appréciée.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. détaillé, photo et prétentions à la Direction du Personnel, 6, rue Rabelais, 75008 PARIS.

Du BTP au marketing!

Notre Société appartient à l'un des tout premiers groupes chimiques mondiaux. Dans le cadre de la diversification de nos produits, nous fabriquons en particulier un produit très performant destiné à la protection contre le feu dans les bâtiments.

Pour élargir son développement sur le territoire français, nous souhaitons recruter un chef de produit qui saura définir une politique marketing, mener des actions et les négociations avec les administrations, les prescripteurs et les organismes concernés par la Sécurité.

Ingénieur BTP ou Architecte entreprise, vous justifiez d'une expérience réussie de 5 ans environ dans l'industrie du bâtiment. Vous pratiquez l'allemand de façon courante, ainsi que l'anglais et souhaitez évoluer vers une fonction marketing avec, à moyen terme, des perspectives d'évolution liées au développement de votre produit.

Merci d'adresser votre candidature, lettre, C.V., photo d'identité et prétentions en précisant bien sur l'enveloppe la réf. 3156/LM à MEDIA P.A. - 9, bd des Italiens - 75002 PARIS, qui transmettra. (Réponse et discrétion assurées.)

Ingénieur BTP ou architecte

La percée spectaculaire de notre Entreprise, sur un marché fortement concurrentiel, est due en grande partie au dynamisme créatif de notre bureau d'études.

Nous recherchons notre

ADJOINT AU DIRECTEUR DU BUREAU D'ETUDES

Ce poste convient particulièrement à un ingénieur expérimenté (ENSAM, CNAM, ECP, INSA, ...) attiré par l'électronique industrielle.

Il aura pour mission de concevoir et d'adapter les produits tant sur le plan mécanique qu'électronique.

La sensibilité à l'esthétique sera un critère important de sélection.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions à

LUTRANA
68, avenue Gambetta
93170 BAGNOLET
sous la réf. 545 / 217

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES

ENTREPRENEUR

UN INGENIEUR

Possédant des connaissances approfondies de la mécanique, des matériaux, et des machines-outils, je suis à la recherche d'un poste de mission de développement et de support technique.

Formation : ingénieur en Mécatronique.

PARIS

Nous sommes à la recherche d'un ingénieur expérimenté en mécanique pour rejoindre notre équipe en France.

RESUME

Vous êtes un ingénieur expérimenté en mécanique, vous avez une bonne connaissance des machines-outils et des matériaux, vous êtes à la recherche d'un poste de mission de développement et de support technique.

ATTENTION

Diplômé d'université, je suis à la recherche d'un poste de mission de développement et de support technique.

Ces deux postes sont à pourvoir rapidement. Les candidats intéressés doivent adresser leur candidature à :

J'AI 2 PAS LA PRESSE

J'aimerais les vivre chez un ingénieur qui va faire encore parler de lui. Je suis à la recherche d'un poste de mission de développement et de support technique.

RC parti votre s

Société d'assurance et de gestion participative est individuelle est indépendante. Notre Département est à la recherche de tous les départements, vous êtes des missions personnelles.

Il faut pour réussir une connaissance de la loi, exploitation assurée, certain pour l'analyse s'appuyant sur les données.

Bernard J. Pyscom

CADRE COMMERCIAL
France & Exportation

Une société française du groupe industriel international d'activités recherche Un Cadre commercial et technique pour l'une de ses divisions et en liaison avec le service à l'étude des applications nécessaires et aux études de développement (Europe) afin de promouvoir les ventes d'animation technique auprès de marchés et de participer aux nouveaux, de même qu'agents du réseau de vente de formation type ESC ou posséder au moins 6 ans d'expérience commerciale ou technique industrielle dont les tâches variées. Ce poste implique l'écriture sous référence 720/84.

GRH conseil
3, avenue de Séguier 75001 Paris
Discrétion assurée.

هكذا من الامثل

صكنا من الامل

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

ENTREPRISE NATIONALISÉE

recherche pour

SON CENTRE DE RECHERCHES

UN INGÉNIEUR MÉCANICIEN

Possédant des connaissances approfondies dans le domaine des théories de l'endommagement, de la mécanique de la rupture et du comportement en fatigue des matériaux, et maîtrisant les méthodes de calculs correspondantes.

Il aura pour mission de définir, de concevoir et de mettre au point des essais visant à étudier le comportement de structures sous sollicitations mécaniques diverses et sous chargement dynamique combinés.

Formation : ingénieur ou Docteur, spécialisé en mécanique, disposant éventuellement d'une expérience dans un poste similaire.

Envoyer lettre avec curriculum vitae et photo à
REGIE-PRESSE, case n° 294-809 M,
7, rue de Montcaury, 75007 PARIS.

Plusieurs postes Orsay (91) INFORMATICIEN...? INGENIEUR...?

Ingénieur d'abord : issu d'une grande école, vous connaissez l'automatisme ou l'électronique ou les bases de mécanique qui permettent de traiter les capteurs ou les servocommandes, vous avez élargi vos activités et vous êtes maintenant :

...rompu à la conception de logiciels,

maîtrisant les langages Pascal, C, Fortran ou Cobol, habitué à structurer les applications dans l'optique, « Assurance Qualité ». Alors, Informaticien... Ingénieur... qu'importe si vous avez envie de participer à des projets importants mettant en œuvre les technologies avancées et l'informatique du futur.



Spécialiste mondial de systèmes complexes de télécommande et de surveillance de haute fiabilité.

Ecrire sous référence MD 400 à C.S.E.E. - Direction des Relations Humaines
17, place Etienne Pernet - 75015 PARIS.

PARTICIPEZ AU DEVELOPPEMENT D'UNE PME INTERNATIONALE

Nous sommes la filiale française d'un groupe leader sur son marché dans le secteur des produits de second œuvre pour le bâtiment, alors commercial de tous l'Europe du Nord. Nous nous développons sur de nouveaux marchés avec des produits diversifiés et souhaitons renforcer notre équipe en créant deux postes rattachés à la Direction Générale :

RESPONSABLE EXPORT

ALLEMAND-ANGLAIS COURANTS (R44 M224)

Vous avez 30 ans environ, une expérience réussie de la vente, des qualités certaines d'animateur et témoignage d'une grande mobilité (50% de déplacements). Nous vous confierons la responsabilité du développement de notre CA à l'Export : animation de nos agents, négociation autonome des accords commerciaux, suivi des affaires réalisées, participation à la politique commerciale de notre société.

ATTACHE DE DIRECTION

DEBUTANT (R44 M223)

Diplômé d'une Ecole de Commerce, vous êtes motivé par un poste très complet au sein d'une PME qui souhaite à moyen terme vous faire évoluer dans des fonctions opérationnelles. Vous aurez la responsabilité des Etudes Marketing et financières et participerez à la gestion et à la promotion de notre société auprès d'un dirigeant jeune et enthousiaste. Anglais courant nécessaire.

Ces deux postes sont situés en Basse-Normandie Ouest de Paris.

Les consultants à qui nous avons confié cette recherche attendent rapidement votre dossier de candidature (et vos prétentions de salaire). Assistance Internationale en Recrutement, 132 av. de Villiers - 75017 PARIS.

J'AI 2 PASSIONS LA PRESSE ET L'INFORMATIQUE

J'aimerais les vivre chez un grand constructeur de micro-informatique, un constructeur qui fait et qui va faire encore parler de lui. Avec la presse, que je connais bien (généraliste et spécialisée), je saurais qui appeler pour avoir un papier. Et sans être un(e) pro de l'informatique, je saurais trouver les arguments nécessaires parce que j'aime tout ce qui touche au produit. C'est avec la même diplomatie que j'entretiendrais de nombreux contacts avec tous les services de la société, son réseau de distribution, les sous-traitants... Je montre toute mon efficacité pour la mise en place et l'animation d'un comité de communications, pour la synthèse des articles et des communiqués de presse. J'assure aussi les relations média et, le Directeur du Marketing auquel je reporte, me met, à terme, en première ligne pour l'ensemble des relations extérieures.

Que mettre dans mon CV ?

Une école d'ingénieur, de commerce, l'EFAP ou le CELSA ?

Dois-je dire aussi que je suis bien bilingue anglais, que je suis bon(ne) en rédaction ?

Je me doutais bien que l'envergure du poste méritait un tel profil.

Et puisque je n'y retrouve, j'écris vite sous réf. 945 aux Consultants d'ALPHA CDI

chargés de cette recherche. ALPHA CDI - 181, avenue Charles de Gaulle - 92200 NEUILLY SUR SEINE.



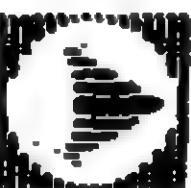
RC particuliers votre spécialité

Société d'assurances IARD à forme mutuelle, nous avons une gestion participative originale. Notre réussite en responsabilité civile individuelle est indiscutée : près de 6 millions d'assurés. Notre implantation est véritablement nationale et très décentralisée. Notre Département Technique voudrait vous confier la supervision de la gestion de tous les sinistres. Bras droit du responsable du département votre compétence vous permettra d'assurer en outre des missions ponctuelles d'étude ou d'organisation, le poste est évolutif.

Il faut pour réussir une solide formation en droit, une très bonne connaissance de la jurisprudence, une importante expérience exploitation assurance IARD, un sens de l'organisation, un goût certain pour l'animation participative, une autorité naturelle s'appuyant sur une compétence reconnue.

Le poste est à pourvoir en province à 1 heure de Paris.

Bernard Julhiet Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre, CV, photo), réponse et discrétion. Merci d'écrire sous référence R 4966M, 1 rue de Berli, 75008 Paris.



**Bernard Julhiet
Psycom**

Membre de Syntec

CADRE COMMERCIAL

France & Exportation

Constructions Electriques
Proche banlieue Est Paris

Une société française (plusieurs milliers de personnes) filiale d'un groupe industriel international leader mondial dans différents secteurs d'activités recherche UN CADRE COMMERCIAL France/Exportation pour l'une de ses divisions. Sous l'autorité du chef du service commercial et en liaison avec le service central export de la Société, il participera à l'étude des appels d'offres, à la définition des produits si nécessaire et aux études de prix. Il suivra une clientèle géographique dispersée (Europe, Afrique, Moyen Orient, Extrême Orient) afin de promouvoir les produits. Il aura sur le terrain une action d'animation technico-commerciale. En France, il réalisera des études de marchés et il participera au lancement et à la promotion de produits nouveaux, de même qu'il aura une action d'animation auprès des agents du réseau de vente. Le candidat retenu, âgé d'au moins 28 ans, de formation type ESC ou ingénieur et parlant couramment anglais, possédant au moins 5 ans d'expérience acquise dans une fonction commerciale ou technico-commerciale au sein d'une entreprise industrielle dont les fabrications mettent en œuvre des technologies variées. Ce poste implique environ 40% du temps en déplacement. Ecrire sous référence 720/M à :

GRH conseils

3, avenue de Sigur 75007 Paris.
Discrétion assurée.

APCOREM 1115

PUISSANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS

recherche pour une de ses divisions qui regroupe un ensemble de PMI (600 personnes et plus de 500 millions de CA).

Un jeune responsable marketing HEC, ESSEC, ESCP ou équivalent

Il s'agit de la création et du développement de la fonction Marketing pour des produits industriels de large diffusion. Réelles possibilités d'évolution de carrière au sein de la division ou du groupe. Poste à Paris.

Ecrire sous réf. SE 500 AM
Discrétion absolue

4 rue Massénet 75016 Paris



LOGISTIQUE
DU COMMERCE
EXTERIEUR

VENDRE DU TRANSIT MARITIME

Nous sommes une importante Société de Transport International et nous souhaitons dans le cadre de notre développement, étoffer sur PARIS notre équipe commerciale avec plusieurs NEGOCIATEURS de haut niveau possédant une expérience réussie de la VENTE et de l'ORGANISATION de contrats de Transports Maritimes, si possible d'Equipements Industriels clés en mains. Cette expérience devra avoir été acquise dans une Entreprise de Transit ou chez un Exportateur. La compétence technique qu'ils exprimeront dans leurs cotations et leur gestion ainsi que la qualité de leur communication commerciale seront déterminantes dans la réussite dans notre Société. Possibilité de GAINS IMPORTANTS et mise à disposition d'un véhicule de fonction, après confirmation dans le poste. Connaissance de l'ANGLAIS et mobilité géographique indispensables. Une réponse rapide et un examen confidentiel de votre dossier vous sont garantis par notre Conseil. Merci de lui adresser C.V., photo et prétentions sous référence 1301 M

Jean-Claude Maurice S.A.

317 ter, rue de Valenciennes - 75015 PARIS

APCOREM 1115

OFFRES D'EMPLOIS

VENON BERNARD

Personnel - C.A. 62 milliards,
recherche un cadre

NTROLE DE GESTION

Aide périodique des succursales ou auxiliaires
rattachées régulariser des informations comptables

Agir dans leur organisation et dans la mise en œuvre ainsi que dans le suivi du règlementation applicable et fiscale.
Le titulaire de la fonction devra être titulaire d'un diplôme de formation supérieure équivalente au diplôme de Commerce ou d'Administration, d'expérience d'au moins 5 années, d'un bon niveau international, d'un bon niveau d'anglais, d'une connaissance de l'anglais et d'un bon niveau d'anglais courant de l'anglais. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée.

MS et l'usage des déplacements (50% de déplacements).
et rémunération actuelle sous 100 M
BERNARD - Monsieur RENOTTE
1 Victor Hugo - 92150 CLICHY

Chef de direction commerciale

Anglais allemand

Le titulaire de la fonction devra être titulaire d'un diplôme de formation supérieure équivalente au diplôme de Commerce ou d'Administration, d'expérience d'au moins 5 années, d'un bon niveau international, d'un bon niveau d'anglais, d'une connaissance de l'anglais et d'un bon niveau d'anglais courant de l'anglais. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée.

Le titulaire de la fonction devra être titulaire d'un diplôme de formation supérieure équivalente au diplôme de Commerce ou d'Administration, d'expérience d'au moins 5 années, d'un bon niveau international, d'un bon niveau d'anglais, d'une connaissance de l'anglais et d'un bon niveau d'anglais courant de l'anglais. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée.

Le titulaire de la fonction devra être titulaire d'un diplôme de formation supérieure équivalente au diplôme de Commerce ou d'Administration, d'expérience d'au moins 5 années, d'un bon niveau international, d'un bon niveau d'anglais, d'une connaissance de l'anglais et d'un bon niveau d'anglais courant de l'anglais. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée.

Le titulaire de la fonction devra être titulaire d'un diplôme de formation supérieure équivalente au diplôme de Commerce ou d'Administration, d'expérience d'au moins 5 années, d'un bon niveau international, d'un bon niveau d'anglais, d'une connaissance de l'anglais et d'un bon niveau d'anglais courant de l'anglais. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée.

Le titulaire de la fonction devra être titulaire d'un diplôme de formation supérieure équivalente au diplôme de Commerce ou d'Administration, d'expérience d'au moins 5 années, d'un bon niveau international, d'un bon niveau d'anglais, d'une connaissance de l'anglais et d'un bon niveau d'anglais courant de l'anglais. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée.

Le titulaire de la fonction devra être titulaire d'un diplôme de formation supérieure équivalente au diplôme de Commerce ou d'Administration, d'expérience d'au moins 5 années, d'un bon niveau international, d'un bon niveau d'anglais, d'une connaissance de l'anglais et d'un bon niveau d'anglais courant de l'anglais. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée.

Le titulaire de la fonction devra être titulaire d'un diplôme de formation supérieure équivalente au diplôme de Commerce ou d'Administration, d'expérience d'au moins 5 années, d'un bon niveau international, d'un bon niveau d'anglais, d'une connaissance de l'anglais et d'un bon niveau d'anglais courant de l'anglais. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée.

Le titulaire de la fonction devra être titulaire d'un diplôme de formation supérieure équivalente au diplôme de Commerce ou d'Administration, d'expérience d'au moins 5 années, d'un bon niveau international, d'un bon niveau d'anglais, d'une connaissance de l'anglais et d'un bon niveau d'anglais courant de l'anglais. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée.

Le titulaire de la fonction devra être titulaire d'un diplôme de formation supérieure équivalente au diplôme de Commerce ou d'Administration, d'expérience d'au moins 5 années, d'un bon niveau international, d'un bon niveau d'anglais, d'une connaissance de l'anglais et d'un bon niveau d'anglais courant de l'anglais. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée.

Le titulaire de la fonction devra être titulaire d'un diplôme de formation supérieure équivalente au diplôme de Commerce ou d'Administration, d'expérience d'au moins 5 années, d'un bon niveau international, d'un bon niveau d'anglais, d'une connaissance de l'anglais et d'un bon niveau d'anglais courant de l'anglais. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée.

Le titulaire de la fonction devra être titulaire d'un diplôme de formation supérieure équivalente au diplôme de Commerce ou d'Administration, d'expérience d'au moins 5 années, d'un bon niveau international, d'un bon niveau d'anglais, d'une connaissance de l'anglais et d'un bon niveau d'anglais courant de l'anglais. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée.

Le titulaire de la fonction devra être titulaire d'un diplôme de formation supérieure équivalente au diplôme de Commerce ou d'Administration, d'expérience d'au moins 5 années, d'un bon niveau international, d'un bon niveau d'anglais, d'une connaissance de l'anglais et d'un bon niveau d'anglais courant de l'anglais. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée.

Le titulaire de la fonction devra être titulaire d'un diplôme de formation supérieure équivalente au diplôme de Commerce ou d'Administration, d'expérience d'au moins 5 années, d'un bon niveau international, d'un bon niveau d'anglais, d'une connaissance de l'anglais et d'un bon niveau d'anglais courant de l'anglais. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée.

Le titulaire de la fonction devra être titulaire d'un diplôme de formation supérieure équivalente au diplôme de Commerce ou d'Administration, d'expérience d'au moins 5 années, d'un bon niveau international, d'un bon niveau d'anglais, d'une connaissance de l'anglais et d'un bon niveau d'anglais courant de l'anglais. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée.

Le titulaire de la fonction devra être titulaire d'un diplôme de formation supérieure équivalente au diplôme de Commerce ou d'Administration, d'expérience d'au moins 5 années, d'un bon niveau international, d'un bon niveau d'anglais, d'une connaissance de l'anglais et d'un bon niveau d'anglais courant de l'anglais. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée.

Le titulaire de la fonction devra être titulaire d'un diplôme de formation supérieure équivalente au diplôme de Commerce ou d'Administration, d'expérience d'au moins 5 années, d'un bon niveau international, d'un bon niveau d'anglais, d'une connaissance de l'anglais et d'un bon niveau d'anglais courant de l'anglais. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée.

Le titulaire de la fonction devra être titulaire d'un diplôme de formation supérieure équivalente au diplôme de Commerce ou d'Administration, d'expérience d'au moins 5 années, d'un bon niveau international, d'un bon niveau d'anglais, d'une connaissance de l'anglais et d'un bon niveau d'anglais courant de l'anglais. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée.

Le titulaire de la fonction devra être titulaire d'un diplôme de formation supérieure équivalente au diplôme de Commerce ou d'Administration, d'expérience d'au moins 5 années, d'un bon niveau international, d'un bon niveau d'anglais, d'une connaissance de l'anglais et d'un bon niveau d'anglais courant de l'anglais. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée.

Le titulaire de la fonction devra être titulaire d'un diplôme de formation supérieure équivalente au diplôme de Commerce ou d'Administration, d'expérience d'au moins 5 années, d'un bon niveau international, d'un bon niveau d'anglais, d'une connaissance de l'anglais et d'un bon niveau d'anglais courant de l'anglais. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée.

Le titulaire de la fonction devra être titulaire d'un diplôme de formation supérieure équivalente au diplôme de Commerce ou d'Administration, d'expérience d'au moins 5 années, d'un bon niveau international, d'un bon niveau d'anglais, d'une connaissance de l'anglais et d'un bon niveau d'anglais courant de l'anglais. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée.

Le titulaire de la fonction devra être titulaire d'un diplôme de formation supérieure équivalente au diplôme de Commerce ou d'Administration, d'expérience d'au moins 5 années, d'un bon niveau international, d'un bon niveau d'anglais, d'une connaissance de l'anglais et d'un bon niveau d'anglais courant de l'anglais. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée.

Le titulaire de la fonction devra être titulaire d'un diplôme de formation supérieure équivalente au diplôme de Commerce ou d'Administration, d'expérience d'au moins 5 années, d'un bon niveau international, d'un bon niveau d'anglais, d'une connaissance de l'anglais et d'un bon niveau d'anglais courant de l'anglais. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée.

Le titulaire de la fonction devra être titulaire d'un diplôme de formation supérieure équivalente au diplôme de Commerce ou d'Administration, d'expérience d'au moins 5 années, d'un bon niveau international, d'un bon niveau d'anglais, d'une connaissance de l'anglais et d'un bon niveau d'anglais courant de l'anglais. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée.

Le titulaire de la fonction devra être titulaire d'un diplôme de formation supérieure équivalente au diplôme de Commerce ou d'Administration, d'expérience d'au moins 5 années, d'un bon niveau international, d'un bon niveau d'anglais, d'une connaissance de l'anglais et d'un bon niveau d'anglais courant de l'anglais. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée.

Le titulaire de la fonction devra être titulaire d'un diplôme de formation supérieure équivalente au diplôme de Commerce ou d'Administration, d'expérience d'au moins 5 années, d'un bon niveau international, d'un bon niveau d'anglais, d'une connaissance de l'anglais et d'un bon niveau d'anglais courant de l'anglais. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée.

Le titulaire de la fonction devra être titulaire d'un diplôme de formation supérieure équivalente au diplôme de Commerce ou d'Administration, d'expérience d'au moins 5 années, d'un bon niveau international, d'un bon niveau d'anglais, d'une connaissance de l'anglais et d'un bon niveau d'anglais courant de l'anglais. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée.

Le titulaire de la fonction devra être titulaire d'un diplôme de formation supérieure équivalente au diplôme de Commerce ou d'Administration, d'expérience d'au moins 5 années, d'un bon niveau international, d'un bon niveau d'anglais, d'une connaissance de l'anglais et d'un bon niveau d'anglais courant de l'anglais. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée.

Le titulaire de la fonction devra être titulaire d'un diplôme de formation supérieure équivalente au diplôme de Commerce ou d'Administration, d'expérience d'au moins 5 années, d'un bon niveau international, d'un bon niveau d'anglais, d'une connaissance de l'anglais et d'un bon niveau d'anglais courant de l'anglais. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée.

Le titulaire de la fonction devra être titulaire d'un diplôme de formation supérieure équivalente au diplôme de Commerce ou d'Administration, d'expérience d'au moins 5 années, d'un bon niveau international, d'un bon niveau d'anglais, d'une connaissance de l'anglais et d'un bon niveau d'anglais courant de l'anglais. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée.

Le titulaire de la fonction devra être titulaire d'un diplôme de formation supérieure équivalente au diplôme de Commerce ou d'Administration, d'expérience d'au moins 5 années, d'un bon niveau international, d'un bon niveau d'anglais, d'une connaissance de l'anglais et d'un bon niveau d'anglais courant de l'anglais. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée.

Le titulaire de la fonction devra être titulaire d'un diplôme de formation supérieure équivalente au diplôme de Commerce ou d'Administration, d'expérience d'au moins 5 années, d'un bon niveau international, d'un bon niveau d'anglais, d'une connaissance de l'anglais et d'un bon niveau d'anglais courant de l'anglais. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée.

Le titulaire de la fonction devra être titulaire d'un diplôme de formation supérieure équivalente au diplôme de Commerce ou d'Administration, d'expérience d'au moins 5 années, d'un bon niveau international, d'un bon niveau d'anglais, d'une connaissance de l'anglais et d'un bon niveau d'anglais courant de l'anglais. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée.

Le titulaire de la fonction devra être titulaire d'un diplôme de formation supérieure équivalente au diplôme de Commerce ou d'Administration, d'expérience d'au moins 5 années, d'un bon niveau international, d'un bon niveau d'anglais, d'une connaissance de l'anglais et d'un bon niveau d'anglais courant de l'anglais. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée.

Le titulaire de la fonction devra être titulaire d'un diplôme de formation supérieure équivalente au diplôme de Commerce ou d'Administration, d'expérience d'au moins 5 années, d'un bon niveau international, d'un bon niveau d'anglais, d'une connaissance de l'anglais et d'un bon niveau d'anglais courant de l'anglais. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée.

Le titulaire de la fonction devra être titulaire d'un diplôme de formation supérieure équivalente au diplôme de Commerce ou d'Administration, d'expérience d'au moins 5 années, d'un bon niveau international, d'un bon niveau d'anglais, d'une connaissance de l'anglais et d'un bon niveau d'anglais courant de l'anglais. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée.

Le titulaire de la fonction devra être titulaire d'un diplôme de formation supérieure équivalente au diplôme de Commerce ou d'Administration, d'expérience d'au moins 5 années, d'un bon niveau international, d'un bon niveau d'anglais, d'une connaissance de l'anglais et d'un bon niveau d'anglais courant de l'anglais. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée.

Le titulaire de la fonction devra être titulaire d'un diplôme de formation supérieure équivalente au diplôme de Commerce ou d'Administration, d'expérience d'au moins 5 années, d'un bon niveau international, d'un bon niveau d'anglais, d'une connaissance de l'anglais et d'un bon niveau d'anglais courant de l'anglais. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée.

Le titulaire de la fonction devra être titulaire d'un diplôme de formation supérieure équivalente au diplôme de Commerce ou d'Administration, d'expérience d'au moins 5 années, d'un bon niveau international, d'un bon niveau d'anglais, d'une connaissance de l'anglais et d'un bon niveau d'anglais courant de l'anglais. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée.

Le titulaire de la fonction devra être titulaire d'un diplôme de formation supérieure équivalente au diplôme de Commerce ou d'Administration, d'expérience d'au moins 5 années, d'un bon niveau international, d'un bon niveau d'anglais, d'une connaissance de l'anglais et d'un bon niveau d'anglais courant de l'anglais. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée.

Le titulaire de la fonction devra être titulaire d'un diplôme de formation supérieure équivalente au diplôme de Commerce ou d'Administration, d'expérience d'au moins 5 années, d'un bon niveau international, d'un bon niveau d'anglais, d'une connaissance de l'anglais et d'un bon niveau d'anglais courant de l'anglais. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée.

Le titulaire de la fonction devra être titulaire d'un diplôme de formation supérieure équivalente au diplôme de Commerce ou d'Administration, d'expérience d'au moins 5 années, d'un bon niveau international, d'un bon niveau d'anglais, d'une connaissance de l'anglais et d'un bon niveau d'anglais courant de l'anglais. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée.

Le titulaire de la fonction devra être titulaire d'un diplôme de formation supérieure équivalente au diplôme de Commerce ou d'Administration, d'expérience d'au moins 5 années, d'un bon niveau international, d'un bon niveau d'anglais, d'une connaissance de l'anglais et d'un bon niveau d'anglais courant de l'anglais. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée.

Le titulaire de la fonction devra être titulaire d'un diplôme de formation supérieure équivalente au diplôme de Commerce ou d'Administration, d'expérience d'au moins 5 années, d'un bon niveau international, d'un bon niveau d'anglais, d'une connaissance de l'anglais et d'un bon niveau d'anglais courant de l'anglais. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée.

Le titulaire de la fonction devra être titulaire d'un diplôme de formation supérieure équivalente au diplôme de Commerce ou d'Administration, d'expérience d'au moins 5 années, d'un bon niveau international, d'un bon niveau d'anglais, d'une connaissance de l'anglais et d'un bon niveau d'anglais courant de l'anglais. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée.

Le titulaire de la fonction devra être titulaire d'un diplôme de formation supérieure équivalente au diplôme de Commerce ou d'Administration, d'expérience d'au moins 5 années, d'un bon niveau international, d'un bon niveau d'anglais, d'une connaissance de l'anglais et d'un bon niveau d'anglais courant de l'anglais. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée.

Le titulaire de la fonction devra être titulaire d'un diplôme de formation supérieure équivalente au diplôme de Commerce ou d'Administration, d'expérience d'au moins 5 années, d'un bon niveau international, d'un bon niveau d'anglais, d'une connaissance de l'anglais et d'un bon niveau d'anglais courant de l'anglais. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée.

Le titulaire de la fonction devra être titulaire d'un diplôme de formation supérieure équivalente au diplôme de Commerce ou d'Administration, d'expérience d'au moins 5 années, d'un bon niveau international, d'un bon niveau d'anglais, d'une connaissance de l'anglais et d'un bon niveau d'anglais courant de l'anglais. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée.

Le titulaire de la fonction devra être titulaire d'un diplôme de formation supérieure équivalente au diplôme de Commerce ou d'Administration, d'expérience d'au moins 5 années, d'un bon niveau international, d'un bon niveau d'anglais, d'une connaissance de l'anglais et d'un bon niveau d'anglais courant de l'anglais. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée.

Le titulaire de la fonction devra être titulaire d'un diplôme de formation supérieure équivalente au diplôme de Commerce ou d'Administration, d'expérience d'au moins 5 années, d'un bon niveau international, d'un bon niveau d'anglais, d'une connaissance de l'anglais et d'un bon niveau d'anglais courant de l'anglais. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée.

Le titulaire de la fonction devra être titulaire d'un diplôme de formation supérieure équivalente au diplôme de Commerce ou d'Administration, d'expérience d'au moins 5 années, d'un bon niveau international, d'un bon niveau d'anglais, d'une connaissance de l'anglais et d'un bon niveau d'anglais courant de l'anglais. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée.

Le titulaire de la fonction devra être titulaire d'un diplôme de formation supérieure équivalente au diplôme de Commerce ou d'Administration, d'expérience d'au moins 5 années, d'un bon niveau international, d'un bon niveau d'anglais, d'une connaissance de l'anglais et d'un bon niveau d'anglais courant de l'anglais. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée.

Le titulaire de la fonction devra être titulaire d'un diplôme de formation supérieure équivalente au diplôme de Commerce ou d'Administration, d'expérience d'au moins 5 années, d'un bon niveau international, d'un bon niveau d'anglais, d'une connaissance de l'anglais et d'un bon niveau d'anglais courant de l'anglais. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée.

Le titulaire de la fonction devra être titulaire d'un diplôme de formation supérieure équivalente au diplôme de Commerce ou d'Administration, d'expérience d'au moins 5 années, d'un bon niveau international, d'un bon niveau d'anglais, d'une connaissance de l'anglais et d'un bon niveau d'anglais courant de l'anglais. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée.

Le titulaire de la fonction devra être titulaire d'un diplôme de formation supérieure équivalente au diplôme de Commerce ou d'Administration, d'expérience d'au moins 5 années, d'un bon niveau international, d'un bon niveau d'anglais, d'une connaissance de l'anglais et d'un bon niveau d'anglais courant de l'anglais. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée. Des connaissances ou d'agilité est souhaitée.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Importante société de Haute-Couture de robes internationales - Paris 8^{me} recherche :

ATTACHE(E) de DIRECTION

pour assister le directeur international dans la gestion de contrats de licences :

- suivi administratif des dossiers (courriers, contacts téléphoniques),
- contrôle de la bonne application des obligations contractuelles des licenciés (fabrication, distribution, résultats),
- établissement de budgets et compte d'exploitation.

EXIGENCES :

- formation supérieure de gestion,
- parfaite maîtrise de l'anglais - espagnol ou allemand apprécié,
- expérience de gestionnaire de 3 à 5 ans,
- aptitude à travailler avec outil informatique (micro-ordinateur),
- excellente présentation et goût des contacts.

Ecrire avec C.V., photo, salaire actuel et prétentions sous réf. 3543 à PIERRE LICHAU S.A., BP 220, 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

La Direction Systèmes de Traitement de l'Information (Paris-La Défense) d'une importante affaire (1100 p) proche des milieux aéronautiques et intervenant partout dans le monde cherche

un ingénieur bureautique et organisation industrielle

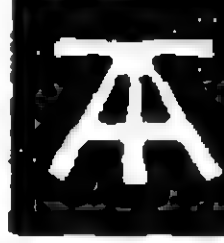
(réf. 4563 LM)

un ingénieur d'études

(réf. 4564 LM)

Le rôle du premier ingénieur consiste à appliquer, dans les entreprises clientes, les techniques de la bureautique et de l'organisation industrielle pour redéfinir la circulation des documents et leur archivage; tandis que le second étudie et réalise les systèmes Hard et Soft à mettre en place. Ingénieur débutant, vos projets de stages et/ou vos goûts vous orientent vers la conception de logiciels et de systèmes de traitement de l'information en milieu industriel. Vous connaissez bien l'anglais et visez à acquérir une solide compétence sur des techniques de pointe.

Notre consultante, Mlle A. HUAUME, vous remercie de lui écrire sous référence correspondante.



ALEXANDRE TIC S.A.
Carrières de l'Informatique
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTec

Filiale d'un Groupe européen - Banlieue Ouest
Secteur industriel en expansion, recherche

CADRE ADMINISTRATIF H.F.

Jeune diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce ou équivalent, une de ses premières missions sera d'animer le service d'administration commerciale en y introduisant de nouvelles procédures.

Vous serez responsable avec votre équipe de la gestion performante des dossiers clients (commandes et offres de prix).

Vous avez quelques années d'expérience dans un poste similaire. Ce poste rattaché directement à la Direction Administrative et Financière doit évoluer vers une responsabilité plus élargie auprès de celle-ci.

Pratique de l'anglais courant et connaissance de l'outil informatique indispensables.

Adresser lettre manuscrite + C.V. + photo - sous réf. - 1146 - à Contesse Publicité 20, av. Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

FILIALE IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL recherche

POUR PROMOUVOIR SON DEVELOPPEMENT

UN INGÉNIEUR SPÉCIALISTE EPOXY-POLYURÉTHANES (30 ans minimum)

POUR ANIMER SON LABORATOIRE DE PRODUITS ET REVÊTEMENTS INDUSTRIELS

Formation : Ingénieur chimiste diplômé + connaissances gestion ou marketing et langues appréciables.

Responsabilités :

- Recherche et développement produits;
- Formulation, process, contrôle qualité;
- Assistance technique clientèle.

EXCELLENTE PERSPECTIVE D'AVENIR.

Adresser C.V., manuscrit + photo + prétentions sous n° 8.377 le Monde Pub., services annonces classées, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

ASSISTANT DEVELOPPEMENT CONDITIONNEMENT

Rowntree Mackintosh

LEADER ET PREMIER ANNONCEUR SUR LE MARCHÉ DU CHOCOLAT

recherche dans le cadre de son expansion un Assistant développement commercial et service, à Paris pour la mise au point et la réalisation des nouveaux emballages en fonction des objectifs marketing, des contraintes logistiques et des techniques de fabrication.

De formation supérieure, il connaît bien les techniques d'emballage dans au moins un des secteurs suivants : machine, film, alu, papier, carton, imprimé.

Notre préférence ira à un candidat créatif et rigoureux. Anglaise appréciée.

Merci d'adresser C.V. (photo) et prétentions à M. Denis MONTAUDO, Rowntree Mackintosh SA, 1, rue de Valenciennes, 75001 Paris.

ENTREPRISE NATIONALISÉE recherche

INGÉNIEUR ou UNIVERSITAIRE SCIENTIFIQUE

DÉBUTANT OU AYANT 1 à 2 ANS D'EXPÉRIENCE, pour occuper la fonction de Traducteur Documentaliste :

- Très bonne connaissance de l'anglais et de l'allemand exigée pour traductions techniques orales ou écrites;
- Participation à diverses activités documentaires réalisées avec le concours de moyens informatiques : bibliothèques, photographes, microfilm, etc.

Evolution vers d'autres fonctions techniques ultérieurement.

Lieu de travail : région parisienne, banlieue Nord.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. et photo sous n° 294.810 M, REGIE-PRESSE, 7, rue de Montessuy, Paris-7.

Filiale 250 salariés RESTAURATION D'ENTREPRISE

Installée à l'intérieur d'un très imp. ENSEMBLE INDUSTRIEL en Grande Banlieue OUEST Paris rech. suite promotion titulaire actuel

JEUNE CHEF DU PERSONNEL

RESPONSABLE DE L'ENSEMBLE DE LA FONCTION pour 250 salariés dont 7 Cadres (2/3 de femmes). Dans un environnement très industriel, C'EST DANS LE DOMAINE DES RELATIONS HUMAINES QU'IL SAURA FAIRE PREUVE DE TOUTE SON HABILITÉ ET DE SON SAVOIR-FAIRE pour résoudre sur le terrain les problèmes d'ordre individuel ou collectif.

POSTE VULGÉ ÉVOLUTIF DANS UN GROUPE D'ACTIVITÉS DE SERVICES DE TAILLE INTERNATIONALE

INDISPENSABLE

- H. ou F. - Formation supérieure, AVEC BONNES CONNAISSANCES DU DROIT SOCIAL
- 2 à 5 ans d'EXPÉRIENCE dans un poste SIMILAIRE DE CHEF DE PERSONNEL sur le terrain (USINE, Hypermarché, ...)

S.C. vous garantit une DISCRÉTION ABSOLUE et vous remercie d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération) sous réf. 8111 à

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

Importante Société Sud de Paris recherche

UN INGÉNIEUR AUTOMATICIEN

responsable de la conception et de la réalisation de systèmes automatisés appliqués à la maintenance.

- FONCTIONS :**
- suivi de la constitution des dossiers d'exécution et de conception à partir de matériel électromécanique (contacteurs, relais, etc...),
 - définition du fonctionnement et élaboration de l'analyse fonctionnelle,
 - utilisation et mise en œuvre d'automates programmables faisant largement appel au traitement calcul (gestion des flux de charges, suivis, comptages, etc...),
 - respect d'un budget,
 - contacts clients.

FORMATION SOUHAITÉE : INSA ou ENI

Adresser C.V., photo et prétentions s / réf. 1305 à SIETAM

42 / 48, avenue du Président Kennedy 91170 VIRY-CHATILLON

BANQUE LOUIS-DREYFUS

AFFILIÉE AU GROUPE LOUIS DREYFUS ET À LA BANQUE BRUXELLES LAMBERT

JEUNES EXPLOITANTS Clientèle Entreprises ayant

- une formation supérieure (HEC, ESSEC, Sciences-Po ou ESCP, de préférence)
- environ 3 ans d'expérience bancaire dont au moins 1 an d'exploitation axée sur les entreprises (moyennes et grandes),
- une forte motivation pour une activité commerciale et une bonne sensibilité au risque bancaire.

Nous recherchons des candidats rapidement adaptables, évolutifs, à qui nous offrons à terme des possibilités d'évolution dans l'exploitation domestique mais aussi internationale et financière.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. détaillé, photo et prétentions à la Direction du Personnel, 6, rue Rabelais, 75008 PARIS.

VOUS ÊTES ATTIRÉ PAR L'INFORMATIQUE FAITES AVEC NOUS UNE CARRIÈRE D'INFORMATICIEN

Nous sommes une Société Parisienne renommée, de Services et Ingénierie en Informatique et recherchons de JEUNES COLLABORATEURS ayant plusieurs années d'études supérieures, dégoûtés des obligations militaires et libres rapidement.

Il n'est pas nécessaire d'avoir des connaissances en informatique, les candidats engagés étant formés intégralement par la société.

Adresser lettre avec CV détaillé + photo sous réf. 98419 E à Contesse Publicité 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Responsable contrôle qualité HF

Parfums BOURJOIS recherchent pour leur établissement de PANTIN un responsable contrôle qualité.

Il se verra confier l'application du cahier des charges à l'ensemble des produits au cours du cycle de production.

Il participera à la politique de qualité des centres de production, notamment en proposant à la production des solutions techniques pour la standardisation des produits.

Une expérience similaire est indispensable.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à Parfums BOURJOIS - Service du Personnel - 40, rue Delizy - 93500 PANTIN.

BOURJOIS

Société d'Ingénierie Informatique recherche des

ingénieurs informaticiens

de 1 à 6 ans d'expérience pour développer des applications industrielles sur mini et micro (VAX, PDP 11 sous RSX, INTEL 8086 ...) dans des domaines tels que la Robotique, l'Automatisme, le Contrôle de Processus...

Merci d'adresser votre dossier sous réf. R.09.1 à

THIQUE

18, Champs-Élysées - 75008 Paris

SOCIÉTÉ COMMERCIALE REGION PARISIENNE

ayant grande clientèle industrielle et un C.A. dépassant 200 millions de F.

recherche

Président Directeur Général de 37 à 55 ans

Expérience de la gestion et du commerce

Ecrire sous réf. 1159 à CONTESSÉ PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ SUD DE PARIS recherche

UN TECHNICIEN AUTOMATICIEN

FORMATION SOUHAITÉE : BTS.

pour étude et réalisation de l'automatisme industriel appliqué à des systèmes de maintenance isolés.

Adresser C.V., photo et prétentions s / réf. 1306 à

SIETAM

42 / 48, avenue du Président Kennedy 91170 VIRY-CHATILLON.

arianespace

recherche pour sa

Direction Administrative et Financière à EVRY

CADRE COMPTABLE

Vous serez chargé d'études comptables sur l'analyse des prix et la formation des coûts. Une expérience du secteur aéronautique serait appréciée.

Adresser lettre + curriculum vitae + photo et prétentions à ARIANESPACE - Direction Administrative et Financière BP 177 - 91006 EVRY CEDEX

LE PREMIER CABINET DE CONSEILS JURIDIQUES ET FISCAUX

recherche pour

REGION PARISIENNE et PROVINCE

SPECIALISTES EN DROIT SOCIAL DE HAUT NIVEAU

Expérience professionnelle 3 ans minimum exigée :

- soit dans un cabinet de conseils en droit social,
- soit dans le Service Personnel d'une grande Entreprise,
- soit dans un organisme professionnel.

Adresser lettre manuscrite + C.V. + photo avec prétentions s / réf. 9282 à VALENS CONSEIL - BP 359 75064 PARIS CEDEX 02.

REPRODUCTION INTERDITE

Nous rendons en Europe des prestations pour l'industrie des ventes et services techniques. Nous rech. pour notre filiale en

INGÉNIEUR UN ÉLECTRICIEN

avec connaissances en ingénierie et en électronique. Nous possédons déjà à Paris une filiale technique et cherchons un ingénieur pour la filiale de l'Angleterre. Les candidats doivent être expérimentés et posséder une licence en électronique.

CH 630 KREUZING

C.M.A. des CHARGES POUR ANIMER D'INFORMATION

NOUS SOLICITONS :

- Connaissance des langues (anglais, allemand, espagnol, etc...);
- Expérience dans le domaine de l'information;
- Capacité de communication et d'information.

NOUS OFFRONS :

- Un poste passionnant dans une équipe de professionnels;
- Une possibilité d'évolution en fonction des succès de l'entreprise;
- Une rémunération attractive, prime et de l'effort.

Si vous êtes intéressé(e) par ce poste, veuillez adresser votre candidature à :

Société REYAN, C.M.A., 59, rue des Fossés-Charmes, 75001 Paris.

Une entreprise sociale industrielle vocation internationale, implantée de Paris, recherche un

chef comptable

Professionnel expérimenté, c'est un excellent technicien comptable chargé d'animer une équipe de comptables. De bonnes connaissances en fiscalité et en gestion sont nécessaires. La maîtrise de l'anglais est un atout.

Adresser dossier de candidature (C.V., photo (récente) et référence 21.849-38 à

CLA RECRUTEMENT

58 RUE DE BOULLEVARD RECHERCHÉ

SOCIÉTÉ DE COMMERCE

située à Paris, recherche

CHEF DE VENTE

Ce poste conviendrait à un candidat expérimenté, diplômé de l'enseignement supérieur, ayant travaillé dans le secteur de l'automatisme et possédant une expérience de 3 ans minimum.

Env. C.V., lettre manuscrite, photo et références à :

BOGGERO 72, rue de Belleville, 75019 Paris.

BANQUE PRIVÉE

recherche un

RESPONSABLE DU SERVICE ET

Jeune, diplômé de l'enseignement supérieur, ayant travaillé dans le secteur de l'automatisme et possédant une expérience de 3 ans minimum.

Env. C.V., lettre manuscrite, photo et références à :

BOGGERO 72, rue de Belleville, 75019 Paris.

BANQUE PRIVÉE

recherche un

RESPONSABLE DU SERVICE ET

Jeune, diplômé de l'enseignement supérieur, ayant travaillé dans le secteur de l'automatisme et possédant une expérience de 3 ans minimum.

Env. C.V., lettre manuscrite, photo et références à :

BOGGERO 72, rue de Belleville, 75019 Paris.

BANQUE PRIVÉE

recherche un

RESPONSABLE DU SERVICE ET

Jeune, diplômé de l'enseignement supérieur, ayant travaillé dans le secteur de l'automatisme et possédant une expérience de 3 ans minimum.

Env. C.V., lettre manuscrite, photo et références à :

BOGGERO 72, rue de Belleville, 75019 Paris.

BANQUE PRIVÉE

recherche un

RESPONSABLE DU SERVICE ET

Jeune, diplômé de l'enseignement supérieur, ayant travaillé dans le secteur de l'automatisme et possédant une expérience de 3 ans minimum.

Env. C.V., lettre manuscrite, photo et références à :

BOGGERO 72, rue de Belleville, 75019 Paris.

سكرا من الاصل

OFFRES D'EMPLOIS

commande vous parviendra dans les plus brefs délais

Votre commande vous parviendra dans les plus brefs délais

DEMANDES D'EMPLOIS

DEMANDES D'EMPLOIS

H. 44 a., bilingue anglais, 12 a. d'expérience, recherche poste de responsable dans une entreprise internationale. Téléphone : 248-73-55.

J.F. 23 a., ingénieur, BAC 61, ch. empl. bur. ou aut. M. J. Lepouty, 227-33-43 prof. matin.

J.F. 35 a., ingénieur, BAC 61, ch. empl. bur. ou aut. M. J. Lepouty, 227-33-43 prof. matin.

PME-PMI
vous recherchez
UN CADRE
POLYVALENT

Homme 41 ans, universitaire, diplômé, gestion, commerce, comptabilité, informatique, etc. Ecrire sous n° 8412 Le Monde Pub. 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

VOUS AVEZ BESOIN D'UN BRAS DROIT

Quel que soit le poste que vous souhaitez occuper, nous avons le candidat idéal pour vous. Homme 34 ans, diplômé, gestion, commerce, comptabilité, informatique, etc. Ecrire sous n° 8412 Le Monde Pub. 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

MARKETING

J.F. 21 ans, BAC + 2, anglais, japonais, expérience dans différents secteurs : marketing direct, administration commerciale, etc. Ecrire sous n° 8412 Le Monde Pub. 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

RECH. POSTE AU MALI

Lib. 40 ans, ingénieur, BAC 61, ch. empl. bur. ou aut. M. J. Lepouty, 227-33-43 prof. matin.

34 ans, cultivateur, connaissance de la culture, expérience de la vente, recherche emploi dans une entreprise internationale. Téléphone : 248-73-55.

J.H. 25 a., multilingue, anglais, espagnol, 1 an USA, diplômé 3^e cycle transport international, vision pratique Air France cargo. Ecrire sous n° 8412 Le Monde Pub. 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Commercial mais créatif

43 ans, 3 ans droit marketing, gestion, diplômé arts déco, bilingue, 10 ans exp. commerce international, vision pratique Air France cargo. Ecrire sous n° 8412 Le Monde Pub. 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

ACHAT SE-TRANSITAGE AER

J.H. 27 a., DECS, CSJF, maîtrise droit des affaires, relation en cours, 2 ans exp. achat, étude toutes propositions. Ecrire sous n° 8412 Le Monde Pub. 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

TECHNICO-COMMERCIAL

20 ans d'expérience direction commerciale, diplômé, maîtrise, etc. Ecrire sous n° 8412 Le Monde Pub. 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

I.F. FISCALISTE

34 ans, diplômé de l'Ecole nationale des impôts, maîtrise, etc. Ecrire sous n° 8412 Le Monde Pub. 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

COMMUNICATION D'ENTREPRISE

13 ans d'expérience en agence, sur des budgets internationaux et nationaux (institutionnels et produits). Vous qui dirigez une entreprise, avez-vous besoin d'une Directrice de la Communication ?

Ecrire sous n° 8412 Le Monde Pub. 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

OBJECTIF : DÉVELOPPER VOS VENTES DANS UNE OPTIQUE PROFIT

DIRECTEUR DES VENTES
31 ans
Formation chimie et BOST-OSO. Anglais courant.

VOUS PROPOSE :

- Une expérience du terrain acquise en PME et groupe multinational américain (chimie-cosmétique) ;
- Une grande disponibilité pour voyager France et étranger ;
- D'établir le plan marketing/ventes et d'action de la force de vente ;
- D'organiser, gérer et contrôler les budgets des ventes ;
- De négocier personnellement vos produits et brevets avec les clients importants ;
- De créer vos bureaux de ventes (France et étranger).

Missions d'urgence déterminées. Ecrire sous n° 8412 Le Monde Pub. 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Ma philosophie ?

C'est celle de l'effort, du mérite, du goût du risque, du dépassement. 34 ans, homme de communication, de marketing, de vente, je vous offre, Messieurs les décideurs et entrepreneurs, une réelle expérience commerciale confirmée et pluridisciplinaire de 13 ans, que m'ont permis d'acquiescer au terrain de solides connaissances de ventes et d'encadrement commercial. Ensemble, nous réalisons des gagnants !

Ecrire sous n° 8412 Le Monde Pub. 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Votre philosophie ?

34 ans, homme de communication, de marketing, de vente, je vous offre, Messieurs les décideurs et entrepreneurs, une réelle expérience commerciale confirmée et pluridisciplinaire de 13 ans, que m'ont permis d'acquiescer au terrain de solides connaissances de ventes et d'encadrement commercial. Ensemble, nous réalisons des gagnants !

Ecrire sous n° 8412 Le Monde Pub. 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.F. 22 ans, bilingue anglais, 12 a. d'expérience, recherche poste de responsable dans une entreprise internationale. Téléphone : 248-73-55.

J.H. 25 a., multilingue, anglais, espagnol, 1 an USA, diplômé 3^e cycle transport international, vision pratique Air France cargo. Ecrire sous n° 8412 Le Monde Pub. 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

RESPONSABLE PUBLICITÉ

exp. achat d'espace M4-dissemination (indépendance aux réseaux médias) et gestion de budget. Ecrire sous n° 8412 Le Monde Pub. 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

CADRE BANCAIRE

37 ans, dynamique, expérience diversifiée, bilingue anglais, allemand, etc. Ecrire sous n° 8412 Le Monde Pub. 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

CADRE INGENIEUR

Ingénieur, diplômé, maîtrise, etc. Ecrire sous n° 8412 Le Monde Pub. 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

ANGLAIS RAPIDE ET EFFICACE

COURS INTENSIFS (1 A 4 SEMAINES)
COURS DU MIDI
COURS DU SOIR

- ANGLAIS COURANT
- ANGLAIS - VIE DES AFFAIRES -

1, rue de la Pépinière, 75009 Paris
Face gare Saint-Lazare. Tél. : 522-51-18.

propositions diverses

J.F., 21 ans, cherche poste de responsable dans une entreprise internationale. Téléphone : 248-73-55.

EMPLOIS CADRES

Recevez gratuitement des offres d'emploi. Cadres correspondants à votre profil.

LA SÉLECTIQUE

34, quai de Dion-Bouton, 92000 PUTEAUX.
19-05-04-03 (m. vert.).
La SÉLECTIQUE s'engage au secret absolu sur les informations qui lui sont transmises.

les annonces classées

Le Monde

sont reçues par téléphone du lundi au vendredi de 9 heures à 18 heures au 555-91-82

L'immobilier

appartements ventes

4^e arrdt

ILE DE LA CITÉ
PROX. NOTRE-DAME
RUE DE CH. SUR COUINETTE
ancien atelier artisan étranger
GRAND LIVING + CHÈBRE
2 bns, 1 ch. cuis. équipée, calme et original. Libre de suite.
2.250.000 F.
SERGE KATYER - (1) 328-80-80.

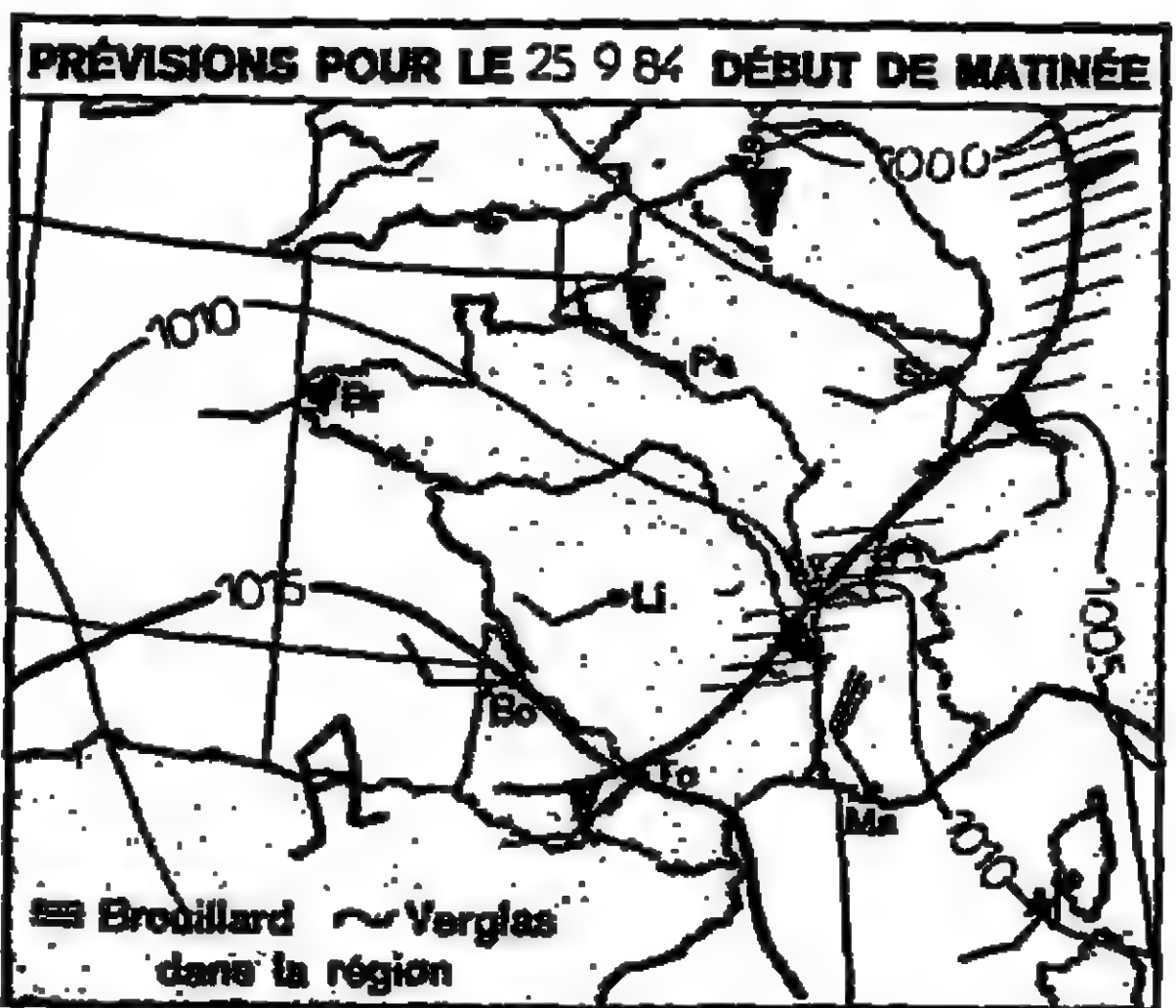
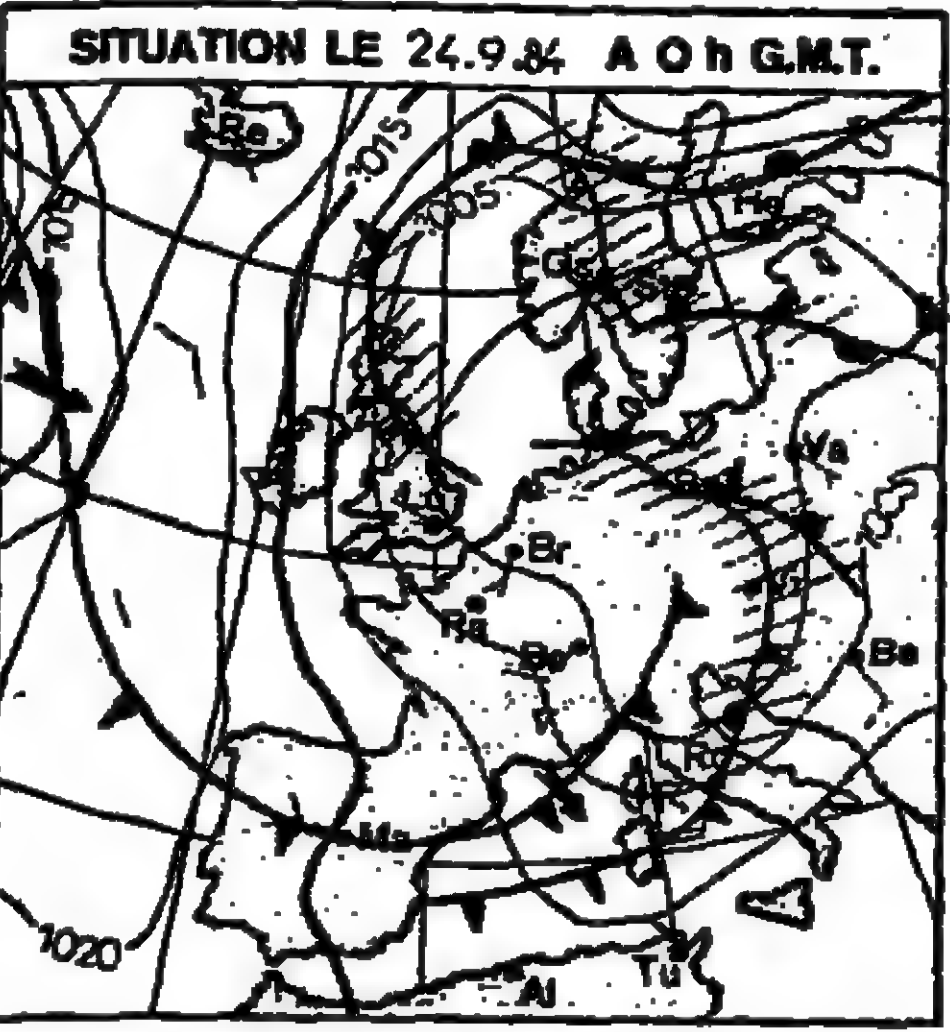
5^e arrdt

NEUF JARDIN PLANTES
1^{er} RUE POLYVALENT
CONSTRUCTION 60 LUXE
Livrée immédiate
3-4-5-6-7-8-9-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-100-101-102-103-104-105-106-107-108-109-110-111-112-113-114-115-116-117-118-119-120-121-122-123-124-125-126-127-128-129-130-131-132-133-134-135-136-137-138-139-140-141-142-143-144-145-146-147-148-149-150-151-152-153-154-155-156-157-158-159-160-161-162-163-164-165-166-167-168-169-170-171-172-173-174-175-176-177-178-179-180-181-182-183-184-185-186-187-188-189-190-191-192-193-194-195-196-197-198-199-200-201-202-203-204-205-206-207-208-209-210-211-212-213-214-215-216-217-218-219-220-221-222-223-224-225-226-227-228-229-230-231-232-233-234-235-236-237-238-239-240-241-242-243-244-245-246-247-248-249-250-251-252-253-254-255-256-257-258-259-260-261-262-263-264-265-266-267-268-269-270-271-272-273-274-275-276-277-278-279-280-281-282-283-284-285-286-287-288-289-290-291-292-293-294-295-296-297-298-299-300-301-302-303-304-305-306-307-308-309-310-311-312-313-314-315-316-317-318-319-320-321-322-323-324-325-326-327-328-329-330-331-332-333-334-335-336-337-338-339-340-341-342-343-344-345-346-347-348-349-350-351-352-353-354-355-356-357-358-359-360-361-362-363-364-365-366-367-368-369-370-371-372-373-374-375-376-377-378-379-380-381-382-383-384-385-386-387-388-389-390-391-392-393-394-395-396-397-398-399-400-401-402-403-404-405-406-407-408-409-410-411-412-413-414-415-416-417-418-419-420-421-422-423-424-425-426-427-428-429-430-431-432-433-434-435-436-437-438-439-440-441-442-443-444-445-446-447-448-449-450-451-452-453-454-455-456-457-458-459-460-461-462-463-464-465-466-467-468-469-470-471-472-473-474-475-476-477-478-479-480-481-482-483-484-485-486-487-488-489-490-491-492-493-494-495-496-497-498-499-500-501-502-503-504-505-506-507-508-509-510-511-512-513-514-515-516-517-518-519-520-521-522-523-524-525-526-527-528-529-530-531-532-533-534-535-536-537-538-539-540-541-542-543-544-545-546-547-548-549-550-551-552-553-554-555-556-557-558-559-560-561-562-563-564-565-566-567-568-569-570-571-572-573-574-575-576-577-578-579-580-581-582-583-584-585-586-587-588-589-590-591-592-593-594-595-596-597-598-599-600-601-602-603-604-605-606-607-608-609-610-611-612-613-614-615-616-617-618-619-620-621-622-623-624-625-626-627-628-629-630-631-632-633-634-635-636-637-638-639-640-641-642-643-644-645-646-647-648-649-650-651-652-653-654-655-656-657-658-659-660-661-662-663-664-665-666-667-668-669-670-671-672-673-674-675-676-677-678-679-680-681-682-683-684-685-686-687-688-689-690-691-692-693-694-695-696-697-698-699-700-701-702-703-704-705-706-707-708-709-710-711-712-713-714-715-716-717-718-719-720-721-722-723-724-725-726-727-728-729-730-731-732-733-734-735-736-737-738-739-740-741-742-743-744-745-746-747-748-749-750-751-752-753-754-755-756-757-758-759-760-761-762-763-764-765-766-767-768-769-770-771-772-773-774-775-776-777-778-779-780-781-782-783-784-785-786-787-788-789-790-791-792-793-794-795-796-797-798-799-800-801-802-803-804-805-806-807-808-809-810-811-812-813-814-815-816-817-818-819-820-821-822-823-824-825-826-827-828-829-830-831-832-833-834-835-836-837-838-839-840-841-842-843-844-845-846-847-848-849-850-851-852-853-854-855-856-857-858-859-860-861-862-863-864-865-866-867-868-869-870-871-872-873-874-875-876-877-878-879-880-881-882-883-884-885-886-887-888-889-890-891-892-893-894-895-896-897-898-899-900-901-902-903-904-905-906-907-908-909-910-911-912-913-914-915-916-917-918-919-920-921-922-923-924-925-926-927-928-929-930-931-932-933-934-935-936-937-938-939-940-941-942-943-944-945-946-947-948-949-950-951-952-953-954-955-956-957-958-959-960-961-962-963-964-965-966-967-968-969-970-971-972-973-974-975-976-977-978-979-980-981-982-983-984-985-986-987-988-989-990-991-992-993-994-995-996-997-998-999-1000-1001-1002-1003-1004-1005-1006-1007-1008-1009-1010-1011-1012-1013-1014-1015-1016-1017-1018-1019-1020-1021-1022-1023-1024-1025-1026-1027-1028-1029-1030-1031-1032-1033-1034-1035-1036-1037-1038-1039-1040-1041-1042-1043-1044-1045-1046-1047-1048-1049-1050-1051-1052-1053-1054-1055-1056-1057-1058-1059-1060-1061-1062-1063-1064-1065-1066-1067-1068-1069-1070-1071-1072-1073-1074-1075-1076-1077-1078-1079-1080-1081-1082-1083-1084-1085-1086-1087-1088-1089-1090-1091-1092-1093-1094-1095-1096-1097-1098-1099-1100-1101-1102-1103-1104-1105-1106-1107-1108-1109-1110-1111-1112-1113-1114-1115-1116-1117-1118-1119-1120-1121-1122-1123-1124-1125-1126-1127-1128-1129-1130-1131-1132-1133-1134-1135-1136-1137-1138-1139-1140-1141-1142-1143-1144-1145-1146-1147-1148-1149-1150-1151-1152-1153-1154-1155-1156-1157-1158-1159-1160-1161-1162-1163-1164-1165-1166-1167-1168-1169-1170-1171-1172-1173-1174-1175-1176-1177-1178-1179-1180-1181-1182-1183-1184-1185-1186-1187-1188-1189-1190-1191-1192-1193-1194-1195-1196-1197-1198-1199-1200-1201-1202-1203-1204-1205-1206-1207-1208-1209-1210-1211-1212-1213-1214-1215-1216-1217-1218-1219-1220-1221-1222-1223-1224-1225-1226-1227-1228-1229-1230-1231-1232-1233-1234-1235-1236-1237-1238-1239-1240-1241-1242-1243-1244-1245-1246-1247-1248-1249-1250-1251-1252-1253-1254-1255-1256-1257-1258-1259-1260-1261-1262-1263-1264-1265-1266-1267-1268-1269-1270-1271-1272-1273-1274-1275-1276-1277-1278-1279-1280-1281-1282-1283-1284-1285-1286-1287-1288-1289-1290-1291-1292-1293-1294-1295-1296-1297-1298-1299-1300-1301-1302-1303-1304-1305-1306-1307-1308-1309-1310-1311-1312-1313-1314-1315-1316-1317-1318-1319-1320-1321-1322-1323-1324-1325-1326-1327-1328-1329-1330-1331-1332-1333-1334-1335-1336-1337-1338-1339-1340-1341-1342-1343-1344-1345-1346-1347-1348-1349-1350-1351-1352-1353-1354-1355-1356-1357-1358-1359-1360-1361-1362-1363-1364-1365-1366-1367-1368-1369-1370-1371-1372-1373-1374-1375-1376-1377-1378-1379-1380-1381-1382-1383-1384-1385-1386-1387-1388-1389-1390-1391-1392-1393-1394-1395-1396-1397-1398-1399-1400-1401-1402-1403-1404-1405-1406-1407-1408-1409-1410-1411-1412-1413-1414-1415-1416-1417-1418-1419-1420-1421-1422-1423-1424-1425-1426-1427-1428-1429-1430-1431-1432-1433-1434-1435-1436-1437-1438-1439-1440-1441-1442-1443-1444-1445-1446-1447-1448-1449-1450-1451-1452-1453-1454-1455-1456-1457-1458-1459-1460-1461-1462-1463-1464-1465-1466-1467-1468-1469-1470-1471-1472-1473-1474-1475-1476-1477-1478-1479-1480-1481-1482-1483-1484-1485-1486-1487-1488-1489-1490-1491-1492-1493-1494-1495-1496-1497-1498-1499-1500-1501-1502-1503-1504-1505-1506-1507-1508-1509-1510-1511-1512-1513-1514-1515-1516-1517-1518-1519-1520-1521-1522-1523-1524-1525-1526-1527-1528-1529-1530-1531-1532-1533-1534-1535-1536-1537-1538-1539-1540-1541-1542-1543-1544-1545-1546-1547-1548-1549-1550-1551-1552-1553-1554-1555-1556-1557-1558-1559-1560-1561-1562-1563-1564-1565-1566-1567-1568-1569-1570-1571-1572-1573-1574-1575-1576-1577-1578-1579-1580-1581-1582-1583-1584-1585-1586-1587-1588-1589-1590-1591-1592-1593-1594-1595-1596-1597-1598-1599-1600-1601-1602-1603-1604-1605-1606-1607-1608-1609-1610-1611-1612-1613-1614-1615-1616-1617-1618-1619-1620-1621-1622-1623-1624-1625-1626-1627-1628-1629-1630-1631-1632-1633-1634-1635-1636-1637-1638-1639-1640-1641-1642-1643-1644-1645-1646-1647-1648-1649-1650-1651-1652-1653-1654-1655-1656-1657-1658-1659-1660-1661-1662-1663-1664-1665-1666-1667-1668-1669-1670-1671-1672-1673-1674-1675-1676-1677-1678-1679-1680-1681-1682-1683-1684-1685-1686-1687-1688-1689-1690-1691-1692-1693-1694-1695-1696-1697-1698-1699-1700-1701-1702-1703-1704-1705-1706-1707-1708-1709-1710-1711-1712-1713-1714-1715-1716-1717-1718-1719-1720-1721-1722-1723-1724-1725-1726-1727-1728-1729-1730-1731-1732-1733-1734-1735-1736-1737-1738-1739-1740-1741-1742-1743-1744-1745-1746-1747-1748-1749-1750-1751-1752-1753-1754-1755-1756-1757-1758-1759-1760-1761-1762-1763-1764-1765-1766-1767-1768-1769-1770-1771-1772-1773-1774-1775-1776-1777-1778-1779-1780-1781-1782-1783-1784-1785-1786-1787-1788-1789-1790-1791-1792-1793-1794-1795-1796-1797-1798-1799-1800-1801-1802-1803-1804-1805-1806-1807-1808-1809-1810-1811-1812-1813-1814-1815-1816-1817-1818-1819-1820-1821-1822-1823-1824-1825-1826-1827-1828-1829-1830-1831-1832-1833-1834-1835-1836-1837-1838-1839-1840-1841-1842-1843-1844-1845-1846-1847-1848-1849-1850-1851-1852-1853-1854-1855-1856-1857-1858-1859-1860-1861-1862-1863-1864-1865-1866-1867-1868-1869-1870-1871-1872-1873-1874-1875-1876-1877-1878-1879-1880-1881-1882-1883-1884-1885-1886-1887-1888-1889-1890-1891-1892-1893-1894-1895-1896-1897-1898-1899-1900-1901-1902-1903-1904-1905-1906-1907-1908-1909-1910-1911-1912-1913-1914-1915-1916-1917-1918-1919-1920-1921-1922-1923-1924-1925-1926-1927-1928-1929-1930-1931-1932-1933-1934-1935-1936-1937-1938-1939-1940-1941-1942-1943-1944-1945-1946-1947-1948-1949-1950-1951-1952-1953-1954-1955-1956-1957-1958-1959-1960-1961-1962-1963-1964-1965-1966-1967-1968-1969-1970-1971-1972-1973-1974-1975-1976-1977-1978-1979-1980-1981-1982-1983-1984-1985-1986-1987-1988-1989-1990-1991-1992-1993-1994-1995-1996-1997-1998-1999-2000-2001-2002-2003-2004-2005-2006-2007-2008-2009-2010-2011-2012-2

صحنه من الامم

INFORMATIONS « SERVICES »

MÉTÉOROLOGIE



SITUATION LE 24.9.84 A 0h GMT.

Evolution probable du temps en France entre le lundi 24 septembre à 0 heure et le mardi 25 septembre à 24 heures.

An cours des journées de lundi et mardi, la France restera sous l'influence d'une vaste zone dépressionnaire sur la mer du Nord. De l'air froid et instable traversera ainsi notre pays du nord-ouest au sud-est, y donnant de nombreuses averses.

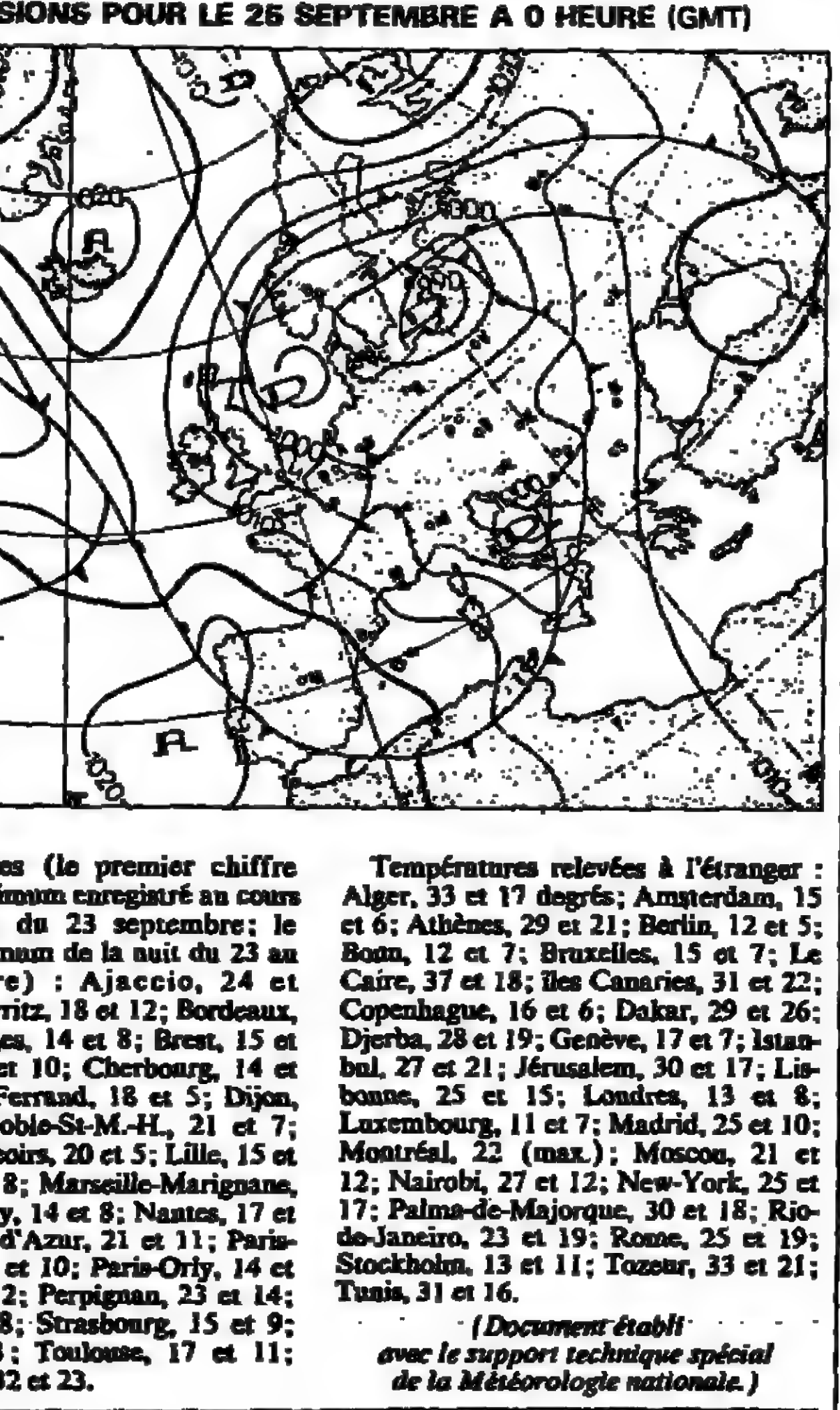
Une nouvelle perturbation, qui atteindra la Bretagne mardi soir, atténuera l'instabilité mardi après-midi sur nos régions de l'Ouest.

Mardi matin, le ciel sera dégagé sur les régions proches de la Méditerranée; plus au nord, le ciel sera très nuageux, de l'Aquitaine au Massif Central au nord et au nord-est, où les averses seront assez fréquentes. Sur le quart nord-ouest, le ciel sera variable, il fera assez frais, avec des vents de nord-ouest toujours modérés à assez forts. Dans le courant de l'après-midi, le ciel sera variable et des averses se produiront surtout de la Manche au Nord-Est, à la Bourgogne et au nord des Alpes. Ces averses pourront donner de la neige au-dessus de 1 300 mètres à 1 500 mètres d'altitude. Sur les Pyrénées, également, le temps à averses prédominera.

Sur les régions de l'Ouest, Basse-Normandie, Centre, val de Loire et Aquitaine, l'instabilité sera moins marquée l'après-midi, et le ciel deviendra nuageux en soirée en Bretagne et le long de l'Atlantique; de petites pluies pourront se produire au début de nuit.

Les températures maximales seront basses pour la saison. De l'ordre de 13 à 15 degrés seulement sur la moitié nord du pays, elles atteindront 16 à 18 degrés en Aquitaine et 19 à 22 degrés près de la Méditerranée.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, le 24 septembre à 8 heures, de 1001,5 millibars, soit 751,2 millibars de mercure.



MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3804

1	2	3	4	5	6	7	8	9
10	11	12	13	14	15	16	17	18
19	20	21	22	23	24	25	26	27
28	29	30	31	32	33	34	35	36
37	38	39	40	41	42	43	44	45
46	47	48	49	50	51	52	53	54
55	56	57	58	59	60	61	62	63
64	65	66	67	68	69	70	71	72
73	74	75	76	77	78	79	80	81
82	83	84	85	86	87	88	89	90
91	92	93	94	95	96	97	98	99
100	101	102	103	104	105	106	107	108
109	110	111	112	113	114	115	116	117
118	119	120	121	122	123	124	125	126
127	128	129	130	131	132	133	134	135
136	137	138	139	140	141	142	143	144
145	146	147	148	149	150	151	152	153
154	155	156	157	158	159	160	161	162
163	164	165	166	167	168	169	170	171
172	173	174	175	176	177	178	179	180
181	182	183	184	185	186	187	188	189
190	191	192	193	194	195	196	197	198
199	200	201	202	203	204	205	206	207
208	209	210	211	212	213	214	215	216
217	218	219	220	221	222	223	224	225
226	227	228	229	230	231	232	233	234
235	236	237	238	239	240	241	242	243
244	245	246	247	248	249	250	251	252
253	254	255	256	257	258	259	260	261
262	263	264	265	266	267	268	269	270
271	272	273	274	275	276	277	278	279
280	281	282	283	284	285	286	287	288
289	290	291	292	293	294	295	296	297
298	299	300	301	302	303	304	305	306
307	308	309	310	311	312	313	314	315
316	317	318	319	320	321	322	323	324
325	326	327	328	329	330	331	332	333
334	335	336	337	338	339	340	341	342
343	344	345	346	347	348	349	350	351
352	353	354	355	356	357	358	359	360
361	362	363	364	365	366	367	368	369
370	371	372	373	374	375	376	377	378
379	380	381	382	383	384	385	386	387
388	389	390	391	392	393	394	395	396
397	398	399	400	401	402	403	404	405
406	407	408	409	410	411	412	413	414
415	416	417	418	419	420	421	422	423
424	425	426	427	428	429	430	431	432
433	434	435	436	437	438	439	440	441
442	443	444	445	446	447	448	449	450
451	452	453	454	455	456	457	458	459
460	461	462	463	464	465	466	467	468
469	470	471	472	473	474	475	476	477
478	479	480	481	482	483	484	485	486
487	488	489	490	491	492	493	494	495
496	497	498	499	500	501	502	503	504
505	506	507	508	509	510	511	512	513
514	515	516	517	518	519	520	521	522
523	524	525	526	527	528	529	530	531
532	533	534	535	536	537	538	539	540
541	542	543	544	545	546	547	548	549
550	551	552	553	554	555	556	557	558
559	560	561	562	563	564	565	566	567
568	569	570	571	572	573	574	575	576
577	578	579	580	581	582	583	584	585
586	587	588	589	590	591	592	593	594
595	596	597	598	599	600	601	602	603
604	605	606	607	608	609	610	611	612
613	614	615	616	617	618	619	620	621
622	623	624	625	626	627	628	629	630
631	632	633	634	635	636	637	638	639
640	641	642	643	644	645	646	647	648
649	650	651	652	653	654	655	656	657
658	659	660	661	662	663	664	665	666
667	668	669	670	671	672	673	674	675
676	677	678	679	680	681	682	683	684
685	686	687	688	689	690	691	692	693
694	695	696	697	698	699	700	701	702
703	704	705	706	707	708	709	710	711
712	713	714	715	716	717	718	719	720
721	722	723	724	725	726	727	728	729
730	731	732	733	734	735	736	737	738
739	740	741	742	743	744	745	746	747
748	749	750	751	752	753	754	755	756
757	758	759	760	761	762	763	764	765
766	767	768	769	770	771	772	773	774
775	776	777	778	779	780	781	782	783
784	785	786	787	788	789	790	791	792
793	794	795	796	797	798	799	800	801
802	803	804	805	806	807	808	809	810
811	812	813	814	815	816	817	818	819
820	821	822	823	824	825	826	827	828
829	830	831	832	833	834	835	836	837
838	839	840	841	842	843	844	845	846
847	848	849	850	851	852	853	854	855
856	857	858	859	860	861	862	863	864
865	866	867	868	869	870	871	872	873
874	875	876	877	878	879	880	881	882
883	884	885	886	887	888	889	890	891
892	893	894	895	896	897	898	899	900
901	902	903	904	905	906	907	908	909
910	911	912	913	914	915	916	917	918
919	920	921	922	923	924	925	926	927
928	929	930	931	932	933	934	935	936
937	938	939	940	941	942	943	944	945
946	947	948	949	950	951	952	953	954
955	956	957	958	959	960	961	962	963
964	965	966	967	968	969	970	971	972
973	974	975	976	977	978	979	980	981
982	983	984	985	986	987	988	989	990
991	992	993	994	995	996	997	998	999
1000	1001	1002	1003	1004	1005	1006	1007	1008
1009	1010	1011	1012	1013	1014	1015	1016	1017
1018	1019	1020	1021	1022	1023	1024	1025	1026
1027	1028	1029	1030	1031	1032	1033	1034	1035
1036	1037	1038	1039	1040	1041	1042	1043	1044
1045	1046	1047	1048	1049	1050	1051	1052	1053
1054	1055	1056	1057	1058	1059	1060	1061	1062
1063	1064	1065	1066	1067	1068	1069	1070	1071
1072	1073	1074	1075	1076	1077	1078	1079	1080
1081	1082	1083	1084	1085	1086	1087	1088	1089
1090	1091	1092	1093	1094	1095	1096	1097	1098
1099	1100	1101	1102	1103	1104	1105	1106	1107
1108	1109	1110	1111	1112	1113	1114	1115	1116
1117	1118	1119	1120	1121	1122	1123	1124	1125
1126	1127	1128	1129	1130	1131	1132	1133	1134
1135	1136	1137	1138	1139	1140	1141	1142	1143
1144	1145	1146	1147	1148	1149	1150	1151	1152
1153	1154	1155	1156	1157	1158	1159	1160	1161
1162	1163	1164	1165	1166	1167	1168	1169	1170
1171	1172	1173	1174	1175	1176	1177	1178	1179
1180	1181	1182	1183	1184	1185	1186	1187	1188
1189	1190	1191	1192	1193	1194	1195	1196	1197
1198	1199	1200	1201	1202	1203	1204	1205	1206
1207	1208	1209	1210	1211	1212	1213	1214	1215
1216	1217	1218	1219	1220	1221	1222	1223	1224
1225	1226	1227	1228	1229	1230	1231	1232	1233
1234	1235	1236	1237	1238	1239	1240	1241	1242
1243	1244	1245	1246	1247	1248	1249	1250	1251
1252	1253	1254	1255	1256	1257	1258	1259	1260
1261	1262	1263	1264	1265	1266	1267	1268	1269
1270	1271	1272	1273	1274	1275	1276	1277	1278
1279	1280	1281	1282	1283	1284	1285	1286	1287
1288	1289	1290	1291	1292	1293	1294	1295	1296
1297	1298	1299	1300	1301	1302	1303	1304	1305
1306	1307	1308	1309	1310	1311	1312	1313	1314
1315	1316	13						

LE XXXV^e SICOB

LA TÉLÉMATIQUE DANS L'ENTREPRISE

« Votre argent m'intéresse », affirmait, à un moment, en guise de slogan publicitaire, l'une des plus grandes banques de la place. La clientèle a bien compris le message, surtout celle des entreprises, qui a été faite de retourner l'argument en rétorquant aux établissements bancaires : « Ce que vous faites de mon argent m'intéresse, et surtout ce qu'il m'en coûte ! ». Qu'elles soient petites ou grandes, voire moyennes, les entreprises ont des classifications statistiques, toutes les entreprises sont classées par leurs frais financiers et par le coût de l'argent immobilisé qu'elles veulent essayer de réduire le plus possible en tendant vers le « trésorerie zéro ».

Dans une société industrielle moyenne qui se finance à un tiers par des fonds propres, à un tiers par des emprunts à moyen et à long terme, et à un tiers par le court terme fournisseur et bancaire, les jours de banque et les conditions de dates de valeur peuvent atteindre 40 % de ses frais financiers à court terme si celle-ci accepte les conditions standards qui lui sont faites, rappelle opportunément un consultant (1). Il ne s'agit plus d'attendre passivement l'arrivée par courrier, avec plusieurs jours de retard sur la position bancaire, des relevés de compte, mais d'avoir une vision la plus proche possible, en temps réel, des encaissements à recevoir et des paiements à effectuer tout en négociant au plus serré, avec les différentes banques (une société est rarement cliente d'un seul établissement), les conditions financières relatives à chaque stade de l'exploitation.

Les nouveaux responsables du « cash management »
D'où l'apparition de ces nouveaux responsables du cash management qui sont les gestionnaires de trésorerie. Sans suppléer les traditionnels comptables, qui ont toujours leur place dans l'entreprise, ces techniciens ont pour mission de tenir au mieux les cordons de la bourse à l'instant présent, mais aussi d'essayer de prévoir quelle peuvent être les flux de trésorerie de la firme pour les prochaines semaines, voire les mois à venir, l'évolution des crédits à moyen et à long terme, la position changes ou crédits clients, ou encore les engagements sur des pays à ris-

ques et les assurances qu'il convient de prendre.

Un nouveau métier qui explique l'essor de cette Association française des trésoriers d'entreprise (2), créée en 1978, et qui regroupe aujourd'hui plus de quatre cents membres, dont la moitié d'entre eux ont le titre de trésorier ou de directeur de trésorerie dans de grandes entreprises industrielles et commerciales. Mais la gestion de trésorerie au jour le jour n'exige pas seulement de solides connaissances financières, elle requiert aussi des outils de traitement appropriés. C'est là qu'intervient le recours systématique à l'informatique, de plus en plus présente dans les bureaux. Si l'on en croit une enquête récente de l'UFB-Local (groupe de la Compagnie bancaire), réalisée auprès de trois cent mille PME environ, près de 40 % d'entre elles étaient équipées ainsi à la fin 1983, une proportion qui devrait passer à plus de 52 % cette année.

Le plus intéressant de cette étude est sans doute le nombre très important (soixante-trois mille) de ces petites sociétés qui disposent d'ores et déjà de micro-ordinateurs, le « demandeur informé » étant particulièrement sensible dans les sociétés employant moins de cinquante salariés. C'est donc un marché en forte expansion qui s'ouvre aux vendeurs de logiciels et de matériels (le prêt-à-porter et la confection sur mesure) axés sur la gestion de trésorerie de portefeuilles ou de devises.

De l'avis des professionnels, il existe actuellement une soixantaine, tout au plus, de logiciels de trésorerie sur le marché français. Encore celui-ci est-il décliné, pour l'essentiel, par deux ou trois entreprises (Audival, Cerg Finance, Concept SA) qui ont dépassé la centaine de produits vendus. Groupées en peloton, une dizaine de sociétés viennent ensuite (HGA, Logista, Sofli...) et, très loin derrière, tous les autres producteurs connus, avec quelques clients seulement, qui emploient de toutes petites équipes.

En effet, constate un professionnel, « beaucoup de vendeurs de logiciels sont d'anciens ingénieurs (qui viennent d'ailleurs en grande partie de la société de consultants Sama-Metrol) qui ont fabriqué eux-mêmes leurs produits. La plupart sont des types géniaux, quelquefois de bons

vendeurs mais le matériel et le matériel restent importants dans ce secteur en pleine mutation », ajoute-t-il. Depuis qu'elle a lancé son premier logiciel de gestion de trésorerie — c'était en 1975 —, Audival a toujours pignon sur rue. L'idée est née de l'association conclue entre un banquier et un ancien trésorier d'entreprise, auxquels se sont joints, par la suite, des praticiens du secteur financier, puis des informaticiens. Ces derniers représentent, actuellement, une quinzaine de personnes sur les vingt environ qui composent l'équipe, précise M. Jean-François Trédan, directeur commercial d'Audival : « Dès le départ, nous avons voulu rester indépendants des banques, des constructeurs en informatique et des monnaies qui sont intervenus sur les logiciels de gestion de trésorerie ». « L'association de services et d'ingénierie informatique qui font de l'informatique tous azimuts ».

Maintenant, ajoute M. Trédan, « nous avons développé un système de logiciels qui dépasse la gestion au jour le jour pour arriver à des notions budgétaires, donc prévisionnelles. Nous cherchons à rester implantés sur ce créneau tout en gardant notre autre casquette de conseil en trésorerie, ce qui nous oblige à rester très évolutifs vis-à-vis des nouveaux matériels et de l'environnement bancaire et financier ».

Compte tenu du prix moyen d'un logiciel de trésorerie (entre 20 000 F et 100 000 F, selon Audival), toute la gamme des entreprises n'est pas concernée. « Nous visons les firmes qui réalisent environ 200 millions de francs de chiffre d'affaires annuel, ce qui représente déjà un marché de 5 000 entreprises réparties dans tous les secteurs d'activité », affirment les responsables de cette société qui revendique une certaine de clients implantés aussi bien dans l'agro-alimentaire, la chimie, la mécanique, et le bâtiment que la commerce et la communication, pour simplifier.

C'est également le haut de la gamme que vise la Compagnie financière qui dispose de son propre centre serveur, General Information Services (GEIS) propose une série de logiciels de trésorerie branchés sur le réseau MARK II, installé depuis une quinzaine d'années dans l'Hexagone. GEIS qui a réalisé un chiffre d'affaires de 102 millions de francs en 1983 avec 120 personnes, propose

l'intermédiaire du réseau connecté que par Transpac (Vidéotex...). « Il s'agit de fournir à nos clients, qui figurent, pour au moins 50 % d'entre eux, parmi les mille premières entreprises françaises, un ensemble d'outils et de prestations afin de leur permettre d'optimiser leur gestion de trésorerie, en saisissant chaque information et chaque étape du processus pour l'intégrer dans un outil spécifique. De même, nous avons voulu accélérer les opérations de transfert et la Compagnie financière a été un des pionniers dans ce domaine de la télétransmission, où elle était présente dès 1980 », rappelle M. Geoffroy de Tilly-Blanc, directeur général adjoint de Financière Saint-Honoré, chargé de nouveaux produits.

Des outils modernes

« Un jour de valeur en moins, ce sont 400 F gagnés par million de francs qui tournent. Quand on a dans sa clientèle des entreprises qui brassent 500 millions de francs par jour, on imagine l'importance de ces outils modernes », souligne-t-il en mettant l'accent sur l'intérêt que présente, pour le client, le fait de lui offrir la centralisation de l'ensemble des informations détenues par ses diverses banques, présentées sous une forme unique et immédiatement adaptée au traitement que souhaite le trésorier d'entreprise.

Dans ce domaine, la banque de la rue Saint-Honoré a gagné un échelon supplémentaire en lançant, également en avril 1984, le produit Télémétris. Mis au point par la Compagnie financière et par France Câbles et Radio (filiale de la Direction générale Electric des télécommunications), ce service, présenté comme unique en Europe, doit permettre d'obtenir toutes les applications souhaitées, quelle que soit la nature du centre serveur, cette « boîte noire » d'un nouveau genre permettant aussi d'utiliser les terminaux Vidéotex.

A l'image de la Compagnie financière qui dispose de son propre centre serveur, General Information Services (GEIS) propose une série de logiciels de trésorerie branchés sur le réseau MARK II, installé depuis une quinzaine d'années dans l'Hexagone. GEIS qui a réalisé un chiffre d'affaires de 102 millions de francs en 1983 avec 120 personnes, propose

SERCLU II, un logiciel de trésorerie qui permet d'accéder quotidiennement aux mouvements fins de trésorerie et aux soldes en valeurs. Conçu comme des modules destinés à être développés et adaptés aux fonctions voulues par l'utilisateur final, le produit peut être proposé aux établissements bancaires qui y intègrent leur savoir-faire, le produit final provenant à hauteur de 60 %, de la base logistique fournie par GEIS et, à 40 % de l'apport de l'organisme bancaire, estime M. Charles Fodor, directeur commercial de GEIS. C'est de cette façon que fonctionne, notamment, Paribas avec son système « Prism », qui englobe la présentation tripartite consultation de compte bancaire y compris dans la plupart des implantations à l'étranger, grâce au STEB (système de trésorerie et d'engagement automatique du compte bancaire), complété par un outil de télétransmission d'ordres de virement (ORVIT), auquel peut s'adjoindre le TELEN pour les opérations importantes de transmission en nombre.

L'action du Comité français d'organisation et de normalisation bancaire a permis de rationaliser le processus et il est possible actuellement de recevoir un même enregistrement en provenance de plusieurs sources sur un même terminal », souligne M. Michel Poirault, fondé de pouvoir aux affaires bancaires de Paribas. En combinant les « prestations de services les plus pointues » et le centre serveur de General Electric (le centre serveur bancaire ne peut investir, seule, les 100 millions de dollars nécessaires pour avoir un réseau mondial de télétransmission), la banque de la rue d'Antin démarche les PME et PMI, qui réalisent un chiffre d'affaires annuel de 150 à 500 millions de francs.

C'est à ce créneau que s'attaquent progressivement les autres établissements bancaires, y compris les banques étrangères. La Chase Manhattan avec son nouveau service Europcash axé sur le marché monétaire européen, Chemical Bank qui est sans doute l'un des tout premiers américains dans le secteur du cash management vont ainsi exporter leur technique. Pour Citibank, c'est déjà fait. Sans délaisser les grandes entreprises qui constituent une part importante de son fonds de commerce, cette banque a décidé de prendre pied de façon plus affirmée dans le

retail banking, le service aux particuliers, tout en développant des outils informatiques appropriés aux moyennes entreprises, explique M. Bruno Lecomte, l'un des responsables de la Citibank, à Paris, mettant en avant les produits proposés, notamment l'avis d'opération sur des comptes d'informations « extracomptables » telles que le coût de change pour les obligations de cautions de devises.

Ce ne sont là que des exemples et il faudrait citer aussi le cas de toutes ces banques qui ont mis à profit le Minitel (si possible dans sa version perfectionnée Minitel-10), voire les mini-ordinateurs pour offrir à leur clientèle commerciale des produits qui se veulent concurrents de la Mirode du 18 avril 1984). A l'évidence, dans le domaine de la télématique bancaire à usage professionnel, la France a encore quelques longueurs d'avance par rapport à d'autres pays européens, notamment, mais il faut admettre que ce sont les entreprises elles-mêmes qui ont incité les banques à élaborer des produits de gestion de trésorerie adaptés à leurs besoins et non pas l'inverse.

Un pas décisif devrait être franchi avec la mise en place du système informatique de télétransmission (STT), actuellement à l'étude au sein de la profession. Destiné à établir une liaison directe entre l'entreprise et son agence bancaire, ce système doit permettre à chaque guichet d'être interconnecté sur n'importe quel autre guichet de banque, indépendamment du réseau auquel il appartient, sans passer, comme c'est le cas actuellement, par les ordinateurs régionaux de compensation. Ce projet est bûti à l'horizon 1988 et, d'ici là, les banques françaises ont tout le temps de remodeler leur image auprès de la clientèle particulière et des entreprises afin de leur prouver qu'elles sont réellement décidées à passer du rôle ancestral de bailleur de fonds à celui, contemporain, de prestataires de services, puisque c'est sur ce point que s'établit la concurrence à l'avenir.

SERGE MARTI.

(1) L'Union nouvelle-Tertit (avril 1984).
(2) Association française des trésoriers d'entreprise, 70, rue Saint-Lazare 75009 Paris. Tél. : 281-33-98.

Les trésoriers branchés



METTEZ VOTRE SECRÉTAIRE
DANS VOTRE POCHE.



GARDEZ VOTRE PATRON
SOUS LA MAIN.

POCKET-MEMOS ET MEMOS-SYSTEMES PHILIPS.

Mettez votre secrétaire dans votre poche : en déplacement, en réunion, en week-end : Pocket-Memo® Philips. Après un entretien, entre deux rendez-vous ou simplement pour qu'une idée ne s'envole pas : Pocket-Memo® Philips. La taille réduite de ses cassettes, pouvant durer une heure, son micro et son haut-parleur incorporés en font un minuscule enregistreur qui vous accompagne partout. Votre Pocket-Memo® est toujours là, toujours prêt.

Et il rend votre secrétaire beaucoup plus disponible : il lui suffit d'enclencher votre cassette enregistrée dans le Memo-System® Philips, quand elle le souhaite. Gardez votre patron sous la main : sous forme de mini-cassettes. Et écoutez-le sur le Memo-System® Philips. Tout de suite, dans une heure ou quand ça vous arrange. Le Memo-System® Philips est un lecteur-

enregistreur, spécialement conçu pour une meilleure gestion de votre temps : écoutez, directement par haut-parleur, ou par casque pour mieux vous isoler. Arrêtez si besoin est, et reprenez plus tard. Décidez en permanence du bon moment pour taper une lettre ou rédiger un rapport. Voulez-vous laisser un message à votre tour ? Le Memo-System® Philips a aussi un micro. Pocket-Memos® et Memos-Systemes® Philips : de la mémoire pour deux.

PRESENT AU SICOB 84

PALAIS DU C.N.I.T. DU 19-28 SEPTEMBRE 1984 NIVEAU 2 - ZONE DE/N° 2462

Je désire recevoir : une documentation complète ☐ la visite d'un attaché commercial ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Fonction : _____ Société : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Tél. : _____

Couper et retourner à S.A. Philips Data Systems, Département Bureautique Distribution 5, square Max-Hymans, 75741 PARIS Cedex 15.

PHILIPS Data Systems

Avec Gestetner, n'hésitez pas à confier votre confiance à 100 années d'expérience. La confiance établie un contact direct avec Gestetner. 1.800 hommes et femmes au service de la qualité n'est plus à faire, tout est là.

PHOTOCOPIE

صكرا من الامم

صكنا من الامل

Le Monde

économie

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU FONDS MONÉTAIRE ET DE LA BANQUE MONDIALE

En proposant une conférence sur l'endettement les Etats-Unis entendent rester maîtres du jeu

Washington. — Ce lundi 24 septembre, à 10 heures (heure de Washington), doit s'ouvrir l'Assemblée générale du Fonds monétaire et de la Banque mondiale qui réunira les délégations des cent quarante-six nations membres, auxquelles doit s'ajouter cette année le Mozambique. Sauf changement imprévu de programme, le président Reagan se prononcera la traditionnelle allocution de bienvenue du chef de l'Etat, hôte de la réunion, que mardi, car il doit prendre la parole lundi devant les Nations unies.

Mais, selon la procédure habituelle, les jeux sont faits avant l'ouverture officielle de la session, au cours de laquelle la plupart des ministres présents prendront la parole à la tribune. Les déci-

sions prises pendant le week-end, qui a vu se réunir le Comité intermédiaire, organe politique de décisions pour le FMI, et le Comité de développement, organe de réflexions conjointes pour le Fonds et la Banque mondiale, peuvent paraître assez mineures, y compris celles qui sont relatives à l'initiative prise par le secrétaire américain au Trésor, M. Donald Regan, de donner au printemps

1985 une conférence pour parler des grands problèmes intéressant le Nord et le Sud.

Elles n'en marquent pas moins, sur des questions parfois de grande importance, une évolution notable des esprits, tant dans les pays développés que dans les pays économiquement en retard.

En revanche, M. Jacques de Larosière a obtenu ce qu'il jugeait le minimum en ce qui concerne la procédure dite d'accès élargi aux ressources du Fonds. Cette procédure avait été inaugurée de façon provisoire en 1978 pour permettre aux pays de tirer pendant trois ans de suite l'équivalent de 150 % annuellement de leur quota, soit plus que le triple des possibilités de tirage auparavant accordées. Ces pourcentages pouvaient même être augmentés en cas de sinistre.

L'an dernier, les Américains, les Allemands, les Britanniques avaient obtenu l'engagement que cette procédure provisoire ne se prolonge pas indéfiniment et que l'on commence, dès 1984, à en réduire la portée. M. Regan proposait pour 1985 un abaissement substantiel des pourcentages de 102 et de 115 %, selon les cas, qui avaient été décidés il y a douze mois. La France, appuyée par l'Italie, la Belgique, les Pays-Bas, les pays scandinaves et, bien sûr, par l'ensemble des pays sous-développés, obtint une réduction moins importante, qui a un caractère symbolique car les pourcentages maximaux ne sont pas en réalité utilisés.

Selon les nouveaux chiffres, un pays pourra sur trois ans emprunter 280 % ou 345 % de son quota (au lieu de trois fois 102 % - soit 306 - ou trois fois 125 - soit 375 % - précédemment). Plus significative aux yeux de M. de Larosière est la décision de permettre un tirage cumulatif (toutes facilités de crédits confondues) de 408 ou 450 %, ce qui permettra à des pays comme la Côte d'Ivoire et la Jamaïque d'obtenir tous les crédits déjà demandés. Encore pourra-t-on, dans certaines circonstances, continuer d'obtenir davantage.

PAUL FABRA.

Un programme exceptionnel pour l'Afrique

La Banque mondiale a pris l'initiative de présenter un « programme d'action concertée pour un développement stable de l'Afrique au sud du Sahara », document rendu public ce lundi. Ce texte préconise, de la part des pays concernés, menacés, selon le rapport, d'un « désastre politique, économique et social » d'ici à la fin du siècle, « des réformes de politique économique ». En quoi consistent ces réformes ? A pratiquer des politiques de prix plus réalistes, à renoncer aux investissements inutiles et non rentables, ce qui implique aussi, comme le dit clairement le rapport, que les pays qui les consentent et qui leur apportent des capitaux renoncent aussi à « certains intérêts commerciaux à court terme » ; ces réformes consistent encore à favoriser le secteur privé, et notamment les petites exploitations agricoles, au détriment des entreprises sociales d'Etat ; à mieux gérer le secteur public. Il y a trois ans, la Banque avait, dans un premier rapport sur l'Afrique, déjà formulé des recommandations similaires. Elles avaient été fort mal accueillies, pour ne pas dire taxées de colonialisme. Telle n'est plus aujourd'hui la réaction dominante. Le nouveau rapport rappelle qu'il

y a une dizaine d'années l'Inde, parallèlement, suscitait de grandes inquiétudes pour son avenir. Malgré l'incroyable pauvreté que continue à connaître ce pays, l'espoir est pourtant venu grâce à la meilleure gestion exercée par les dirigeants indiens.

Le ministre français de la coopération et du développement, M. Nuqui, a consacré l'intégralité de son allocution devant le Comité de développement à réclamer des décisions d'ordre financier, pour donner suite au plan d'action de la Banque mondiale. Cependant, la France elle-même reste très en arrière de la main par rapport aux propositions chiffrées avancées, par cette institution. M. Clausen (de nationalité américaine) et ses services préconisent une augmentation annuelle de 2 milliards de dollars de l'aide bilatérale et multilatérale. Un tel accroissement pourrait, selon eux, renverser la tendance à la diminution brutale des transferts nets de capitaux vers l'Afrique, dont le montant a diminué de moitié (de 11 milliards de dollars à moins de 6 milliards en l'espace de deux ans).

M. Regan n'a pas manqué de rappeler que, fort généreusement, les Etats-Unis avaient, dès novembre 1983, proposé un programme de quelque 900 millions de dollars pour l'Afrique. Force est de constater que cette générosité est restée lettre morte, car le Congrès n'a encore voté aucun de ces crédits : le seraient-ils que la somme prévue pour l'année 1985 par le programme de la Maison Blanche ne s'élèverait qu'à 75 millions de dollars. La France a inscrit à son budget prochain un crédit supplémentaire pour l'Afrique de 527 millions de francs, soit environ 80 millions de dollars ; la RFA a proposé, de son côté, 50 millions de deutschemarks, soit 18 millions de dollars environ. On est loin, en faisant l'addition, même en y ajoutant les fonds promis par la Suisse, pourtant non membre de la Banque mondiale, des 2 milliards de dollars annuels jugés être le minimum nécessaire par la Banque mondiale. Celle-ci devra encore, à la session d'avril prochain, présenter l'état de ses réflexions sur le nouveau rôle qu'elle entend jouer, ce dont nous nous réservons de parler dans nos éditions de demain en rendant compte du discours de M. Clausen devant l'Assemblée générale.

P. F.

De notre envoyé spécial

sivité habituelle. Tel, en particulier, n'est pas l'avis de M. Anthony Solomon, président de la banque fédérale de New-York, chargé des interventions sur le marché dans la mesure où celles-ci sont jugées opportunes par M. Paul Volcker, ce qui, au grand dam des Français, n'arrive guère plus d'une fois par an et pour des montants insignifiants. « De bons arguments existent », nous a déclaré M. Solomon, pour une intervention concertée au cours des dernières semaines, pendant lesquelles l'ascension du dollar avait un caractère spéculatif, comme semble encore le prouver le fait qu'elle se produise alors que les taux d'intérêt étaient orientés à la baisse ». Agé de soixante-cinq ans, M. Solomon (démocrate) quittera ses fonctions à la fin de l'année pour être remplacé par M. Gerald Corrigan, un ami de Volcker.

Avec curiosité

Pour une fois, les journalistes attendaient avec curiosité les conférences de presse données samedi en fin d'après-midi par les présidents des deux comités, dont les travaux donnent rarement lieu à la moindre surprise. Tant du président du Comité intermédiaire, le ministre belge des finances, M. Willy de Clercq, que du président du Comité de développement, le ministre des finances du Pakistan, M. Ghulam Ishaq Khan, on souhaitait recevoir des précisions sur la forme que prendrait, au mois d'avril prochain, la conférence « conjointe » proposée vendredi après-midi par M. Regan, en guise de dialogue entre les pays développés et les pays en voie de développement, au sujet du problème angoissant de l'endettement et des moyens de financement. Le secrétaire américain au Trésor

GESTETNER

TEMOIGNAGE DE CONFIANCE.



Avec Gestetner, n'hésitez pas à placer votre confiance très haut : au zénith ! Pour Gestetner, la confiance n'est pas simplement une déclaration de principe, c'est une véritable philosophie d'entreprise. La confiance dont bénéficie Gestetner, nous l'avons gagnée tout au long des 100 années passées au service des entreprises : d'homme à homme. Partout en France, vous pouvez établir un contact direct avec Gestetner par l'intermédiaire de ses 42 succursales et y trouver conseils et assistance. 1.800 hommes et femmes de confiance, des produits dont la réputation de sérieux et de qualité n'est plus à faire, tout cela prouve que pour Gestetner la confiance n'est pas un vain mot.

PHOTOCOPIEURS GESTETNER : QUESTION DE CONFIANCE.

Gestetner

Je tiens à remercier une documentation complète à l'usage d'un attaché commercial.

Nom : _____ Prénom : _____

Fonction : _____ Société : _____

Adresse : _____ Tél. : _____

Code postal : _____

Clauser à retourner à S.A. Philips Data Systems, Dept. 1740018, 11 rue de la République, 75001 Paris, France.

PHILIPS

ÉTRANGER

EN GRANDE-BRETAGNE

M^{me} Thatcher veut renforcer le contrôle des entreprises nationalisées

Londres. — Au moyen de nouvelles dispositions légales, le cabinet de M^{me} Thatcher a l'intention de renforcer considérablement son contrôle sur le fonctionnement des entreprises nationalisées dans le but de les obliger à limiter leurs pertes, voire à dégager des profits. Cela vient d'être révélé par la « fuite » d'un document transmis au Parti libéral, qui tient actuellement son congrès annuel à Bournemouth.

Le caractère confidentiel qu'avait ce projet suffit à indiquer que le gouvernement s'attend à de vives controverses. Le train de mesures à l'étude depuis plusieurs mois au ministère des finances pourrait être soumis au Parlement dès la prochaine session, qui commencera en novembre.

Cette initiative n'est pas aussi paradoxale qu'elle le paraît à première vue. Elle est pourtant surprenante de la part d'un gouvernement qui se fait le champion du libéralisme, prétendant réduire le plus possible l'intervention de l'Etat dans la marche de l'économie et poursuivant résolument une vaste campagne de dénationalisations. Il y a quelques semaines encore, à propos du conflit dans les houillères, M^{me} Thatcher réaffirmait qu'elle ne voulait pas s'ingérer dans les affaires de l'administration des charbonnages et n'avait à donner à celle-ci aucune consigne particulière, notamment quant à l'attitude à adopter face aux mineurs en grève. Mais le premier ministre est au fond fidèle à elle-même et à son souci de rentabilité — si l'on peut dire — à tout prix.

M^{me} Thatcher veut établir un cadre de principes rigoureux pour inciter ou contraindre les capitaines d'industries nationalisées à se montrer draconiens dans leur gestion et, par conséquent, à ne pas hésiter à supprimer toujours plus d'emplois. Elle vise ainsi des

De notre correspondant

entreprises telles British Steel (sidérurgie) ou British Shipbuilders (chantiers navals), sans parler des charbonnages, qui sont lourdement déficitaires — donc abondamment subventionnés par l'Etat — et qui ne peuvent être cédés au secteur privé parce que, bien sûr, personne n'en voudrait.

Mais le premier ministre pense également à des sociétés dont la situation est moins mauvaise et qui pourraient un jour, à condition d'une amélioration, devenir en quelque sorte « présentables ». Ce pourrait être le cas par exemple de British Leyland (automobile) ou d'une partie de ce groupe, dont la filiale Jaguar a déjà été vendue récemment avec succès.

M^{me} Thatcher souhaite allonger la liste des « privatisables ». Le projet de loi envisagé donnerait aux ministres de tutelle des pouvoirs qu'ils n'ont pas jusqu'à présent pour démettre au besoin des membres des conseils d'administration qui ne se conformeraient pas à cette politique, pour ordonner la vente de certains avoirs ou de branches des firmes en question et surtout pour fixer des objectifs financiers très précis qui devront être respectés, au terme d'un exercice ou d'un plan de redressement, sous peine de sanctions.

Remous syndicaux

Les grandes lignes du projet apparaissent dans une lettre circulaire rédigée par le président de l'association des chefs d'entreprises nationalisées et adressée aux membres de cette organisation. L'authenticité du document et l'initiative auxquelles il fait allusion ne font pas de doute, car le gouvernement n'a pas songé à publier le moindre démenti.

Cette révélation ne manque pas de provoquer des remous dans l'opposition et dans l'ensemble des syndicats, qui, aujourd'hui, hésitent, une fois de plus, à soutenir davantage et effectivement les mineurs en grève. Pour sa part, M. Ian McGregor, président de l'administration des charbonnages — National Coal Board (NCB) — continue de vouloir fermer les puits de mines « non rentables » et de supprimer des milliers d'emplois afin de rendre à terme « profitable » cette industrie.

La démarche gouvernementale ne peut qu'aggraver la tension dans la mesure où elle paraît « de circonstance », puisqu'elle est destinée de toute évidence à donner force de loi à l'attitude intransigeante de M. McGregor. Elle fournit des arguments à M. Arthur Scargill, président de l'Union nationale des mineurs (NUM) qui, après l'échec de la dernière série de négociations la semaine dernière, a redit qu'il n'avait pas tant à faire au NCB qu'au gouvernement lui-même, le véritable responsable, selon lui, de l'impasse.

En appelant ses collègues des autres syndicats à manifester une solidarité à laquelle ils rechignent encore, M. Scargill a beau jeu de souligner que le combat des mineurs est celui du personnel de toute entreprise nationalisée.

Ancien président du NCB et membre du Parti libéral, Lord Ezra a, à l'avance, indirectement critiqué, lors du congrès de Bournemouth, le nouveau projet de M^{me} Thatcher. Il a déclaré que la direction des charbonnages ne devait pas prendre seulement en considération des impératifs d'ordre financier, mais tenir compte aussi de l'aspect social de la restructuration des houillères, alors que l'économie de régions entières pouvait être « minée » par la fermeture d'une mine.

FRANCIS CORNU.

EN THAILANDE

Quand les gros sous mettent le gouvernement en péril

Correspondance

Bangkok. — Une ancienne employée de la Compagnie nationale du pétrole (la Petroleum Authority of Thailand, ou PAT), M^{me} Chamy Thapayaso, plus familièrement connue sous le nom de « Mee » Chamy (Marian Chamy), est devenue en quelques semaines la vedette incontestée de la presse, de la télévision et du monde austère des finances. Le Fonds qu'elle a mis sur pied (une sorte de tontine) (1), il y a une dizaine d'années, a pris des proportions telles que son effondrement pourrait provoquer une débâcle monétaire, accompagnée sans doute de la chute de l'actuel gouvernement.

Depuis l'école primaire, les petits Thaïlandais sont initiés à ces caisses d'épargne d'ordinaire entre amis, une douzaine de personnes au plus. Les participants peuvent emprunter le capital (somme des cotisations de chacun) à court terme. Le taux d'intérêt est d'ordinaire élevé, mais peut aussi consister en un simple rapetissement du groupe lors du remboursement. Les hommes d'affaires n'hésitent pas à pratiquer ces caisses, car elles permettent d'emprunter un argent au sujet duquel aucune question embarrassante ne sera posée.

Le Fonds de « Mee » Chamy représente cependant un formidable bond dans ce genre d'aventure financière. Au début, seules les personnes fortunées pouvaient se permettre de prendre une ou plusieurs parts au Fonds. La mise minimum était de 100 000 bahts, censés représenter la valeur d'un camion-citerne de pétrole. On disait que « Mee », avec ses contacts dans les milieux pétroliers, pouvait réaliser de jolies — et très légales — spéculations, à une époque où les prix du pétrole s'envolaient.

Ce qui attirait d'autant plus le large, « très sexy », composé de pétrole, de relations secrètes prêtes à « Mee » Chamy, de taux d'intérêt prodigieusement élevés. Chaque mois, fidèlement, « Mee » envoyait à chaque membre de la tontine un chèque de 10 000 bahts, soit un intérêt mensuel de 6,5 %, représentant un intérêt composé annuel de 113 % !

Les spéculations pétrolières de Marian Chamy se sont arrêtées sans doute vers 1981, le marché du pétrole s'étant stabilisé. Ce qui n'a pas empêché le Fonds, dont la réputation n'était plus à faire, de s'étendre toujours plus. L'année 1983 fut même celle d'une explosion aussi spectaculaire qu'irréversible.

Aujourd'hui, plus personne ne sait où en sont les choses. Le Fonds représentait entre 3 et 10 milliards de bahts (plus de 200 millions de dollars) ; les souscripteurs se comptent par milliers. L'opération a débordé Bangkok. Des démarcheurs battent la province. M^{me} Chamy, démocrate, « Mee » a rendu son Fonds plus accessible : les camions se défilent désormais en quatre parts de 40 000 bahts chacune !

Amie des milieux militaires. Depuis quelques semaines, les autorités s'inquiètent. Qu'est devenu le capital ? « Mee » est plutôt vague. C'est vrai pour une partie de l'épargne collective, mais pour une partie seulement, car les banques n'offrent au mieux que du 12,5 %. La Banque centrale met en garde et parle de catastrophe... Le gouvernement a mis au point un projet de décret royal (réservé aux « urgences »), qui limiterait sévèrement ce genre de caisses, mais pour l'instant aux mains du Conseil juridique, interdira les caisses de plus de dix personnes. Le versement d'intérêts supérieurs à ceux pratiqués par les institutions financières reconnues sera interdit, tout comme le placement du capital ailleurs que dans les caisses. Des peines de prison et de fortes amendes sont prévues, mais « Mee » Chamy Thapayaso est puissante...

Grâce aux liens de son mari, membre de la Force aérienne, « Mee » a su rallier à elle les milieux militaires. Comme contributeurs d'abord, comme protecteurs ensuite. Les très puissants généraux Arthit Karlang-og, commandant suprême de l'Armée royale de Thaïlande, vient de lui faciliter l'accès aux chaînes de télévision militaires, pour qu'elle puisse se défendre.

Si le Fonds est interdit, ou s'écroule, c'est sont les trois quarts des officiers de la Force aérienne qui risquent d'écoper, affirme un diplomate occidental en poste à Bangkok.

Le ministre des finances est inquiet : le décret est d'abord une mise en garde en direction du public. Si un malheur devait arriver, l'Etat ne compenserait pas les pertes des victimes. Les milieux bancaires sont inquiets : si le Fonds s'écroule, tous ceux qui ont emprunté aux banques (ils sont légion) pour investir chez « Mee » Chamy seront incapables de rembourser. L'armée est inquiète : la participation au Fonds n'a rien d'illégal, mais les militaires préfèrent camoufler leurs engagements multiples dans cette aventure.

On dit le gouvernement très préoccupé : la chute du Fonds pourrait entraîner celle des ministres.

Les impôts récemment à « Mee » Chamy quelques 80 millions de bahts d'arrière. La bonne dame fait contre mauvaise fortune bon cœur, ouvrant sa maison à la presse, participant aux ventes de charité — où chacun peut admirer l'aisance avec laquelle elle signe des chèques importants (150 000 bahts pour un éventail, le 7 septembre) pour rassurer ceux qui lui ont fait confiance. A ce jour, « Mee » Chamy a toujours payé ce qu'elle devait...

JACQUES BEKAERT.

(1) La tontine est une association d'épargnants dont les membres cotisent pour verser une rente viagère aux seuls survivants.

CEE

LES PARLEMENTAIRES EUROPÉENS ET AFRICAINS DEMANDENT D'AVANTAGE DE CRÉDITS POUR LA CONVENTION DE LOMÉ (De notre correspondant.)

Luxembourg (Communautés européennes). — Les représentants du Parlement européen et des assemblées des soixante-quatre pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) ont adopté le 21 septembre une très longue recommandation sur le renouvellement de la Convention de Lomé, au sujet de laquelle les pourparlers au niveau ministériel reprendront le 9 octobre à Luxembourg. Il est demandé aux négociateurs d'arrêter les dispositions en matière de droits de l'homme, en tenant compte de la charte de l'OUA (Organisation de l'unité africaine) et de la déclaration européenne dans ce domaine.

S'agissant de l'aide financière à consacrer par les Dix aux ACP pour les années 1985-1989 — la question centrale de la négociation en cours — le texte demande à la Communauté d'augmenter de façon significative les moyens financiers « afin que la Convention de Lomé ne devienne pas un instrument vide de réalité ». Les délégués de la CEE ont rejeté un amendement de M. Panella (radical italien) qui portait sur une enveloppe quinquennale de 11 milliards d'ECU (1 ECU = 6,87 F) contre 5,6 milliards pour la période qui s'achève.

En juin dernier, la présidence française avait avancé le chiffre de 7,9 milliards d'ECU (subventions, prêts spéciaux, crédits au taux du marché de la Banque européenne d'investissement) et la commission de Bruxelles, 8,4 milliards. Le

Royaume-Uni et l'Allemagne fédérale ont refusé jusqu'à présent d'aller aussi loin.

M.S.

NEUF BANQUES INTERNATIONALES ACCORDENT UN PRÊT IMPORTANT À L'URSS

Un consortium de neuf banques internationales conduit par la Commerzbank ouest-allemande a accordé le 19 septembre un crédit de 500 millions de deutschemarks (environ 160 millions de dollars) à la Banque soviétique du commerce extérieur. D'une durée de sept ans, ce crédit sera remboursé, après une période de quatre ans, par sélections semestrielles. Le taux d'intérêt est d'un demi-point au-dessus du libor (taux interbancaire de Londres) pour les quatre premières années, puis de 5/8 points au-dessus du libor.

Il s'agit du troisième prêt à l'URSS dirigé par une banque ouest-allemande depuis le début de 1984. La Dresdner Bank a déjà accordé un crédit de plus de 250 millions de dollars et la Deutsche Bank un autre de plus de 150 millions de dollars. Le nouveau crédit devrait servir à l'achat, par l'URSS, de marchandises aux pays auxquels appartiennent les banques présees. Aucune banque américaine ne participe à l'opération. — (AFP.)

CERGY.
LE SEUL GRAND QUARTIER D'AFFAIRES DU NORD OUEST PARISIEN.

Des bureaux pour vous installer ou vous agrandir ! Allez à Cergy-Préfecture le seul quartier d'affaires à 30 minutes au Nord-Ouest de Paris.

Les faits : des surfaces variées de 10 à 10.000 m². Toutes les grandes administrations et les sièges de banques. Des transports, des commerces, des logements, des équipements sportifs, sociaux et culturels.

Les chiffres : 260.000 m² de bureaux - 120.000 habitants, 55.000 emplois, plus de 800 entreprises dont 3M, Burroughs, Thomson... Le prix du m² de bureau ? 600 à 800 F charges comprises. La réussite est à Cergy. Profitez de sa dynamique pour réussir votre implantation. Votre interlocuteur : L'Etablissement public. Tél. : (3) 030.16.00.

A CERGY LES FAITS ET LES CHIFFRES PARLENT D'EUX MÊMES.

☐ Je désire recevoir sans engagement votre brochure sur le quartier d'affaires de Cergy-Préfecture

nom _____ prénom _____

société _____ fonction _____

adresse _____

code postal _____ tél. _____

Etablissement Public B.P. 47 - 95012 Cergy-Pontoise Cedex - (3) 030.16.00

L'ACTUALITÉ SUR LES ORDINATEURS PERSONNELS

DECISION
informatique

Au sommaire du N° 60

- Sicob 84 : tous en rang derrière IBM.
- Nos bancs d'essai : Symphony, le N° 1 des logiciels intégrés Multilog, une base de données française.
- Dossier : savoir tout brancher sur votre ordinateur.

Chez votre marchand de journaux

Offre exceptionnelle à saisir avant le 30 septembre

Profitez de nos prix spéciaux

sur les derniers modèles 84 encore disponibles :

1 RANCHO • 1 SAMBA LS • 1 SOLARA SX • 2 305 SR
1 305 GT • 2 505 Faa. GR • 2 505 SR • 2 505 GT
1 604 GT

PEUGEOT • TALBOT

NEUBAUER

M. GÉRARD 821.60.21

227, bd. Anatole-France ST-DENIS Métro : Mairie de St-Denis

Un compromis pour entre les frères et la compagnie Boussier

De notre correspondant

Les procédures et jugements succèdent dans l'affaire Boussier depuis maintenant plus de deux ans que jamais on ne s'est intéressé juridiquement dans lequel de ces dossiers. Mardi 25 septembre, le jour d'appel de Douai doit connaître une requête des frères Boussier contre un jugement du tribunal de commerce de Lille, en date du 12 décembre 1983, qui prononce la confusion des masses — des frères Boussier — de la Compagnie Boussier Frères (CBF) et de la Société financière et financière Agache (SFFAW). Cette fusion des masses était prévue dans l'acte intervenu en juillet 1983 entre les frères Boussier et la compagnie Boussier Frères.

L'accord prévoyait notamment que les quatre frères, propriétaires à 10 % du capital de la SFFAW, transfèrent à Agache (filiale de la CBF chargée de la reconversion industrielle du groupe), l'usufruit des restants étant confié à la

Comme avant tous au BHV !

POUR LE FESTIVAL DES ARTS MÉNAGERS

DU 24 SEPTEMBRE AU 13 OCTOBRE 1984

RIVOLI/PARLY 2/MONTHÉRY/GARGES/FLANDRE/BELLE EPINE/ROSNY 2/CRETEIL/VILLENEUVE-LA-GARENNE

BHV

هكذا من الاصل

**PUissance
COMMUNICATION.**

ICA
INTERTECHNIQUE

L'information née de l'aéronautique

AUTOMOBILE

APRÈS UN COMPROMIS SUR LES CONGÉS, LA PRIME ET L'EMPLOI

Le travail a repris à l'usine du Mans

Le Mans. — Il n'y aura pas de licenciements au Mans, seulement des départs en pré-retraite. Promesse en poche, avec des assurances sur le montant de la prime de fin d'année et des aménagements sur la cinquième semaine de congé, les délégués CGT et CFDT de l'usine Renault ont, ce lundi matin 24 septembre, appelé à reprendre le travail. Moins d'une trentaine de salariés, sur les sept mille présents devant les portes de l'entreprise s'y montrant hostiles, la reprise a été effective dès 8 heures. En décidant d'annuler la journée de chômage technique prévue lundi, considérant qu'elle avait été effectuée vendredi, pendant la grève, et en « oubliant » les heures de grève de jeudi, la direction avait facilité cette conclusion.

Il avait tout de même fallu dix-huit heures de négociations pendant le week-end entre les représentants des syndicats (CGT, CFDT, FO et CGC) et ceux de la direction locale, dans un salon du Novotel, à bonne distance de l'usine aux issues parfaitement bloquées par des piquets de grève, des voitures de grévistes et des autocars de ramassage. La CGC, elle-même, sans appeler à la grève, avait fait signer par un nombre de revendications annoncées : toutes les couches du personnel s'étaient senties menacées par l'hypothèse de 15 000 suppressions d'emploi évoquées lors d'un comité central d'entreprise en juillet.

De notre correspondant

Mais de part et d'autre on souhaitait éviter un enlisement du conflit. La Régie ne pouvait guère se permettre un conflit long et dur dans sa situation financière actuelle. Les syndicats ne souhaitaient pas être accusés de compromettre la sortie de la Super-5, le nouvel atout de la Régie, à une semaine de l'ouverture du Salon de l'auto. Or c'est au Mans que l'on fabrique les trains avant et arrière et les berceaux de la Super-5. Pas de licenciements donc, mais des départs en pré-retraite au titre du FNE... Mais la direction n'a pas donné de précisions sur le nombre de départs qu'elle jugera nécessaires au Mans. Les délégués ne seront fixés que fin octobre, lors d'un comité central d'entreprise consacré au sujet. Renault-Le Mans compte aujourd'hui huit mille six cents salariés. Il y a dix ans, on dépassait les dix mille. La CFDT en a profité pour remettre les 35 heures sur le tapis et la CGT pour dénoncer la politique de mondialisation de Renault - au détriment du marché intérieur et des productions nouvelles par l'introduction en France de modèles Renault fabriqués à l'étranger.

Mais la négociation a aussi porté sur deux autres points, qui avaient provoqué la colère dans plusieurs ateliers, jeudi, et débouché sur la grève totale, dès 17 heures. La cinquième semaine de congé, d'abord : « Il est impératif d'arrêter

l'usine entre Noël et le Jour de l'An », avait annoncé la direction. Ce qu'elle a maintenant devant les délégués. La solution trouvée est simple. Les journées du 24 et du 31 décembre, normalement incluses dans le salaire de décembre, devront être récupérées en 1985 en fonction des nécessités de la production. Pour les trois autres jours, les salariés pourront les inclure dans leur cinquième semaine, ou les prendre au titre de leur ancienneté ou sur les jours de récupération auxquels ils peuvent avoir droit.

Restait la prime de fin d'année : comme une partie est liée aux résultats de la Régie, elle risquait d'être amputée de 20 % (plusieurs centaines de milliers de francs). Les délégués ont obtenu, pour le personnel du Mans, une prime supplémentaire de 300 francs, qui doit permettre aux catégories les plus basses (agents de production et ouvriers professionnels) de maintenir (et même pour les plus défavorisés d'améliorer) leur rémunération.

Un « plus » qui peut donner des idées dans les autres usines de la Régie : M. Gilbert Lebescond, responsable de la coordination CGT pour le groupe Renault, qui a suivi la négociation du Mans, a souligné que le même rapport de force pouvait être créé ailleurs. Mercredi prochain, des actions sont prévues à Cléon et à Douai. Et M. Jean-Pierre Boustoulet, le leader cégétiste mancel, souligne : « Au cours des CCE nous réclamerons la parité pour les autres usines ».

ALAIN MACHEFER.

Les paris de Renault

(Suite de la première page.)

De plus, la Régie, qui produira 2000 R5 par jour à Flins (1650). Billancourt, Dieppe et Haren (Belgique) à la fin de 1984, 2800 courant 1985 avec les productions espagnole et portugaise, arrive sur un marché encombré. Le Supercinq sera en concurrence directe avec la Fiat Uno (2350 véhicules par jour), la Peugeot 205 (1900 véhicules par jour) et la Golf de Volkswagen. Alors que le marché européen auquel est destinée la R5 ne progressera plus que de 1 % à 2 % par an, les objectifs de Renault ne pourront donc être atteints qu'au détriment des autres marques, et d'abord de Peugeot, son concurrent national. Même si la part des « petites » voitures sur le marché européen est passée de 17,56 % en 1978 à 22 % en 1984 (soit 2,2 millions de véhicules par an).

Pour gagner ce pari industriel, la Régie n'a d'ailleurs pas lésiné sur les moyens : 4,3 milliards de francs dont 1,2 milliard de frais d'études et 2,4 milliards d'investissements y ont été consacrés. Le pari commercial n'est pas moindre d'avoir choisi une voiture que Renault dit « entièrement nouvelle sur le plan technique » - d'autres en jugeront - mais au style si proche de l'ancienne R5 qu'un cours de 300 kilomètres d'essais en Ile-de-France nulle tête ne s'est retournée sur ce nouveau modèle. Un choix que la Régie défend : « Nous marquons notre capacité à

nous situer au meilleur niveau technologique, notre souci de moderniser et notre volonté de « coller » aux demandes du public tout en restant fidèle à l'esprit Renault 5 » : une voiture qui a été en tête des ventes européennes tous modèles confondus en 1980, 1981 et 1982.

Enfin il y a aussi pour Renault un pari social. L'automatisation de l'usine de Flins, qui dispose de 123 robots et de 6 lignes de presse automatique, a abaissé le temps de montage de 4 h 40 par rapport à une R5 construite au début de 1984 (20 heures au lieu de 24 h 40). La Régie a beau affirmer que ces gains de productivité seront répercutés socialement « en douceur », grâce aux départs en pré-retraite, au retour volontaire des travailleurs étrangers dans leur pays et à une « charte de mobilité » qui permet d'orienter 200 personnes vers d'autres usines Renault, la question des sureffectifs dans l'entreprise va bien devoir être traitée dès le mois d'octobre. Douze mille emplois seraient ainsi menacés selon la CGT. Or un conflit social dur - même si Renault pense avoir construit 17 000 nouvelles R5 début octobre au moment de sa commercialisation - compromettrait gravement les objectifs de la Régie. « La CGT, qui a refusé Talbot, sait qu'elle ne peut s'opposer à la sortie de la R5. Elle n'a d'ailleurs rien fait qui puisse nuire à la 205 », murmurent-ils au sein du Point-du-Jour, comme pour conjurer le sort.

Voilà sans doute pourquoi dès le début du conflit du Mans - où sont fabriqués le berceau moteur et le train de la Supercinq - M. Tiberghien, patron de l'automobile chez Renault, a affirmé que le lancement de ce nouveau modèle « pourrait

• Les forêts en danger. — L'aggravation « alarmante » de la dégradation des forêts par les pluies acides était à l'ordre du jour de la quatorzième conférence régionale pour l'Europe de la FAO (ONUAA, Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture), qui s'est réunie à Reykjavik (Islande). Le texte adopté le 21 septembre réclame en priorité le renforcement de la coopération internationale pour lutter contre ce phénomène. Il demande aux gouvernements nationaux de sensibiliser l'opinion à l'importance des forêts et de prendre des mesures pour remédier à leur dégradation. On a également recommandé au directeur de la FAO d'étudier la possibilité de « faire de la forêt un thème de préoccupation mondiale en 1985 ».

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ base + base	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.
SE-UL	9,2450	9,2550	- 50 - 30	- 100 - 65
S. can.	7,0222	7,0390	- 91 - 65	- 177 - 134
Yen (100)	3,7904	3,7961	- 19 - 10	- 37 - 23
DM	3,0638	3,0747	+ 133 + 144	+ 271 + 288
Flora	2,7151	2,7260	+ 103 + 112	+ 213 + 227
F.R. (100)	15,1260	15,2220	- 32 + 30	- 41 + 367
F.S.	3,7824	3,7713	+ 151 + 169	+ 326 + 353
L. (1 000)	4,9465	4,9525	- 198 - 174	- 401 - 363
F. franc.	11,3840	11,6150	+ 2 + 45	+ 13 + 84

TAUX DES EUROMONNAIES

	SE-UL	DM	Flora	F.R. (100)	F.S.	L. (1 000)	F. franc.
11 3/4	11 3/4	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2
11 1/2	11 1/2	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
11 1/4	11 1/4	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8
11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8
11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8
11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8
11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués au fin de matinée par une grande banque de la place.

être compromis ». Et pourquoi l'on a senti, de part et d'autre, une volonté de parvenir rapidement à un accord. Mais les assurances obtenues au Mans ne peuvent pas être dans toutes les usines. Au Mans, où la moyenne d'âge est élevée (46 ans), les départs en pré-retraite permettent de supprimer 1450 emplois, ce qui résorbe largement le sureffectif de cette usine. Cela ne sera pas le cas dans les usines à moyenne d'âge plus faible, où Renault devra bien licencier.

Cela fait beaucoup de paris pour M. Bernard Hanon, patron de Renault, désormais contesté jusque dans les plus hautes sphères de l'Etat.

BRUNO DETHOMAS.

LES CONSTRUCTEURS FRANÇAIS RÉAGISSENT VIGOUREUSEMENT A LA DÉCISION ALLEMANDE DE SUPPRIMER LE PLOMB DANS L'ESSENCE

« La chambre syndicale des constructeurs français d'automobiles élève une vive protestation à l'encontre des mesures décidées par le gouvernement allemand en matière d'essence sans plomb, d'adoption des catalyseurs et d'incinération des déchets en faveur des voitures répondant à ces mesures, déclare la CSCA dans un communiqué.

Par leur caractère unilatéral, poursuit le texte, ces mesures sont contraires au traité de Rome, et elles risquent d'introduire des distorsions graves dans les échanges intracommunautaires. On se demande si les autorités allemandes ont bien mesuré le risque de voir s'effondrer le marché commun dans le domaine de l'automobile.

Les mesures allemandes favorisent la pénétration japonaise, au détriment de la construction européenne tout entière.

La chambre syndicale demande aux autorités françaises et communautaires de mettre en garde le gouvernement allemand contre l'application de ces dispositions.

Peugeot-Talbot-Allemagne livrera des voitures avec catalyseurs Peugeot-Talbot Deutschland GmbH, dont le siège est à Sarrebruck, le sera à partir de 1985 sur le marché allemand des voitures munies de catalyseurs, a annoncé le 21 septembre la direction de la société. Une station d'essence sans plomb comprenant deux réservoirs de 20 000 litres chacun, sera en outre installée à la même période sur le site de l'entreprise à Sarrebruck. Le gouvernement fédéral allemand a décidé, on le sait, de rendre obligatoire la vente de voitures à catalyseurs à partir du 1^{er} janvier 1989. — (AFP.)

• Vingt mille suppressions d'emplois par an dans l'automobile ? — Selon M. Jean-Pierre Chaffin, élu le 22 septembre président de la fédération CGC de la métallurgie en remplacement de M. Paul Marchelli, il faudrait s'attendre à « environ vingt mille suppressions d'emplois par an pendant plusieurs années » dans l'industrie automobile française. La CGC préconise un emprunt national de 20 milliards de francs, des économies de gestion, des mesures de reclassement pour compenser l'application des nouvelles technologies.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

BANQUE NATIONALE DE PARIS

La situation au 3 juillet 1984 s'élève à 715 milliards 228 millions.

Au passif, la rubrique « Banques, Organismes et Etablissements Financiers » figure pour 19 306,4 millions (comptes à vue) et 213 110,1 millions (comptes et emprunts à échéance).

Les comptes de Sociétés, Entrepreneurs individuels et divers s'inscrivent pour 52 090,9 millions (comptes à vue) et 52 936,8 millions (comptes à échéance).

Les comptes de participations atteignent 42 086,2 millions (comptes à vue), 19 248,4 millions (comptes à échéance) et 35 709,5 millions (comptes d'épargne à régime spécial).

Les bons de caisse approuvés pour 35 922,7 millions.

Le total des ressources de clientèle s'élève à 257 988,5 millions.

A l'actif, les crédits à la clientèle s'élèvent pour le portefeuille à 258 902,3 millions, répartis comme suit : 43 002,5 millions de créances commerciales, 67 118,3 millions d'autres crédits à court terme, 81 977,8 millions de crédits à moyen terme, 66 803,7 millions de crédits à long terme.

Les comptes débiteurs atteignent 28 591,3 millions.

Les banques, Organismes et Etablissements Financiers figurent pour 9 231,4 millions (comptes à vue) et 229 156,7 millions (comptes et prêts à échéance).

Le total de la situation consolidée du Groupe à la date du 3 juillet 1984 s'élève à 830 milliards 902 millions.

VINPRIX

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires s'est réunie le 20 septembre 1984, sous la présidence de M. Jacques Petit, président-directeur général.

Elle a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1983 qui se soldent par un bénéfice net comptable de 66,47 millions de francs dont 92,5 millions de plus-values d'apport et a décidé d'affecter le bénéfice à la réserve facultative pour 50 millions et le solde en report à nouveau.

Ce résultat tient compte des différences incidences financières entraînées par les modifications de structure qui ont été approuvées par l'assemblée générale extraordinaire du 29 décembre 1983 avec effet au 1^{er} janvier 1983 : les chiffres de l'exercice 1983 ne sont donc pas comparables à ceux de l'exercice précédent.

Vinprix est devenu pour l'essentiel un holding.

A ce titre, il perçoit les loyers relatifs aux propriétés immobilières qu'il conserve et qu'il gère : le patrimoine immobilier (constitué de murs de magasins et leurs annexes, de l'entrepôt et du siège de Rungis ainsi que de l'immeuble de bureaux de Charenton) rapporte un revenu annuel locatif hors taxes, charges comprises, de l'ordre de 12 millions de francs.

Par ailleurs, au titre de ses participations, Vinprix a reçu en 1984 de sa filiale Euromarché, dont il détient 52,86 % du capital, un dividende au titre de l'exercice 1983 de 20,18 millions de francs.

Le Monde

RÉALISE CHAQUE SEMAINE
UNE ÉDITION
INTERNATIONALE

spécialement destinée à nos lecteurs
résidant à l'étranger

Exemplaires spécimen sur demande

MOBIPLUS

Constituée en juillet dernier, à l'initiative de la CAISSE DE GESTION MOBILIERE, et dotée d'un capital initial de 400 millions de francs, MOBIPLUS représente un instrument original de collecte de l'épargne, conçu pour intéresser un public très large d'investisseurs structurels (institutions, entreprises, sociétés financières) désireux de privilégier une valorisation du capital à une perception régulière des revenus.

Son portefeuille est composé, pour l'essentiel, d'obligations classiques à taux fixe et à taux variable ou révisable, gérées de façon active sur les marchés.

Compte tenu de l'optique retenue, MOBIPLUS ne peut assurer sur son court laps de temps le lissage régulier de sa performance, espérance de la SICAV MOBIVALE.

La Direction est assurée par :

- Monsieur Yves Tual, Président-Directeur général
- Monsieur Jean-Patrick CHATILLON, Vice-Président
- Monsieur Christian DESBOIS, Directeur général

L'ouverture au public de MOBIPLUS est prévue le 1^{er} octobre 1984.

FIAT

FIAT S.p.A.
TURIN

Augmentation de capital

FIAT S.p.A. multiplie par six son capital, qui passe de Lit. 337,5 milliards à Lit. 2 025 milliards par la réalisation simultanée, entre le 18 septembre 1984 et le 2 novembre 1984 en Italie, et entre le 25 septembre 1984 et le 25 octobre 1984 en France, des trois opérations suivantes :

A titre gratuit par incorporation de réserves à hauteur de Lit. 1 012,5 milliards, par :

- dédoublement de la valeur nominale des actions, qui passe de Lit. 500 à Lit. 1 000 ;
- attribution d'une action nouvelle pour chaque action décaisée ;
- à titre onéreux par rapport en numéraire de Lit. 675 milliards, par :
- émission d'une action nouvelle pour chaque action circulant antérieurement à l'attribution gratuite citée en (2).

Ces actions nouvelles sont proposées en option aux anciens actionnaires au prix de Lit. 1 150 chacune.

La jouissance des actions nouvelles est fixée au 1^{er} janvier 1984.

Une note d'information portant le visa n° 84-226 de la Commission des Opérations de Bourse en date du 17-9-1984 est tenue à la disposition du public. BALO du 24-9-84.

N.B.-K.I.F.F. = 200 Lit. environ.



FACTOFRANCE-HELLER

Le Conseil d'administration de la Société FactoFrance Heller, réuni le 17 septembre 1984, a nommé M. Jacques de Marignan aux fonctions d'Administrateur et de président directeur général.

M. Jacques de Marignan, âgé de 58 ans, vient du Crédit Lyonnais, où il assumait la responsabilité de l'ensemble des directions chargées du traitement de l'information et de l'informatique.

Lors de la même séance, Monsieur Michel AUSSAVY a été confirmé dans sa fonction de Directeur Général.

On rappelle que FactoFrance Heller, établissement financier spécialisé dans l'assurance, a été créé à l'initiative du Groupe de Suez et du groupe financier américain Walter E. Heller Overseas, qui en sont à ce jour encore les deux groupes actionnaires.

FactoFrance Heller, au terme d'une croissance rapide et continue, est aujourd'hui le leader de sa profession en France. Elle a développé en 1983 un chiffre d'affaires voisin de 9 milliards de francs réalisés pour l'essentiel avec une clientèle de PME/PMI.

FINANCEMENT DIRIGÉ PAR LA BNP

La Banque nationale de Paris a organisé, le mercredi 19 septembre, une réception en l'honneur de M. Slimane Bendjedid, président d'Air Algérie, et de M. Habib Djafar, président de la Banque nationale d'Algérie.

Cette réception marquait la signature du crédit accordé destiné à financer le contrat entre Air Algérie et le consortium européen Airbus-Industrie, portant sur la livraison de deux A-310-200.

Aux côtés des représentants d'Airbus-Industrie, ont participé notamment à cette manifestation les responsables de la Dresdner Bank et de la Midland Bank, chefs de file pour les parts allemande et britannique, ainsi que ceux de la Banque française du commerce extérieur chargée du financement à long terme de la part française.

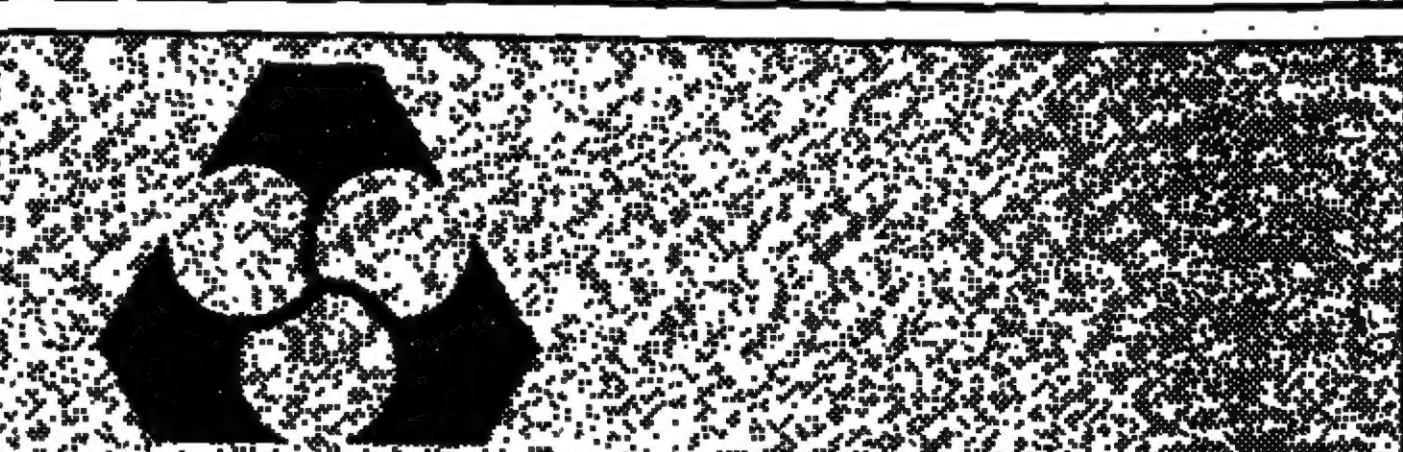
Il est rappelé que la décision d'achat des deux Airbus avait été annoncée lors de la visite officielle à Paris du président Chadli Bendjedid, en novembre 1983.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE - Obligations 9,30 % novembre 1973.

Les intérêts courus du 2 octobre 1983 au 1^{er} octobre 1984 sur les obligations Électricité de France 9,30 % novembre 1973 seront payables, à partir du 2 octobre 1984, à raison de 83,70 F par titre de 1 000 F nominal, contre détachement du coupon n° 11 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 9,30 F (montant global : 93 F).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 13,94 F auquel s'ajoutera la retenue de 1 % calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de finances pour 1984, soit 0,93 F faisant ressortir un net de 68,83 F. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.



Epargne Long Terme

Epargne Long Terme

Sicav du Crédit Mutuel

Le Crédit Mutuel a créé une nouvelle sicav, Epargne Long Terme, qui se propose d'être le véhicule de constitution d'un capital sur longue période.

Orientation des placements
Epargne long terme est composée à plus de 50 % de valeurs françaises et pour la majorité de ses titres d'obligations à taux fixe ou variable.

Objectifs
Ses principales caractéristiques sont :

- La primauté accordée à la lutte contre les effets de l'inflation, après fiscalité, sur le long terme.
- La priorité donnée à la capitalisation de la plus-value, plus qu'à la distribution d'un dividende.
- Un souci de régularité de la performance et de sécurité des investissements.

Etablissement dépositaire :
Caisse Centrale du Crédit Mutuel
88/90, rue Cardinet 75017 Paris

MARCHÉ

PARIS

24 septembre

Réaction technique

Une réaction, qualifiée de « réaction technique », s'est produite, hier, à la Bourse de Paris, où les valeurs françaises ont progressé de 1,7 % à la clôture, pour le premier jour de la semaine.

Cette réaction, au vu des résultats, est un signal positif, mais elle ne doit pas être prise en compte sans réserve. Les valeurs françaises ont progressé de 1,7 % à la clôture, pour le premier jour de la semaine. Les valeurs étrangères ont progressé de 1,7 % à la clôture, pour le premier jour de la semaine. Les valeurs américaines ont progressé de 1,7 % à la clôture, pour le premier jour de la semaine.

Le deuxième effet de la réaction technique est le recul du cours de l'indice de la Bourse de Paris, qui est passé de 2 400 F à 2 380 F, soit une baisse de 0,8 %.

Le troisième effet de la réaction technique est le recul du cours de l'indice de la Bourse de Paris, qui est passé de 2 400 F à 2 380 F, soit une baisse de 0,8 %.

Le quatrième effet de la réaction technique est le recul du cours de l'indice de la Bourse de Paris, qui est passé de 2 400 F à 2 380 F, soit une baisse de 0,8 %.

Le cinquième effet de la réaction technique est le recul du cours de l'indice de la Bourse de Paris, qui est passé de 2 400 F à 2 380 F, soit une baisse de 0,8 %.

Le sixième effet de la réaction technique est le recul du cours de l'indice de la Bourse de Paris, qui est passé de 2 400 F à 2 380 F, soit une baisse de 0,8 %.

Le septième effet de la réaction technique est le recul du cours de l'indice de la Bourse de Paris, qui est passé de 2 400 F à 2 380 F, soit une baisse de 0,8 %.

Le huitième effet de la réaction technique est le recul du cours de l'indice de la Bourse de Paris, qui est passé de 2 400 F à 2 380 F, soit une baisse de 0,8 %.

Le neuvième effet de la réaction technique est le recul du cours de l'indice de la Bourse de Paris, qui est passé de 2 400 F à 2 380 F, soit une baisse de 0,8 %.

Le dixième effet de la réaction technique est le recul du cours de l'indice de la Bourse de Paris, qui est passé de 2 400 F à 2 380 F, soit une baisse de 0,8 %.

LA VIE

ESSO S.A.E. — Au cours du premier trimestre 1983, la Société a réalisé un résultat net comptable de 133 millions de francs, contre une perte de 307 millions de francs au premier trimestre 1982.

Les six premiers mois de l'exercice 1983 ont permis à ESSO S.A.E. de réaliser un résultat net comptable de 242 millions de francs, contre une perte de 425 millions de francs au premier semestre 1982.

Le résultat net comptable de l'exercice 1983 est de 292 millions de francs, contre une perte de 729 millions de francs au premier semestre 1982.

Le résultat net comptable de l'exercice 1983 est de 292 millions de francs, contre une perte de 729 millions de francs au premier semestre 1982.

INDICES QUOTIDIENS

INSEE, base 100 = 20 1963

Ventes françaises 115,7

Ventes étrangères 92,5

C.D.E. DES ACTIONS DE CHANGEMENT

Base 100 = 31 oct. 1981

Indice général 174,3

Indice des actions 174,3

Indice des obligations 174,3

Indice des valeurs étrangères 174,3

Indice des valeurs américaines 174,3

Indice des valeurs japonaises 174,3

Indice des valeurs allemandes 174,3

Indice des valeurs britanniques 174,3

Indice des valeurs suédoises 174,3

Indice des valeurs néerlandaises 174,3

Indice des valeurs belges 174,3

Indice des valeurs luxembourgeoises 174,3

Indice des valeurs grecques 174,3

Indice des valeurs portugaises 174,3

Indice des valeurs espagnoles 174,3

Indice des valeurs italiennes 174,3

Indice des valeurs françaises 174,3

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

24 septembre 1984

COURS DU DOLLAR À TOKYO

(en yen)

247,25

سكرا من الامل

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. « Une pierre dans les eaux de l'histoire », par Marcel Bleustein-Blanchet.
 - LU: Proche-Orient: une guerre de cent ans, d'Alain Gresh et Dominique Vidal.

ÉTRANGER

3. DIPLOMATIE
 3. PROCHE-ORIENT
 4. AFRIQUE
 5. ASIE
 5-6. EUROPE
 - URSS: les soixante-trois ans de M. Tchernenko.

POLITIQUE

- 7 à 9. L'EXTRADITION DE TROIS SÉPARATISTES BASQUES
 - POINT DE VUE: « Les séparatistes », par Denis Langlois; Un nationalisme incontournable; La guerre est finie.
 10-11. L'élection législative partielle dans le Puy-de-Dôme.
 12. M.M. Kohl et Mitterrand à Verdun.

SOCIÉTÉ

13. Les Entrées de Bichat.
 14. Le congrès international sur l'euthanasie, à Nice.

SPORTS

16. MOTOCYCLISME: le Bol d'or.
 - CYCLISME: la victoire d'Hinsault.

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

- 17 à 21. MATIÈRES PREMIÈRES: plomb et zinc.
 - Le « faux argent » du Pérou; Le savoir-faire de la Belgique; Sous le regard des Muki; RFA: trois mines et l'environnement; Italie: une double stratégie; France: les perspectives de l'industrie.
 22. MUSIQUE: la fluidité de Simon Rattle.
 - VARIÉTÉS: le nouveau disque de Serge Gainsbourg.
 - EXPOSITIONS: la faune des Provençaux.
 24. COMMUNICATION: Saccor lance une télévision en Lorraine.

CULTURE

22. MUSIQUE: la fluidité de Simon Rattle.
 - VARIÉTÉS: le nouveau disque de Serge Gainsbourg.
 - EXPOSITIONS: la faune des Provençaux.
 24. COMMUNICATION: Saccor lance une télévision en Lorraine.

ÉCONOMIE

42. La XXXV SICOB: la télématique dans l'entreprise.
 43. L'assemblée générale du FMI et de la Banque mondiale.
 44-45. ÉTRANGER: en Grande-Bretagne, M^{me} Thatcher veut renforcer le contrôle des entreprises nationales.
 45. AFFAIRES.
 - SOCIAL: augmentation du chômage en Europe en août.
 46. AUTOMOBILE: le travail a repris à l'usine du Mans.

- RADIO-TÉLÉVISION (24) INFORMATIONS « SERVICES » (41):
 - Météorologie; Mots croisés; « Journal officiel »; Loto.
 - Annonces classées (25 à 40); Carnet (14); Programmes des spectacles (23-24); Marchés financiers (47).

Le numéro du « Monde » daté 23-24 septembre 1984 a été tiré à 414 399 exemplaires.

LE PREMIER MAGASIN DE TISSUS A DROITE, EN REMONTANT LES CHAMPS-ÉLYSÉES.

TISSUS MODÈRE

TISSUS COUTURE

L'ORIGINALITÉ ET L'ESPRIT DE LA MODE

RODIN

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

A B C D F G H

Le Venezuela obtient un réajustement de sa dette

Après le Mexique, le Venezuela a obtenu des banques internationales le réajustement de la plus grande partie de sa dette extérieure, soit 20,75 milliards de dollars; ce chiffre correspond à 94 % de la dette publique renégociable, le montant total de la dette, y compris 6 milliards de dollars de dettes privées, atteignant 34 milliards de dollars. L'accord de réajustement a été signé le 12 septembre 1984 : élargissement de remboursements sur douze ans et demi à partir de 1985, réduction de la rémunération des banques en sus des taux de base (ramenée à 1/8 %), adoption du LIBOR (taux des eurodollars) à six mois sur la place de Londres) retenu comme taux de référence au lieu du taux de base des banques américaines (historiquement plus cher), absence de toute pénalité financière pour renégociation des crédits, autorisation donnée aux banques non américaines de

passer du dollar à d'autres monnaies pour leurs prêts.

Seule différence avec le Mexique, le Venezuela a refusé tout contrôle du Fonds monétaire sur sa politique économique dans les années à venir, ce qui devrait contribuer à apaiser une opinion publique nationale très montée contre le Fonds. L'accord a été solennellement annoncé samedi 22 septembre depuis New-York par le chef de l'État vénézuélien, M. Jaime Lusinchi, qui a estimé qu'il constituait un « triomphe » pour son gouvernement et pour son pays. Selon les milieux financiers américains, une forte pression avait été exercée sur les banques internationales pour les inciter à signer avec le Venezuela juste avant l'ouverture de l'Assemblée générale du Fonds. M. Paul Volcker, président de la Réserve fédérale des États-Unis, avait été particulièrement insistant, soucieux de prouver au monde que les États-Unis continuaient à se préoccuper d'alléger le fardeau des pays endettés.

RENAULT VA IMPLANTER DES USINES EN SAVOIE ET EN LORRAINE

Renault a finalement décidé d'implanter à côté de Chambéry au Bourget-du-Lac (Savoie) la société créée par la Régie avec l'entreprise japonaise Stanley pour concevoir, réaliser et commercialiser des véhicules à cristaux liquides. D'autres sociétés françaises et notamment Geiger seront associées à la nouvelle firme. En 1987 deux cents emplois à haut degré de qualification auront ainsi été créés.

Cette implantation avait été annoncée par le président de la République le 6 septembre dernier lors de sa visite au conseil général de Savoie, tandis que M. Laurent Fabius l'avait promise en Lorraine. La Régie fait toutefois savoir qu'elle tiendra ses engagements vis-à-vis de la Lorraine et de Marange-Silvange puisqu'elle y installera une unité de fabrication de capteurs électroniques, créant ainsi 1986 deux cents emplois de haut niveau.

M. JEAN BOILLOT REPREND LA PRÉSIDENCE DES AUTOMOBILES PEUGEOT

M. Jean Boillot, qui avait, en octobre 1983, laissé la présidence des Automobiles Peugeot à M. Jacques Calvet, devenu également président des Automobiles Citroën, reprend cette présidence. M. Jacques Calvet devenant vice-président. Cette nomination, annoncée à l'issue du conseil d'administration de Peugeot SA du 24 septembre, était attendue après le remplacement, par M. Calvet, le 4 septembre dernier, de M. Jean-Paul Parayre à la présidence du département de Peugeot SA (le Monde du 6 septembre 1984).

● Perturbations des vols de la compagnie UTA. - Le personnel au sol (hôtesse, manutentionnaires et agents d'exploitation) de la compagnie UTA à l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle arrête le travail par roulement pendant deux heures afin d'obtenir des augmentations salariales en 1984. Cette grève parlie provoque des retards au décollage qui peuvent atteindre quatre heures pour les avions gros porteurs.

(Publicité)

Dale Carnegie®



Parlez avec efficacité

SACHEZ CONVAINCRE en public et en privé, créer le contact, mettre en valeur votre personnalité. Carnegie propose dans 52 pays un entraînement pratique et progressif. Conférence d'information avec intervention d'anciens participants :

Mardi 25 Sept., 19 h.
 Jeudi 27 Sept., 19 h.

33, av. de Wagram
 33, av. de Wagram

Dale Carnegie® France : responsable G. Wayne, 3/954.61.06.

Le 24 au 30 septembre LES JOURNÉES DES JEUNES CRÉATEURS

Le coup d'envoi des journées des jeunes créateurs, organisées par *Autrement* et *Le Monde*, qui se dérouleront jusqu'au 30 septembre, sera donné le lundi 24 septembre par le Centre dramatique du Nord-Pas-de-Calais qui présentera, à 20 h 30, à l'Espace Kiron (10, rue de la Vierge, 75011 Paris), une pièce adaptée de la *Jalousie* de Barbauld, de Molière.

Le peintre Ben Animera, le mardi 25 septembre à la galerie Jean et Jacques Douguy (57, rue de la Roquette, 75011 Paris), une performance de présentation des peintres et graphistes participant à ces journées. A 19 heures, au même endroit, Elizabeth Morcellet proposera une performance - installation intitulée *Moon light et Silver money*. Leos Carax sera le premier des neuf jeunes cinéastes de notre sélection à présenter son film *Boy meets girl* au Studio 43 (43, rue du Faubourg-Montmartre, 75009 Paris), tandis qu'aura lieu à l'Escorial (11, boulevard de Port-Royal, 75013 Paris) la première nuit de la vidéo à partir de 0 heure.

Rafik, Frédéric Frith, Desdémone, Sylvie Sans et Nathalie Vallée lanceront de leur côté, à 22 heures, au Théâtre Déjazet (401, boulevard du Temple, 75003 Paris), les défilés des jeunes stylistes. Ouverture enfin des expositions de bandes dessinées, photographies et mobilier contemporain dans de nombreuses galeries de la capitale.

Lire le programme paru dans notre supplément *Jeunes créateurs* du Monde daté 23-24 septembre, ou téléphoner au 633-11-84.

● Deux Israéliens tués. - Un soldat israélien et un membre du Shin Beth (sécurité intérieure) ont été tués dans une embuscade dans la nuit de dimanche à lundi près de Rashaya, dans l'est du Liban, a annoncé Jérusalem lundi 24 septembre. - (Reuter)

La guerre du Golfe L'IRAK A BOMBARDÉ LE COMPLEXE PÉTROCHIMIQUE DE BANDAR-KHOMEINY

L'Irak a annoncé, samedi après-midi 22 septembre, avoir bombardé « à titre d'avertissement », le complexe pétrochimique iranien de Bandar-Khomeny, à l'extrémité nord-est du Golfe. Un porte-parole militaire irakien a précisé que ce raid a été effectué en représailles contre le bombardement, il y a une semaine, par l'Iran de deux terminaux pétroliers irakiens.

Un consortium japonais, conduit par la compagnie Mitsui, participe à la construction de ce complexe géant qui était achevé à 85 %. Suspendue lors de la révolution islamique en 1979, puis complètement arrêtée au début de la guerre en septembre 1980, la construction du complexe avait repris en janvier dernier. Elle a été à nouveau suspendue un mois plus tard - le 12 février - après l'attaque de la ville portuaire de Bandar-Khomeny par l'aviation irakienne. Le coût total du projet est estimé à plus de 2 milliards de dollars.

De source proche du consortium japonais à Téhéran, on affirme que le raid de samedi a apparemment causé peu de dégâts et n'a pas fait de victimes. On ajoute, de même source, que l'armée iranienne a procédé à l'évacuation de tous les techniciens du complexe, y compris les spécialistes japonais. - (AFP, Reuter.)

FORTE BAISSSE DU DOLLAR : 9,26 F

Sur des marchés des changes extrêmement nerveux en début de semaine, le dollar a été coté, lundi 24 septembre, en très forte baisse sur les cours officiels enregistrés vendredi 21 septembre en milieu de journée. A Francfort, le « billet vert » est passé de 3,17 DM à 3,02 DM environ, après un dénouement à 3,05 DM et un repàs à 2,98 DM. A Paris, il s'est inscrit d'abord à 9,35 F contre 9,71 F vendredi dernier, puis à 9,13 F pour remonter à 9,26 F environ. La Banque fédérale d'Allemagne, qui était vigileusement intervenue vendredi après-midi à New-York (le Monde daté 23-24 septembre) en vendant 500 millions de dollars et en faisant chuter le monnaie américaine de 3,17 DM à 3,05 DM, a réitéré en début de semaine, d'abord à Hongkong, puis sur les places européennes, s'efforçant de « casser » le marché du dollar. Pour l'instant, elle y est parvenue.

● Mort de Semion Tsarapkin. - Semion Tsarapkin, diplomate soviétique de haut rang, est mort à l'âge de soixante-dix-huit ans, a annoncé mercredi 19 septembre l'agence Tass. Semion Tsarapkin, qui a représenté l'URSS à plusieurs conférences internationales, notamment à Genève dans les années 60, a été successivement en charge de l'Europe de l'Est, des États-Unis et de l'ONU au sein du ministère soviétique des affaires étrangères. Ambassadeur à Bonn de 1966 à 1971, il a été jusqu'en 1979 responsable du service des « missions extraordinaires » du ministère. - (AFP.)

TIREZ BIEN PLUS DÉVOTTE

IBM PC ORDI

PROMOTION SALON DE LA MUSIQUE
 CONDITIONS EXCEPTIONNELLES PENDANT 6 JOURS
 Sur tous les instruments en stock du lundi 24 septembre au samedi 29 septembre.
 135-139 rue de Rennes Paris 6^e. Tél. 544.38.66. Parking à proximité.

HP 150 LE CONTACT FACILE
 A LA RÈGLE A CALCUL
 DÉMONSTRATION - INSTALLATION - MAINTENANCE
 Conditions exceptionnelles de crédit jusqu'au 29/10/1984
 La Règle à Calcul, 67, bd St-Germain, 75005 Paris
 Tél. : 325.68.08 - Téléc. : 228.064 F1303
 1^{er} distributeur agréé calculatrices Hewlett Packard France

Sur le vif Recherche de paternité

Ils sont marrants tous ces politiciens. Ils sont là à tirer à vue et à dire sur l'accord franco-irakien, à se battre comme des chiens et à crier : c'est moi, c'est moi, c'est pas lui, qui ai réussi à convaincre Kadhafi de se retirer et de ficher la paix à Hissène Habré.

Déjà, quand on a demandé à Chaysson à la télé s'il n'avait pas du Hassan à-découvert, du Hassan chauffé par Mitterrand pendant leur partie de golf au Maroc, ce n'est pas lui, ce n'est pas lui, ce n'est pas lui. Ce n'est pas lui, ce n'est pas lui, ce n'est pas lui. Il a répondu qu'il était assez grand garçon pour mener tout seul les négociations avec Tripoli et qu'il ne devait rien, mais alors s'écroule, à l'écroule du président de la République, ce n'est pas lui, ce n'est pas lui, ce n'est pas lui. Naturellement, Hassan dément : c'est lui l'intermédiaire.

La-dessus, qu'est-ce qu'on entend à la radio ? L'ex-chancelier Kresky, qui tire la couverture à lui. Et allez, allez ! Sans lui, sans son amitié pour Kadhafi, c'est son pote, son grand copain, les Français seraient assésés dans le désert tchadien jusqu'à la Saint-Glinglin. Même son de cloche du côté de Papandréou, ainsi que du premier ministre bulgare, et d'un

ambassadeur de France dont j'ai oublié le nom. Faites comme moi, comptez sur vos doigts, ce fait au moins six personnes qui revendiquent la paternité de ce traité.

Et puis, dimanche soir, à RTL, le Monde, les confrères profitant de la présence de Roland Dumas pour en avoir le cœur net. C'est qui le vrai papa ? Et lui, aussi, sec : c'est moi. Enfin, c'est moi, c'est Mitterrand et moi. On a tout fait, tout négocié. Et ce pauvre Chaysson du coup ? Il a signé les papiers après que tout a été décidé, arrêté, marqué, noté sur blanc. La diplomatie classique, ça s'écroule, suivis mon regard, alors on a eu recours à la diplomatie secrète, pardon, au secret de la diplomatie. Nuncius. Ce secret, Chaysson n'était pas dedans, de toute évidence.

Dur, dur, cher confrère des relations extérieures ! Alors, ne faites pas cette tête-là. Ce cher Roland a quand même été beau joueur, il a couvé l'accord pendant neuf mois comme le brave Patricio, la première mère porteuse française.

Et il vous a laissé le déclarer à l'état civil de l'histoire.

CLAUDE SARRAUTE

21 millions de francs recueillis en deux jours pour l'opération « Sahel 84 »

L'opération « Sahel 84 », les camions de l'espérance, organisée par RTL et FR 3 (le Monde du 21 septembre), et à laquelle participe notamment l'UNICEF, a dépassé ses objectifs au cours du week-end : 21 millions de francs ont été collectés, soit plus du double de ce qui avait été espéré. Cette somme doit servir à acheter des tablettes vitaminées et du matériel, qui seront ensuite acheminés par camions et distribués en Mauritanie, au Sénégal, au Mali et au Niger.

En quarante-huit heures, plus de 50 000 volontaires de la Croix-

Rouge se sont mobilisés dans les trente points fixes (mairies, écoles, bureaux de poste, quaiements régionaux, préfectures, antennes de FR 3) répartis dans toute la France. Plus d'un million de routiers se sont portés volontaires pour se rendre dans les villes et les villages.

L'opération continue. RTL a lancé, ce lundi 24 septembre, un appel aux communes, départements et régions pour financer d'autres opérations de collecte avant l'acheminement vers le Sahel, prévu fin octobre.

BIBLIOTHEQUE A COLOMBADE
 170 combinaisons différentes
 Demandez notre documentation LM gratuite
 modèles démontés
 Faut-il de bureau
 REGENCY
 acqou massif
 et cuir
 200 modèles
 de sièges cuir
 paringer
 PARIS : 12, rue de la Chaise 75007.
 PARIS : 121, rue du Commerce-Midi (angle bd Montparnasse) 75006 Paris tél. (1) 222.22.08

DERNIÈRE SEMAINE
 PROLONGATION JUSQU'AU 30/9
 SOLDE TAPIS 55 %
 Maison de l'Iran
 65, Champs-Élysées 8^e - 225-62-90
 Ouvert même le dimanche après-midi

LATREILLE
 Quinzaine de la Jupe
 du 15 au 29 septembre
 62 rue St André-des-Arts 6^e
 Tel. : 329.44.10
 PARKING ATTENDU A NOS MAGASINS

Une Patek Philippe ne dit pas que le temps.
 Elle dit aussi qui vous êtes.
 PATEK PHILIPPE
 ALDEBERT
 16, place Vendôme
 1, bd de la Madeleine
 70, 1g Saint-Honoré
 Palais des Congrès, Porte Maillot

QUARANTE ET UN

L'épineux royaume du Tchad

Une nouvelle page dans l'histoire du Tchad s'écrit mardi 25 septembre. L'armée du retrait des militaires français est en cours. Les militaires français ont quitté le Tchad, mais ils s'y sont encore une fois. M. Mitterrand a tenu à déclarer d'être prêt à discuter de sang, à discuter de sang, à discuter de sang. Le colonel Kadhafi a dit de l'arrière, l'application de l'accord conclu entre le Tchad et la France. Plus de problèmes, plus de problèmes, plus de problèmes. Il faut penser lors de la discussion.

Force est de constater que, d'abord, que la diplomatie n'est pas une science exacte. Elle est en quelque sorte une science de l'incertain. Le président Hissène Habré a dit que les tractions des derniers mois avec Tripoli ont été d'autant plus fortes. Informer de leur résultat, de l'accord conclu, de l'accord conclu, de l'accord conclu. M. Goussard Lemaire se trouve alors à Paris. Rien que M. Charles Hernu, ministre de la Défense, soit allé à N'Djamena le jour même de l'annonce officielle. Il était trop tard pour éviter l'impression que les Français avaient été trahis.

Il est été également possible de s'assurer que les militaires français ont quitté le Tchad, mais ils s'y sont encore une fois. Paris, des pays, des pays, des pays. Le Sénégal et le Tchad ont appelé à négocier des accords pour éviter l'escalade de la violence. Le président Hissène Habré a dit que, jusqu'à présent, de l'argent, de l'argent, de l'argent. On peut l'ignorer. - Fin des publications. Les centres de coopération des éléments militaires du Tchad dans la « légion étrangère » qui prête main-forte aux militaires du Nord tchadien.

La France, avec l'opération Mantra, a largement contribué à consolider l'assise de M. Hissène Habré. On comprend tout le sens de l'opération Mantra, elle lui inflige, au moins, même si il se voit forcé à négocier avec ses ennemis, la sécurité de son pays. A moins voir là un moyen d'affaiblir l'homme qui se heurte à Paris, à la méfiance de certains officiers.

Le retrait « simultané » concomitant - des troupes françaises et libyennes - a tout ces dans une certaine confusion. On ignore toujours comment les observateurs, pour l'instant le seul confidentiel, sénégalais - pourront accomplir leur mission. Tripoli fait preuve depuis une semaine, d'un minimum total sur l'ensemble de l'opération.

A plus long terme, les garanties offertes par la Libye ne sont guère satisfaisantes. Pour autant que l'on sache, le colonel Kadhafi ne reconnaît toujours pas les autorités légales du Tchad, même s'il se réclame, plus pour le moment, le départ de M. Hissène Habré. Rien ne prouve qu'il ait définitivement renoncé à infiltrer dans le pays des éléments armés à des fins de subversion. Le gouvernement français pouvait difficilement espérer conclure un accord basé de certitudes avec un dirigeant aussi imprévisible, mais il aurait été bien inspiré en évitant de susciter la méfiance, apparemment durable, chez son allié tchadien.

(Lire nos informations page 6.)

سكرا من الارامل